



**HAL**  
open science

# L'archéologie préventive dans les projets de zones d'activités en Picardie : bilan méthodologique et scientifique

Nicolas Payraud

## ► To cite this version:

Nicolas Payraud. L'archéologie préventive dans les projets de zones d'activités en Picardie : bilan méthodologique et scientifique. [Rapport de recherche] Institut national du patrimoine; Service régional de l'archéologie de Picardie. 2014. halshs-00998264

**HAL Id: halshs-00998264**

**<https://shs.hal.science/halshs-00998264>**

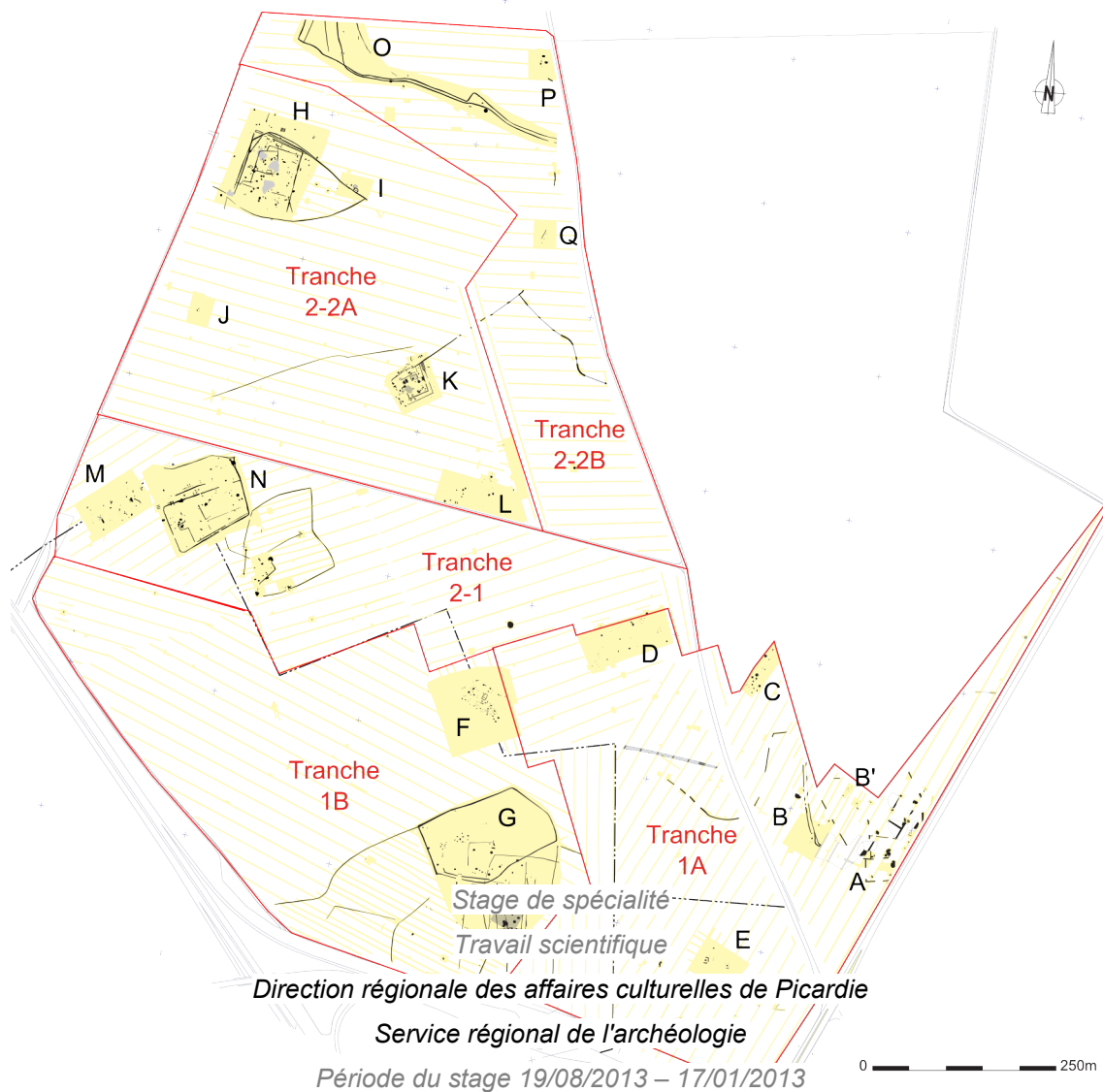
Submitted on 14 Jun 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L'archéologie préventive dans les projets de zones d'activités en Picardie : bilan méthodologique et scientifique

Nicolas PAYRAUD



DIPLOME DE CONSERVATEUR DU PATRIMOINE

Spécialité : Archéologie

Promotion Oscar Wilde 2013-2014



## SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Remerciements.....	3
1. Contexte et méthodologie.....	5
1.1. La Picardie en quelques lignes.....	5
1.2. Archéologie et zones d'activités : petite historiographie .....	6
1.3. L'état de la recherche archéologique en Picardie.....	7
1.4. Les zones d'activités de Picardie.....	10
1.5. Méthodologie.....	11
2. La gestion archéologique des projets de zones d'activités.....	14
2.1. La typologie des opérations et son évolution dans le temps.....	14
2.2. Données surfaciques et répartition géographique.....	17
2.3. Le rôle du service régional de l'archéologie dans la gestion des dossiers de zones d'activités.....	24
2.4. Opérateurs et responsables scientifiques.....	27
3. L'apport de l'étude archéologique des zones d'activités à la connaissance du territoire picard.....	30
3.1. Présentation générale du corpus.....	31
3.2. La Préhistoire ancienne.....	34
3.3. Le Néolithique.....	35
3.4. La Protohistoire ancienne .....	36
3.5. Le second Âge du Fer et l'Antiquité.....	39
3.6. Le Moyen Âge.....	44
3.7. Les époques moderne et contemporaine.....	47
4. Études de cas.....	50
4.1. Le Parc Alata et le Bois de Plaisance, des cas d'école.....	50
4.2. Le Parc d'activités du Griffon et les Jardins d'Intercampus, ou l'évolution récente des pratiques .....	54
4.3. Les particularités des ZAC urbaines.....	59
4.4. Le Gros Jacques, une ZAC oubliée.....	63
5. Synthèse.....	64
5.1. Aspects méthodologiques.....	64
5.2. Apports scientifiques.....	65
Bibliographie.....	68
Table des illustrations.....	72
Annexe : inventaire des opérations archéologiques réalisées dans les zones d'activités.....	75

*En couverture : plan général des opérations archéologiques réalisées dans le parc d'activités du Griffon (Aisne) © Alexandre Audebert et Anthony Lefebvre (CG02), amendé par l'auteur*

## REMERCIEMENTS

Le travail de recherche présenté dans ces pages, qui porte sur l'archéologie préventive dans les zones d'activités de Picardie, a été réalisé au cours d'un stage de cinq mois au service régional de l'archéologie de Picardie, dans le cadre de ma formation de conservateur du patrimoine. L'idée m'en a été soumise par Jean-Luc Collart, conservateur régional de l'archéologie, qui considérait qu'il était temps de faire le bilan de plus de vingt ans d'opérations d'archéologie préventive dans les zones d'activités. Le choix des problématiques ou de la méthodologie à mettre en œuvre a été laissé à mon entière discrétion et s'est fait naturellement, au fil des échanges avec le conservateur régional, mais aussi avec l'ensemble des agents du SRA, en particulier les agents prescripteurs et la cellule en charge de la carte archéologique. Leur connaissance du terrain et des dossiers abordés a permis de reconstituer l'histoire des opérations et des secteurs étudiés, m'offrant de multiples aperçus de la manière dont chaque cas avait été abordé et des principes sous-jacents. C'est donc l'ensemble de l'équipe que je souhaite remercier pour sa disponibilité. Je sais qu'ils ne m'en voudront pas d'avoir une pensée particulière pour Mariannick Le Bolloch, disparue en octobre 2013.

Bien sûr, d'autres personnes ont contribué de manière occasionnelle à la réalisation de ce travail. Je pense en particulier à Mickaël Courtiller, responsable du centre de documentation de la DRAC, ainsi qu'aux responsables d'opérations sollicités spécifiquement ou rencontrés à l'occasion de visites de contrôle sur le terrain. Une nouvelle fois, il paraît plus juste de les remercier collectivement, plutôt que de courir le risque d'oublier quelqu'un.

*Remarque : sauf exception explicitement mentionnée, les fonds de carte sont issus des jeux de données de l'IGN disponibles au sein du ministère de la Culture et de la Communication (BD Topo, BD Alti, BD Carthage)*

La Picardie a longtemps été une des régions les plus dynamiques de France dans le domaine de la recherche archéologique. Il suffit ainsi d'en parcourir la carte pour rencontrer des noms de sites connus par les archéologues du monde entier, du gisement paléolithique de Saint-Acheul au sanctuaire gallo-romain de Ribemont-sur-Ancre. Considérée comme l'un des berceaux des études préhistoriques, elle est aussi celui de l'archéologie aérienne, incarnée, dans les années 1960 par les travaux de Roger Agache, deux domaines qui ont eu un impact important et durable pour la promotion de l'archéologie auprès du grand public. De manière sans doute plus discrète, mais tout aussi importante du point de vue scientifique et méthodologique, la région a été, depuis les années 1970, un véritable terrain d'expérimentation pour l'archéologie préventive naissante, en particulier dans la vallée de l'Aisne. Depuis les années 1990, comme dans la plupart des régions françaises, cette branche de la recherche archéologique a peu à peu pris une place de plus en plus importante, au point de représenter, aujourd'hui, l'essentiel de l'activité archéologique dans la région.

L'une des particularités de la région est le développement exponentiel des projets de zones d'activités depuis le début des années 1990, qui s'explique à la fois par sa situation idéale, entre la mégalopole francilienne et la métropole lilloise (fig. 1) et par la réalisation, pendant la même période, de grandes infrastructures de transport (autoroutes, TGV, aéroport de Beauvais-Tillé, etc.), facilitant l'acheminement des biens et des personnes dans toute la région.

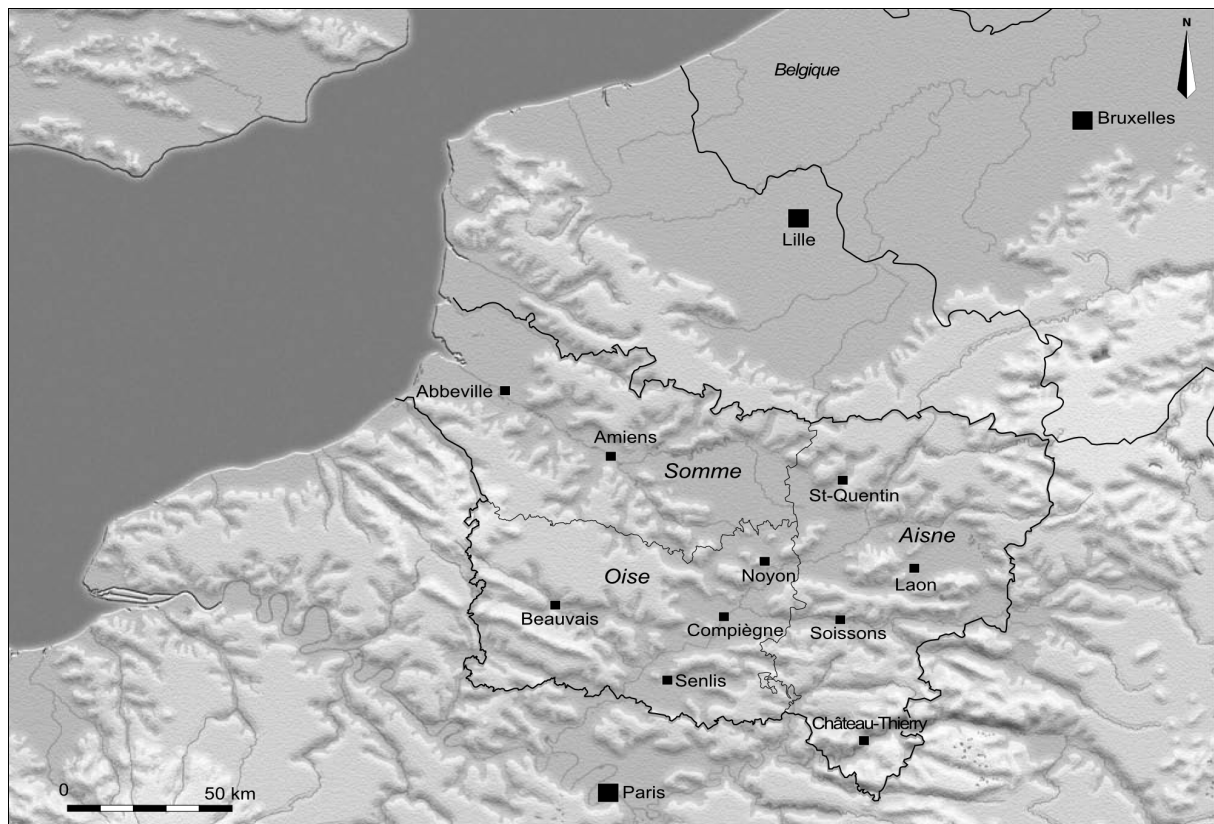


Figure 1 : carte générale de la Picardie (d'après Bayard, Collart, Daugas 2005 : 12)

En matière archéologique, cela s'est traduit, dans un premier temps, par la multiplication des fouilles de sauvetage, puis par la systématisation des opérations d'évaluation, accompagnant le développement de l'association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN). Ce mouvement s'est accentué avec l'adoption, en 2001 et 2003, des lois sur l'archéologie préventive, qui, en imposant la transmission de la plupart des projets d'aménagements au service régional de l'archéologie, ont facilité le suivi des programmes de zones d'activités. En une vingtaine d'années, on est ainsi passé, dans ce domaine comme dans d'autres, de l'organisation en catastrophe d'opérations de sauvetage très ponctuelles à celle de diagnostics et de fouilles préventives permettant d'explorer des dizaines, voire des centaines d'hectares de terrains situés, dans la plupart des cas, à proximité des agglomérations, enrichissant considérablement la connaissance du territoire picard. Ce développement a été accompagné d'une évolution progressive des méthodes d'évaluation, l'un comme l'autre ayant dû être pris en compte par les services de l'État dans le traitement de ces dossiers.

Au contraire de l'archéologie des grands tracés linéaires, dont le bilan a été entamé, en ce qui concerne la Picardie, dans le cadre d'une action collective de recherche initiée en 2002 et dont une première synthèse a été publiée récemment (Bayard, Buchez, Depaepe 2011), celle des zones d'activités n'a fait l'objet, à ce jour, d'aucun essai de synthèse. Pourtant, avec l'achèvement des opérations liées au projet de canal Seine-Nord-Europe, le développement des ZA, ZAC et autres ZI représente désormais la meilleure opportunité d'ouvrir de grands espaces à la recherche archéologique. Un bilan des apports méthodologiques et scientifiques de l'archéologie préventive dans les zones d'activités, afin de disposer d'une base de réflexion pour les années à venir, qui verront sans doute, crise économique oblige, une évolution des modes d'aménagement économique, paraît donc indispensable. C'est l'objet de la présente étude, réalisée au cours d'un stage au service régional de l'archéologie de Picardie, dans le cadre de la formation de conservateur du patrimoine. Sans prétendre à l'exhaustivité, elle constitue une synthèse de la manière dont ont été gérées et menées les opérations d'archéologie préventive dans les zones d'activités de Picardie et une première approche critique de l'apport scientifique de l'étude de ces grandes surfaces dans le cadre de l'archéologie préventive.

Pour ce faire, il paraît utile de procéder en trois temps. La première partie de l'étude sera consacrée à la présentation de son cadre général et de la méthodologie mise en œuvre pour sa réalisation. La deuxième partie consistera en un bilan général des opérations archéologiques dans les zones d'activités. La troisième et dernière partie sera consacrée à des études de cas, permettant d'analyser, dans le détail, les apports scientifiques et méthodologiques de ce type d'opérations.

\*\*\*\*\*

## 1. CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE

Le développement massif des zones d'activités est une des caractéristiques majeures de l'aménagement urbain et péri-urbain, en France et en Europe, depuis les années 1960. Il s'agissait, à l'origine, d'une réponse relativement simple au besoin de place né du développement économique des Trente Glorieuses, en particulier de celui de l'industrie et des grandes surfaces commerciales. Au cours des dernières décennies, des milliers d'hectares de terres agricoles ou, plus rarement, d'anciennes friches urbaines, ont ainsi vu l'implantation d'usines, de commerces, de bureaux ou d'entrepôts. Cette stratégie a abouti à une consommation d'espaces sans précédent dans l'histoire européenne : en France, selon une étude du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durable, on dénombrait, en 2008, plus de 24 000 zones d'activités, couvrant une superficie totale d'environ 450 000 ha, soit près de 10% du territoire métropolitain, regroupant 25% des emplois et un tiers des entreprises du pays (Bihan-Poudec 2009 : 39). Il était donc inévitable qu'à un moment ou un autre, l'attention soit attirée sur les conséquences de ces aménagements en termes de conservation du patrimoine archéologique et que des démarches diverses soient entreprises pour permettre sa prise en compte. Il convient donc, après quelques rappels sur la Picardie, de dresser un tableau de ces réflexions, avant de présenter, de manière détaillée, les objectifs et choix méthodologiques propres à cette étude.

### 1.1. LA PICARDIE EN QUELQUES LIGNES

La Picardie est une région de taille modeste, la quinzième de France en superficie (19 399 km<sup>2</sup>). Le territoire picard est constitué majoritairement de plateaux formés au cours du crétacé et du tertiaire, surtout crayeux, entamés par les grandes vallées de l'Aisne, de l'Oise, de la Marne et de la Somme, qui divisent la région en une série de secteurs géologiques distincts. La plaine littorale constitue une entité à part, née des successions de transgressions et régressions marines du quaternaire. Le relief est la plupart du temps peu prononcé, seules les vallées et les régions excentrées que sont la Tiérache et le Vexin rompant avec cette relative uniformité. Les terres agricoles recouvrent 76% du territoire, mais on recense aussi plusieurs grands domaines forestiers (17% des terres, en comptant les prairies), principalement au sud et à l'est de la région, autour de Chantilly, Compiègne, Saint-Gobain ou Villers-Cotterêts (Fasquel 2012 : 14). Le

Département	Population 2012	Superficie (km <sup>2</sup> )	Densité (hab/km <sup>2</sup> )
Aisne	543 264	7 369	74
Oise	807 692	5 860	138
Somme	573 651	6 170	93
<b>Total</b>	<b>1 924 607</b>	<b>19 399</b>	<b>99</b>

Figure 2 : population, superficie et densité des départements picards en 2012

climat est généralement tempéré et humide, avec de fortes distorsions à l'intérieur même de la région. En termes de population, la région est la douzième de France (1 924 607 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2012). Plus densément peuplée (99 hab/km<sup>2</sup>) que la Champagne-Ardenne voisine (52 hab/km<sup>2</sup>) mais nettement moins que ses autres voisines francilienne, nordiste et haut-normande (987, 326 et 149 hab/km<sup>2</sup>), ce qui a une influence importante sur l'aménagement de son territoire : plus rurale, sans être pour autant un désert démographique, elle présente les caractéristiques idéales pour accueillir les infrastructures industrielles qui ne peuvent pas s'installer dans les grandes métropoles lilloise et parisienne, faute de place ou de moyens. Ce constat doit cependant être nuancé en fonction des départements, les profils de l'Oise et de l'Aisne étant pratiquement inversés (fig. 2). Le premier nommé est en effet plus urbanisé, avec trois villes de plus de 100 000 habitants (Compiègne, Beauvais et Creil), alors que l'Aisne n'en compte qu'une seule (Saint-Quentin). C'est aussi le cas de la Somme, mais la taille de l'agglomération amiénoise est sans commune mesure avec les autres, puisqu'elle approche les 300 000 habitants, regroupant donc plus de la moitié de la population du département. L'économie régionale était encore portée, en 2007, par les secteurs primaire et secondaire, mais la crise économique actuelle affecte principalement celui-ci. La Picardie est d'ailleurs plus touchée par le chômage que la moyenne nationale, ce qui explique l'engagement des pouvoirs publics dans tous les projets susceptibles de créer des emplois ou de dynamiser l'activité économique locale. La région actuelle comprend la majeure partie de la Picardie "historique", née au début de l'époque moderne et foyer de la langue picarde, mais aussi, dans sa partie sud-orientale, toute une série de territoires liés à la monarchie française depuis l'époque mérovingienne et donc historiquement tournés vers l'Île-de-France, voire la Champagne (Soissonnais, Laonnois, Valois, etc.).

## 1.2. ARCHÉOLOGIE ET ZONES D'ACTIVITÉS : PETITE HISTORIOGRAPHIE

D'une manière générale et si on laisse de côté les études de cas locaux, la bibliographie francophone consacrée aux zones d'activités est peu importante, les plus anciennes synthèses ne se contentant pas seulement d'évoquer les zones industrielles semblant dater de 1995 (Guide 1995, Bécard, Devoize, Ségault 1995). Dans les années 2000, l'intérêt croissant pour la notion de développement durable pousse quelques chercheurs à s'intéresser de plus près à ce sujet (Jallas 2003, Forget 2006, Zajdowicz 2007). Les articles consacrés à ce sujet se sont faits plus nombreux après le "Grenelle de l'environnement" de 2007, qui avait mis en avant la nécessité de repenser de nombreuses pratiques en termes de déplacements et d'extension du tissu urbain. On peut ainsi citer une courte synthèse de la Fédération nationale des agences d'urbanisme examinant l'évolution de certaines zones d'activités en nouveaux pôles urbains (Jourdan, Riou, Sanchez 2008), de nombreux guides pratiques, souvent édités par les collectivités territoriales ou leurs agences (Brasseur, Vallès 2007), ou encore quelques rapports prospectifs (Barilleau 2010). Ces documents soulignent tous le manque de synthèses sur la question et, plus généralement, la difficulté de rassembler des informations fiables et cohérentes sur ce vaste domaine.

À l'échelle picarde, le constat est le même, puisque si de nombreuses données relatives aux zones d'activités peuvent être recueillies auprès des chambres de commerce et d'industrie ou des sociétés locales d'aménagement, les publications sur ce sujet sont rares et ne concernent pas l'ensemble de la région, bien que, pourtant, l'encadrement de ces zones soit un des axes du schéma régional de développement économique adopté en 2006<sup>1</sup>. L'Aisne est probablement le département de la région dans lequel la réflexion autour du développement des zones d'activités est la plus ancienne. Dès 1991, cette question est ainsi abordée dans une étude consacrée à l'influence de l'Île-de-France sur le sud du département (Aisne 1991). En 1997, le conseil général élabore un guide des zones d'activités (Gallois, Lécuru 1997), juste après la parution d'une étude consacrée à la partie nordiste de la Thiérache (Codiron 1996). En 2004, l'INSEE dresse à son tour un état des lieux, toujours pour ce seul département (Deforge, Delcourt, Hecquet 2004 : 96-103).

Les premières interventions archéologiques recensées dans des zones d'activités remontent à la fin des années 1980, plus précisément en 1987 pour la Picardie (ZAC de la Marnière, à Chambly). À titre de comparaison, les premières fouilles de sauvetage dans des zones d'activités du Hainaut ou du Liégeois datent respectivement de 1992 et de 1998 (Deramaix 2005 : 81 ; Marchal 2005 : 86). Cependant, il faut attendre l'extrême fin des années 1990 pour que les questions méthodologiques et scientifiques que soulève l'approche de ces grands aménagements commencent à être abordées ; elles ne le sont pas dans les bilans nationaux antérieurs (Recherche 1990, 1997). Dans le cadre des projets européens Planarch 1 (Gill, Lacey 2001 ; Ghénne, Remy, Saumoy 2002) et Planarch 2 (Blancquaert, Sauvage, Talon 2004 ; Ghénne 2007, notamment l'article de Chr. Wohlfarth), rassemblant des partenaires britanniques, néerlandais, belges, français et allemands autour de l'étude des possibilités d'intégration de l'archéologie dans les politiques d'aménagement du territoire,

<sup>1</sup> Le premier schéma régional des zones d'activités date de 1981.

plusieurs zones d'activités du Nord-Pas-de-Calais servent alors de secteur d'expérimentation pour les archéologues de l'INRAP : Arras "Actiparc", Dourges "Delta 3", Onnaing "Toyota" et Villeneuve d'Ascq "La Haute Borne" (Jacques, Prilaux 2002 ; Blancquaert, Sauvage 2005). Les résultats de ces différentes études nourrissent largement le premier colloque entièrement consacré à la question de l'archéologie dans les zones d'activités, organisé en 2004 à Amay, en Wallonie (Léonard 2005) et fournissent de précieux éléments de comparaison sur lesquels il sera plus opportun de revenir plus tard. À la même époque, en France, le développement intensif de l'archéologie préventive suite à l'adoption des lois de 2001 et de 2003<sup>2</sup>, conduit les acteurs de la discipline à s'interroger, dans le cadre d'un séminaire organisé à Glux-en-Glenne en 2005, sur les conditions de prescription et de mise en œuvre des diagnostics archéologiques, le type d'opération le plus fréquent dans les zones d'activités (Archétis 2006).

Ces deux colloques, même s'ils n'abordent pas tout à fait les mêmes questions, permettent de faire un premier bilan de l'archéologie des grandes surfaces, dont ressortent quelques éléments communs, malgré de très fortes disparités régionales : la nécessité de sonder autour de 10% du terrain – en zone rurale – pour en évaluer le potentiel archéologique, l'importance primordiale des études documentaires, que ce soit du côté du prescripteur ou du responsable scientifique, mais auxquelles le temps consacré est insuffisant, ou encore et surtout la nécessité de réaliser les opérations archéologiques le plus en amont possible des premiers travaux, afin que la fouille intégrale ne soit pas l'unique recours pour préserver la connaissance du patrimoine archéologique – vœu pieu s'il en est. À titre de comparaison, l'étude réalisée par Oxford Archaeological Unit en 2001 sur une douzaine d'exemples anglais, dans le cadre du projet Planarch 1, montre un taux d'ouverture moyen de 2,4% seulement dans le cadre des opérations d'évaluation, mais complété par le recours beaucoup plus courant qu'en France à des méthodes de prospection complémentaires, notamment géophysiques (Hey, Lacey 2001 : 15).

Dans la seconde moitié des années 2000, la recomposition progressive du paysage de l'archéologie préventive française, marquée d'abord par le retour au premier plan des services de collectivités territoriales, pratiquement écartés en 2001 et qui tiennent, à partir de 2008, des rencontres annuelles, est accompagnée d'une pause dans les bilans scientifiques et méthodologiques relatifs à ces questions. Symboliquement, c'est pendant cette période que l'INRAP commence la publication de synthèses destinées au grand public, soit chronologiques<sup>3</sup>, soit géographiques<sup>4</sup>. Le début de la décennie suivante, inversement, voit un retour d'intérêt pour les liens entre archéologie et aménagement du territoire, problématique au cœur de l'action des collectivités territoriales (Audebert, Vigreux 2012 ; Carpentier, Levaux 2013). À l'échelle internationale, plusieurs colloques récents témoignent d'une réflexion plutôt tournée autour des liens entre archéologie et développement économique<sup>5</sup>. À noter que le *livre blanc de l'archéologie préventive* n'aborde le sujet des zones d'activités qu'à travers la question très spécifique du financement des fouilles par le fond national pour l'archéologie préventive dans le cas des ZAC (Garcia 2013 : 30, 88, 89).

Il est finalement étonnant qu'un seul colloque majeur ait été consacré, à ce jour, spécifiquement à l'intégration de la recherche archéologique dans les projets de zones d'activités, alors que nombre de recherches menées depuis une quinzaine d'années sont largement tributaires des données issues de ces opérations. L'étude de l'exemple picard représente donc une opportunité étonnamment originale de s'intéresser à cette question.

### 1.3. L'ÉTAT DE LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE EN PICARDIE

La recherche archéologique picarde est ancienne et ses résultats très largement diffusés, à travers quatre médias principaux : la *Revue archéologique de Picardie*, les bilans scientifiques régionaux, la *Carte archéologique de la Gaule* et les plaquettes *Archéologie en Picardie*, destinées au grand public. Il ne paraît donc pas nécessaire, dans ces pages, de s'attarder sur son histoire propre, bien résumée dans la synthèse publiée en 2005 (Bayard, Collart, Daugas 2005 : 295-301). Cette année-là, deux journées d'études sont en effet consacrées à un bilan de la recherche archéologique en Picardie, pas le premier du genre<sup>6</sup>, mais de loin le plus abouti, car réunissant tous les acteurs de l'archéologie régionale et largement diffusé grâce à sa publication dans la *Revue archéologique de Picardie*. Ce bilan bénéficie notamment des premiers travaux entrepris dans le cadre de l'action

<sup>2</sup> Sur l'évolution du cadre réglementaire et législatif de l'archéologie, voir Collart 2012.

<sup>3</sup> Neuf des dix premiers volumes de la collection "Archéologies de la France", parus entre 2007 et 2011 aux éditions Errance, présentent un bilan pour une période donnée.

<sup>4</sup> La collection "Fouilles et découvertes", publiée par Ouest France, compte six volumes parus entre 2009 et 2011.

<sup>5</sup> *Archaeology and economic development conference*, Londres, UCL, 2012 ; *World archeological congress*, thèmes 7 et 8, Mer Morte, 2013.

<sup>6</sup> Des bilans avaient déjà été réalisés en 1986, 1994 et 1997, seul le deuxième étant diffusé au grand public, à travers le bilan scientifique régional de cette année-là.

collective de recherche *Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie*, rassemblant principalement les agents de l'INRAP concernés par les dites opérations, dont les résultats concernant les époques préhistoriques et protohistoriques ont été publiés six ans plus tard (Bayard, Buchez, Depaepe 2011). Il est vrai que le développement de l'archéologie préventive picarde est étroitement lié à de grands projets d'infrastructures linéaires : 404 km d'autoroutes y ont été construits entre 1985 et 2005 (A26, A28, A16, puis A29) et 152 km de lignes ferroviaires entre 1991 et 2007 (TGV nord et est), entraînant la réalisation de plus de 270 opérations archéologiques entre 1982 et 2004 (*ibid.* : 30-31). Encore ce bilan ne tient-il compte ni des opérations liées au gazoduc dit de l'Artère des Hauts de France (Saulce 2004), dont le doublement a fait l'objet de nouvelles campagnes de diagnostics et de fouilles en 2012-2013, ni des recherches liées au projet de canal Seine-Nord-Europe<sup>7</sup>. Le graphique ci-dessous (fig. 3) permet de mettre en évidence l'impact des travaux en question sur le nombre de diagnostics réalisés<sup>8</sup>, avec des pics en 1995, 1998 et 2002, qui correspondent respectivement aux campagnes d'évaluation concernant la section nord de l'A16 et les parties est et ouest de l'A29<sup>9</sup>.

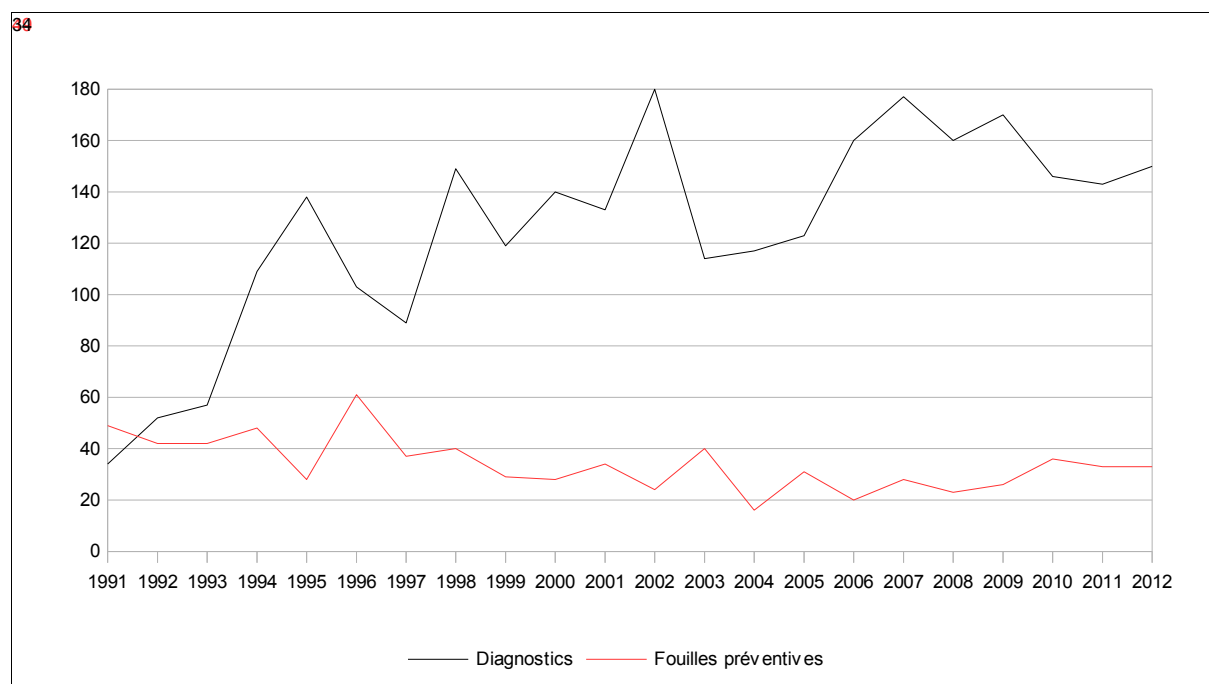


Figure 3 : évolution du nombre total de diagnostics et de fouilles préventives en Picardie (1991-2012)

Il serait cependant dangereux de réduire l'archéologie picarde à celle des grands travaux ; pour s'en tenir à l'objet de la présente étude, on recense ainsi 222 opérations dans les ZA de la région au cours de la même période (plus précisément entre 1987 et 2004) qui, si elles ne mobilisent pas autant d'archéologues, représentent un investissement non négligeable en temps et en moyens humains. Ainsi, sans remettre en question le rôle essentiel joué par les grands travaux linéaires il convient de souligner le poids considérable des projets de ZA dans l'activité archéologique régionale, qui représentent une large part de l'activité courante des opérateurs d'archéologie préventive.

Le bilan de 2005 met en avant les spécificités majeures de l'archéologie régionale :

- Une recherche sur le Paléolithique plus ancienne et plus dynamique que dans de nombreuses autres régions
- Une connaissance du Néolithique et de la Protohistoire en progrès, en particulier grâce aux interventions sur les plateaux liées aux projets de ZA, mais qui reste lacunaire pour les périodes de transition (Bronze ancien, Hallstatt, La Tène ancienne), le taux d'échantillonnage des diagnostics (10%) étant jugé insuffisant pour ces périodes
- Pour les périodes antique et médiévale, une archéologie rurale dynamique, mais souffrant de la disparition progressive des fouilles programmées, longtemps moteur de la discipline autour de

<sup>7</sup> Voir Audoly 2011 pour le bilan des diagnostics liés au projet de canal. Des synthèses plus récentes, mais partielles et provisoires des opérations d'archéologie préventive concernant ces deux projets ont été présentés dans le cadre des journées archéologiques de Picardie 2013 à Amiens : R. Rougier, "Bilan des recherches sur le gazoduc Loon Plage – Cuvilly" ; D. Bayard et M. Talon, "Les prospections géophysiques réalisées sur le tracé du canal Seine-Nord-Europe".

<sup>8</sup> Avant 2001, ce sont ici les campagnes de sondages et d'évaluation qui sont considérées comme "diagnostics".

<sup>9</sup> Bayard, Buchez, Depaepe 2011 : 30.



thématiques particulières (sanctuaires antiques, nécropoles mérovingiennes)

- Une archéologie urbaine longtemps dynamique (Desachy, Guilhot 1999), mais en fort ralentissement, en raison du faible nombre de responsables d'opérations potentiels dans la région, malgré l'existence de plusieurs services municipaux ou d'agglomération

La répartition chronologique des 93 sites fouillés dans le cadre des grands tracés linéaires (fig. 4) témoigne d'un autre déséquilibre : les sites laténiens ou gallo-romains représentent, à eux seuls, 60% du corpus, contre 12% pour la Préhistoire ancienne, 13% pour le Néolithique et la Protohistoire ancienne et 15% pour le Moyen Âge. Comme il s'agit ici de fouilles et pas simplement de diagnostics, on peut considérer que l'accent a été volontairement et très largement mis, dans le cadre de ces travaux, sur les recherches concernant le monde antique au sens large, au détriment des autres périodes. On verra plus loin dans quelle mesure ce constat peut être généralisé à l'ensemble de l'archéologie régionale ou si l'analyse des recherches dans les ZA conduit à le relativiser.

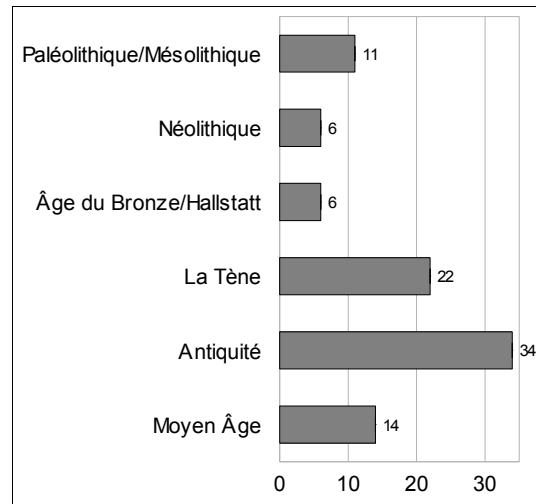


Figure 4 : répartition chronologique des sites fouillés dans le cadre des grands tracés linéaires entre 1982 et 2004 (d'après Bayard, Buchez, Depaepe 2011 : 58)

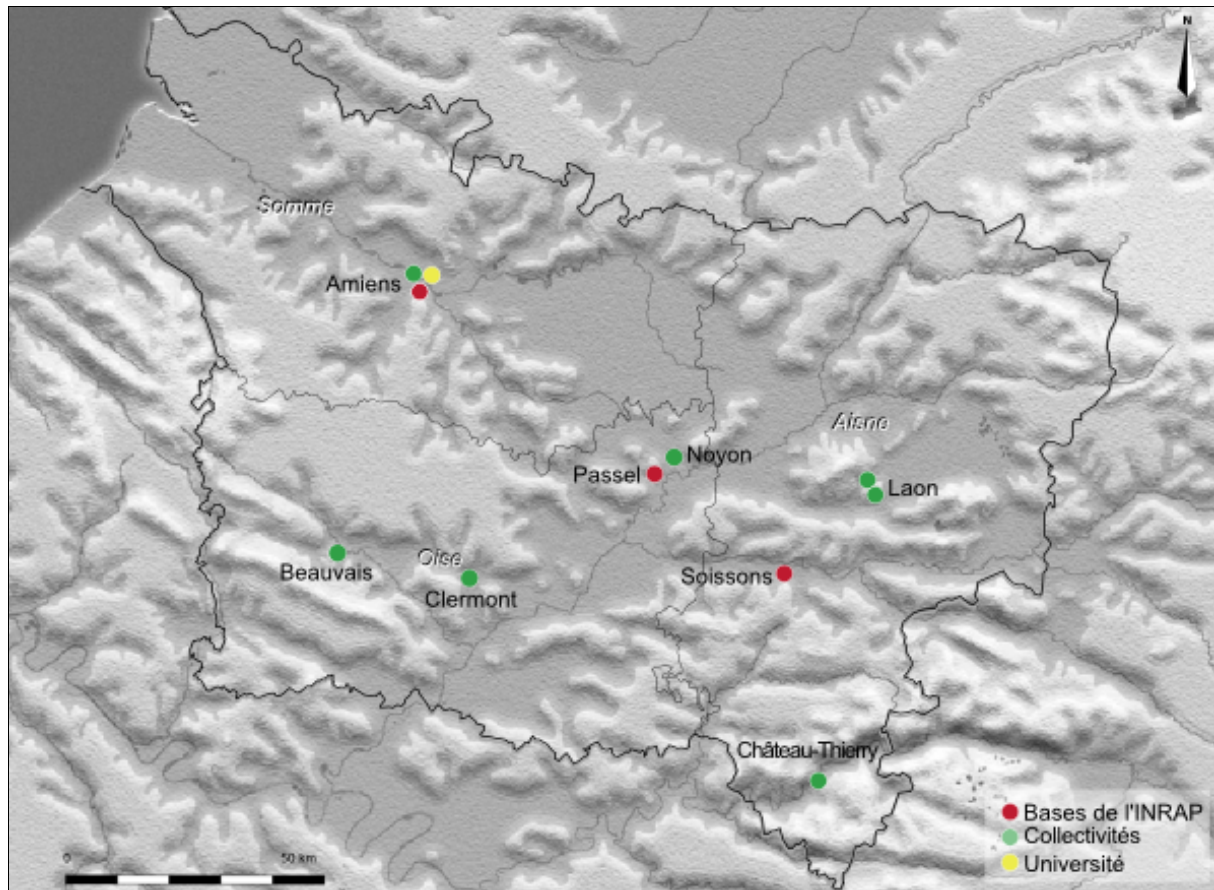


Figure 5 : répartition géographique des opérateurs agréés en Picardie

Depuis 2005, mis à part le début de la publication des travaux de l'ACR sur les tracés linéaires, les synthèses sur l'archéologie picarde se font rares, l'ouvrage de vulgarisation consacré à la Picardie dans la collection "Fouilles et découvertes" (Collart, Talon 2011) reprenant très largement les résultats antérieurs. Le dernier bilan scientifique régional publié à ce jour est d'ailleurs celui de l'année 2008. Pourtant, le paysage de l'archéologie picarde a considérablement évolué depuis lors, en particulier à travers le développement des services de collectivités agréés : à ceux des villes de Laon, Beauvais et Château-Thierry, déjà anciens, se sont ajoutés les services départementaux de l'Aisne et de l'Oise, puis celui d'Amiens Métropole.



À l'exception pour l'instant du dernier nommé, tous ces opérateurs interviennent, au moins de manière ponctuelle, dans les projets de zones d'activités, en particulier à l'étape du diagnostic, alors que les autres opérateurs agréés intervenus dans la région (Évéha et UnivArchéo) n'ont pour l'instant mené aucune opération dans le cadre de ce type de projet.

#### 1.4. LES ZONES D'ACTIVITÉS DE PICARDIE

Le terme de zone d'activités est employé, dans cette étude, dans son sens le plus large, c'est-à-dire celui d'un secteur géographique réservé à un type donné d'implantation, en règle générale celle d'entreprises, en excluant les carrières, qui constituent un ensemble tout à fait à part du point de vue législatif et réglementaire, mais en incluant, en revanche, les quelques ZAC urbaines concernées. En fonction de la destination effective du projet et de la mode du moment, elles sont désignées sous des appellations et des sigles variés. En Picardie, ont ainsi été recensées une majorité de zones d'activités (ZA) ou de zones d'aménagement concerté (ZAC), mais on rencontre aussi les termes de pôle d'activité (éventuellement industriel ou économique), de zone industrielle, de zone d'intérêt départemental ou régional ou encore de zone économique spéciale. La plupart du temps, même lorsque cette dénomination n'est pas employée, ces zones relèvent du régime des ZAC, type d'aménagement créé par la loi d'orientation foncière n°67-1253 du 30 décembre 1967. Dérogeant initialement aux règles d'urbanisme classiques, elles s'inscrivent obligatoirement dans le périmètre des zones urbanisées où à urbaniser du plan d'occupation des sols depuis la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme et sont directement intégrées dans le plan local d'urbanisme depuis la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains n°2000-1208 du 13 décembre 2000. Leurs règles de création sont aujourd'hui définies dans le code de l'urbanisme (art. R311-1 à 311-5-1). L'initiative d'une ZAC relève de la collectivité ou de l'établissement public concerné, éventuellement de l'État et le projet est validé, selon les cas, par la commune, l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou le préfet de département.

Dans le dispositif législatif et réglementaire actuel, l'avis du service régional de l'archéologie sur les projets de zones d'activités peut être sollicité à trois étapes. La première est celle de l'étude d'impact, à laquelle est normalement soumis ce type de projet (art. R122-2 du code de l'environnement), lors de laquelle le SRA, s'il est sollicité, peut communiquer les informations de la carte archéologique ou les arrêtés de zonage concernés. À cette étape, il ne s'agit que d'une simple information sans valeur contraignante pour l'aménageur. La deuxième étape concerne exclusivement les ZAC, dont le projet validé doit être transmis au préfet de région pour avis et est automatiquement instruit par le SRA (art. R523-9 du code du patrimoine). La troisième et dernière est celle du permis de construire ou de son équivalent (déclaration de travaux, etc.), pour laquelle le dossier est examiné au même titre que tous les autres projets d'aménagements transmis en application du code du patrimoine. Ainsi, il est possible qu'un même dossier fasse l'objet de plusieurs examens successifs, parfois très espacés dans le temps.

Selon la chambre régionale de commerce et d'industrie de Picardie, la région comptait, en décembre 2012, 259 zones d'activités, couvrant près de 10 000 ha (fig. 6 et 7). Sans surprise, une grande partie de ces ZA est concentrée autour des principaux centres urbains, qu'il s'agisse des chefs-lieux de départements ou des autres villes importantes, telles Abbeville, Saint-Quentin, Soissons, Compiègne ou Creil. L'Oise présente le tissu le plus dense, en particulier le long de la vallée à laquelle le département doit son nom. La proximité de l'Île-de-France explique en grande partie cette situation. À l'inverse, l'Aisne a la particularité de disposer de ZA nettement moins nombreuses, mais en moyenne bien plus vastes. C'est le résultat le plus visible de la politique volontariste de gestion des zones d'activités menée par le conseil général depuis le bilan de 1997. Dans la Somme, une grande partie des zones et parcs d'activités dont la taille est

Département	Nombre de ZA	Surface aménagée (ha)	Surface moyenne par ZA (ha)	Surface disponible (ha)
Aisne	61	2 370	39	445
Oise	148	4 271	29	381
80	150	3 195	21	540
Total	359	9 836	27	1 366

Figure 6 : nombre et superficie des ZA en Picardie en décembre 2012

conséquente est située le long des axes autoroutiers construits dans les années 1990-2000 (A16 nord, A29 est), quelques ZA majeures s'étant toutefois développées ailleurs, en raison de circonstances particulières, comme le développement de l'aéroport d'Albert-Méaulte. Dans ce département, d'une manière encore plus frappante que dans les deux autres, les opérations d'archéologie préventive liées aux projets de ZA doivent donc être mises en parallèle avec celles

réalisées dans le cadre des grands tracés linéaires. La recherche archéologique se retrouve ainsi tributaire de choix politico-économiques forts, très différents d'un département à l'autre.

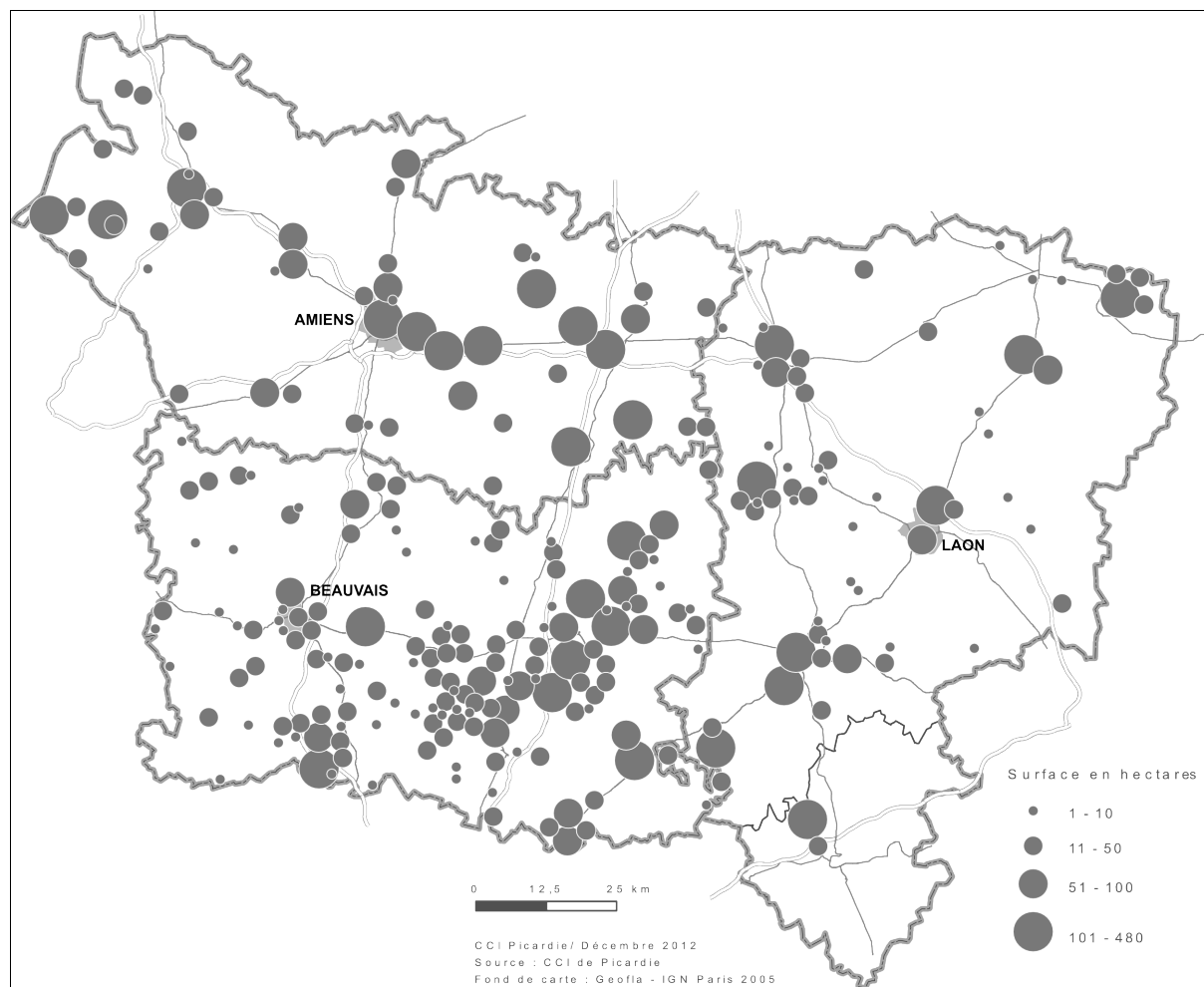


Figure 7 : carte de répartition des principales zones d'activités de Picardie en décembre 2012

## 1.5. MÉTHODOLOGIE

La mise en contexte précédente permet de se faire une idée assez nette de l'ampleur considérable que revêtirait une analyse approfondie de l'ensemble des opérations archéologiques réalisées dans les zones d'activités de Picardie. Une fois ce constat fait, il convenait donc de définir plus précisément les contours et la problématique de l'étude envisagée, afin qu'elle puisse être conduite dans le délai restreint et les conditions particulières d'un stage de cinq mois, dont elle ne constituait pas, loin de là, la seule activité.

Un travail préliminaire paraissait indispensable, quels que soient les choix définitifs : le recensement de toutes les opérations conduites dans le cadre des projets de ZA. Pour cela, deux approches sensiblement différentes pouvaient être tentées, l'une en partant des prescriptions émises par le préfet de région, l'autre en s'appuyant sur les rapports d'opérations rendus. Ces deux démarches, bien que complémentaires, ne s'inscrivent pas dans la même logique, puisque un inventaire des prescriptions traduirait plutôt l'activité du service régional de l'archéologie dans ce domaine, tandis que le dépouillement des rapports permet d'accéder aux résultats concrets des opérations de terrain. Si ce dernier ne donne qu'une vision tronquée de l'archéologie de terrain, en raison du nombre important de rapports non rendus ou pas assez détaillés, aborder ce sujet par le biais des prescriptions rendrait très difficile toute tentative de remonter le temps au-delà de l'adoption de la loi de 2001. Le choix s'est donc porté sur la deuxième possibilité et donc, avant tout, sur l'analyse des opérations archéologiques effectivement réalisées dans le cadre des projets de zones d'activités. Elle n'exclut évidemment pas, bien au contraire, l'analyse de la gestion de ces dossiers par le SRA, qui est très rapidement apparue comme un des points essentiels à aborder dans le cadre de cette recherche ; simplement, le corpus

étudié est uniquement celui des ZA dans lesquelles ont été réalisées des opérations archéologiques. Ce biais est en partie corrigé par la présentation d'études de cas, dans lesquelles il a été décidé de reconstituer l'historique complet des dossiers concernés.

Le principe général étant posé, il restait à procéder à l'inventaire des opérations. Après une première consultation des différentes bases de données du SRA, toutes conçues sous Filemaker, la démarche la plus efficace a consisté à partir de la base d'enregistrement des rapports pour déterminer ceux relatifs aux ZA. En l'absence, dans celle-ci, de champ relatif au type de projet, il a fallu procéder par des séries de recherches textuelles dans la rubrique "Titre", en recherchant les termes ZAC, zone, activité, etc. Une fois cette première liste épurée des rapports visiblement sans aucun lien pertinent avec le sujet, le dépouillement a été entrepris en ordre alphabétique, département après département et commune par commune. Au fur et à mesure, des rapports non recensés dans la liste initiale ont été ajoutés, soient qu'ils aient été repérés par un lieu-dit déjà rencontré dans les autres, soient qu'ils aient été mentionnés dans les rapports ultérieurs, alors que, dans un cas comme dans l'autre, leur titre ne permettait pas de les rattacher *a priori* à un projet de ZA. Cela concernait surtout des rapports des années 1980 et 1990, période pendant laquelle la seule information portée sur la page de couverture était souvent sa localisation géographique. De nombreux rapports étaient absents du centre de documentation et ont donc dû être longuement recherchés, avec l'aide des agents concernés au sein du SRA. Dans la plupart des cas, ils étaient d'ailleurs entre les mains de ces derniers, pour vérification, intégration dans la carte archéologique, suivi d'un dossier ou attente de transmission à la commission interrégionale des recherches archéologiques. Quelques-uns, très rares, n'ont jamais été retrouvés. La liste ainsi obtenue a ensuite été comparée aux tableaux de suivi de l'activité dressés annuellement par le SRA, afin d'identifier les opérations réalisées, mais dont le rapport n'avait pas été rendu. Enfin, une ultime vérification a été faite dans la base de données de suivi des dossiers, Popar ; elle a permis de confirmer qu'aucun autre projet de zone d'activités – en tout cas enregistré comme tel – ayant vu des interventions archéologiques n'avait été oublié. Il est probable que quelques dossiers aient été omis malgré tout, mais même un dépouillement exhaustif de l'ensemble des rapports n'aurait pas garanti un succès total, car, d'une part, de nombreux rapports sont très imprécis quant aux raisons ayant entraîné la réalisation d'une opération et, d'autre part, certains aménagements ont pu faire l'objet d'opérations archéologiques sans que le SRA ne sache qu'ils s'inscrivaient dans le développement d'une ZA. Ce cas de figure peut se produire notamment lorsque les dossiers ne sont instruits qu'à l'étape du permis de construire.

On peut toutefois estimer que le corpus documentaire constitué est suffisamment conséquent pour permettre la réalisation d'une étude valide. En effet, ce sont pas moins de 368 rapports d'opérations qui ont finalement été traités dans le cadre de cette recherche : 283 correspondent à des diagnostics, des évaluations ou des sondages, 84 à des fouilles préventives ou de sauvetage. Le dépouillement exhaustif d'une telle masse documentaire n'était de toute évidence pas envisageable dans un délai aussi restreint. En conséquence, après examen d'une petite série de rapports anciens et récents, une grille de lecture a été mise en place afin de relever les informations jugées les plus pertinentes pour appréhender ce corpus dans son ensemble. D'un point de vue pratique, elle a été créée sous OpenOffice Calc, afin d'être facile à compléter, à retravailler et à exporter, là où une base de données digne de ce nom aurait nécessité un travail de conception préalable plus important, alors qu'un tableur est largement suffisant pour un simple inventaire<sup>10</sup>. Les informations enregistrées pour chaque opération sont les suivantes :

- Nom de la ou des communes concernées
- Nom de la zone d'activités
- Tranche du projet concernée
- Année de l'opération
- Année de réception du rapport au SRA
- Type d'opération, normalisé comme suit : sondages, évaluation, diagnostic, fouille préventive, sauvetage<sup>11</sup>
- Surface prescrite<sup>12</sup>
- Surface réellement sondée<sup>13</sup>

<sup>10</sup> L'inventaire en question est placé en annexe de l'étude.

<sup>11</sup> En cas de conflit entre les termes employés par l'auteur du rapport et l'arrêté concerné, ce dernier a prévalu.

<sup>12</sup> D'après l'arrêté de prescription, en tenant compte des éventuels arrêtés modificatifs.

<sup>13</sup> En cas d'incohérence, les données surfaciques indiquées sur les plans ou dans le texte du rapport ont été préférées à celles indiquées dans la notice administrative.

- Opérateur<sup>14</sup>
- Responsable scientifique de l'opération
- Sites structurés mis au jour
- Autres traces d'occupation
- Prescription postérieure
- Remarques

En ce qui concerne les opérations dont le rapport n'a pas été rendu ou retrouvé, les données ont été extraites des rapports postérieurs qui en faisaient mention ou, pour celles qui étaient en cours au moment de la réalisation de cet inventaire, des informations communiquées par le responsable scientifique.

La notion de site structuré, qui correspond à peu près à celle d'entité spatiale structurée d'ArchéoDATA (Chaillou 2003 : 107), a été appréciée individuellement, au regard des informations contenues dans les rapports. Sont regroupés dans cette catégorie tous les ensembles présentant un degré de structuration suffisant pour parler de site, au regard des spécificités de la période concernée : on y rencontre donc aussi bien un amas de débitage paléolithique qu'un habitat ouvert hallstattien ou qu'un atelier de verriers médiéval. Les autres occupations n'ont été recensées que lorsqu'elles présentaient un caractère autre qu'anecdotique et correspondent majoritairement, toujours dans la même nomenclature, à des entités archéologiques. Il peut s'agir d'un chapelet de fosses protohistoriques mal caractérisées, d'une nappe de mobilier sans autre vestige alentours ou encore de tranchées de la première guerre mondiale. Généralement, les vestiges des conflits franco-allemands, omniprésents dans la région, n'ont été enregistrés comme sites structurés que lorsqu'ils appartenaient à un ensemble cohérent et bien localisé, un camp par exemple. Il a cependant paru intéressant de relever systématiquement leur mention – sauf lorsqu'il s'agissait de simples trous d'obus – dans l'optique d'étudier sommairement leur impact sur la préservation des vestiges plus anciens et de repérer les vides éventuels, qui peuvent être certes dus à la simple absence de vestiges contemporains, mais aussi à leur non-intégration dans les rapports d'opérations.

À cette étape de la recherche, seule a été enregistrée la présence de sites ou de traces d'occupation d'une période spécifique sur une emprise donnée. Ainsi, un terrain ayant révélé, au cours d'un diagnostic, la présence de deux enclos laténiens et d'un habitat gallo-romain s'est juste vu attribuer, dans le tableau de dépouillement, les codes LT et GR. Ce choix permettait non seulement d'accélérer le dépouillement lui-même, mais aussi d'éviter les problèmes liés aux périodes de transition. En effet, toujours en utilisant le même exemple théorique, il n'est pas rare qu'un établissement enclos de la Tène finale continue à être utilisé au début de la période romaine, tandis qu'un autre peut succéder à une occupation hallstattienne, sans que cela soit forcément perceptible au diagnostic. Par conséquent, un enregistrement de type 3LT-GR (3 sites laténiens, 1 site gallo-romain) aurait pu, en réalité, correspondre à un HAL/LT-LT-LT/GR-GR... Or, outre le fait que la lecture en aurait été difficile, ce degré de précision ne peut normalement, et encore pas toujours, être obtenu qu'à l'issue d'une fouille, alors que l'écrasante majorité des rapports consultés concerne des diagnostics. Il paraissait donc plus raisonnable de rester suffisamment vague, en enregistrant l'existence d'au moins un site structuré pour telle ou telle période dans l'emprise de l'opération. L'intérêt de cette méthode est aussi qu'elle permet de travailler de manière binaire sur la présence ou l'absence d'occupation d'un secteur à une époque donnée, ce qui permet donc de travailler à une échelle assez petite (département, région).

Dans le même ordre d'idée, le découpage chronologique choisi est assez classique : Paléolithique (PAL), Mésolithique (MES), Néolithique (NEO), Âge du Bronze (BZ), Hallstatt (HAL), La Tène (LT), Antiquité gallo-romaine (GR), Haut Moyen Âge (HMA), Moyen Âge central ou Bas Moyen Âge (MA), époque moderne (MOD) et période contemporaine (CONT). Dans les cas où un site assurément protohistorique, mais non attribuable à une période spécifique avait été identifié, il a reçu le code PRO. Le choix de subdiviser l'Âge du Fer ou la période médiévale en deux est lié au contexte régional, au sein duquel les cas de continuité entre des sites gallo-romains et des occupations immédiatement antérieures ou postérieures sont fréquents et où une trop grande généralisation aurait conduit à surestimer le nombre de sites protohistoriques ou médiévaux à proprement parler. D'ailleurs, à la lecture des rapports, on peut remarquer que les sites laténiens ou alto-médiévaux sont en général bien identifiés dès l'étape du diagnostic, alors que les responsables scientifiques sont souvent plus prudents lorsqu'il s'agit d'attribuer un site à une étape donnée des périodes préhistoriques ou de la

<sup>14</sup> Dans les quelques cas où l'INRAP a confié, par convention, la réalisation d'un diagnostic à un autre opérateur, c'est ce dernier qui a été retenu.

Protohistoire ancienne. Au-delà de simples difficultés d'interprétation propres à la nature des vestiges concernés, il est probable que ce phénomène soit dû, au moins en partie, à une surreprésentation des spécialistes des civilisations laténienne ou gallo-romaine, ou tout du moins des archéologues plus familiers de ces périodes que d'autres, parmi les responsables d'opération opérant dans la région. Par conséquent, les sites du Néolithique ancien ou du Bronze moyen identifiés comme tels auraient représenté peu de choses face à l'ensemble des indices recensés pour ces périodes. Ainsi, il a paru plus raisonnable d'apprécier la chronologie des occupations sur cette base assez traditionnelle plutôt que de rechercher un degré de précision souvent inatteignable.

Une fois ces informations dépouillées, elles ont pu être cartographiées par le biais d'un système d'information géographique *ad hoc* conçu sous QGIS et traitées avec tous les outils classiques de la statistique descriptive, sous deux angles principaux : celui de l'organisation et de la gestion des opérations d'une part et celui des résultats en matière de connaissance archéologique du territoire picard d'autre part. Comme mentionné plus haut, une série d'études de cas a enfin permis d'explorer ces thématiques à l'échelle du terroir et du projet.

## 2. LA GESTION ARCHÉOLOGIQUE DES PROJETS DE ZONES D'ACTIVITÉS

La présentation du contexte législatif et de la méthode mise en œuvre pour l'inventaire des opérations archéologiques réalisées dans les ZA a d'ores et déjà permis de mettre en évidence quelques questions importantes relatives à la gestion de ces projets, notamment celles de l'étape à laquelle interviennent les archéologues ou celle de la qualification des responsables scientifiques. Plus généralement, l'étude interventions archéologiques dans les ZA de Picardie révèle une grande variété des cas de figure, mais aussi quelques tendances très nettes, dont la présentation semble un premier pas important dans la compréhension de ce domaine.

### 2.1. LA TYPOLOGIE DES OPÉRATIONS ET SON ÉVOLUTION DANS LE TEMPS

L'étude préliminaire a permis de recenser 430 opérations archéologiques réalisées dans le cadre de projets de création ou d'extension de zones d'activités en Picardie entre 1987 et octobre 2013. La différence avec les 368 rapports évoqués plus haut s'explique par de nombreux rapports non rendus, phénomène qui sera évoqué plus loin. Les opérations en question se répartissent entre sondages, évaluation, diagnostics, fouilles préventives et fouilles de sauvetage (fig. 8). Contrairement aux idées reçues, ces dernières n'ont toujours été que l'exception

	Sondages	Évaluation	Sauvetage	Diagnostic	Fouille	Total
<b>Aisne</b>	14	32	1	66	48	161
<b>Oise</b>	18	43	5	53	35	154
<b>Somme</b>	7	12	6	52	38	115
<b>Total</b>	39	87	12	171	121	430

Figure 8 : répartition des opérations dans les ZA par type et par département

dans le paysage des zones d'activités (12 sauvetages en 26 ans). Avant 2001, celui-ci était dominé par le binôme sondages/évaluation (125 opérations entre 1990 et 2001), correspondant en théorie à une reconnaissance mécanisée à l'échelle de l'ensemble du terrain, suivie d'une deuxième intervention dans la ou les zones de concentration de vestiges, visant à mieux les caractériser et à évaluer les moyens nécessaires au cas où une fouille s'avérerait indispensable. Dans la pratique, les termes de sondages et d'évaluation sont souvent utilisés comme synonymes dans les rapports consultés, un glissement s'opérant parfois entre le terme employé dans l'arrêté d'autorisation et celui utilisé par le responsable scientifique. Dans ces trois cas, rappelons en effet qu'il n'y a alors pas d'arrêté de prescription comme c'est le cas actuellement, simplement une autorisation délivrée à un responsable scientifique pour conduire une opération archéologique sous le contrôle de l'État. Depuis 2001, sondages et évaluations ont été remplacés par les diagnostics – en réalité, la phase d'évaluation a été tout simplement supprimée – qui pèsent le plus lourd dans le corpus étudié (171 opérations entre 2001 et 2013). Quant aux fouilles préventives à proprement parler, elles sont au nombre de 120, réalisées entre 1994 et 2013.

L'examen de la répartition de ces opérations entre les trois départements de la région révèle deux informations intéressantes : le développement plus précoce de l'archéologie préventive des ZA dans l'Oise, caractérisé par un nombre important de sondages et de diagnostics (61, contre respectivement 46 et 19 pour l'Aisne et la Somme) – à mettre en parallèle avec l'urbanisation plus importante du département – et la faiblesse relative de la Somme par rapport au reste de la région, avec seulement

115 opérations, soit 27% du total. Cela amène tout naturellement à s'interroger sur l'évolution dans le temps de cette activité, qu'on peut se représenter à travers celle du nombre d'opérations par an, en regroupant sondages, évaluations et diagnostics d'une part, fouilles préventives et de sauvetage de l'autre (fig. 9).

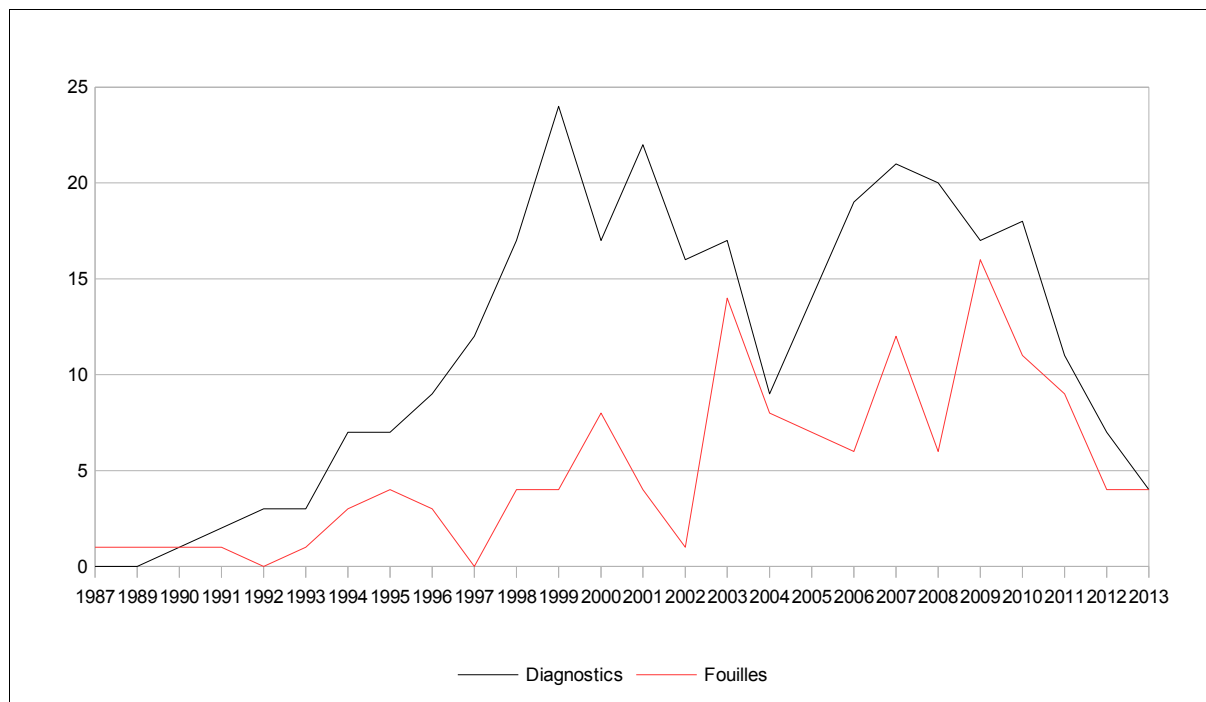


Figure 9 : évolution du nombre de diagnostics et de fouilles dans les ZA (1987-2013)

À l'échelle de la région, on observe une progression importante et assez régulière du nombre de "diagnostics" jusqu'en 1999, qui se maintient à un haut niveau jusqu'en 2010, malgré une chute ponctuelle en 2004, avant de connaître une chute spectaculaire au cours des trois années suivantes. Le nombre de fouilles, qui connaît une alternance régulière de hausses et de baisses depuis 1992, est surtout important entre 2003 et 2010. Il subit, depuis 3 ans, la même chute que celui des diagnostics et l'activité archéologique dans les ZA est ainsi revenue, en 2012, à son niveau le plus bas depuis 1997 (11 opérations). On peut sans aucun doute y voir les conséquences de la crise économique qui a débuté en 2008, limitées pendant deux ans par la réalisation de nombreuses fouilles, principalement des opérations repoussées les années précédentes. En revanche, les autres variations sont impossible à expliquer à partir de ce seul graphique et il est nécessaire, pour ce faire, de distinguer les données par département (fig. 10).

Entrer dans le détail de cette manière permet d'affiner l'analyse précédente. Entre 1987, date de la fouille de sauvetage de la ZAC de la Marnière, à Chambly, et 1992, les rares opérations sont concentrées dans l'Oise, à une exception près, celle de la première fouille de sauvetage dans le cadre des travaux de la ZAC Cathédrale, à Amiens. Cette période de balbutiements voit l'organisation des premières campagnes de sondages (1990), puis de la première évaluation (1991), toutes deux dans la ZAC de Ther (Allonne/Beauvais). Entre 1993 et 1998, les opérations se multiplient dans les deux autres départements, les premières opérations de sauvetage et d'évaluation dans l'Aisne ayant lieu en 1994, dans la ZAC des Étomelles, à Villeneuve-Saint-Germain. Cette même année, on parle pour la première fois de fouille préventive pour une opération dans le parc tertiaire et scientifique de Lacroix-Saint-Ouen (Oise), tandis que la dernière fouille de sauvetage a lieu en 1998. Cependant, le véritable décollage de l'étude archéologique des zones d'activités se produit en 1999, l'activité dans l'Oise atteignant alors son plus haut niveau avec 16 opérations dans l'année, dont 6 dans la ZAC des Portes de l'Oise (Chambly) et 4 dans le Parc Alata (Creil/Verneuil-en-Halatte). À partir de l'année suivante et à l'exception d'une année à nouveau exceptionnelle (2003), la part de l'Oise dans ce domaine diminue fortement, les opérations étant plus nombreuses dans l'Aisne dès 2002 et dans la Somme dès 2007. C'est d'ailleurs une année exceptionnelle dans l'Aisne (2009) qui explique le profil observé précédemment, sans quoi on assisterait à une baisse continue de l'activité depuis 2008. Dans l'ensemble, la période la plus faste pour l'archéologie des ZA s'étend donc de 1999 à 2008-2009, avec de fortes disparités locales.

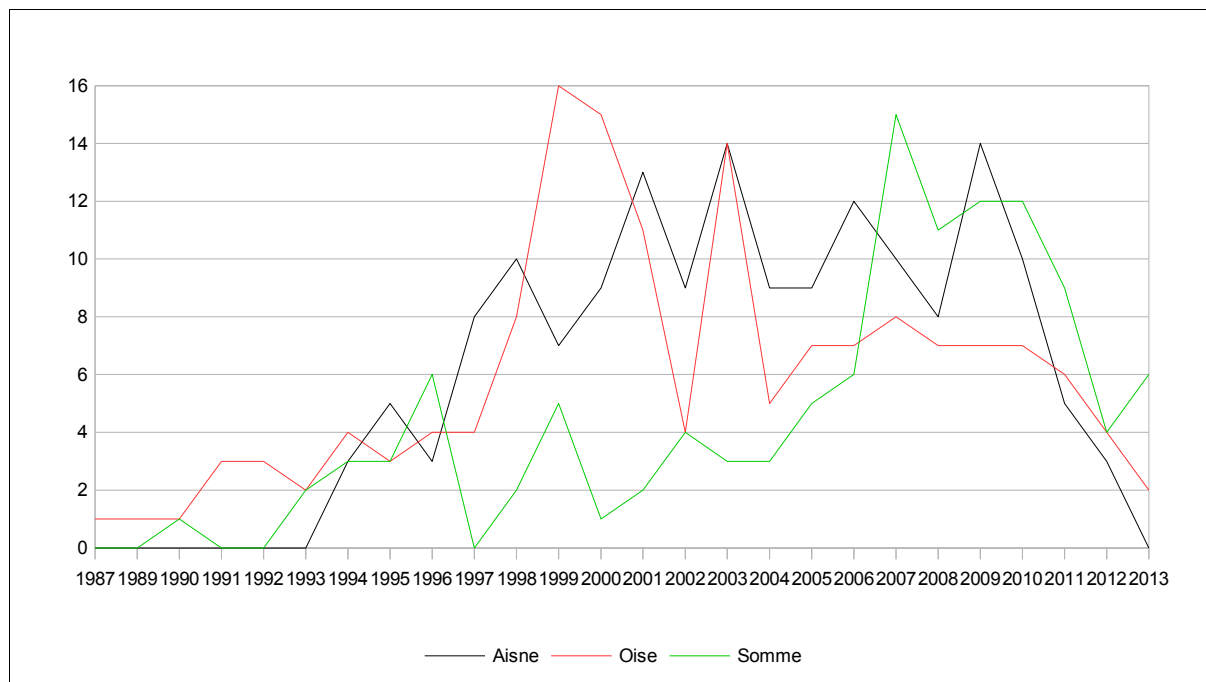


Figure 10 : évolution du nombre annuel d'opérations archéologiques dans les ZA par département

Reste à savoir s'il y a une différence entre cette évolution et celle de l'archéologie préventive picarde dans son ensemble. Pour cela, en commençant à l'année 1994, qui voit le nombre d'opérations dans les ZA atteindre la dizaine pour la première fois, on peut comparer son évolution à celle des chantiers réalisés dans le cadre d'autres types de projets (fig. 11).

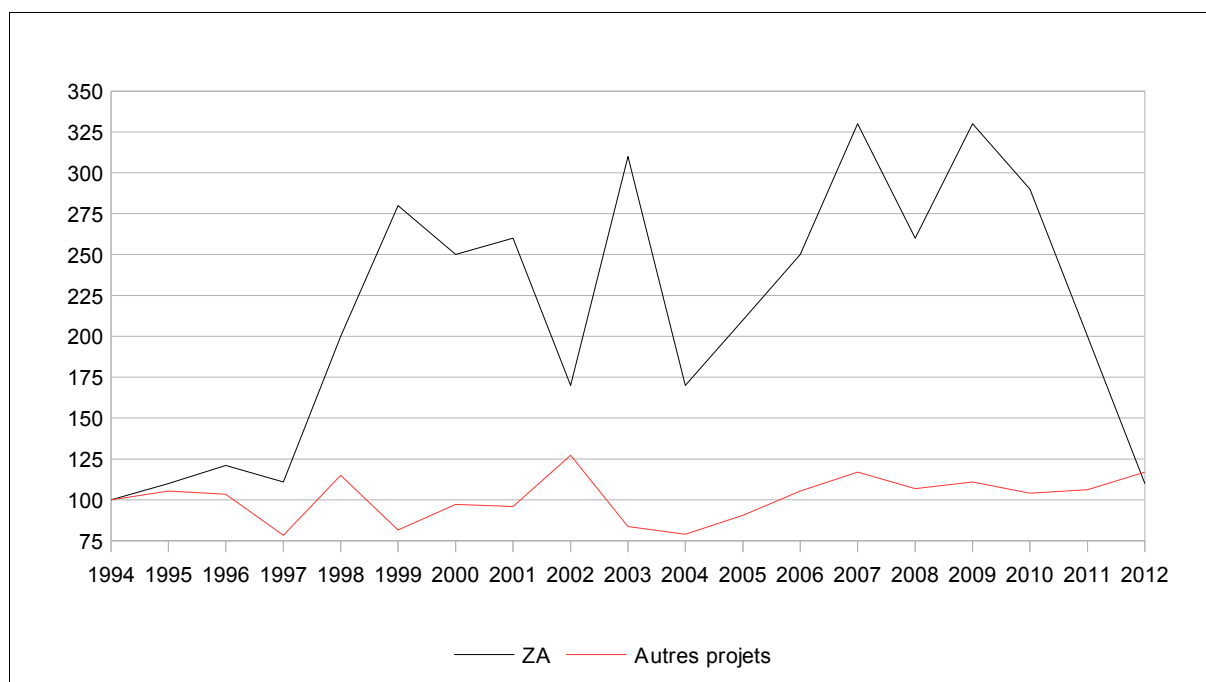


Figure 11 : évolution comparée du nombre d'opérations dans les ZA et dans le cadre d'autres projets entre 1994 et 2012 (indice 100 en 1994)

Le résultat est éloquent : alors que les opérations dans les ZA représentent, entre 1998 et 2011, au moins le double de leur volume de 1994 (sauf en 2004, où l'indice chute à 170), les autres projets ne varient qu'entre les indices 79 et 117 pendant cette même période. Les premières ont donc augmenté de manière bien plus importante que le reste des opérations réalisées dans la région, mais elles sont également soumises à des variations plus importantes. À noter que les dernières opérations réalisées à la fin de l'année 2013 devraient juste permettre à l'indice de rester à son niveau de 1994. En complément, il est intéressant de suivre l'évolution de la part des ZA dans l'ensemble des opérations de la région (fig. 12).

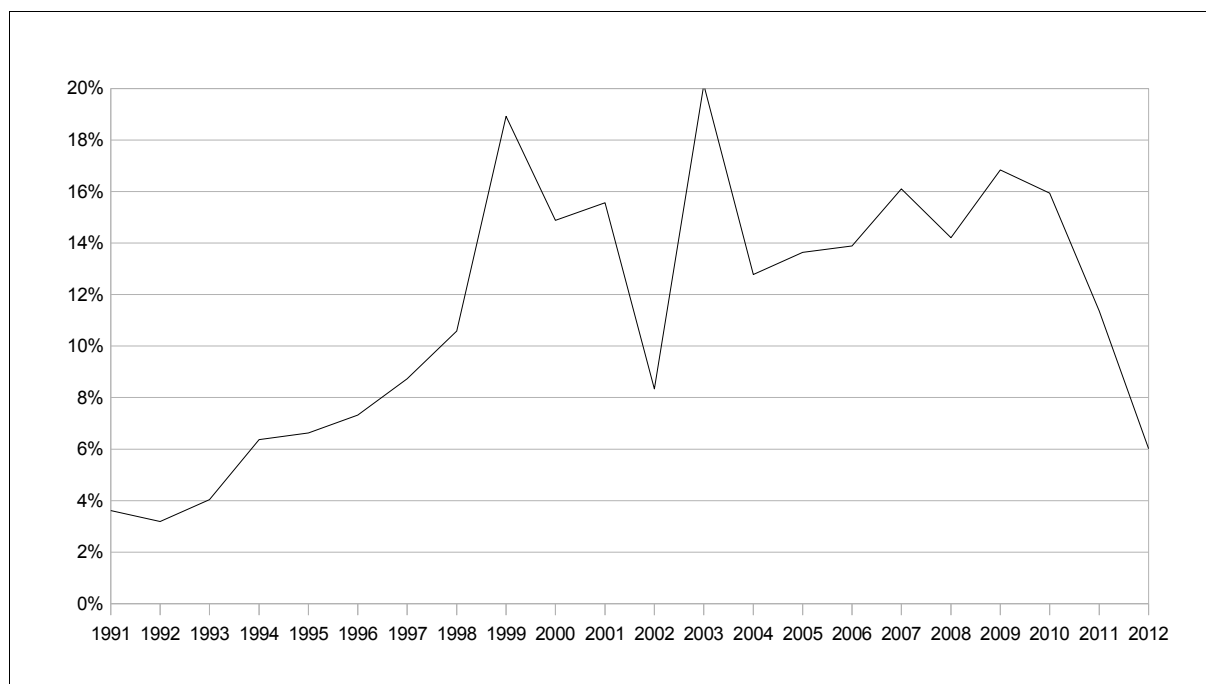


Figure 12 : part des ZA dans les opérations d'archéologie préventive en Picardie (1991-2012)

En résumé, dans les années 1990, l'augmentation du nombre d'opérations dans les ZA s'accompagne de celle de leur poids dans l'archéologie préventive régionale, quelle que soit l'évolution de celle-ci dans son ensemble, jusqu'à atteindre 19% des opérations en 1999. En revanche, pendant les trois années qui suivent, alors que le reste de l'activité croît, la baisse des interventions dans les ZA fait chuter leur part relative. Entre 2003 et 2010, celle-ci remonte significativement (entre 13 et 17%, avec un pic à 20% en 2003), dans un contexte général de croissance de l'activité, avant de chuter lourdement, puisque les fouilles et diagnostics liés à d'autres types de projets ne connaissent pas de véritable crise. Ainsi, on ne peut pas considérer de manière systématique l'étude archéologique des zones d'activités comme un reflet fidèle de l'archéologie préventive en Picardie, à part peut-être au cours de la période 2003-2009.

## 2.2. DONNÉES SURFACIQUES ET RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Jusqu'à présent, les seules critères utilisés pour présenter l'activité archéologique dans les zones d'activités ont été d'ordre typologique. Or, il ne faut surtout pas oublier que l'archéologie est une discipline de terrain et donc que les caractéristiques des opérations varient considérablement en fonction de leur surface et de leur localisation, deux paramètres qu'il convient d'étudier à présent.

Sur les 278 diagnostics et équivalents pour lesquels on connaît la surface prescrite, elle s'élève au total à 2710 ha, dont 169 ha décapés dans le cadre de 116 fouilles<sup>15</sup>. Les graphiques de la page suivante (fig. 13 et 14) donnent un aperçu de l'évolution de ces données surfaciques au cours du temps, à travers celle de la surface totale des terrains diagnostiqués ou fouillés entre 1994 et 2013, puis celle de la surface moyenne des diagnostics. Les profils des deux courbes concernant les diagnostics sont tout à fait similaires, ce qui signifie concrètement qu'il existe une corrélation forte, mais inversée, entre le nombre d'opérations et leur surface : lorsque la surface à diagnostiquer augmente, le nombre de diagnostics diminue et réciproquement. C'est pourquoi le critère surfacique est à ce point essentiel dans la programmation des opérations archéologiques. Cela implique également que les moyens humains et matériels consacrés par l'INRAP et les collectivités territoriales à ces opérations soient relativement constants – si, par exemple, les opérateurs pouvaient envoyer plus de personnel sur le terrain d'une année sur l'autre, il n'y aurait pas de raison objective à ce que la réalisation de diagnostics très étendus empêche celle d'autres opérations plus modestes. Cela signifie aussi, par conséquent, que l'arrivée d'autres opérateurs publics a conduit l'INRAP à diminuer les moyens qu'il consacrait auparavant aux opérations dans les ZA. D'un point de vu plus statistique et sans surprise, les plus grandes surfaces ont été diagnostiquées au cours des années 2003-2010, avec un pic au-dessus de 250 ha par an entre 2006 et 2008, dû à la réalisation d'opérations sur de très grandes surfaces dans l'Aisne (parc d'activités du Griffon) et dans la Somme (ZAC d'Amiens Métropole et de Méaulte).

<sup>15</sup> Pour 18 diagnostics et 16 fouilles antérieures à 2001, on ne dispose d'aucune information sur la surface explorée, ni dans l'arrêté d'autorisation (qui n'en fait de toute manière jamais mention), ni dans le rapport, quand il a été rendu.



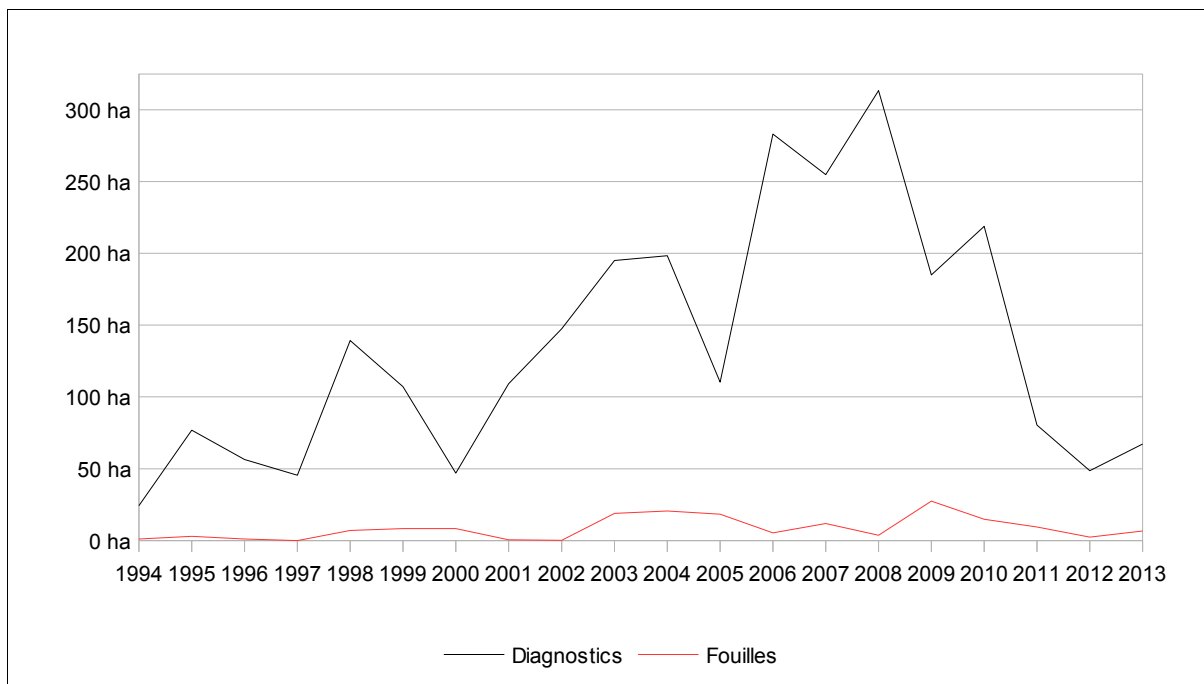


Figure 13 : évolution des surfaces minimales sondées en diagnostic et en fouille dans les ZA (1994-2013)

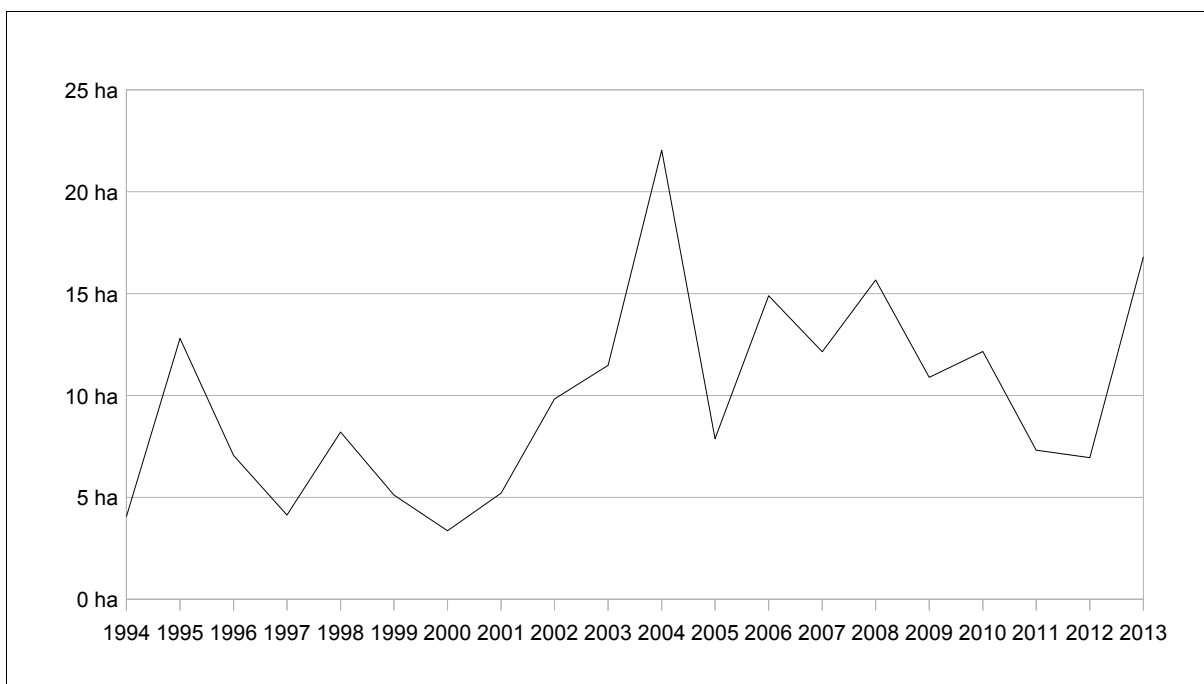


Figure 14 : évolution de la surface moyenne des diagnostics dans les ZA (1994-2013)

Pour remettre ces chiffres en perspective, il faut savoir que, selon une étude récente, les surfaces nouvellement urbanisées chaque année en Picardie pour l'habitat, qui ne représentent qu'une partie des projets d'aménagements, étaient, en moyenne, de 106 ha entre 1992 et 2002, puis de 256 ha entre 2003 et 2008 (Fasquel 2012 : 57-58). Pendant les mêmes périodes, la moyenne annuelle des surfaces diagnostiquées était de 76 ha, puis de 145 ha. L'évolution des deux indicateurs est donc comparable, mais l'étude archéologique des ZA ne permet toutefois d'aborder qu'une partie, certes non négligeable, des terrains artificialisés chaque année. On peut d'ailleurs se demander si cette part n'aurait pas diminué, la surface annuelle diagnostiquée dans les ZA entre 2009 et 2012 n'étant plus que de 59 ha par an. En effet, J.-L. Collart (2012 : 95) a fait observer qu'à l'échelle nationale, l'écart entre les surfaces artificialisées chaque année et celles diagnostiquées avait fortement augmenté depuis dix ans : ces dernières représentaient 23 à 24% des surfaces aménagées en 2004, contre seulement 14 à 15% en 2008, remontant légèrement par la suite. Cela étant considéré, les surfaces traitées par l'archéologie préventive pourraient malgré tout être considérées comme un échantillon représentatif du point de vue strictement statistique.

Cependant, il est nécessaire de nuancer ce point en fonction du critère de représentativité géographique. Or, il faut à ce propos souligner que seules 97 des 2291 communes de Picardie ont vu intervenir des archéologues dans le cadre de projets de ZA, soit 4% des communes de la région. On a déjà vu qu'il y avait également des différences d'un département à l'autre en termes de nombre d'opération ; elles existent aussi au niveau des surfaces abordées.

La surface moyenne des diagnostics est de 10 ha, ramenée à 8 ha en écartant les valeurs extrêmes (fig. 15)<sup>16</sup>. L'Aisne représente, à elle seule, 39% des diagnostics et 40% des surfaces prescrites. La

	Nombre de diagnostics	Diagnostics avec emprise connue	Surface prescrite (ha)	Moyenne par diagnostic (ha)
<b>Aisne</b>	112	110	1090	10
<b>Oise</b>	114	103	702	7
<b>Somme</b>	71	65	918	14
<b>Total</b>	297	278	2710	10

Figure 15 : surface prescrite en diagnostic par département

La moyenne n'est en revanche que de 7 ha dans l'Oise, contre le double dans la Somme ; autrement dit, dans le premier département, les diagnostics sont beaucoup plus nombreux, mais bien moins étendus que dans le second. Si on s'intéresse aux fouilles

	Nombre de fouilles	Fouilles avec emprise connue	Surface prescrite (ha)	Moyenne par fouille (ha)
<b>Aisne</b>	49	46	95	1,9
<b>Oise</b>	40	35	41	1,2
<b>Somme</b>	44	35	33	0,9
<b>Total</b>	133	116	169	1,5

Figure 16 : surface prescrite en fouille par département

(fig. 16), le bilan est différent, dans le sens où, si l'Aisne est encore le département le plus actif, il est aussi celui où les fouilles sont les plus étendues, environ deux fois plus que dans le reste de la région, où les données sont cette fois comparables. Le caractère très rural de l'Aisne explique sans doute ce constat, puisqu'il est propice à la réalisation de vastes aménagements, qui se prêtent plus à la découverte et à la fouille de sites de grande surface. Cependant, le cas de la Somme n'en est que plus intrigant, puisqu'elle accueille à la fois les diagnostics les plus étendus et les fouilles les plus modestes. Il faut donc chercher l'explication ailleurs, en particulier dans la géographie des interventions. Les cartes des pages suivantes donnent la répartition des opérations archéologiques dans les zones d'activités de Picardie, puis la superficie totale des opérations dont l'emprise est connue, les données étant cumulées par commune (fig. 18 à 20)<sup>17</sup>.

Dans l'Aisne, l'activité est concentrée autour des trois plus grandes agglomérations (fig. 17), lesquelles, avec 53 diagnostics et 33 fouilles, représentent 48% et 69% de ces opérations dans le département. Celles dont on connaît les emprises représentent une surface

	Emprise des diagnostics (ha)	Emprise des fouilles (ha)	Moyenne par diagnostic (ha)	Moyenne par fouille (ha)
<b>Laon</b>	171	15	10	2,2
<b>Saint-Quentin</b>	206	38	11	3,4
<b>Soissons</b>	234	22	15	1,6
<b>Aisne</b>	1 090	95	10	2,1

Figure 17 : emprise des opérations dans les ZA des principales agglomérations de l'Aisne

cumulée de 612 ha en diagnostic et 75 ha en fouille, soit respectivement 56% et 79% des surfaces explorées dans le département. L'importance de l'agglomération saint-quentinoise est indéniable, puisque c'est là qu'ont été menées les opérations les plus nombreuses (20 fouilles et 12 diagnostics) et les fouilles les plus étendues. C'est le développement du parc des autoroutes, objet de 22 opérations depuis 1998, qui explique cette prépondérance. L'aménagement dans les années 2000 de la ZAC du Plateau autour de Chaudun, Courmelles et Ploisy, au sud-ouest de Soissons, a entraîné à lui seul 161 ha de diagnostics, expliquant leur importance particulière dans ce secteur. Le profil des opérations dans l'agglomération laonnoise est quant à lui, à peu de choses près, celui du département (10 ha par diagnostic, 2 ha par fouille). Elle peut par conséquent être considérée comme statistiquement représentative de celui-ci. On peut enfin signaler l'existence de deux secteurs secondaires en termes de surface diagnostiquée, l'un autour de Château-Thierry (113 ha), l'autre de Tergnier (119 ha).

<sup>16</sup> Surfaces inférieures à 1000 m<sup>2</sup> ou supérieures à 48 ha (soit un écart à la moyenne de plus de 3 écarts-types, celui-ci étant de 12,7).

<sup>17</sup> Dans le cas où une ZA s'étend sur plusieurs communes, le centroïde est placé sur la commune la plus peuplée, sauf si celle-ci est déjà utilisée ; dans ce cas, le choix s'est porté sur la seconde commune la plus peuplée.

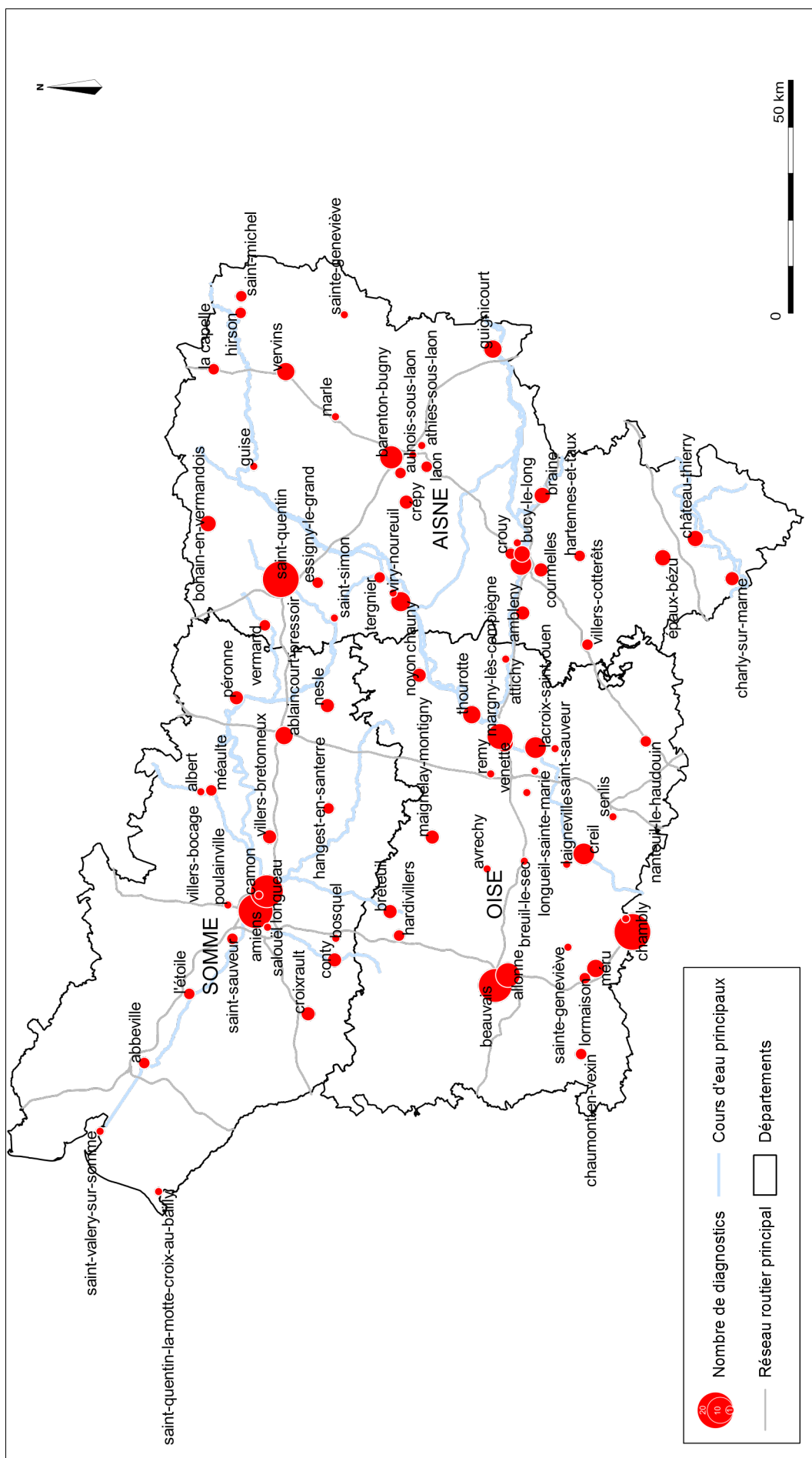


Figure 18 : répartition des diagnostics archéologiques dans les zones d'activités de Picardie

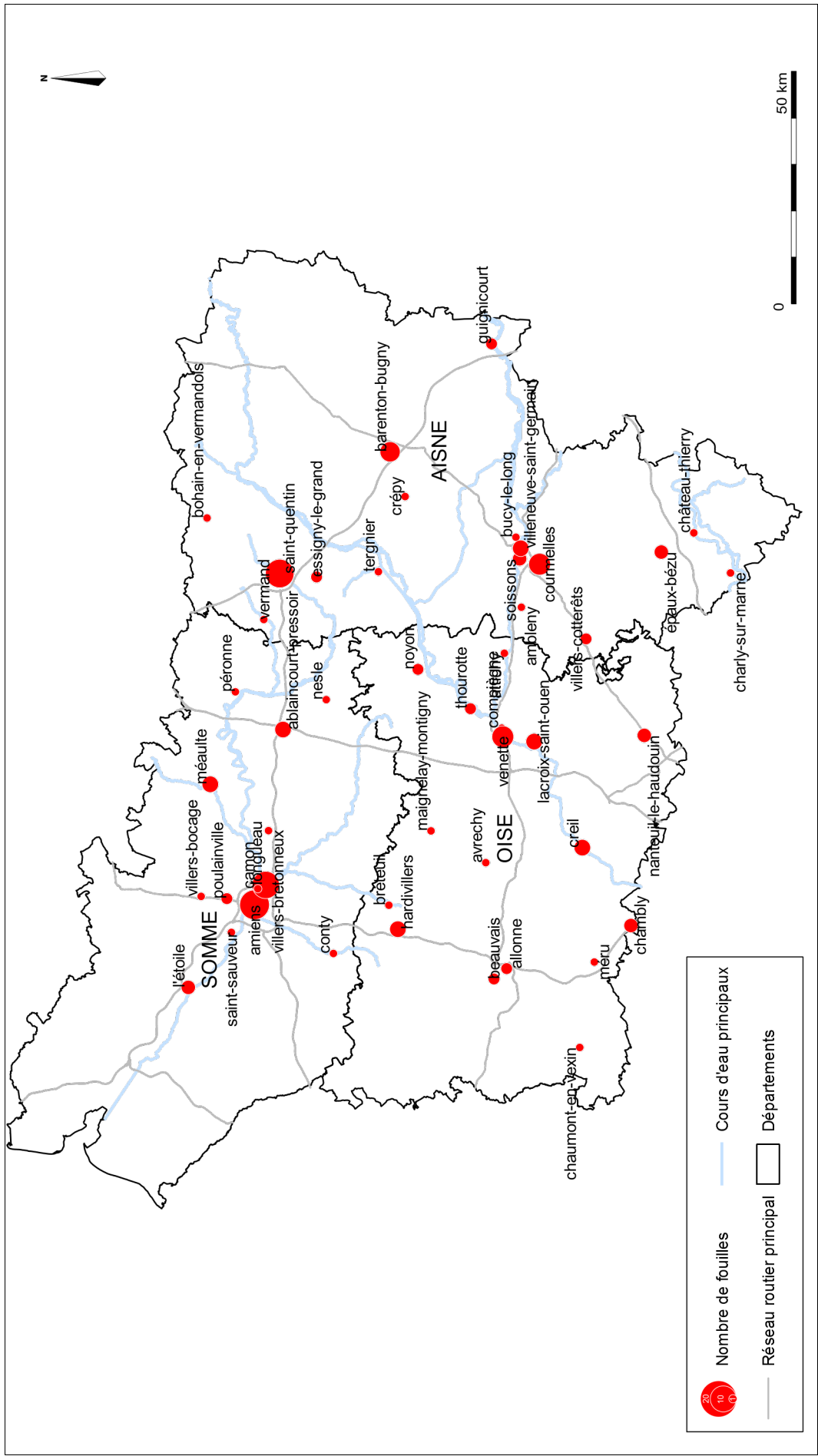


Figure 19 : répartition des fouilles préventives dans les zones d'activités de Picardie

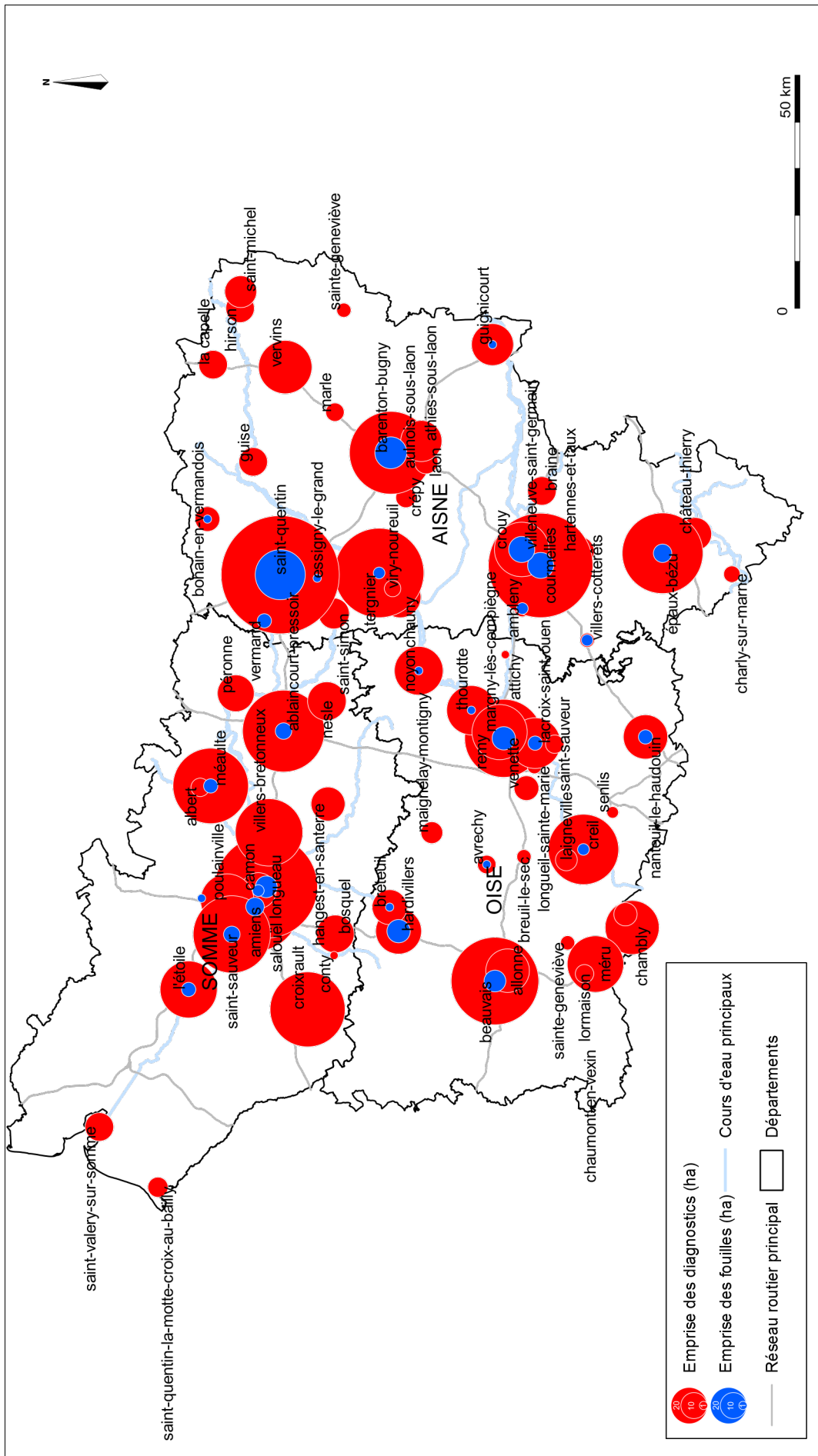


Figure 20 : emprise cumulée des opérations dans les zones d'activités de Picardie

Dans l'Oise, trois grands pôles se détachent nettement (fig. 21), autour de Compiègne (42 opérations), Beauvais (30) et Chambly (24). Avec 75 diagnostics et 21 fouilles, ils représentent 66% et 53% du total départemental, proportion qui passe à 58% et 54% si

	Emprise des diagnostics (ha)	Emprise des fouilles (ha)	Moyenne par diagnostic (ha)	Moyenne par fouille (ha)
<b>Beauvais</b>	143	8	6	2,7
<b>Chambly</b>	52	1	3	0,4
<b>Compiègne</b>	214	13	9	1,1
<b>Oise</b>	702	41	7	1,2

Figure 21 : emprise des opérations dans les ZA des principaux pôles d'activités de l'Oise

on s'intéresse aux emprises des opérations. Les opérations du département sont même, dans l'ensemble, largement concentrées dans le triangle délimité par la RN 31, l'A16 et la vallée de l'Oise, aux portes de l'Île-de-France, l'agglomération de Compiègne ayant dans cet ensemble un poids considérable, sans être totalement représentative du département, puisque les diagnostics y sont en moyenne plus étendus qu'ailleurs. Le cas de Chambly est un peu à part, puisque les nombreuses opérations menées dans la ZAC des Portes de l'Oise concernent majoritairement de petites emprises, souvent sondées dans le cadre du système antérieur à la loi de 2001, au fur et à mesure du dépôt des permis de construire.

Dans la Somme, 39 diagnostics et 28 fouilles ont été réalisées à Amiens et dans ses alentours, soit 55% et 64% du total départemental. Elles correspondent à un minimum de 426 ha diagnostiqués et 20 ha fouillés, autrement dit 46% et 60% des surfaces prescrites dans le département. C'est dire le poids de l'agglomération amiénoise dans ce corpus, la surface diagnostiquée représentant 16% du total régional. À l'inverse de ce qu'on a pu observer à Compiègne ou Saint-Quentin, les diagnostics y sont, en moyenne, légèrement moins étendus que dans le reste du département (12 ha contre 14 ha par opération), ce qui est somme toute logique, puisque ils sont réalisés en zone périurbaine, voire urbaine, à l'exemple de la ZAC Cathédrale. Le paradoxe apparent concernant l'étendue des fouilles, signalé précédemment, se trouve ainsi expliqué par cette prééminence d'Amiens. En outre, il convient de signaler que la partie occidentale du département de la Somme est pratiquement absente du corpus, à de rares exceptions près, les principales opérations hors d'Amiens ayant été organisées à l'est de cette dernière, autour de l'aéroport de Méaulte (91 ha) et de la gare TGV d'Ablaincourt-Pressoir (99 ha)<sup>18</sup>.

Ainsi, les opérations archéologiques organisées dans les zones d'activités de Picardie sont principalement concentrées dans la périphérie des grandes agglomérations de la région, auxquelles il faut ajouter Chambly, plus modeste mais qui a fait l'objet d'un développement important en raison de la proximité de l'Île-de-France. Les autres ZA sont, à de très rares exceptions près, situées le long des principaux axes de circulation de la région et des trois grands cours d'eau que sont la Somme, l'Oise et l'Aisne. Cela dit, cette répartition qui n'a rien d'aléatoire, puisqu'elle est liée à l'implantation humaine et à la proximité des axes structurants. On pourrait d'ailleurs superposer la carte précédente à la plupart de celles présentées dans le bilan de 2005 (Bayard, Collart, Daugas 2005), sans observer de grande différence – à part, encore une fois, une concentration plus importante dans les zones périurbaines. Toutefois, les opérations dans les ZA sont nettement moins nombreuses que les autres à l'ouest de la ligne Amiens/Beauvais, alors qu'elles sont à l'inverse un peu plus fréquentes à l'est de l'axe Laon/Saint-Quentin, même si cette zone demeure largement moins étudiée que la partie centrale de la région.

Toutes ces réflexions n'ont porté que sur les emprises des opérations prescrites par le SRA. Il est en revanche plus difficile de connaître les surfaces réellement sondées dans le cadre des opérations, avant tout parce que cette information n'est pas toujours donnée par le responsable scientifique : elle n'ont pu être retrouvées que dans 297 rapports (227 diagnostics et 70 fouilles). Cette lacune est heureusement de moins en moins fréquente, mais d'autres difficultés de lecture peuvent se poser. Par exemple, une pratique relativement courante chez les auteurs consiste à indiquer, dans la partie introductive des rapports, seulement le pourcentage d'ouverture et pas la surface ; or, il est souvent calculé en fonction de la surface accessible et pas de l'emprise de la prescription, différence qui peut parfois être significative. En théorie, le pourcentage d'ouverture demandé par le SRA est de 10% minimum de l'emprise des diagnostics – ramené à 5% en milieu urbain – et d'ordinaire de 100% pour les fouilles. En ce qui concerne les 227 diagnostics évoqués ici, il est, dans les faits, de 10% pour les diagnostics, campagnes de sondages ou d'évaluation dans les secteurs à dominante rurale et de 17% dans les zones urbaines, où on ne dispose de données exploitables que pour les diagnostics. Ainsi, en zone rurale, les prescriptions du SRA ne sont pas tout à fait respectées, puisque le fait que le taux

<sup>18</sup> Ces données ne tiennent pas compte des travaux liés à l'aménagement de l'aéroport et de la gare eux-mêmes.

moyen n'atteint que 10% signifie que de nombreuses opérations sont au-dessous de ce seuil. On reste cependant au-dessus des 5% jugés suffisants dans d'autres régions ou en Angleterre.

Compte-tenu de toutes ces informations, la surface sondée et la dispersion d'ensemble des zones étudiées sont suffisantes pour qu'on puisse considérer que les opérations dans les ZA représentent un échantillon plutôt représentatif de l'activité archéologique régionale dans les années 2000, tout en explorant quelques zones de manière plus intensive. On pourrait même aller jusqu'à dire, en forçant un peu le trait, qu'étudier les opérations menées dans les agglomérations de Laon et, avec un peu plus de précaution, dans celles d'Amiens et de Compiègne, suffirait à avoir un aperçu correct de l'évolution de l'activité et des pratiques en archéologie préventive dans la région. De plus, jusqu'au déclenchement de la crise économique de 2008, le rythme de réalisation des dits chantiers suivait convenablement le rythme des aménagements, la consommation d'espace grandissante représentant ainsi une occasion unique d'enrichir la connaissance du patrimoine archéologique ; il suffit, pour s'en faire une idée, de comparer la part approximative de 15-20% des terres artificialisées faisant l'objet de diagnostics (Blancquaert, Sauvage 2007 : 36), dont les projets de ZA représentent une grande partie, aux 0,14% de l'ensemble du territoire picard sondés dans le cadre de ces opérations.

### **2.3. LE RÔLE DU SERVICE RÉGIONAL DE L'ARCHÉOLOGIE DANS LA GESTION DES DOSSIERS DE ZONES D'ACTIVITÉS**

L'analyse de l'évolution de l'activité archéologique dans les zones d'activités a mis en exergue des différences fondamentales au sein de la région, d'un département à l'autre, voire d'une ville à l'autre, en termes de nombre et de superficie des opérations. Elles sont dues, probablement pour la plus grande partie, à des facteurs sur lesquels les services de l'État n'ont aucune prise : contexte économique local, volontarisme des collectivités territoriales, capacité financière des aménageurs, contraintes calendaires, etc. Malgré tout, le rôle du SRA dans ce domaine ne doit pas être sous-estimé, puisqu'à travers l'instruction des dossiers de demande d'aménagement, il se prononce sur la nécessité ou non de réaliser des opérations archéologiques.

Avant 2001, ce rôle est même central dans ce type de dossier, puisque l'absence de législation spécifiquement relative à l'archéologie préventive impose au SRA de procéder à une veille permanente pour, d'une part, parvenir à organiser des campagnes de sondages préalablement aux travaux de construction et, d'autre part, négocier l'organisation et le financement de fouilles en cas de besoin. Or, si les projets soumis à étude d'impact sont alors déjà, en théorie, transmis pour examen à la DRAC, ce n'est pas le cas des autres demandes d'autorisations, en particulier des permis de construire, qui ne le sont que lorsqu'elles entrent dans un périmètre de zonage archéologique inscrit dans le plan d'occupation des sols<sup>19</sup>. En outre, jusqu'en 1994, les décisions en matière archéologique sont prises par l'administration centrale du ministère, ce qui s'accorde difficilement avec les délais souvent très courts liés à l'instruction des dossiers. Ce n'est qu'à partir de 1994 et du transfert du pouvoir de décision, dans la plupart des cas, au préfet de région, auprès duquel est placé le SRA, que ce dernier commence à disposer d'une réelle autonomie dans la gestion des dossiers<sup>20</sup>. Cela a probablement contribué à un meilleur suivi des dossiers d'aménagements ; c'est d'ailleurs en 1994 qu'on voit pour la première fois des opérations dans des ZA des trois départements de la région. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce suivi est bien assuré, puisque le nombre d'opérations dans les ZA atteint un niveau élevé entre 1998 et 2000, avec un pic en 1999 (25 chantiers) qui ne sera dépassé de manière durable qu'à partir de 2006 (fig. 9). L'année 1999 est d'ailleurs, avec 2003, celle qui voit la part des chantiers dans les ZA atteindre son plus haut niveau, puisqu'ils représentent alors une opération d'archéologie sur 5 dans la région (fig. 11 et 12). Cela signifie donc que, même dans le dispositif antérieur à la loi de 2001, le SRA parvient à faire en sorte qu'une grande partie de projets de ZA fasse l'objet d'un accompagnement archéologique correct. S'y ajoute le fait que les agents du SRA assument eux-mêmes, très occasionnellement, la direction de chantiers (4 occurrences recensées entre 1996 et 2000), tout en étant alors plus étroitement associés à toutes les étapes de la réalisation des opérations, l'AFAN n'agissant qu'au nom de l'État.

Le cadre législatif et réglementaire mis en place par les lois de 2001 et de 2003 change en profondeur le rôle du SRA, qui doit désormais traiter des masses considérables de dossiers : leur nombre double entre 2001 et 2006, passant de 1500 à 3000, avant de se stabiliser autour de 2300 par an depuis l'année 2009 (fig. 22)<sup>21</sup>. Il est toutefois difficile d'estimer la part des dossiers de ZA dans cet ensemble car, comme signalé auparavant, le rattachement d'une demande d'autorisation à une zone d'activités donnée n'est pas toujours signalé, en particulier lorsque le dossier est traité au niveau du permis de

<sup>19</sup> Décret n°86-192 du 5 février 1986 relatif à la prise en compte du patrimoine archéologique dans certaines procédures d'urbanisme, complété par une circulaire du 10 décembre 1987.

<sup>20</sup> Décret n°94-422 du 27 mai 1994 modifiant la loi du 27 septembre 1941.

<sup>21</sup> Les chiffres de l'année 2013, non définitifs au moment d'écrire ces lignes, semblaient indiquer une baisse importante, avec un nombre de saisines autour de 1800.

construire. On dispose cependant de deux indicateurs qui permettent de s'en faire une idée. Le premier, déjà largement utilisé dans cette étude, est le nombre d'opérations, qui traduit la réalité du terrain. De ce côté, il semblerait que les difficultés inhérentes à ces changements rapides – réorganisation du service, adaptation aux nouvelles tâches – se traduisent par une chute brutale de l'activité dans les ZA en 2002, puis par quelques soubresauts avant une relative stabilisation à un haut niveau entre 2004 et 2010, période pendant laquelle elle représente environ 15% des chantiers de la région (fig. 12).

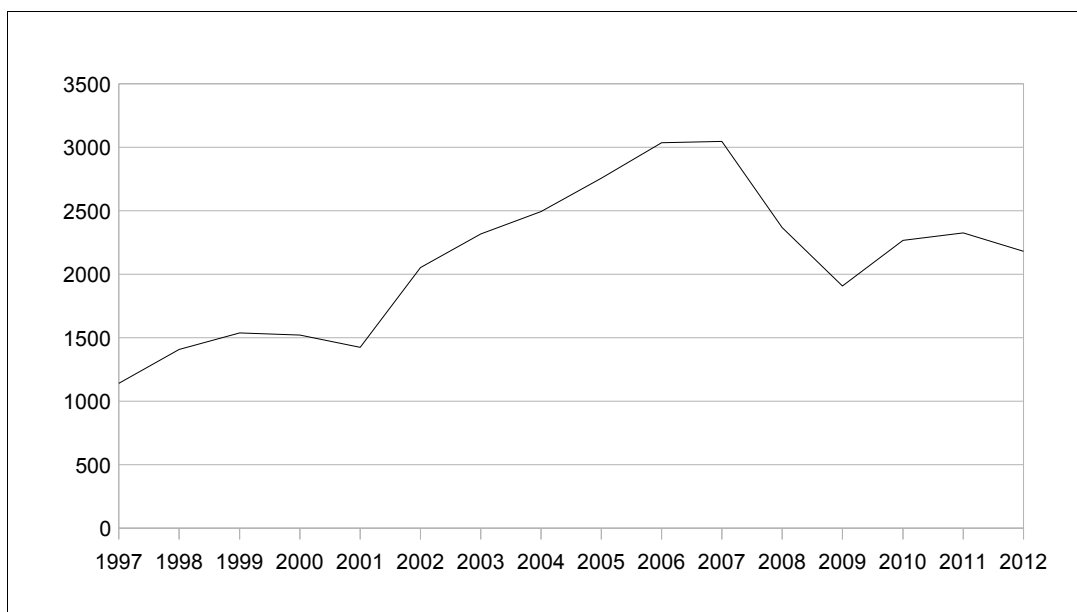


Figure 22 : évolution du nombre de saisines du SRA (2002-2012)

Cependant, le suivi de ces opérations ne constitue qu'une partie des missions du SRA, puisque le volet administratif a désormais une importance croissante au sein de ces dernières. Ce volet-ci de l'activité du SRA peut être estimé à travers le nombre d'arrêtés de prescription émis chaque année (diagnostics, fouilles, modifications de consistance de projet ; fig. 23). Elles connaissent une forte augmentation entre 2002 et 2006, année après laquelle leur nombre chute, pour atteindre son plus bas niveau en 2011 et 2012. Cette baisse explique celle du nombre de diagnostics sur le terrain, amorcée dès 2007, mais sensible surtout après 2010. Les arrêtés de modification et d'annulation connaissent une évolution semblable. Elle est toutefois logiquement décalée dans le temps, de deux ans environ, décalage qu'on pourrait interpréter comme le délai entre la prescription d'une opération et sa réalisation... si les aménageurs n'étaient pas généralement plus pressés que cela.

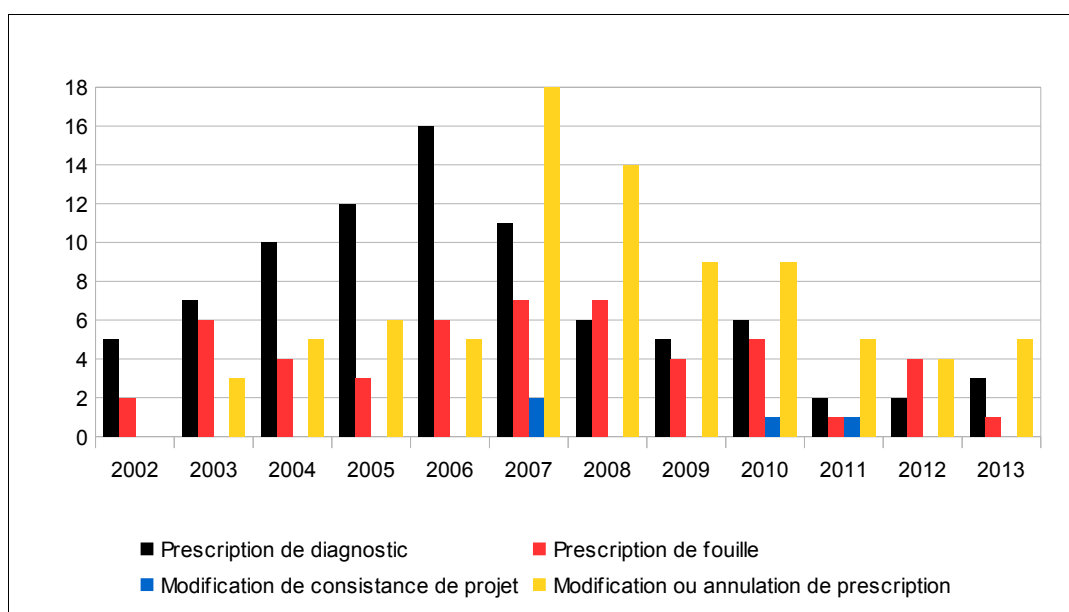


Figure 23 : ventilation par type des prescriptions concernant les ZAC (2002-2013)



Quoi qu'il en soit, à partir de 2007, ces prescriptions sont plus nombreuses que les autres, ce qui signifie que les agents du SRA consacrent plus de temps à travailler sur des dossiers déjà lancés qu'à en examiner de nouveaux. À la même époque, la part des ZAC dans les prescriptions du préfet de région chute également, puisqu'elle passe de près de 8% en 2007 à un peu plus de 2% en 2011, avant de commencer à remonter (fig. 24).

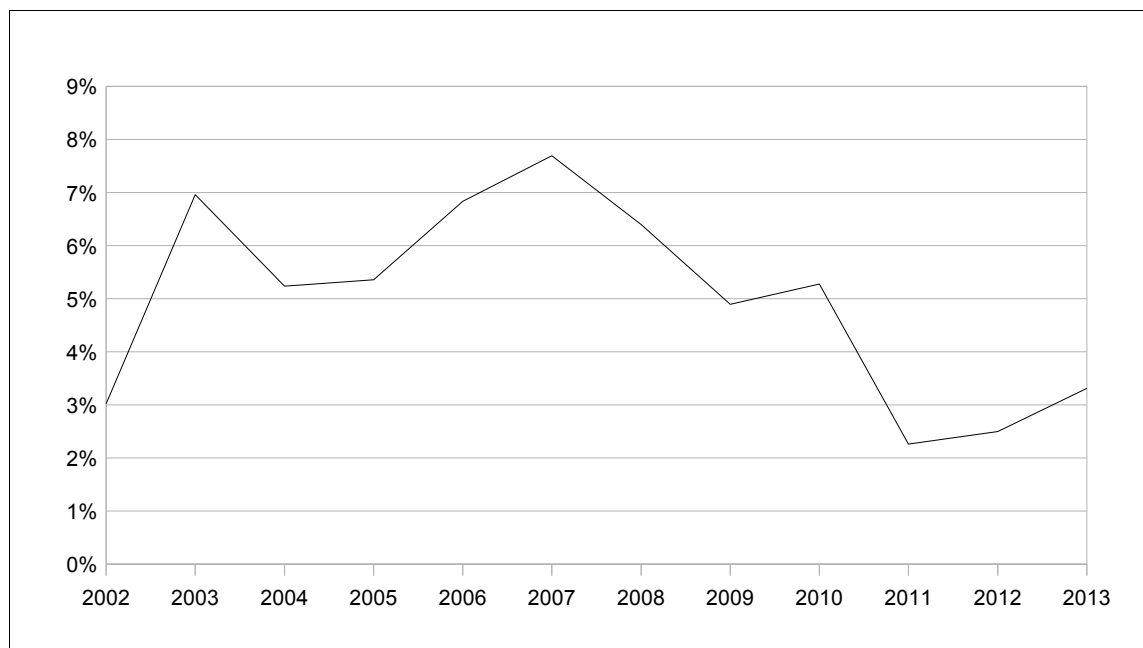


Figure 24 : évolution de la part des ZAC dans l'ensemble des prescriptions d'archéologie préventive (2002-2013)

Il y a donc bien un réel ralentissement dans le traitement des dossiers liés aux ZAC et sans doute à l'ensemble des zones d'activités à partir de 2007. L'explication la plus simple est sans doute à chercher du côté de l'anticipation des opérations par les aménageurs : encouragés par le SRA et informés de la susceptibilité de prescription s'ils attendent le dépôt des permis de construire ou d'aménager, ils privilégient très largement les demandes anticipées de prescriptions archéologiques, qui concernent 190 dossiers sur 222 dans le cas des ZAC. Par conséquent, au lieu de multiplier les interventions sur de petites surfaces, les opérateurs se retrouvent à gérer des diagnostics plus étendus, ce qui explique la progression des surfaces diagnostiquées jusqu'en 2008, puis leur diminution, d'abord progressive, puis plus brutale. C'est aussi une des raisons de l'augmentation du nombre d'arrêtés de prescription ou d'annulation, car la plupart des grandes zones d'activités sont aménagées en plusieurs tranches, ce qui nécessite un suivi constant des dossiers par le SRA pour adapter les prescriptions à la réalité de l'état du projet. Celui-ci conserve donc un rôle essentiel dans cette archéologie des zones d'activités, effectuant des choix qui se traduisent aussi bien par des prescriptions que par des modifications de ces dernières. Les critères de prescription ne sont pas fixés et laissés à l'appréciation des agents prescripteurs ou du conservateur régional, le préfet de région gardant quoi qu'il arrive le pouvoir de décision finale, dans son rôle d'arbitre entre conservation du patrimoine et développement économique. D'une manière générale, les projets portant sur des surfaces supérieures à 3 ha font, sauf exception, l'objet d'une prescription de diagnostic, règle assez répandue dans les autres régions, partant du principe que, statistiquement, des travaux sur d'aussi grandes surfaces ont une forte probabilité de détruire des vestiges enfouis. Dans les autres cas, les prescriptions sont en général motivées par des informations locales (proximité d'un site connu, contexte sédimentaire favorable), mais peuvent aussi relever d'une démarche volontaire du SRA visant à explorer des secteurs peu connus. Inutile de préciser qu'en contexte urbain, les justifications ne manquent pas. La réalisation de sondages sur l'intégralité des terrains compris dans l'emprise du projet est la règle, plus encore dans le cas des demandes anticipées, puisqu'on ignore encore souvent, à cette étape l'emplacement des futurs bâtiments, réseaux ou voiries. C'est un principe largement admis, au fil du temps, par les aménageurs, d'autant qu'ils ne prennent pas directement en charge le coût de l'opération. En revanche, les prescriptions de fouilles peuvent créer plus de tensions, puisque l'aménageur doit les financer lui-même alors que, surtout dans le cadre demandes anticipées portées par les collectivités ou par leurs sociétés d'aménagement, le projet n'est pas toujours finalisé et la vente des terrains pas garantie. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, le SRA cherche souvent à privilégier les solutions alternatives à la fouille, à travers la prise d'arrêtés

demandant la modification de la consistance des projets. Ils sont en général le fruit de négociations avec l'aménageur quant à la localisation des constructions ou à leur mode de fondation, visant à préserver les vestiges jugés les plus importants. C'est un dispositif plutôt bien adapté aux projets sur des grandes surfaces, donc à la plupart des ZA ; il est en revanche beaucoup plus difficile à mettre en œuvre dans le cas des ZAC urbaines ou des dossiers instruits à l'étape du permis de construire, qui concernent généralement des projets de moindre ampleur.

## 2.4. OPÉRATEURS ET RESPONSABLES SCIENTIFIQUES

Il est un autre pouvoir placé entre les mains du SRA, dont l'importance ne doit pas être sous-estimée : la désignation des responsables scientifiques des opérations, qui sont les interlocuteurs privilégiés de l'État, dont le travail et l'analyse, évalués par la CIRA, servent de base de réflexion pour décider d'éventuelles prescriptions complémentaires. Son choix peut être l'occasion d'un véritable échange entre le SRA et l'opérateur sur les moyens et stratégies à mettre en œuvre.

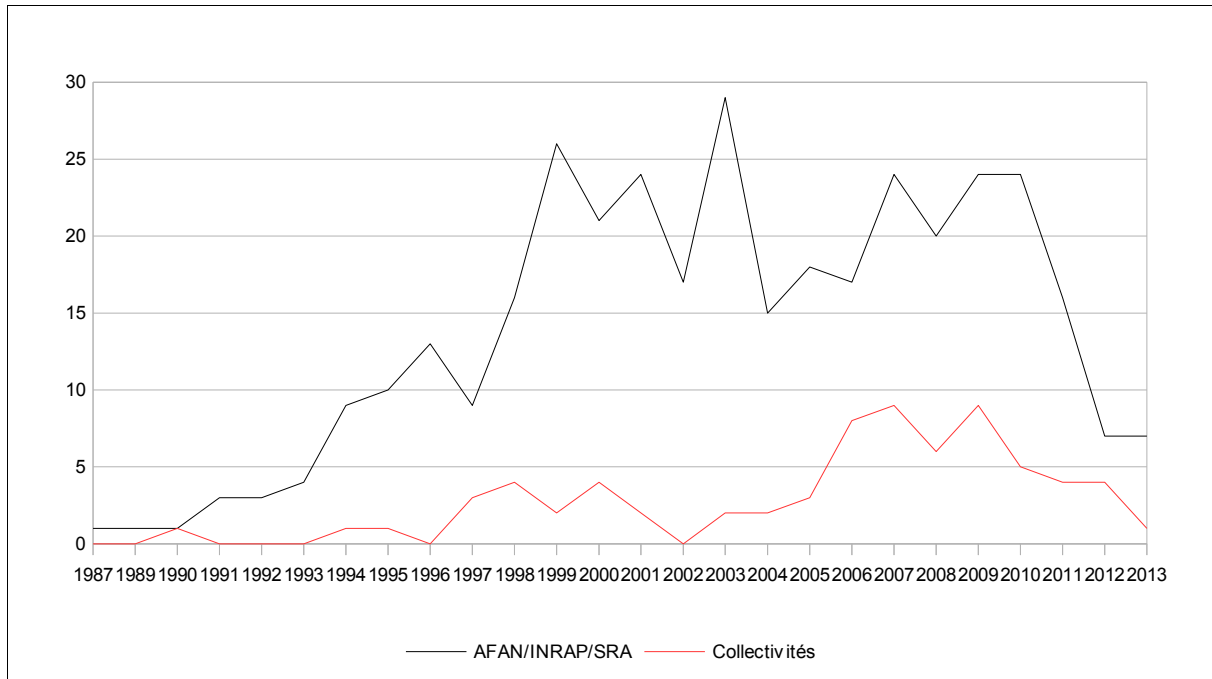


Figure 25 : évolution comparée du nombre d'opérations dans les ZA prises en charge par l'État ou l'AFAN et par les collectivités territoriales (1987-2013)

100 archéologues se sont vus confier cette responsabilité dans la région dans le cadre des projets de zones d'activités depuis 1987, auxquels il faut ajouter la direction collective de la première intervention sur la ZAC de Ther (Allonne/Beauvais) en 1990, menée par l'équipe en charge des investigations sur le tracé de l'autoroute A16. Jusqu'en 1996, ils relèvent presque exclusivement de l'AFAN, les services municipaux de Laon, Noyon et surtout Beauvais commençant à s'investir dans ces projets pendant les années qui suivent (2 à 4 opérations par an), avec une éclipse en 2002 due à la mise en place du monopole de l'INRAP (fig. ). Leur véritable essor date de 2006, avec les premières opérations du pôle archéologique du conseil général de l'Aisne, qui réalise 31 opérations en 7 ans dans des zones d'activités. Depuis cette date, l'INRAP réalise d'ailleurs moins de la moitié des opérations de ce type dans le département, et même aucune depuis 2012. Les services de collectivités se sont ainsi entièrement substitués à l'institut national dans cette mission particulière ; ce dernier n'est bien évidemment pas absent du département, puisqu'il continue à intervenir dans le cadre des autres projets d'aménagements. Cela confirme de manière spectaculaire l'hypothèse, avancée précédemment, d'un désengagement plus ou moins important de l'INRAP dans l'étude des ZA là où existent des services de collectivités. Depuis 2006, ceux-ci réalisent ainsi, annuellement, entre 17% et 36% des opérations en question dans la région. En dépit de cette évolution récente, l'INRAP demeure de très loin l'interlocuteur principal de l'État et des aménageurs dans le cadre des projets de zones d'activités, puisqu'il a réalisé, en comptant les opérations confiées à l'AFAN, 80% des diagnostics et 89% des fouilles entre 1987 et octobre 2013 (fig. 26).

Trois services de collectivités jouent cependant un rôle local important : outre celui de l'Aisne, on peut citer celui de Château-Thierry et surtout celui de la ville de Beauvais, qui assure seul l'exécution des diagnostics dans les ZA de la commune depuis l'origine. Quelques collaborations entre ces différents opérateurs, établies par le biais de conventions, peuvent être signalées, en particulier celle associant le pôle archéologique départemental de l'Aisne à l'INRAP pour l'étude du pôle d'activités du Griffon. Il est même arrivé, quoique très rarement, que l'institut délègue la réalisation d'un diagnostic à un service de collectivité : en 2001 à Château-Thierry, en 2007 à Soissons ou encore, la même année à Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly. Cet exemple est d'ailleurs assez particulier, puisque le diagnostic en question a été réalisé par le service archéologique de la ville voisine d'Eu (Seine-Maritime), hors de sa zone normale de compétence. Un seul autre cas similaire est connu dans la région, celui du diagnostic d'un tronçon de la déviation routière de Gisors (Eure)

Opérateur	Diagnostics	Fouilles	Nombre d'opérations
<b>AFAN/INRAP</b>	238	117	355
<b>Conseil général de l'Aisne</b>	22	9	31
<b>Ville de Beauvais</b>	19	2	21
<b>Ville de Château-Thierry</b>	6	3	9
<b>SRA</b>	4	0	4
<b>Ville de Laon</b>	4	0	4
<b>Conseil général de l'Oise</b>	2	0	2
<b>Ville de Noyon</b>	1	1	2
<b>Ville d'Amiens</b>	1	0	1
<b>Ville d'Eu</b>	1	0	1
<b>Total</b>	298	132	430

Figure 26 : répartition des opérations dans les ZA par opérateur

situé dans l'Oise, logiquement confié à la mission archéologique départementale de l'Eure, attributaire du reste du diagnostic. La MADE a d'ailleurs réalisé la fouille qui a suivi (Clavel, Frère, Lepeuple 2011).

Pour en revenir aux responsables d'opérations, 58 sont intervenus dans l'Aisne, 46 dans l'Oise et 37 dans la Somme. 81 d'entre eux sont rattachés à l'AFAN ou à l'INRAP, l'un d'entre eux ayant également dirigé un chantier de diagnostic pour un service de collectivité, 16 relèvent des dits services et 3 du SRA. Ce sont très majoritairement des hommes, les femmes représentant moins du tiers des responsables (32), alors que la profession semble aujourd'hui se diriger vers une plus grande parité. Les responsables d'opération de l'INRAP sont mobiles : 33 d'entre sont en effet intervenus dans au moins deux départements différents. Au sein de cette population, tous n'ont cependant pas la même importance, 30% des individus – ceux qui ont dirigé au moins six chantiers – ayant assumé à eux seuls 67% des opérations. 33 n'ont même eu qu'une seule responsabilité d'opération, répondant ainsi à un besoin occasionnel, 37 entre 2 et 5, 20 entre 6 et 9 ; 8 responsables comptent entre 10 et 20 opérations à leur actif, les deux derniers en ayant dirigé respectivement 21 et 27. L'essentiel de l'activité archéologique dans les ZA est ainsi porté par un groupe d'une trentaine de responsables d'opérations potentiels, dont quatre seulement relèvent de collectivités territoriales. C'est naturellement vers eux que se tournent aussi bien le SRA que les opérateurs eux-mêmes en cas d'intervention de ce type à programmer.

L'examen de la liste des dix les plus sollicités (fig. 27) montre que la plupart d'entre eux sont établis de longue date dans la région, puisqu'ils ont dirigé des opérations pour le compte de l'AFAN, puis de l'INRAP. Les deux archéologues du conseil général de l'Aisne ici représentés témoignent de choix stratégiques de leur structure : l'un n'a réalisé que des diagnostics – en tout cas dans le cadre des projets de ZA – qui constituent en général la commande principale des élus pour les aménagements qui ne relèvent pas directement de la collectivité, tandis que l'autre, par ailleurs chef du service, a dirigé la totalité des opérations dans le pôle d'activités du Griffon, près de Laon.

	Opérateur	Diagnostics	Fouilles
<b>Patrick Lemaire</b>	AFAN/INRAP	14	13
<b>Stéphane Gaudefroy</b>	AFAN/INRAP	14	7
<b>Martine Derbois</b>	AFAN/INRAP	17	1
<b>Lydie Blondiau</b>	AFAN/INRAP	13	3
<b>Muriel Friboulet</b>	INRAP	6	8
<b>Stéphane Beaujard</b>	INRAP	12	2
<b>Frédéric Joseph</b>	AFAN/INRAP	10	2
<b>Alexandre Audebert</b>	CG02	5	6
<b>Vincent Le Quellec</b>	CG02	11	0
<b>Laurent Duvette</b>	AFAN/INRAP	6	4
<b>Total</b>		<b>108</b>	<b>46</b>

Figure 27 : nombre d'opérations réalisées par les dix responsables les plus actifs dans les ZA

La décision qui consiste, de la part du SRA et de l'opérateur, à confier la direction de l'ensemble des opérations concernant une ZA donnée à un unique responsable scientifique, mérite qu'on s'y attarde un peu. Au yeux de l'État, il s'agit d'assurer une certaine cohérence entre les opérations, dans l'idée de faciliter à la fois leur organisation et l'exploitation scientifique des données. Ce principe tout à fait compréhensible est applicable sans grande difficulté lorsque les projets concernés sont de taille modeste ou les différentes phases rapprochées dans le temps. En revanche, cela peut devenir une contrainte si la personne concernée est engagée dans d'autres chantiers à long terme, car les projets de ZA s'étalent généralement sur plusieurs années. Certains cas sont presque exemplaires, comme celui du pôle d'activités économiques des Champs Dolents et du Tilloy, à Beauvais, dont le suivi est assuré par le service archéologique municipal entre 1994 et 2003, d'abord par J.-M. Fémolant, puis par J.-Fr. Goret. Le fait qu'aucune fouille n'ait été jugée nécessaire à la suite des campagnes de sondages limite, il est vrai, les risques de blocage du projet ou de retard dans la remise des rapports, problème qui peut rapidement devenir criant : par exemple, toujours à Beauvais, la ZAC du Haut-Villé a fait l'objet de trois diagnostics et de deux fouilles entre 1999 et 2005, sous la direction de J.-M. Fémolant, mais seuls deux rapports ont été rendus à ce jour, obligeant le SRA à changer de responsable scientifique pour la phase suivante. On pourrait multiplier les exemples de ce type, mais ce serait oublier le fait que certains dossiers ne rencontrent absolument pas ce genre de problème, l'un des plus aboutis étant celui de la ZAC des Jardins d'Intercampus (Amiens), où L. Blondiau a réalisé, entre 2008 et 2013, quatre diagnostics et une fouille qui lui ont permis d'analyser l'évolution d'occupations protohistoriques et antiques grâce à plus de 6 ha de sondages, sur une emprise totale de 27 ha. La rotation relativement limitée au sein de la trentaine de responsables habituels fait aussi que ces derniers ont l'expérience de ce genre de projets, qui leur permet de passer de l'un à l'autre, y compris dans un rôle pilote. C'est le cas, par exemple, de S. Beaujard, qui prend en charge entre 2003 et 2006 les opérations dans la ZAC de Ther (Allonne/Beauvais), en alternant avec des chantiers dans celle des Portes de l'Oise (Chambly). L'une des alternatives mise en œuvre par l'INRAP est en effet l'intervention d'un groupe restreint de responsables scientifiques dans un projet donné plutôt que celle d'une seule personne. Ainsi, dans la ZAC du Bois de Plaisance (Venette), trois diagnostics ont été réalisés par Fr. Joseph (2002, 2003, 2005), deux par Denis Maréchal (2010), également responsable d'une fouille (2005), M. Friboulet en ayant pour sa part dirigé trois autres (2004, 2005, 2009) et E. Pinard une seule (2009). Chaque rapport remis au SRA fait référence aux autres opérations, y compris à celles encore en cours, les relevés topographiques étant assurés par la même personne. Cela donne une vision d'ensemble du secteur étudié particulièrement intéressante et conforme à ce qu'on pourrait attendre d'une opération dirigée par une seule personne, avec pour avantage le croisement de visions forcément un peu différentes.

Les cas qui concernent directement les deux responsables les plus sollicités sont deux très bons exemples des forces et faiblesses de ce système. P. Lemaire, d'abord, n'a dirigé d'opérations qu'autour de Saint-Quentin (Aisne) et principalement dans la ZAC du Parc des Autoroutes, voisine de celles de la Chaussée Romaine et du Bois de la Chocque (fig. 28) : 7 diagnostics et 9 fouilles entre 1999 et 2010). Seule la première campagne de sondages, en 1998, avait été conduite par quelqu'un d'autre, avant l'arrivée à ses côtés, à partir de 2009, de Th. Bouclet, les deux hommes alternant désormais la conduite des opérations (2 diagnostics et 2 fouilles pour ce dernier.

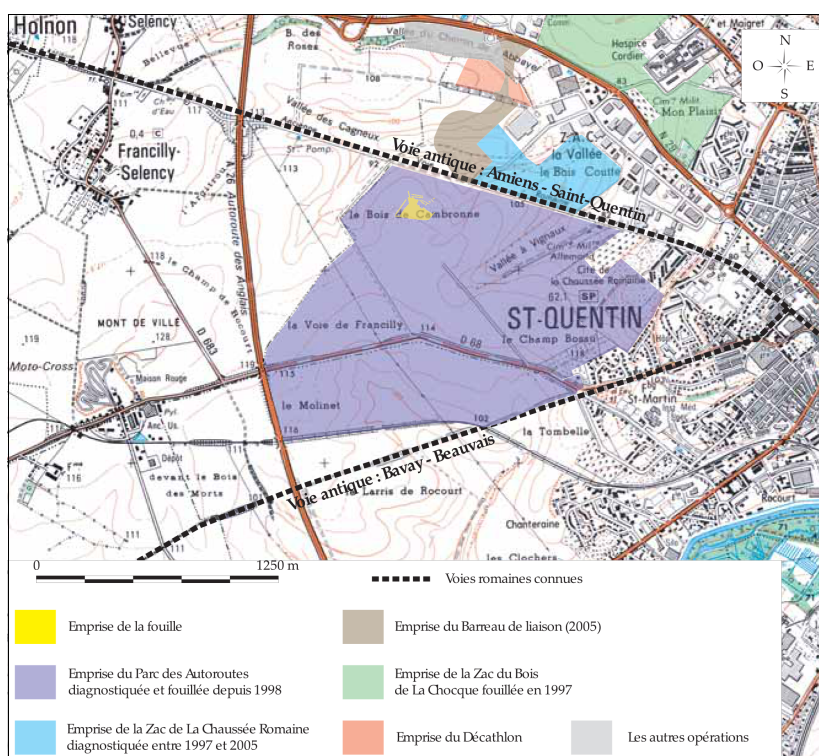


Figure 28 : emprise des opérations archéologiques dans le Parc des Autoroutes et alentours à Saint-Quentin (d'après Bouclet 2011 : pl. 6)

C'est une évidence qu'avec une telle continuité, le responsable principal et les équipes avec lesquelles il travaille possèdent une connaissance du terrain, de ses contraintes et de son potentiel sans équivalent. Le revers de la médaille, c'est que le temps manque pour rédiger les rapports de fouilles et que les études sont donc prolongées indéfiniment dans le temps (8 rapports en retard, dont un relatif à une opération de 2001). S. Gaudefroy intervient pour sa part depuis aussi longtemps dans la ZAC de la Croix de Fer/Pôle Jules Verne, entre Longueau, Boves et Glisy (Somme), où il a dirigé 8 diagnostics et 5 fouilles. Cependant, il a été régulièrement relayé, au fil des années, par d'autres responsables scientifiques, la plupart seulement de passage, mais E. Pinard et A. Gapenne étant chacune intervenue à trois reprises ces dernières années. Au total, S. Gaudefroy a dirigé un peu moins de la moitié des opérations (16 diagnostics et 11 fouilles en tout) et joue donc plus un rôle de coordinateur que de seul responsable du projet. En termes de remise des rapports, le bilan n'est pas meilleur que précédemment, puisque aucun rapport de fouille concernant cette ZA n'a été rendu depuis 2007, avec cette difficulté supplémentaire, par rapport à Saint-Quentin, qui est que quatre responsables différents doivent trouver le temps de travailler sur les données rassemblées.

On atteint sans doute là les limites de ce modèle reposant sur le principe "un projet – un opérateur – un responsable scientifique". S'il semble parfaitement adapté à des opérations plus limitées dans le temps, comme on l'a vu dans l'exemple des Jardins d'Intercampus, il pose systématiquement des problèmes à plus long terme. D'ailleurs, on a bien vu dans les deux derniers exemples que cela se traduisait par l'intervention de nouveaux responsables d'opérations aux côtés du spécialiste local. En outre, dans tous les cas, aucune des ZA de Picardie n'a fait l'objet, à ce jour, d'une publication de synthèse des résultats des opérations passées. La fuite dans le temps, dans laquelle sont entraînés les responsables contraints d'enchaîner les opérations, ne facilite pas les choses et s'il est déjà difficile, pour eux, de trouver le temps nécessaire pour s'atteler à la publication d'un site donné, on ne peut pas s'attendre à ce que les choses s'améliorent dès lors qu'il faut reprendre les données de plusieurs dizaines d'opérations. De plus, il arrive fréquemment que le calendrier des opérations ne coïncide pas avec les tranches définies – quand il y en a – dans les arrêtés de prescription, entraînant des modifications, des annulations, des refus de rapports par le SRA pour cause de non-respect de l'arrêté initial etc. La question de la démarche à suivre dans le cadre de ce type de dossier, mais aussi pour tous les grands projets en plusieurs phases (carrières, lotissements, etc.) reste donc ouverte. La solution idéale pourrait être celle d'une coordination *ad hoc*, telle qu'elle peut exister pour de très grands projets linéaires (autoroutes, canal Seine-Nord-Europe). La différence majeure est bien évidemment le fait que, dans ces dossiers de grands travaux, il n'y a qu'un seul projet d'aménagement et qu'il est donc possible, pour le SRA de prescrire un seul diagnostic ou, pour l'aménageur, de regrouper différentes prescriptions de fouilles en un seul lot ou de passer des conventions-cadres. Dans le dispositif actuel, le seul levier dont dispose réellement le SRA est d'essayer de convaincre les aménageurs de déposer de demandes anticipées de prescriptions sur l'ensemble des zones incluses dans le projet à moyen, voire long terme, ou du moins sur des surfaces plus étendues, cela afin de limiter les interventions dans le temps. Cela serait cependant une solution de compromis à négocier, compte-tenu du fait que le montant de la redevance d'archéologie préventive est fonction de la surface concernée par la dite demande.

En résumé, l'étude archéologique des zones d'activités de Picardie est aujourd'hui portée conjointement par le SRA, qui assure le suivi de ces dossiers souvent complexes, l'INRAP, qui réalise la majeure partie des opérations, et certains services de collectivités qui s'y sont pratiquement substitués dans leur zone de compétence. L'éparpillement des données et des compétences, craint par certains au moment du vote de la loi de 2003, n'a pas réellement eu lieu dans ce domaine, le nombre d'intervenants demeurant relativement limité. Avec le ralentissement récent de l'activité, il y a peut-être une occasion de rattraper une partie du retard accumulé depuis des années : 48 rapports de fouilles et 12 rapports de diagnostics n'avaient pas été rendus au 1<sup>er</sup> octobre 2013.

### **3. L'APPORT DE L'ÉTUDE ARCHÉOLOGIQUE DES ZONES D'ACTIVITÉS À LA CONNAISSANCE DU TERRITOIRE PICARD**

L'exercice d'un bilan scientifique ne portant que sur une catégorie spécifique d'interventions est délicat, puisqu'il est impossible d'en tirer des conclusions générales sur l'état de la recherche archéologique régionale. La meilleure approche semble donc être, d'une part, de faire une synthèse des résultats de l'ensemble des opérations concernées et, d'autre part, de présenter leur apport spécifique pour chaque grande période chronologique, afin de pouvoir les mettre en parallèle avec les bilans antérieurs.

### 3.1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU CORPUS

Les 297 campagnes de sondages, d'évaluation ou de diagnostic réalisées dans les zones d'activités de Picardie ont entraîné la mise au jour de 317 ensembles de vestiges appartenant à un ou plusieurs sites archéologiques d'une même période (fig. 29). Il faut y ajouter 208 ensembles plus ténus, considérés comme autant d'indices d'occupation (fig. 30), ce qui porte donc à 525 le nombre minimum de zones d'occupation ancienne mis au jour au cours de ces opérations. Les fouilles ne sont ici pas prises en compte puisqu'elles portent presque exclusivement sur des ensembles dont la présence était déjà connue.

	PAL	MES	NEO	PRO	BZ	HAL	LT	GR	HMA	MA	MOD	CONT	Total
Aisne	3	0	3	1	6	5	31	33	4	7	3	6	102
Oise	2	1	6	2	11	4	32	27	6	11	6	4	112
Somme	3	0	3	0	6	4	33	28	4	12	5	5	103
Total	8	1	12	3	23	13	96	88	14	30	14	15	317

Figure 29 : ventilation par période et par département du nombre de diagnostics ayant révélé la présence de sites structurés

Les diagnostics négatifs sont relativement nombreux, au nombre de 78 (26% du corpus), mais ils ne concernent qu'une emprise cumulée de 210 ha, soit 7,8% des terrains dont l'État a demandé l'exploration. Dans ce sous-ensemble, le taux d'ouverture moyen est de 6,4%, alors qu'il est de 11,1%

	PAL	MES	NEO	PRO	BZ	HAL	LT	GR	HMA	MA	MOD	CONT	Total
Aisne	1	2	4	1	3	12	7	18	2	5	3	19	77
Oise	1	3	13	2	5	6	10	9	1	8	6	7	71
Somme	1	1	9	1	5	5	6	7	2	4	1	19	61
Total	3	6	26	4	13	23	23	34	5	17	10	45	209

Figure 30 : ventilation par période et par département du nombre de diagnostics ayant livré des indices d'occupation

argument supplémentaire, s'il en était besoin, en faveur d'un seuil de l'ordre de 10%, dont l'intérêt a déjà été évoqué dans ces pages et largement défendu par ailleurs (Blancquaert, Sauvage 2007 : 37). On peut en tout cas retenir ce chiffre d'environ 8% comme indicateur de la probabilité de ne découvrir aucun vestige significatif au cours d'une telle opération. Ce type d'opération représente évidemment un investissement moindre pour les archéologues concernés, notamment lors de la phase d'étude. En accord avec le SRA, les responsables d'opérations de l'INRAP peuvent d'ailleurs rendre des rapports extrêmement simplifiés lorsque les diagnostics s'avèrent entièrement négatifs, afin de ne pas perdre de temps inutilement. Seules les informations essentielles (méthodologie, description de la stratigraphie, etc.) sont alors intégrées au document final.

En écartant les opérations négatives et celles pour lesquelles les données surfaciques sont incomplètes, l'emprise moyenne des diagnostics positifs est de 4,2 ha et de 6,6 ha pour ceux ayant révélé la présence d'occupations structurées. En termes de surface effectivement ouverte, ces chiffres tombent respectivement à 0,5 ha et 0,7 ha. En résumé, tout diagnostic prescrit sur une superficie de plus de 4 ha et dans lequel le taux de 10% d'ouverture est respecté a une très forte probabilité de révéler la présence de vestiges archéologiques, le risque – pour l'aménageur et pour la conservation des vestiges – devenant critique à partir de 7 ha.

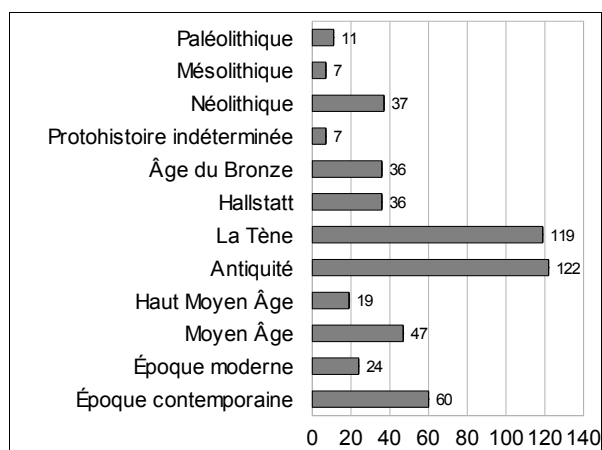


Figure 31 : ventilation par période du nombre de diagnostics ayant révélé au moins des indices d'occupation

La répartition chronologique de l'ensemble des indices d'occupation et sites avérés mis au jour (fig. 31) est caractérisée par une écrasante domination des sites laténiens et gallo-romains et une très faible représentation de la Préhistoire ancienne. Elle rappelle en cela celle observée dans le cadre des travaux sur les grandes infrastructures linéaires (fig. 4), à cela près que le fait de ne pas se limiter, dans le cas présent, aux seuls sites dont la fouille a été jugée nécessaire permet de mettre en avant l'ensemble des découvertes. La carte de répartition des sites structurés mis au jour (fig. 32) montre, sans surprise, qu'Amiens, Beauvais et Saint-Quentin polarisent une grande partie des occupations, devant le le Soissonnais et la moyenne vallée de l'Oise. Parmi les autres secteurs se démarquent ceux de Laon, de Chambly/Esches/Méru et d'Ablaincourt-

Pressoir/Estrées-Déniécourt. Rien de surprenant dans l'ensemble, puisqu'on a vu que ces différents secteurs géographiques avaient vu la plupart des opérations archéologiques recensées dans le cadre de la présente étude. La carte des indices de sites (fig. 33) vient un peu nuancer ce propos, puisqu'elle prouve que des traces d'occupation sont bel et bien trouvées dans toute la région, justifiant ainsi la réalisation de diagnostics sur tout le territoire.



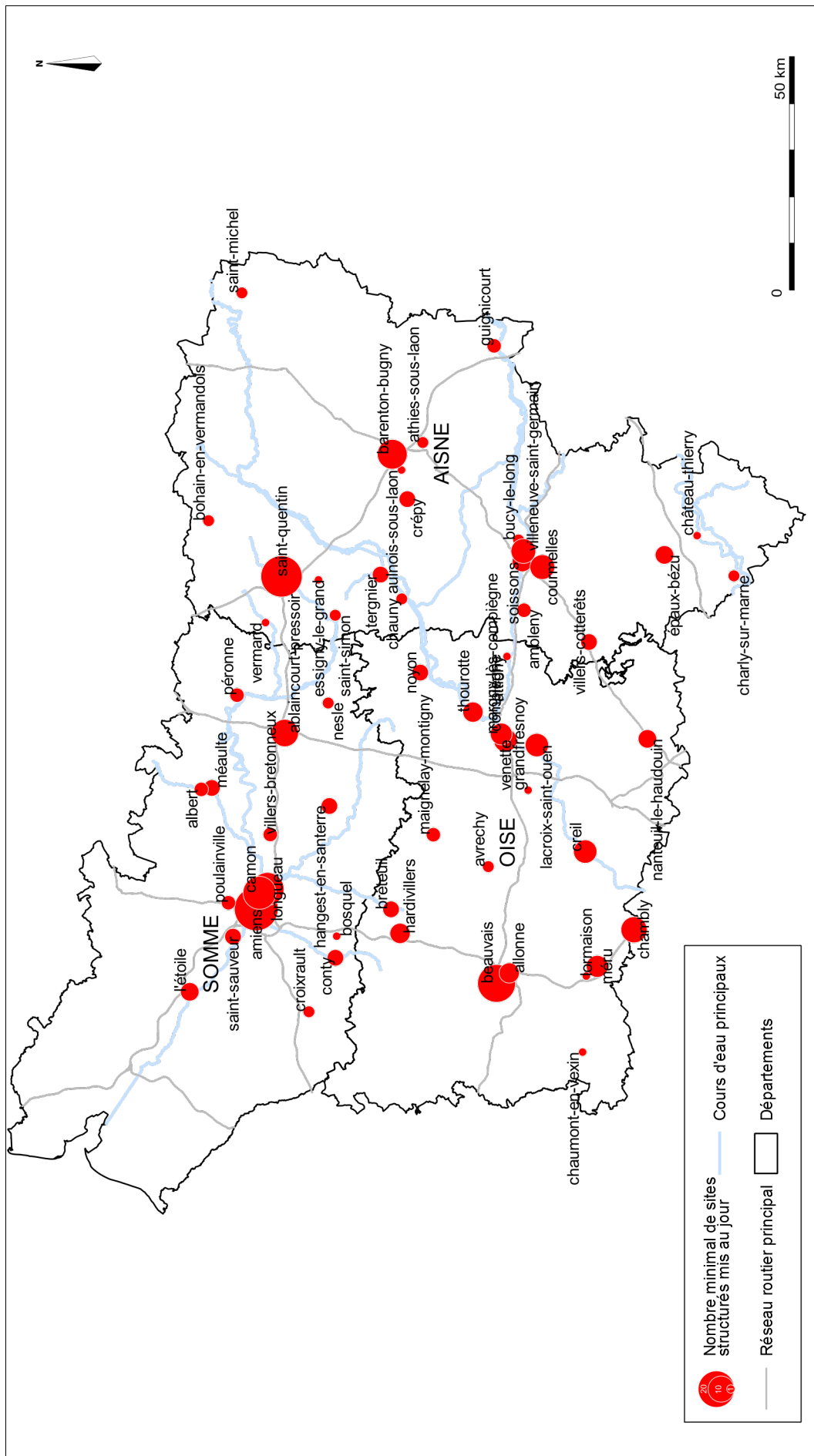


Figure 32 : répartition des sites structurés mis au jour lors des diagnostics dans les ZA de Picardie

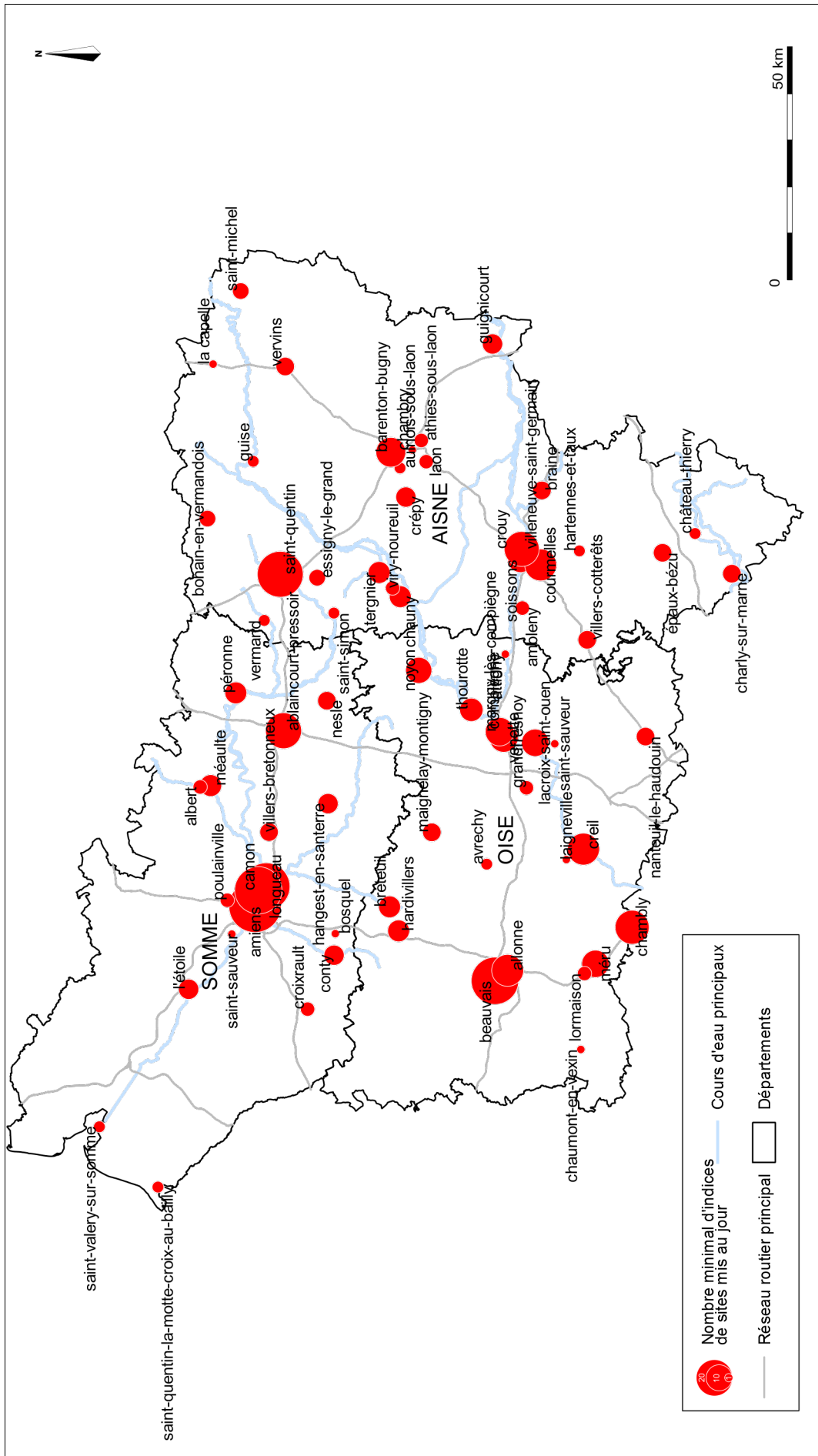


Figure 33 : répartition des indices de sites mis au jour dans les ZA de Picardie

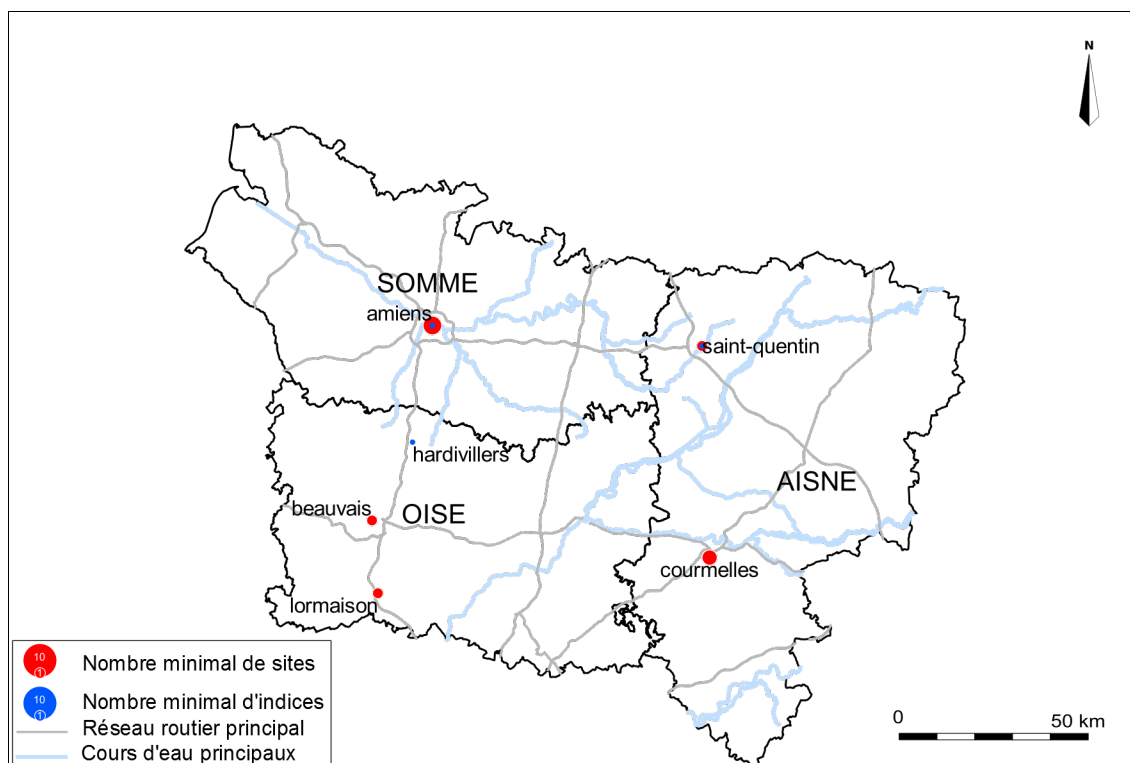


### 3.2. LA PRÉHISTOIRE ANCIENNE

Les sites du Paléolithique sont surtout répartis entre cinq zones d'activités : celles du Plateau (Chaudun/Courmelles/Ploisy) et du Parc des Autoroutes (Saint-Quentin) dans l'Aisne, de la Vatine Nord (Beauvais) et de la Reine Blanche (Lormaison/Sain-Crépin-Ibouvilliers) dans l'Oise et de Renancourt (Amiens) dans la Somme, des indices ayant été repérés dans quelques autres ZA (fig. 35). Seuls six de ces sites ont été fouillés, dont quatre dans la seule ZAC de Renancourt. Il faut dire que son aménagement constituait, pour les archéologues, une occasion unique d'étudier un important gisement gravettien (fig. 34), repéré mais détruit lors de la construction de la pénétrante ouest d'Amiens (Coudret, Fagnard 2005 : 39).



Figure 34 : amas de débitage du Paléolithique supérieur en cours de fouille dans la ZAC de Renancourt (cliché Cl. Paris)



Une méthode d'échantillonnage particulière a d'ailleurs été utilisée, en accord avec le SRA, lors du diagnostic de Cl. Paris (2010), reposant sur l'ouverture de sondages de quelques mètres carrés dispersés sur le terrain au lieu de tranchées continues. L'objectif – atteint – était de repérer le niveau d'apparition des artefacts sans trop l'entamer ; un tel choix n'était cependant rendu possible que par la connaissance préalable de l'existence du gisement. Dans l'ensemble, la carte de répartition de ces sites se superpose pratiquement à celle proposée par J.-L. Locht (2005 : 28) pour le seul Paléolithique moyen ; seuls les quelques indices découverts à Breteuil dans la ZAC de la route d'Amiens en 2009, et en 1998 et 2000 dans la ZAC de la Belle Assise à Ourcel-Maison viennent en effet s'intercaler entre les zones d'occupation paléolithique connue.

En ce qui concerne le Mésolithique, les résultats sont encore plus minces, puisque seuls sept diagnostics ont livré des lots de mobilier relativement importants datant de cette période (fig. 36), essentiellement dans l'Oise (Breteuil, Chambly, Lacroix-Saint-Ouen, Margny-lès-Compiègne), un peu dans l'Aisne (Braine, Vervins) et une seule fois dans la Somme (Amiens). À l'exception de celui de Vervins, tous ces sites sont en bordure de vallée. Th Ducrocq (2005 : 43, 2011 : 92-95) attribue en partie le manque de découvertes de sites mésolithiques à l'intérieur des plateaux à une méthode de diagnostic inadaptée, l'idéal étant, selon lui, de croiser prospections de surface, sondages et larges décapages.

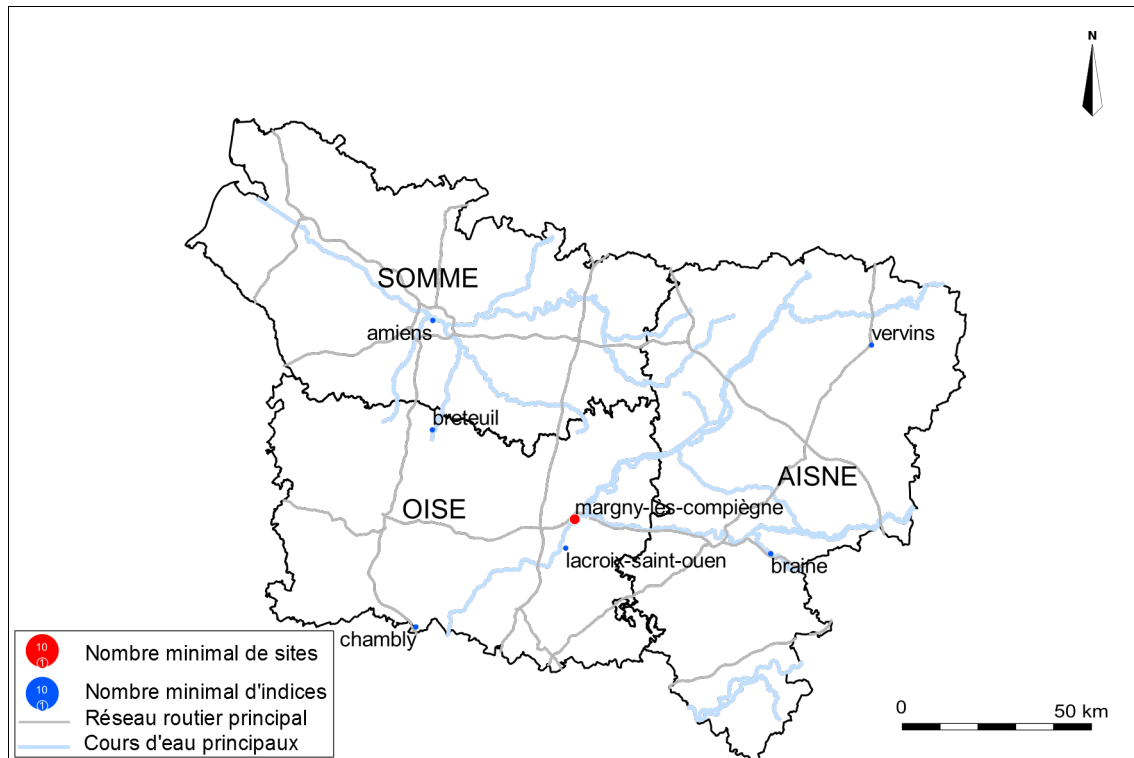


Figure 36 : localisation des vestiges mésolithiques découverts dans les zones d'activités de Picardie

Cependant, l'expérience d'autres régions montre que la méthode traditionnelle d'ouverture de tranchées et de fenêtres permet tout aussi bien de cerner les loci mésolithiques dans ce type de contexte (Noël, Payraud 2011 : 74-83). La cause de ce manque – pour peu qu'il ne soit pas dû à une réelle absence humaine au Mésolithique dans les zones étudiées – serait peut-être à rechercher du côté du temps limité alloué aux opérations de terrain et d'un manque de responsables de diagnostics accoutumés à la recherche de ce type de sites.

### 3.3. LE NÉOLITHIQUE

Avec 12 diagnostics ayant révélé la présence de sites structurés, auxquels il faut ajouter 25 autres qui ont livré des vestiges de cette période, le Néolithique est bien mieux représenté que les périodes précédentes (fig. 38). Les sites majeurs sont principalement concentrés dans la vallée de l'Oise et ses environs, du Saint-Quentinois à Chambly, avec une concentration particulière entre Thourotte et Creil (6 opérations). En cela, le résultat des opérations dans les ZA s'inscrit dans la tendance mise en avant dans le bilan de 2005, qui montre le rôle primordial joué par les vallées de



Figure 37 : plan du site de Bucy-le-Long "La Fosselle" (d'après Hachem 1998 : 4)

l'Oise et de l'Aisne dans la recherche sur le Néolithique régional, en raison de l'exploitation de carrières de granulats sur une grande partie de leurs tracés (Dubouloz 2005 : 65, 70-71). Le site fouillé dans la ZA de la Fosselle à Bucy-le-Long, dans l'Aisne (fig. 37) est un exemple remarquable de ce que ces décapages peuvent apporter à la connaissance de cette période (Hachem 1998).

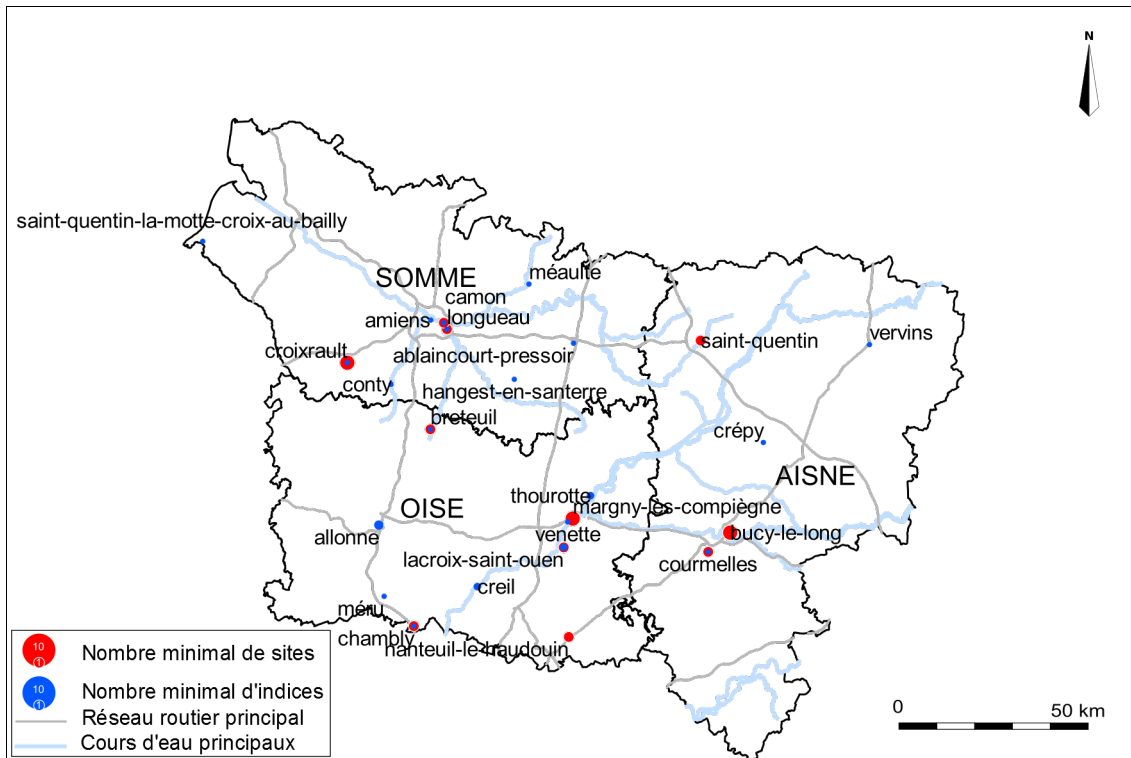


Figure 38 : localisation des vestiges néolithiques découverts dans les zones d'activités de Picardie



Figure 39 : exemple de sépultures découvertes à Bucy-le-Long "La Fosselle" (d'après Hachem 1998 : 7)

Il associe en effet, cas extrêmement rare, une quinzaine de maisons sur poteaux à fosses latérales (fig. 37) à une petite nécropole à inhumations (fig. 39). Celui de la ZAC Henri Dunant à Conty, dans la vallée de la Somme, était en 2007 le seul site d'habitat du Néolithique moyen rattaché à la culture de Cerny connu en Picardie et l'un des rares dans l'ensemble de la France (Bostyn 2007 : 7), la référence nationale étant celui du Parc du Château à Auneau (Eure-et-Loir), où une maison circulaire complète a été fouillée et reconstituée (fig. 40). L'occupation des



Figure 40 : reconstitution de maison du Néolithique moyen au Jardin de la Préhistoire à Auneau (Eure-et-Loir)

plateaux est moins connue, même si les opérations liées aux grands tracés linéaires ont permis de l'approfondir. Il est donc particulièrement intéressant que les fouilles préventives réalisées après 2003 dans le cadre du développement des zones d'activités soient localisées à l'intérieur des plateaux ou le long de cours d'eau mineurs (Crépy-en-Laonnois, Vermand, Boves, Conty), de même que les découvertes d'indices d'occupation dans ces mêmes secteurs viennent enrichir la carte archéologique pour cette période. Fr. Bostyn (2011 : 101) cite ainsi comme particulièrement intéressant l'exemple de fosses ayant livré du mobilier de tradition Villeneuve-Saint-Germain (Néolithique ancien) dans la ZAC de Ther à Allonne (Paris 1991, 1992). Cela montre à quel point, même pour une période plutôt bien connue à l'échelle régionale, la moindre information collectée sur le terrain peut s'avérer utile.

### 3.4. LA PROTOHISTOIRE ANCIENNE

Les recherches portant sur la Protohistoire picarde sont anciennes, en particulier dans la vallée de l'Aisne, étudiée par une équipe pluri-institutionnelle (UMR 7041) depuis 1973, ainsi que dans celle de l'Oise, suivie par le Centre de recherches archéologiques de la vallée de l'Oise (CRAVO). Grâce à ces travaux, mais aussi aux prospections aériennes de Roger Agache dans le bassin de la

Somme et aux opérations liées aux grandes infrastructures linéaires, 511 sites de l'Âge du Bronze à La Tène ancienne étaient recensés en 2005, principalement le long de ces grands axes, la densité de sites sondés étant nettement moins importante dans la moitié occidentale de la région (Brun, Buchez, Gaudefroy 2005 : 99). Une analyse plus fine de ce corpus montre que les sites du Bronze ancien ou moyen connus à ce moment-là étaient relativement rares, de même que les sites funéraires des périodes ultérieures hors de la vallée de l'Aisne (ibid. : 110, 112, 114). Ce constat conduisit les auteurs du bilan à suggérer, comme pour le Mésolithique, quelques changements méthodologiques : sondages systématiques des fossés d'enclos, datations au <sup>14</sup>C, resserrement des tranchées de diagnostics, ouverture de fenêtre dès l'apparition de la moindre structure ou encore approfondissement des études céramologiques, trop souvent sommaires (ibid. : 115 et Buchez 2011a : 128-131). La multiplication des interventions dans le cadre des projets de ZA paraissait alors une opportunité nouvelle, après les opérations dans les carrières, de procéder à des décapages sur de grandes surfaces, jugés plus à même d'apporter de nouvelles données, en particulier sur les formes d'habitat protohistoriques.

36 diagnostics ou équivalents réalisés dans les ZA ont révélé la présence de vestiges de l'Âge du Bronze. 20 fouilles ont au moins en partie porté sur l'étude de ces sites, dont 15 engagées après 2005, manifestation évidente d'une volonté d'apporter une réponse aux questions soulevées précédemment. La totalité de ces opérations s'inscrit cependant dans les bassins des principaux cours d'eau ou à leurs abords ; si elles ont permis d'enrichir le corpus de sites de cette période, elles n'en ont donc pas accru la dispersion géographique (fig. 41).

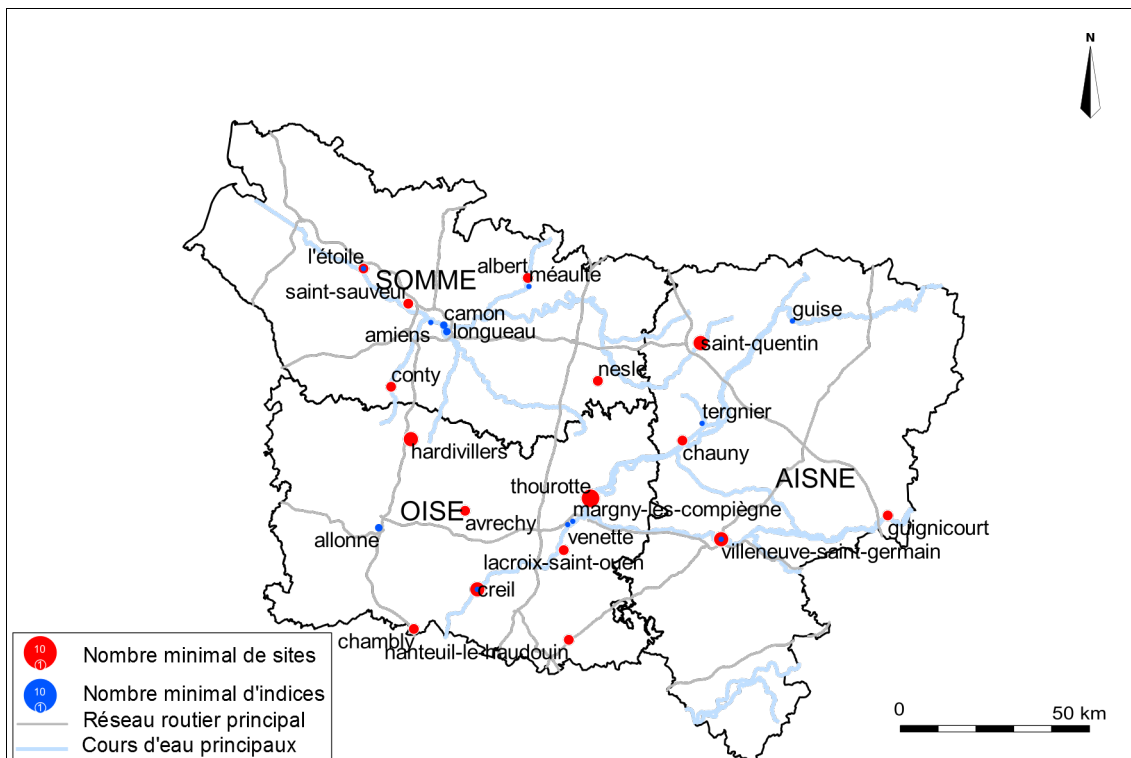


Figure 41 : localisation des vestiges de l'Âge du Bronze découverts dans les zones d'activités de Picardie

En revanche, les études céramologiques ont contribué de manière significative à faire évoluer la question de la "frontière" entre les aires culturelles maritime et continentale (fig. 43), surtout grâce à leur croisement avec les données issues des opérations le long des tracés linéaires (Buchez 2011 : 135). Par exemple, la découverte d'un anneau en or dans une nécropole du Bronze final fouillée dans la ZAC du Gros Grelot à Thourotte (Oise ; fig. 42), théoriquement en zone "continentale", fait écho à des découvertes dans des contextes similaires dans les îles britanniques, montrant à quel point cette notion de limite doit sans cesse réappréciée (Billand, Talon 2000 : 7).

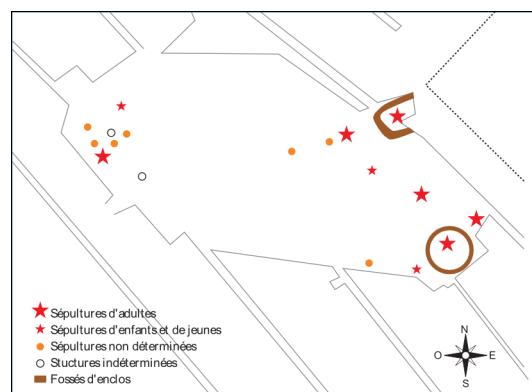


Figure 42 : plan général de la nécropole de l'Âge du Bronze de Thourotte (d'après Billand, Talon 2000 : 7)



Le nombre de diagnostics ayant entraîné la découverte de vestiges datant du premier Âge du Fer est le même. Seuls 14 sites hallstattiens ont en revanche été fouillés, dont la moitié depuis 2007. Ils sont encore et toujours à proximité des grands cours d'eau, mais il est intéressant de noter l'augmentation des fouilles dans la Somme, globalement moins bien connue que les autres départements (fig. 44). Les sites de Poulainville ou de Méaulte sont notamment venus enrichir la typologie des plans de bâtiment connus pour cette époque (Buchez 2011a : 155). Aucun des rapports concernant ces opérations récentes n'a encore été rendu à ce jour, ce qui rend pratiquement impossible l'utilisation des données en question.

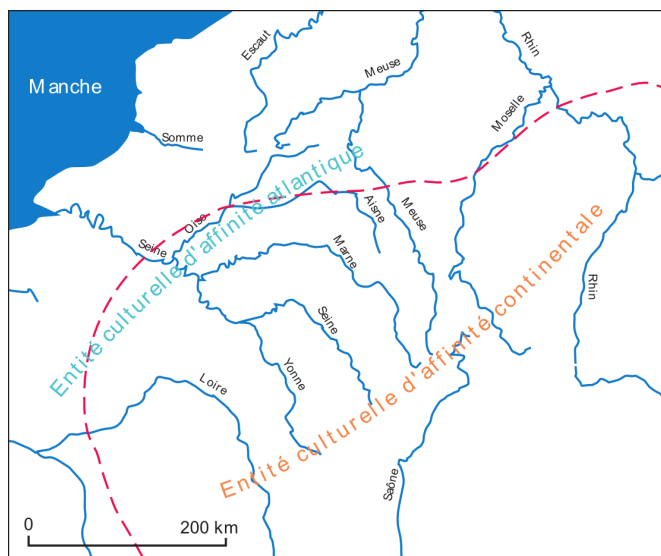


Figure 43 : limite approximative entre les aires culturelles atlantique et continentale de l'Âge du Bronze (d'après Billand, Talon 2000 : 6)

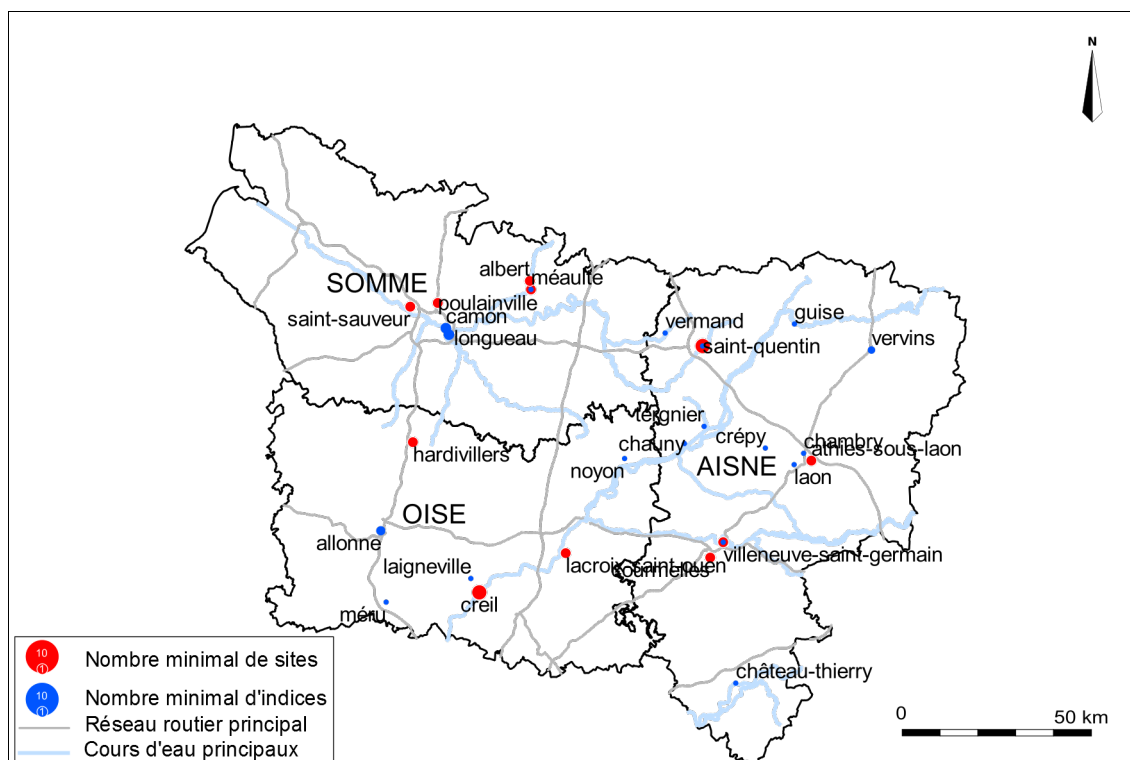


Figure 44 : localisation des vestiges hallstattiens découverts dans les zones d'activités de Picardie

Néanmoins, les opérations portant sur de grandes surfaces, telles celles du Parc des Autoroutes à Saint-Quentin, mettent parfaitement en évidence le caractère ouvert et parfois polynucléaire de la plupart des habitats de cette période (fig. 45). Comme pour la période précédente, l'étude de la céramique permet d'aborder la question de la limite culturelle entre les influences continentale et maritime. N. Buchez (2011 : 140-144) met en avant l'apport à ce propos des fouilles réalisées près d'Amiens dans la ZAC de la Croix de Fer : sur le site de Glisy "Terres de la Ville 1", fouillé par S. Gaudefroy entre 1999 et 2002 (voir Gaudefroy 2003), a été confirmée l'existence d'un faciès hallstattien repéré lors des travaux sur l'A29 est et rappelant des formes reconnues au Bronze final IIIb à Nanteuil-sur-Aisne ; sur celui des "Terres de la Ville 2", ce sont des ensembles rappelant des productions haut-normandes qui ont été mis au jour, ces deux sites pouvant témoigner aussi bien d'une certaine mobilité des groupes humains que de l'existence d'échanges réguliers entre eux.

### 3.5. LE SECOND ÂGE DU FER ET L'ANTIQUITÉ

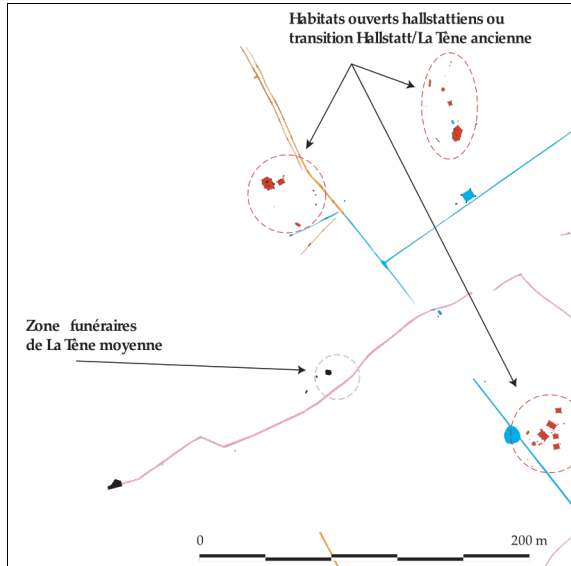


Figure 45 : exemple de noyaux d'habitats hallstattiens ou laténiens découverts dans le Parc des Autoroutes (d'après Bouclet 2011 : pl. 6)

celui des opérations dans les carrières ou sur les tracés linéaires, qui ont respectivement vu la découverte de 57% des sites laténiens dans l'Aisne et de 73% d'entre eux dans la Somme (ibid. : 132). L'apport principal des opérations dans les zones d'activités concerne donc les secteurs les moins explorés dans le cadre des autres grands travaux, en particulier le Soissonnais ou la basse vallée de l'Oise (fig. 48). Par exemple, la nécropole à inhumations de la Remise Ronde, dans la ZAC des Portes de l'Oise (Chamby) est l'exemple-type de site qui, sans être particulièrement original, a pu être étudié de manière approfondie et ainsi apporter son lot de données nouvelles, non seulement dans la connaissance des pratiques funéraires, mais aussi dans celle de l'artisanat : l'étude de la céramique associée aux sépultures (fig. 46) révèle ainsi que celle-ci a été fabriquée localement, par une population



Figure 46 : exemples de récipients en céramique découverts dans les tombes de la Tène ancienne à Chamby "La Remise Ronde" (d'après Delattre, Pinard 1999 : 7)

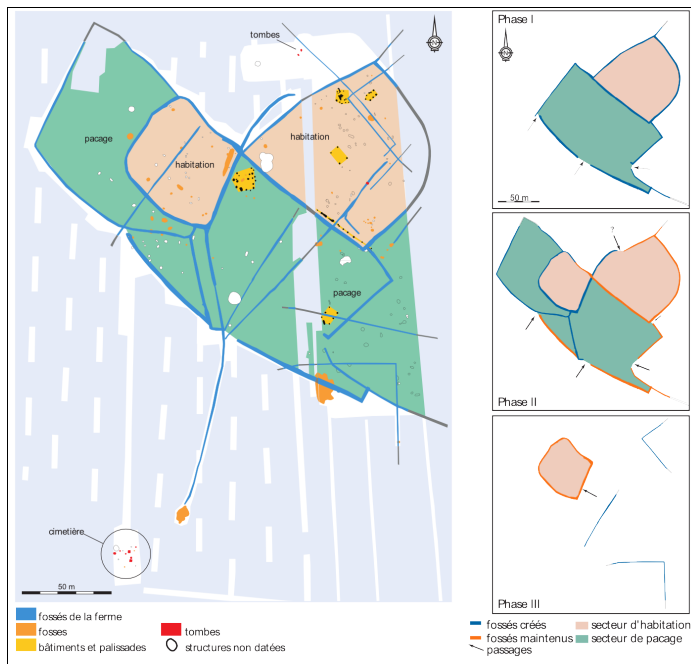


Figure 47 : évolution de la ferme laténienne de Glisy "Les Terres de Ville" au cours du IIe s. av. J.-C. (d'après Gaudefroy 2003 : 4)

appartenant à l'aire culturelle Aisne-Marne. En outre, les cartes de répartition proposées en 2005 montrent l'existence d'une *terra incognita* pour le second Âge du Fer à l'est d'une ligne Saint-Quentin/Reims (Buechez, Brun, Gaudefroy 2005 : 114 et Gaudefroy, Gransat, Malrain 2005 : 137). Par conséquent, la série de diagnostics et de fouilles entreprises autour de Laon entre 2006 et 2012, dans le cadre de la création du pôle d'activités du Griffon, représente un énorme pas en avant pour la connaissance de l'occupation de l'est de l'Aisne avant la période romaine. Les sites abordés dans le cadre de ces opérations se répartissent entre deux catégories principales : les nécropoles, surtout à incinérations et, par-dessus tout, des ensembles ruraux enclos, qui représentent déjà respectivement 53% et 69% des sites mis au jour sur les tracés linéaires (Gaudefroy 2011 : 211), à partir desquels S. Gaudefroy (2011 : 219-229) a déjà pu proposer une typologie

des habitats enclos. Le décapage de grandes surfaces permet souvent de les fouiller en intégralité, à l'image de celui de Glisy "Les Terres de Ville", dans la ZAC de la Croix de Fer, fouillé en 1999 (fig. 47).

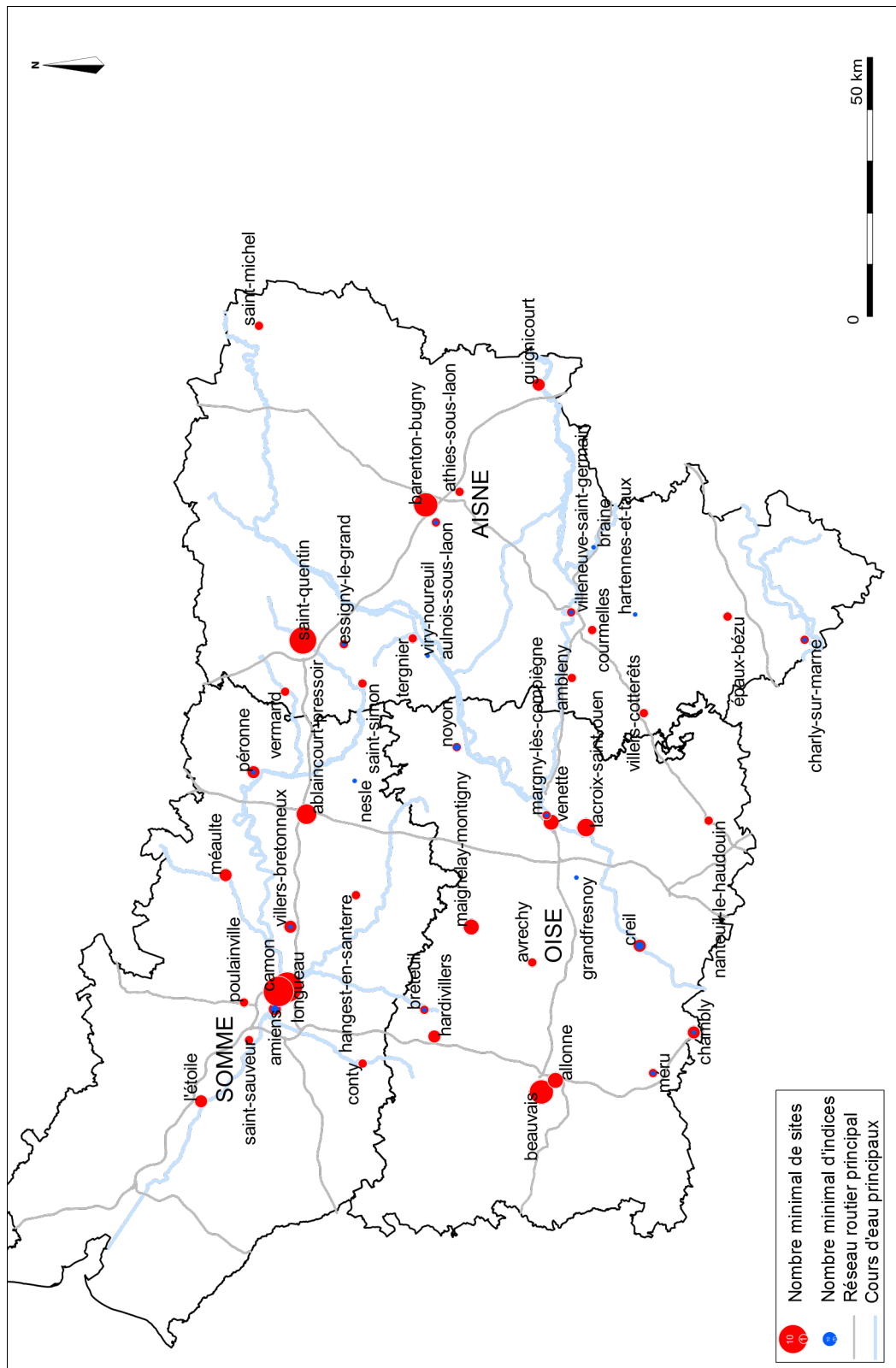


Figure 48 : localisation des vestiges laténiens découverts dans les zones d'activités de Picardie

Deux campagnes de sondages, puis une fouille extensive ont révélé l'existence d'une ferme installée au cours de la Tène C2, qui connaît deux phases d'extension, atteignant successivement 1,7 ha, puis 2,4 ha, avant de se resserrer autour d'un unique enclos de 2700 m<sup>2</sup> abandonné avant la fin de la Tène D1 (Gaudefoy 2000).



Dans un registre différent, le site de la zone 2 du "Bois de Cambronne" (fig. 49), dans le Parc des Autoroutes (Saint-Quentin), déserté à la même époque, est un exemple d'habitat ouvert implanté en rebord de plateau dès la Tène B2, puis restructuré au sein d'un enclos au cours de la Tène C1 (Bouclet 2011). Il est suffisamment rare de découvrir des sites d'habitat témoignant de la transition entre la Tène ancienne et moyenne pour considérer ce genre de fouille comme l'un des apports majeurs des opérations dans les zones d'activités.

Ce type de recherche est donc particulièrement intéressant pour comprendre l'histoire de l'habitat et des pratiques agricoles, mais souffre, comme partout en France, d'une distorsion énorme entre le nombre de sites fouillés et de ceux faisant l'objet de publications. En outre, au

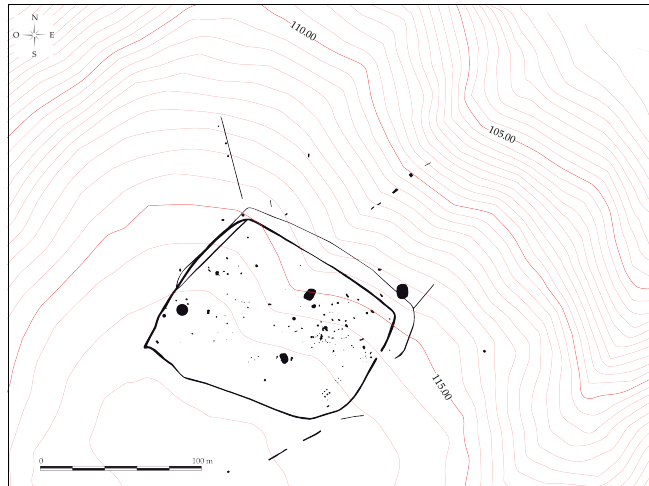


Figure 49 : plan général des vestiges découverts sur le site du "Bois de Cambronne" zone 2 à Saint-Quentin (d'après Bouclet 2011 : pl. 9)

contraire des opérations menées sur les grands tracés linéaires, celles réalisées dans le cadre des projets de ZAC ne permettent que rarement d'appréhender l'utilisation des terrains situés à la périphérie des enclos (parcellaire, absence d'occupation, etc.). Étant donnée la masse documentaire désormais rassemblée sur la Tène finale, il serait utile de se tourner plus largement vers ce type de problématique dès l'étape du diagnostic archéologique. La question de la transition entre les périodes protohistorique et romaine en Picardie a déjà été largement débattue dans le passé, les cas de continuité d'occupation entre ces deux époques étant fréquents, mais les abandons d'habitats enclos à la fin de la Tène D2 l'étant encore plus (Bayard, Collart 1996). Les opérations dans les zones d'activités, qui concernent essentiellement les zones rurales, offrent fréquemment de nouvelles occasions de s'interroger sur le processus de romanisation des campagnes. 98 opérations sur 430 – près d'un quart des chantiers ! – ont ainsi porté sur des terrains abritant à la fois des sites structurés laténiens et gallo-romains. Qu'il y ait ou non une réelle continuité archéologiquement attestée – qui ne reste souvent qu'une simple hypothèse, seule la réutilisation d'enclos ou de bâtiments pouvant réellement permettre de parler de continuité – cela conforte l'idée de l'absence de rupture réelle, sur le temps long, dans l'occupation du territoire picard entre Protohistoire et Antiquité. Il faudrait sans doute dissocier cette notion d'occupation du territoire, que la présente étude permet d'aborder, de celle d'utilisation d'un site donné.

L'exemple du Parc des Autoroutes à Saint-Quentin est une nouvelle fois particulièrement parlant (fig. 50), puisqu'y ont été mis au jour côte à côte des vestiges d'habitats ouverts du Hallstatt final/La Tène ancienne, des enclos et nécropoles de la Tène moyenne, puis d'autres aménagements divers, dont au moins deux sites de la Tène finale auprès desquels s'implantent des établissements gallo-romains au tournant de l'ère chrétienne (Lemaire 2011 : 25-26). Dans un cas comme celui-ci, s'il serait présomptueux de parler d'une présence humaine permanente pendant plus de huit siècles (V<sup>e</sup> s. av. J.-C. - III<sup>e</sup> s. ap. J.-C.), force est de constater l'existence d'une succession de sites occupés parfois pendant des décennies, ce qui s'en rapproche énormément. Inversement, lorsqu'on s'intéresse à la chronologie des sites de manière plus fine, les hiatus apparaissent plus nombreux, comme dans la zone A du pôle d'activités du Griffon, près de Laon, dont les trois phases d'occupation entre la Tène D et la fin du Haut Empire (fig. 52) sont à chaque fois séparées par des périodes d'abandon de plus d'un siècle (Audebert, Pinard 2013 : 83-90). Dans d'autres cadres, la continuité d'occupation des sites ne fait aucun doute, malgré leur évolution morphologique, à l'image de la ferme de Roye "Le Puits à Marne 1", occupée de la Tène D1 au IV<sup>e</sup> siècle, mais où seule l'orientation générale du parcellaire résiste au temps (Ben Redjeb, Duvette, Quérel 2005 : 196-197). L'étude de tels terroirs finit ainsi par présenter des similitudes flagrantes avec celle des sites urbains en termes d'appréhension de l'histoire d'un secteur donné sur la longue durée. Cette succession de sites protohistoriques et antiques dans un même secteur a en tout cas été constatée dans de nombreuses autres régions, notamment, pour rester dans un contexte géographique et économique comparable, dans les grandes zones d'activités explorées de manière systématique autour de l'Île-de-France, comme à Artenay-Poupry (Eure-et-Loir/Loiret ; Noël, Payraud 2011 : 34-44, 151-153) ou à Saint-Pathus (Seine-et-Marne ; Desrayaud 2011).

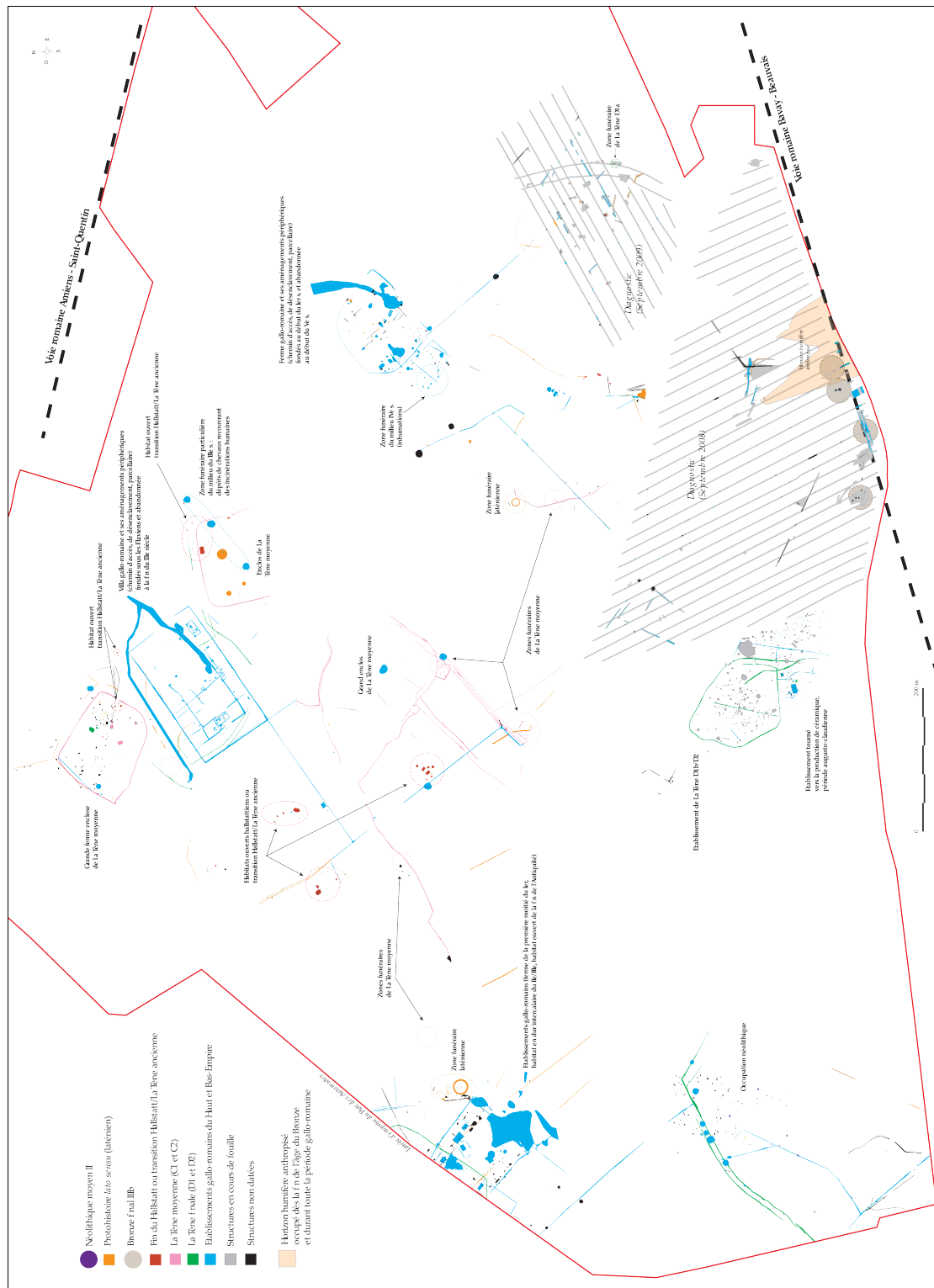


Figure 50 : plan général des sites découverts dans le Parc des Autoroutes à Saint-Quentin (d'après Bouclet 2011 : pl. 6)

Dans ce contexte, la découverte de sites gallo-romains dans des zones où aucune occupation laténienne n'est connue constitue naturellement une information tout aussi intéressante pour l'histoire du peuplement. 33 diagnostics ou équivalents ont permis de repérer ce type d'occupation, dont 8 dans les ZAC urbaines d'Amiens et de Soissons, où les niveaux antiques sont les plus anciens mis au jour, sur les 88 ayant entraîné la découverte de sites antiques structurés (fig. 51). Ils sont répartis dans une vingtaine de zones d'activités de la région, entre autres dans des secteurs peu évoqués jusqu'à présent, comme ceux de Château-Thierry/Épaulx-Bézu, de Chauny (Aisne), d'Attichy, de Nanteuil-le-Haudoin (Oise), d'Albert ou de Nesle (Somme).

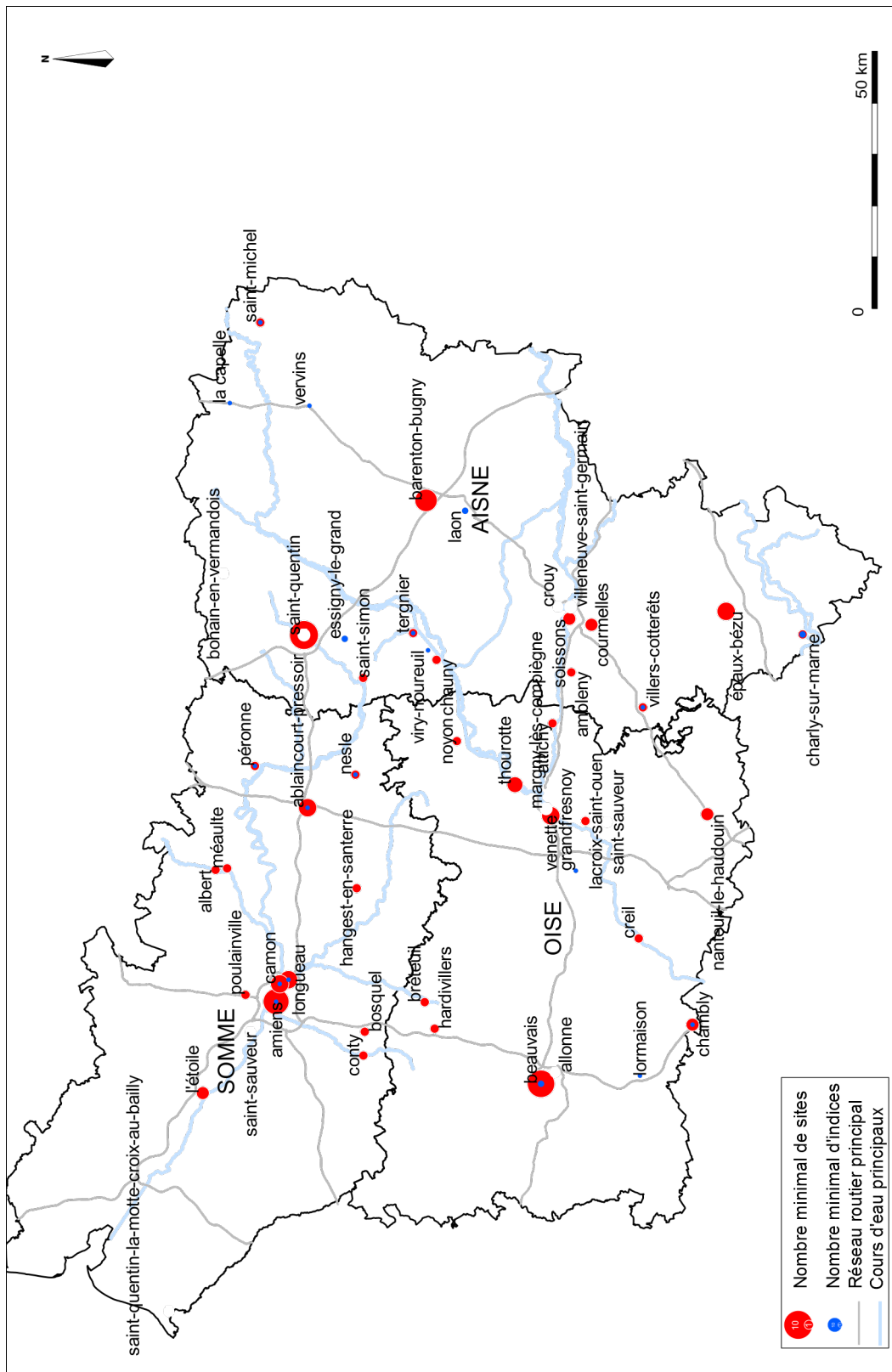


Figure 51 : localisation des vestiges gallo-romains découverts dans les zones d'activités de Picardie

À l'exception du premier nommé, Château-Thierry et Épaux-Bézu étant des agglomérations secondaires gallo-romaines (Ben Redjeb, Duvette, Quérel 2005 : 198-201), ils ne sont pas réputés *a priori* pour leur occupation antique. Ainsi, même si des vestiges de cette période ont été recensés presque partout dans la région – qui compte environ 6000 sites ou indices de sites gallo-romains – l'étude archéologique des zones d'activités permet d'en fouiller certains *in extenso*, qui plus est dans

des zones moins bien connues, alors qu'une grande partie du corpus régional n'est connue qu'à travers la prospection aérienne.

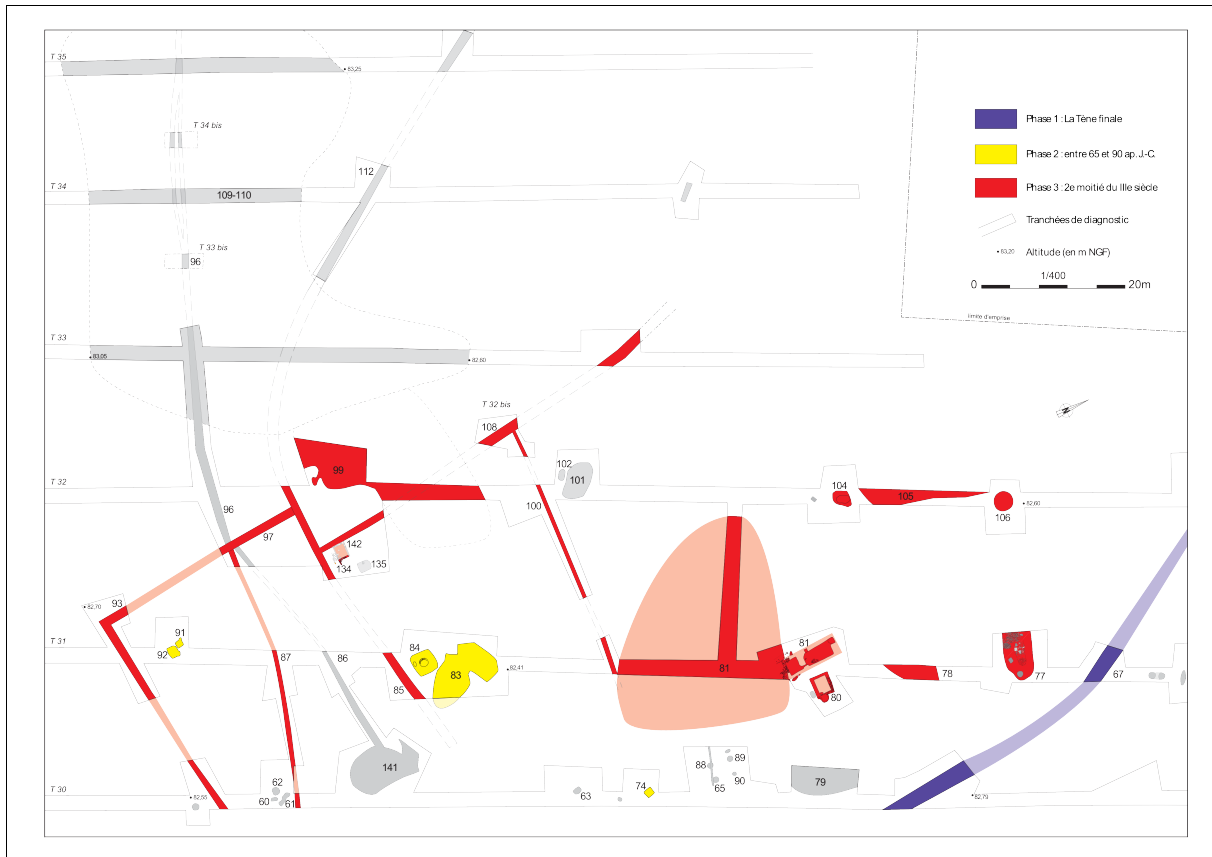


Figure 52 : plan phasé des vestiges de la zone A du pôle d'activités du Griffon (d'après Audebert, Pinard 2013 : pl. 24)

Encore faut-il relativiser la notion de "romanisation" des campagnes : la ferme des I<sup>er</sup>-II<sup>e</sup> siècles intégralement fouillée par P. Lemaire dans la ZAC du Moulin Mayeux (fig. 53), à Bohain-en-Vermandois (Aisne) ne s'éloigne guère des sites de la période précédente que par son plan plus régulier et la présence d'une cave maçonnée (Collart, Lemaire, Ziegler 2004 : 3-4). L'apport majeur des opérations dans les zones d'activités pour l'époque antique, outre l'accumulation de données nouvelles et précises, est cette possibilité de s'affranchir de la représentation traditionnelle d'un monde rural gallo-romain organisé autour des *villae*, en abordant les formes d'habitat et d'exploitations agricoles variées évoquées ici et en étudiant leur mise en place et leur abandon sur un temps très long.

### 3.6. LE MOYEN ÂGE

14 diagnostics ont révélé la présence d'une occupation alto-médiévale, auxquels on peut ajouter 5 indices de site. C'est peu et cela explique la rareté des fouilles, au nombre de cinq : à Crépy-en-Laonois, Villeneuve-Saint-Germain, Villers-Cotterêts, Esches/Méru et Ablaincourt-Pressoir, les deux derniers sites datant exclusivement de cette période (fig. 54).

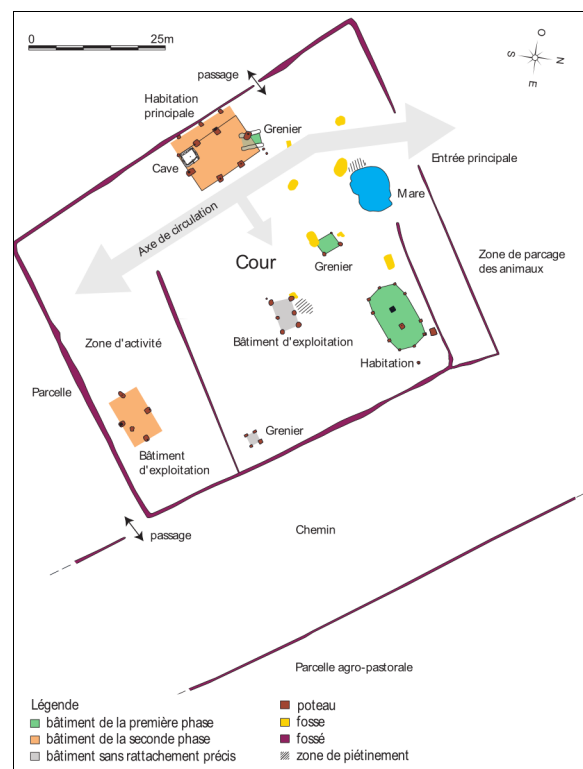


Figure 53 : plan interprété de la ferme gallo-romaine du Moulin Mayeux à Bohain-en-Vermandois (d'après Collart, Lemaire, Ziegler 2004 : 3)

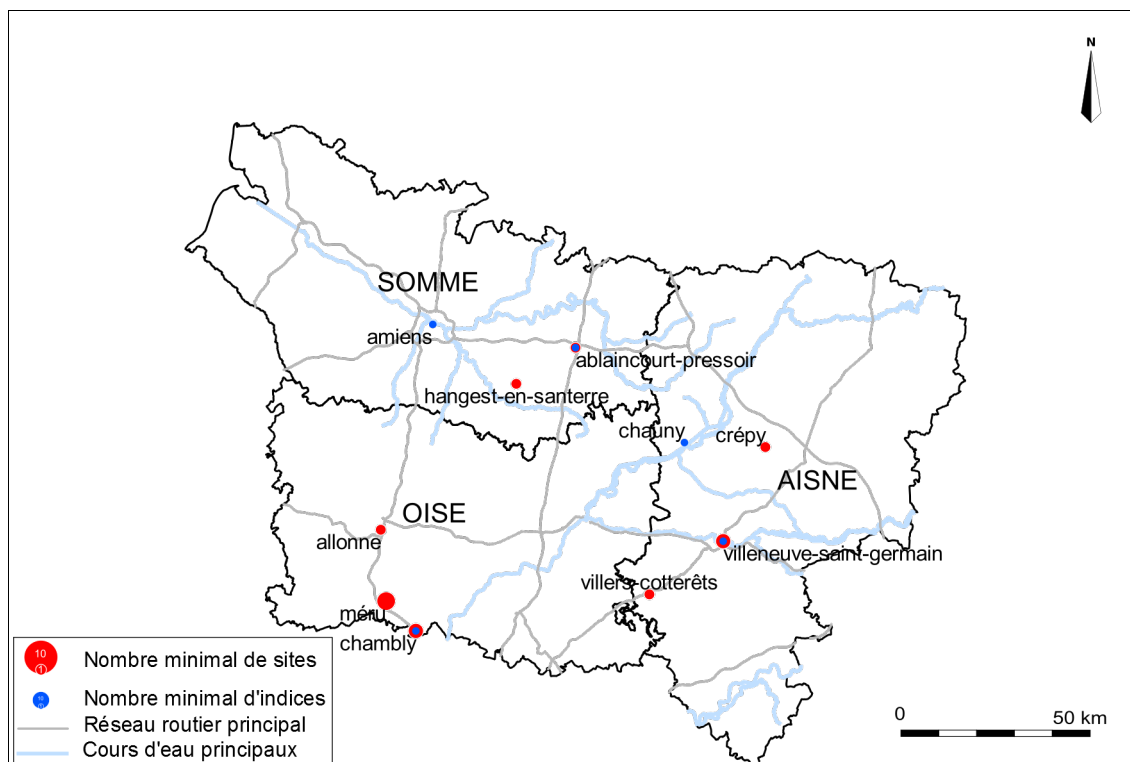


Figure 54 : localisation des vestiges alto-médiévaux découverts dans les zones d'activités de Picardie

C'est un constat ancien, qui ne concerne pas que les zones d'activités et difficile à expliquer dans une région densément occupée dans l'Antiquité et dont la partie orientale est au cœur des possessions mérovingiennes, puis carolingiennes. Cette faiblesse relative de la recherche, par rapport aux autres régions du bassin parisien (Centre et Île-de-France) où sont notamment organisés des programmes collectifs de recherche sur l'habitat rural du Moyen Âge, avait déjà été soulignée en 2005 : "il n'est pas certain que l'archéologie picarde du Haut Moyen Âge soit en bonne santé, même si les opinions diffèrent sur l'état du patient" (Blary, Derbois, Legros 2005 : 231). Paradoxalement, cette relative rareté est propice à une meilleure cohérence dans l'exploitation scientifique des résultats, puisque ces opérations sont partagées entre les spécialistes de l'INRAP pour cette période que sont V. Harnay (Somme), M. Derbois (Oise) et K. Libert (Aisne)<sup>22</sup>, la majorité des diagnostics ayant entraîné la mise au jour de vestiges significatifs du Haut Moyen Âge ayant été réalisés sous la conduite de médiévistes. De là à lier l'identification de ces sites à la spécialité des responsables d'opérations, il y a un pas qu'on ne peut tout de même pas franchir, même si cela rejoint la remarque faite précédemment sur le repérage des occupations de la Préhistoire ancienne : le manque d'habitude des responsables de diagnostics pourrait être une des causes de cette lacune archéologique apparente. Parmi les sites découverts et non fouillés, en l'occurrence parce que le projet d'aménagement a été modifié de manière à éviter la fouille, on peut citer l'exceptionnel atelier de verrier carolingien mis au jour à Croixrault (Somme), dans la ZAC du sud-ouest amiénois (Cayol 2010). Les références dans le domaine de l'archéologie des temps mérovingiens et carolingiens demeurent donc des sites fouillés dans un cadre différent, principalement des nécropoles avec ou sans habitat associé, notamment celles de Bulles dans l'Oise (Legoux 2011), de Saleux dans la Somme (Catteddu 2003), de Godelancourt-lès-Pierrepont (Nice 2008) et de Jeoffrécourt (Martin 2011) dans l'Aisne.

La question traditionnelle de la transition entre l'Antiquité et le Moyen Âge ne peut pas être abordée de manière détaillée ici, puisque le mode d'inventaire retenu ne permet pas de distinguer les sites antiques selon qu'ils aient été occupés au Haut ou au Bas Empire. Néanmoins, six diagnostics ont permis la découverte, sur la même emprise, de sites structurés gallo-romain et alto-médiévaux, auxquels on peut ajouter sept autres diagnostics ayant livré des indices d'occupation des deux périodes. Sur treize secteurs où cette problématique aurait ainsi pu être abordée, une seule fouille a porté sur des sites de ces deux périodes, celle de K. Libert en 2010 dans la ZAC des Verriers, à Villers-Cotterêts, qui a mis en évidence un hiatus chronologique entre les deux occupations<sup>23</sup>. Les opérations dans la ZAC Cathédrale d'Amiens n'ont révélé, de la même manière, aucune continuité réelle entre la fin de l'époque romaine et la période mérovingienne.

<sup>22</sup> Auxquelles il faut ajouter G. Auxiette, responsable de la fouille de 1999 dans la ZAC des Étomelles (Vileneuve-Saint-Germain).

<sup>23</sup> La fouille citée dans la note précédente et celle de M. Derbois en 2000 dans la ZAC de la Nouvelle France, à Esches/Méru, ont en partie porté sur des vestiges gallo-romains, mais il ne s'agissait pas de véritables sites structurés.



Pour la période médiévale classique, le nombre de diagnostics ayant révélé l'existence de sites structurés s'élève à une trentaine, 17 autres ayant livré des indices d'occupation. Seules huit fouilles ont été organisées dans les zones concernées, dont quatre dans la seule ZAC Cathédrale.

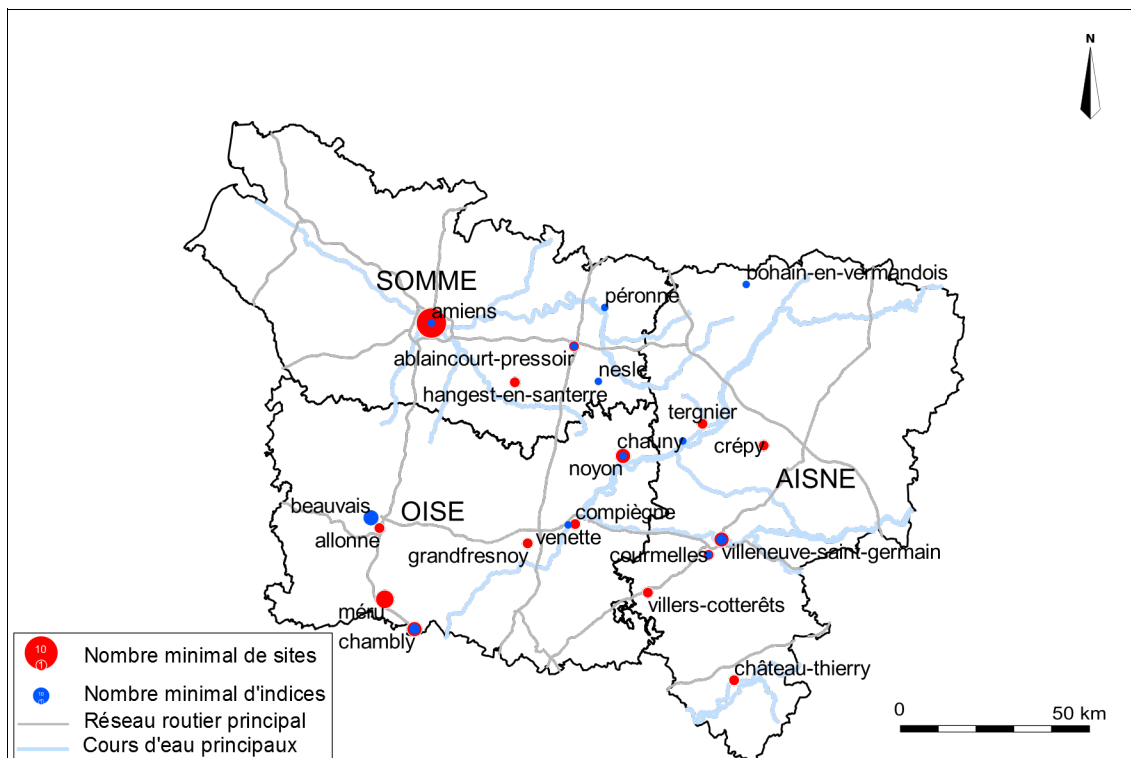


Figure 55 : localisation des vestiges médiévaux découverts dans les zones d'activités de Picardie

Hors de la capitale régionale, l'urbanisme médiéval n'a pas été abordé dans le cadre des opérations présentées ici, portant au mieux sur la périphérie des villes. Même en zone rurale, le corpus de sites inédits est très limité : l'un a été abordé dans le cadre d'un sauvetage urgent en 1996 dans la ZAC des Capucins, à Compiègne (Oise) et trois autres lors de fouille préventives plus récentes dans le parc d'activités de Noyon/Passel en 2007, dans la ZIR de la Moiserie à Château-Thierry en 2009 et dans la ZES de la Férolle à Tergnier en 2008, cette fouille-ci étant la seule des trois dernières dont le rapport ait été rendu à ce jour (Flucher 2012). Elle concerne une ferme de l'abbaye de Prémontré, occupée entre le XII<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle (fig. 56), un des rares exemples de ce type fouillés en France (Beck 2007), dont le seul site de comparaison picard antérieur est celui de Neuilly-en-Thelle, dans l'Oise, découvert en préalable à l'aménagement d'un lotissement (Derbois 1999).



Figure 56 : plan général de la ferme de la Férolle (d'après Flucher 2011 : 3)

Le site rural le plus spectaculaire mis au jour ces dernières années ne l'a pas été dans une zone d'activités à proprement parler et est tardif : c'est un village des X<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles découvert lors de l'aménagement de la zone aéroportuaire d'Albert-Méaulte (Soupert 2007 : 10-11 ; fig. 58). Hors des zones d'activités, l'archéologie médiévale picarde est avant tout celle des grandes villes (Amiens, Château-Thierry, Compiègne, Laon, Noyon, Saint-Quentin ou Soissons), ou des sites monumentaux (abbayes, églises, châteaux), beaucoup plus rarement celle des bourgs. Les vitrines en ont longtemps été la collégiale de Saint-Quentin, fouillée par Chr. Sapin ou le château de Château-Thierry, étudié par Fr. Blary.



Figure 57 : plan général du village médiéval de Méaulte (d'après Soupart 2007 : 10)

S'y est ajouté dans les années 1990 l'ensemble castral de Boves, au sud-est d'Amiens, objet d'une fouille programmée pluriannuelle (Racinet 2008). Les sites étudiés dans les zones d'activités rurales sont donc d'autant plus précieux qu'ils sont souvent les seuls connus dans les secteurs en question. La carte archéologique de la Picardie médiévale reste cependant largement moins dense que celle des périodes précédentes.

### 3.7. LES ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE

Dans les bilans scientifiques régionaux comme dans la synthèse générale de 2005, les siècles qui nous séparent de la fin du Moyen Âge ne sont pas évoqués, malgré leur importance dans l'histoire de la Picardie. Pourtant, les découvertes de vestiges des époques moderne et contemporaine sont pratiquement quotidiennes et parfois spectaculaires et méritent donc qu'on y consacre quelques lignes.

À 14 reprises, les diagnostics réalisés dans les zones d'activités de Picardie ont permis la découverte de véritables sites archéologiques datant de l'époque moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles), principalement autour des grandes agglomérations (fig. 58).

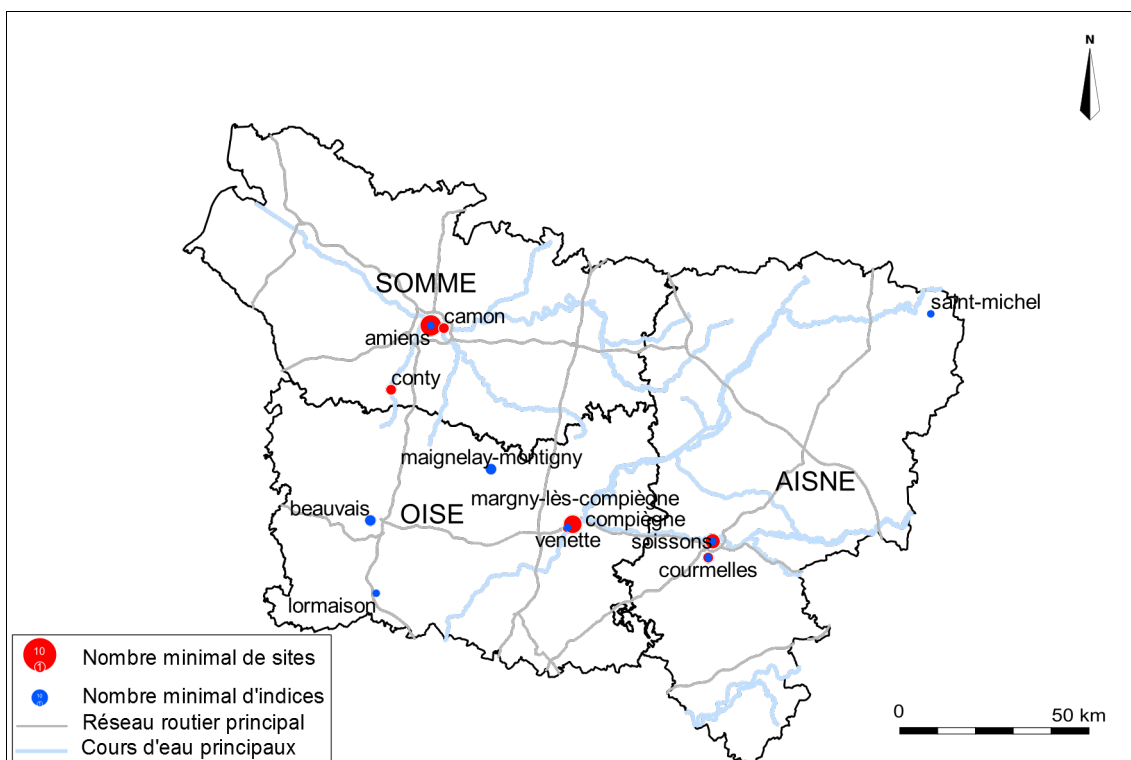


Figure 58 : localisation des vestiges modernes découverts dans les zones d'activités de Picardie

Quatre d'entre eux concernent l'habitat des alentours de la cathédrale d'Amiens (Binet 1993, Wozny 1994, 1996 ; Wozny 1995) et deux autres une partie de la ville de Soissons dans la ZAC Gouraud (Desenne 2004, Gissinger 2007). Les autres ne sont pratiquement que les vestiges de structures rurales (bâtiments d'habitation, installations artisanales ou agricoles) ponctuellement préservés ; il est logique qu'ils ne soient pas si fréquents que ça, compte-tenu des destructions liées aux conflits mondiaux et aux travaux agricoles, même les véritables indices de sites étant plutôt rares (10). La plupart du temps, les structures mises au jour en milieu rural ne permettent pas de caractériser convenablement les sites en question, mais cela arrive parfois. Lors du diagnostic de la tranche 4 de la ZAC du Bois de Plaisance, à Venette (Oise), D. Maréchal (2010 : 20-33) a ainsi découvert une série de fosses, fossés et trous de poteau relativement riches en mobilier qu'il associe

à une probable ferme des années 1575 à 1625. À Camon (Somme), dans la ZAC de la Blanche Tâche, c'est une grande partie d'un fort en étoile construit à l'occasion du siège d'Amiens par Henri IV qui a été repérée (fig. 59) ; son identification n'a été rendue possible que par un décapage extensif de la zone et par le report des découvertes sur les photographies aériennes sans quoi les sections de fossés mises au jour, en raison de leur position *a priori* anarchique, auraient sans doute été négligées (Kiefer 2010). Devant le degré d'arasement des fossés et l'absence de tout autre vestige à l'intérieur de l'enceinte, la fouille de ce site n'a été jugée nécessaire ni par la CIRA, ni par le SRA. La découverte d'un tel site montre cependant que l'archéologie de la période moderne est loin de se limiter aux seuls contextes bâtis ou urbains.



Figure 59 : vue aérienne des fossés du fort de Camon après leur décapage (cliché Bing, 2010)

Les vestiges de la période contemporaine sont omniprésents dans la région, surtout ceux liés à la première guerre mondiale : rares sont en effet les opérations dont les rapports ne mentionnent ni tranchée, ni trou d'obus. Cependant, seule une partie des ensembles mis au jour correspond à des entités archéologiques cohérentes : abris, casemates, fermes, etc. Une quinzaine de diagnostics a ainsi entraîné la découverte de véritables sites contemporains, surtout autour d'Amiens, Beauvais, Compiègne et Soissons ; leur nombre est multiplié par 4 si on étend la recherche aux ensembles moins structurés, généralement de simples tranchées (fig. 60).

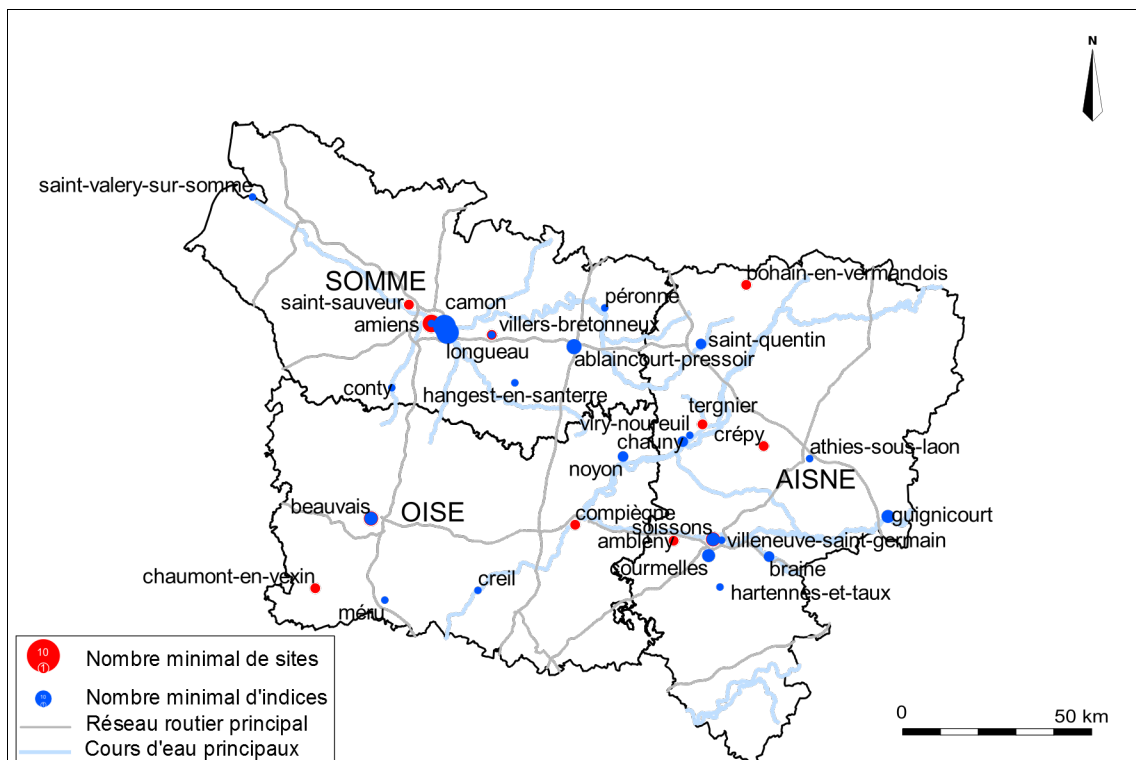


Figure 60 : localisation des vestiges contemporains découverts dans les zones d'activités de Picardie

Dans la majeure partie des cas, les vestiges découverts dans les zones d'activités correspondent à des aménagements de la première guerre mondiale, témoignant ainsi des différentes phases du conflit. Leur impact sur le sous-sol est parfois considérable, comme dans le Parc des Autoroutes, traversé par deux tranchées reliées par des galeries intermédiaires. Cet exemple est particulièrement instructif de la manière dont sont appréhendés ces vestiges : leur étude n'est pas demandée dans le cahier des charges joint à l'arrêté de prescription de fouille (n°2006-603062-A2), ils ne sont mentionnés que dans le cadre de la présentation du contexte historique et archéologique de l'opération (Lemaire 2011 : 26), mais sont tout de même reportés sur un plan à part (fig. 61) – il faut



dire que de leur bonne localisation peut dépendre l'interprétation de certains vestiges non datés. Même hors des zones d'activités, les fouilles d'aménagements de la première guerre mondiale ont de toute manière rares et toujours entreprises hors du cadre de l'archéologie préventive : fouille programmée pluriannuelle du site de la Boisselle (Somme), sondages dans des blockhaus découverts à l'occasion de travaux à Laffaux (Aisne)<sup>24</sup>. Les opérations les plus fréquentes sont les fouilles de sépultures, entreprises sous l'égide de l'armée concernée et dont l'objectif unique est l'identification des défunts et la récupération des dépouilles.

L'archéologie de la Grande Guerre, qui n'est donc encore que peu développée en Picardie, bien que celle-ci soit l'une des régions le plus touchées par celle-ci, ne représente qu'un volet des découvertes de l'époque contemporaine réalisées dans le cadre de l'étude de zones d'activités. La seconde guerre mondiale a aussi laissé des traces, mais les vestiges sans doute les plus intéressants datent du XIX<sup>e</sup> siècle : on citera

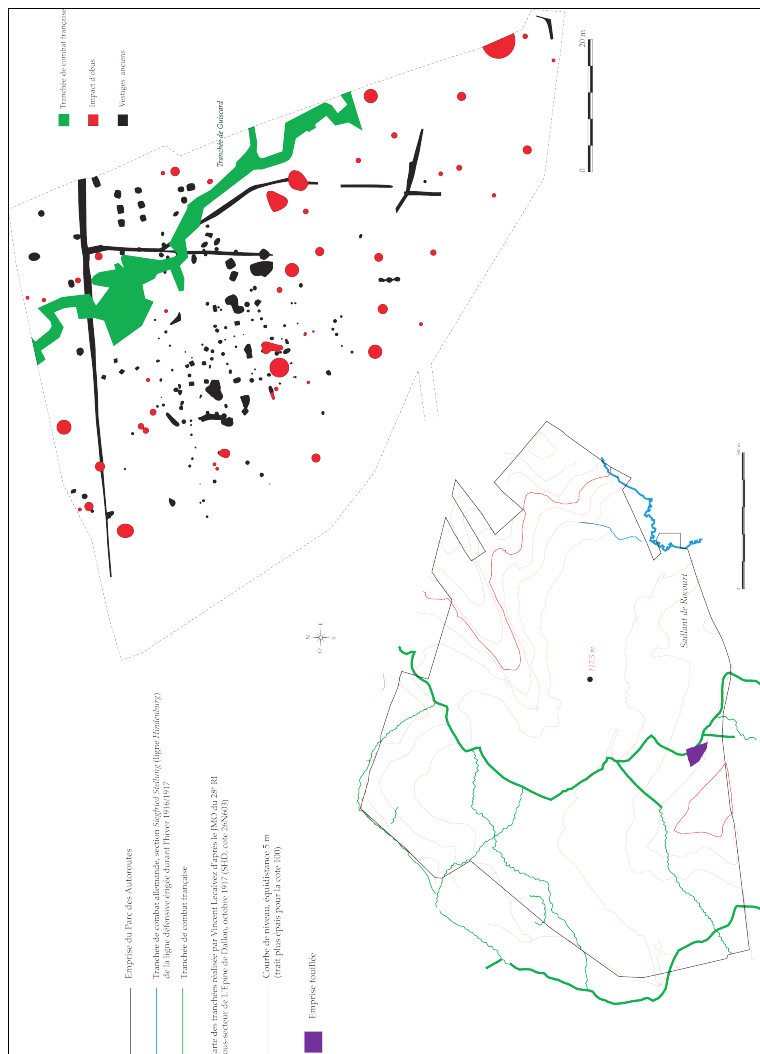


Figure 61 : plan général des tranchées dans le secteur du Parc des Autoroutes et relevé des vestiges associés découverts lors de la fouille de la tranche 8 (d'après Lemaire 2011 : pl. 9)

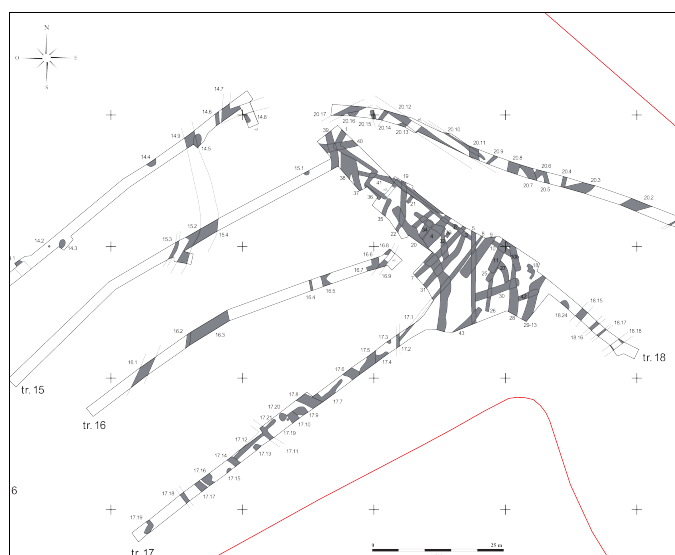


Figure 62 : détail des vestiges de 1870 mis au jour dans la tranche 5 de la ZAC des Jardins d'Intercampus (d'après Blondiau 2013 : fig. 10)

ainsi ceux, très bien conservés, des fortifications de la ville de Soissons étudiés dans l'ancienne caserne Gouraud (Buccio 2011), mais aussi ceux d'installations militaires datant du siège d'Amiens en 1870 (bataille de Dury), entrelacs de fosses et de fossés à fond plat (fig. 62, certains disposés en quinconce, mis au jour dans la ZAC des Jardins d'Intercampus en 2010 et 2013 (Blondiau 2013 : 54-70).

Dans ce dernier exemple, comme dans la quasi-totalité des cas de sites modernes ou contemporains mis au jour dans les zones d'activités, la poursuite des recherches dans le cadre d'une fouille préventive n'a pas été envisagée. Il semblerait donc que, pour l'heure, l'archéologie des périodes moderne et contemporaine en Picardie n'en soit qu'à ses prémices. Néanmoins, l'accumulation

<sup>24</sup> Voir notamment Marty 2008 pour les plus anciens, une opération de sauvetage urgent ayant été réalisée sur un autre blockhaus du secteur sous la conduite de G. Flucher (INRAP) en janvier 2014.

de données permet d'ores et déjà de confronter les sources écrites à la réalité matérielle et ouvrira sans doute d'autres pistes de recherches dans les années à venir.

#### 4. ÉTUDES DE CAS

Après ce tour d'horizon des résultats des opérations archéologiques dans les zones d'activités de Picardie, il paraît utile de s'attarder sur quelques d'exemples précis, soit en raison de leur côté représentatif soit, au contraire, parce qu'ils présentent un caractère très particulier dont l'étude peut apporter des réponses à certaines interrogations d'ordre plus général.

##### 4.1. LE PARC ALATA ET LE BOIS DE PLAISANCE, DES CAS D'ÉCOLE

Le cas du Parc Alata est intéressant à plus d'un titre et, en premier lieu, parce que les opérations archéologiques s'y sont déroulées entre 1999 et 2011, donc avant et après le changement de législation. Il s'agit d'une zone d'activités aménagée dans les terrains jouxtant l'aérodrome de Creil, entre Creil et Veneuil-en-Halatte, sur la rive gauche de l'Oise. L'emprise totale des terrains diagnostiqués s'élève à 74 ha, les sondages et décapages réalisés au cours des différentes campagnes représentant une surface de près de 10 ha, soit 13% de la surface totale (10% pour les seuls diagnostics et équivalents) – un échantillonnage correct à une telle échelle. Une première campagne d'évaluation lancée en 1999 a été suivie de deux évaluations complémentaires la même année, puis d'une fouille en 2000. Par la suite se sont enchaînées trois successions diagnostic/fouille, un seul diagnostic n'ayant en effet pas été suivi d'une fouille, les indices d'occupation découverts ayant été jugés peu significatifs (Kiefer 2007). Ch. Hosdez, S. Gaodefroy et N. Gressier ont, à eux trois, dirigé huit des onze opérations concernées, qui ont été réalisées par l'AFAN, puis l'INRAP, à l'exception d'un diagnostic pris en charge par le conseil général de l'Oise en 2009.

Si quelques vestiges des périodes néolithique (fig. 63, n°8 à 10) et contemporaine ont bien été mis au jour (Gaodefroy 2000, 2003), les sites structurés mis au jour datent principalement de la Protohistoire. Une présence humaine au cours de cette période était fortement pressentie, en raison de l'existence, connue par des découvertes plus anciennes, d'un possible habitat fortifié de l'Âge du Bronze (n°1) et d'une sépulture de la Tène ancienne (n°3) à proximité. Les trois opérations menées par S. Gaodefroy (2000, 2001, 2003) ont permis l'étude d'une petite nécropole à incinérations du Bronze final (n°7), quelques vestiges épars datant de la même période (n°12 et 13). Un ensemble de fosses du Bronze final IIIb (n°14), découvert en 2009, a été fouillé en 2011 (Friboulet 2012). L'occupation se poursuit peut-être au Hallstatt, époque qui voit l'implantation d'un site d'habitat (n°5) fouillé en 1999 (Hosdez 1999, Le Guen 1999). Après un hiatus au début du second Âge du Fer, un nouvel habitat (n°11) s'installe au cours de la Tène C (Gaodefroy 2003, Gressier 2003, Kiefer 2007, Ducongé 2010), probablement contemporain de deux incinérations découvertes plus tôt (Hosdez 1999, Le Guen 1999), auquel succède à son tour un établissement rural occupé de la Tène D au II<sup>e</sup> siècle (Hosdez 1999, 2000). À noter que des fortifications potentiellement antiques seraient connues au nord-est du Parc Alata (n°2). Ainsi, l'ensemble de ces opérations a considérablement approfondi et affiné la connaissance qu'on pouvait avoir auparavant de l'histoire de l'occupation humaine dans ce secteur de la vallée de l'Oise. On peut juste s'interroger sur l'étonnante absence de vestiges médiévaux sur une surface aussi étendue, qui ne fait l'objet que de rares tentatives d'explication, S. Ducongé (2010 : 22) évoquant juste l'hypothèse d'un habitat concentré dans les coteaux.

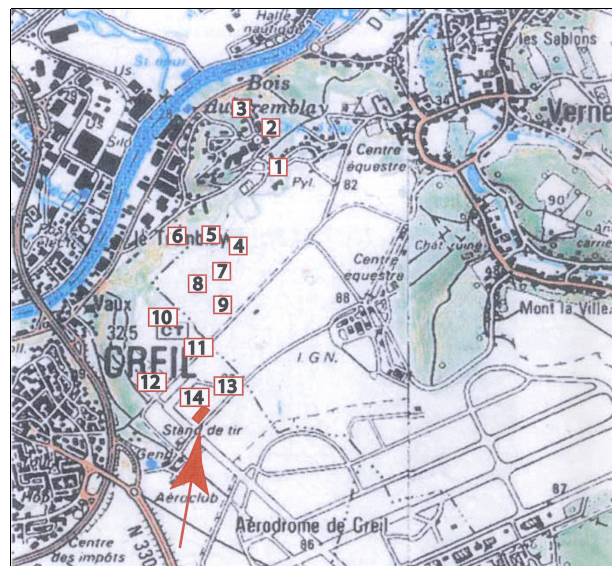


Figure 63 : localisation des sites découverts dans le secteur du Parc Alata et emprise de la fouille de 2011 (d'après Friboulet 2012 : fig. 2)

Une telle cohérence des résultats, même les plus ténus, facilite grandement leur exploitation progressive par les responsables scientifiques. La proposition de reconstitution du plan d'un enclos laténien par S. Ducongé, à partir de tronçons de fossés découverts lors de trois opérations distinctes, en est un bon exemple (fig. 64). C'est en tout cas une tentative intéressante de rechercher une explication à l'organisation du terroir observée dans le secteur. Il est d'ailleurs regrettable qu'elle n'ait pas été reprise dans le rapport de fouille ultérieur, dans lequel M. Friboulet (2012 : fig. 19) fournit un plan qui ne comprend qu'une partie de ces données, excluant notamment celles issues du diagnostic de D. Kiefer (2007), pourtant rattaché, comme elle, à l'INRAP. Le plan proposé ici montre aussi les incohérences qui peuvent naître du traitement au coup par coup des projets de zones d'activités : on se retrouve avec une zone inexplorée de plusieurs milliers de mètres carrés en plein milieu d'un site attesté sur les terrains adjacents, aménagée en voirie et donc archéologiquement détruite.

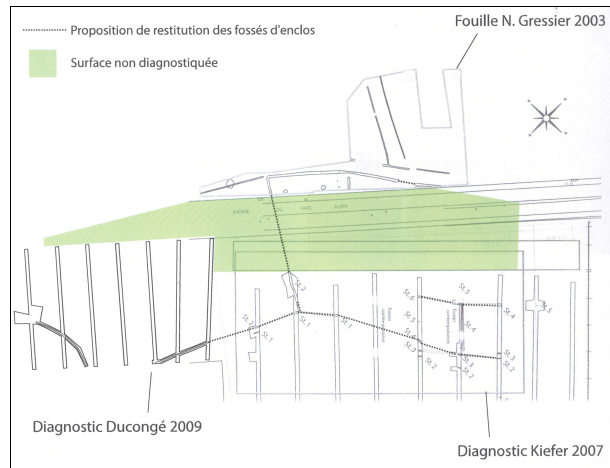


Figure 64 : proposition de reconstitution du parcellaire laténien du Parc Alata à 1/4000 (d'après Ducongé 2010 : 37)

Dans l'ensemble, le Parc Alata apparaît comme un cas assez classique d'étude archéologique de zone d'activité de taille moyenne, où l'évolution de la législation et de la réglementation n'a pratiquement rien changé sur le plan scientifique. Son intérêt pour la connaissance de l'histoire locale est évident ; à l'échelle régionale, elle représente un exemple particulièrement instructif d'occupation assez dense remontant à la Protohistoire ancienne, période pour laquelle les sites de référence manquent dans la région.

L'exemple de la ZAC du Bois de Plaisance, également dans l'Oise, à Venette, déjà été cité à propos de la question du partage des responsabilités d'opérations, peut utilement compléter le précédent. Cette ZAC, située au sud-ouest de Compiègne, en bordure de plateau sur la rive droite de l'Oise et à environ 35 km du Parc Alata (fig. 66), a fait l'objet de cinq diagnostics et sept fouilles préventives entre 2002 et 2010. Ils ont été réalisés pour la plupart après 2003, donc dans un cadre législatif pratiquement constant et tous ont été pris en charge par l'INRAP. Les responsables scientifiques s'y sont succédé de manière raisonnée : à Fr. Joseph, chargé des trois premiers diagnostics (2002, 2003, 2005) a succédé dans cet exercice D. Maréchal pour les deux suivants en 2010. Dans l'intervalle, celui-ci avait dirigé deux campagnes de fouilles (2004, 2005), M. Friboulet se chargeant de trois autres. Seules deux fouilles n'ont finalement été dirigée que par des non-habitués, celles de Fr. Malrain (2003) et d'E. Pinard (2009). Plus encore que précédemment, il y a donc une réelle cohérence dans la manière dont est gérée cette zone d'activités par l'INRAP et le SRA. L'emprise totale des diagnostics s'élève à 90 ha, avec un taux d'ouverture de 9,4% hors du premier diagnostic, dont le rapport n'indique pas la surface des tranchées (Fournier 2002), qui dépasse les 19% en prenant en compte les surfaces décapées en fouille et est donc nettement supérieur à celui du Parc Alata.

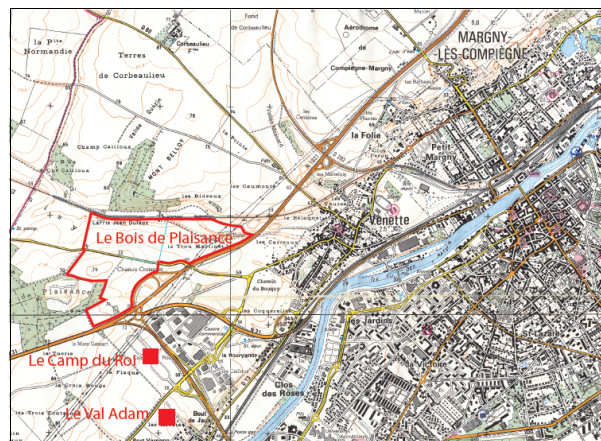


Figure 65 : localisation de la ZAC du Bois de Plaisance (d'après Friboulet 2012 : fig. 3)



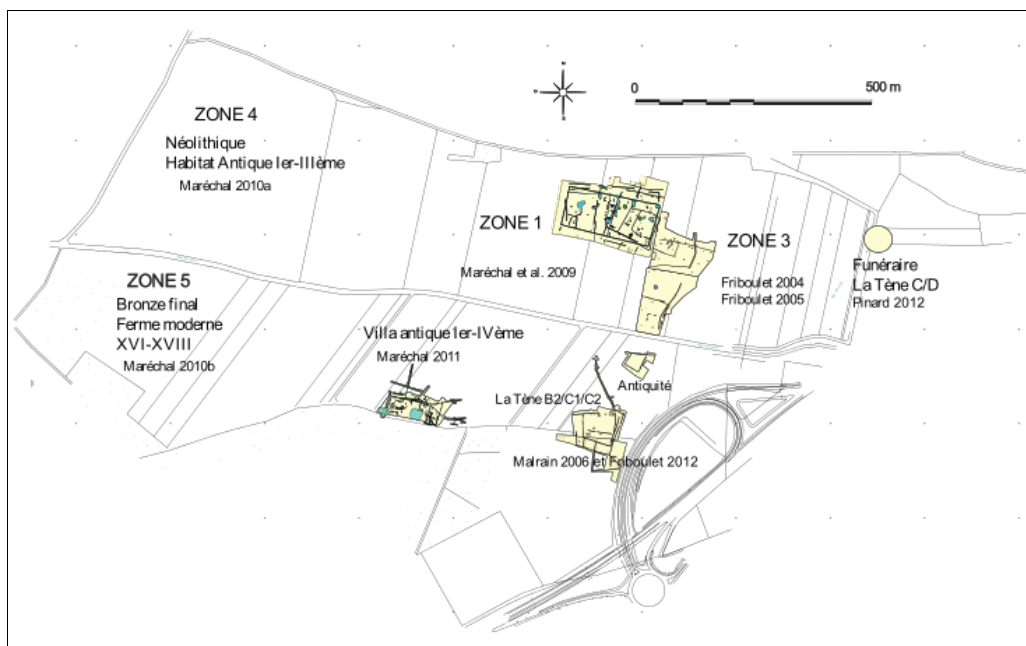


Figure 66 : localisation de principales découvertes dans la ZAC du Bois de Plaisance (d'après Friboulet 2012 : fig. 3)

Les vestiges mis au jour au cours de ces différentes interventions présentent une très grande cohérence, permettant surtout d'étudier l'évolution du secteur entre la Tène moyenne et le Bas Empire (fig. 66). Deux ensembles de vestiges plus anciens ont toutefois été découverts lors des deux derniers diagnostics par D. Maréchal (2010), dans la partie occidentale de la ZAC. L'un est daté du Néolithique et l'autre du Bronze final, tandis que d'autres, déjà évoqués plus haut, sont attribués à une ferme des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles. Il semblerait donc que ces deux opérations aient permis de délimiter l'extension vers l'ouest de la zone occupée à l'époque laténienne. Pour en venir à cette dernière, le site le plus ancien, localisé au sud de la ZAC, est aussi le premier fouillé, dès 2003, par Fr. Malrain. C'est un enclos de la Tène B2/C1 réorganisé au cours de la Tène C2 (fig. 67), transformation qui n'a pu être mise en évidence que par une extension ultérieure de la fouille de ce site vers le nord, sous la direction de M. Friboulet, à l'occasion de la troisième tranche du programme de développement de la ZAC (2012 : 21-23). Dans le courant de la Tène C s'installe un nouvel habitat au nord du premier, abandonné avant la fin de la Tène D (Friboulet 2005, 2012), tandis qu'à l'extrémité orientale de la ZAC se développe

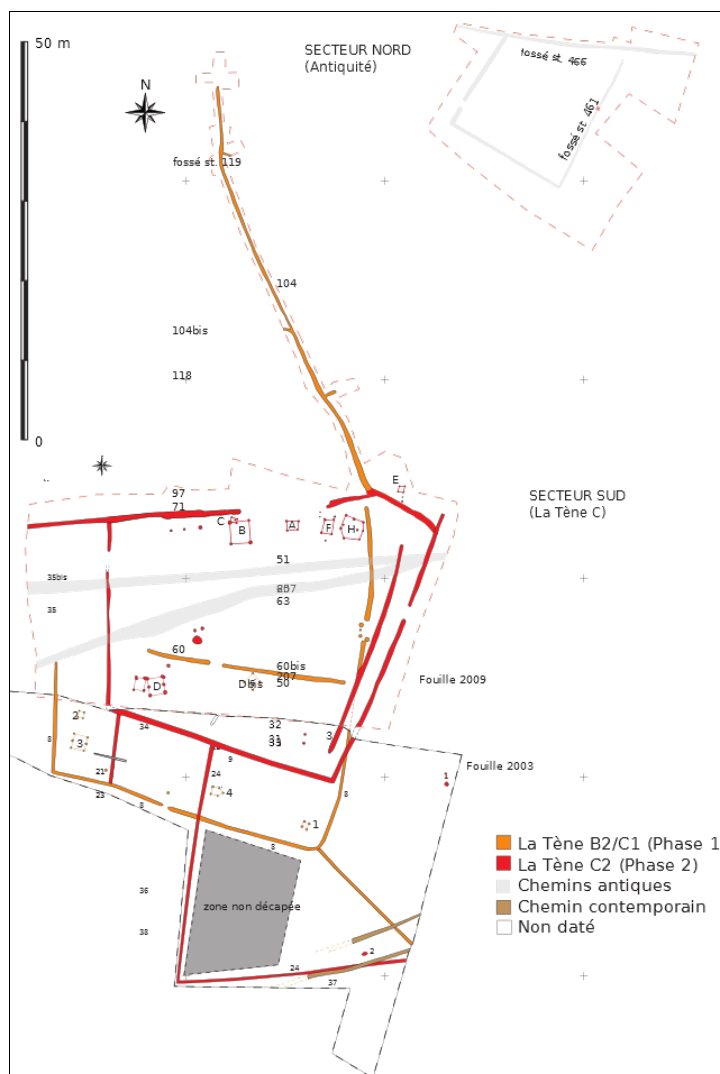


Figure 67 : plan phasé du site de la Tène B2-C2 fouillé en 2003 et 2009 dans la ZAC du Bois de Plaisance (d'après Friboulet 2012 : fig. 4)

une petite nécropole à incinérations comprenant 6 fosses à offrandes et 4 à 7 sépultures à proprement parler, plutôt riche en mobilier (fig. 68), utilisée apparemment sans interruption, mais avec deux phases distinctes, à la Tène C2 et à la Tène D1a (Pinard 2012). Une autre nécropole, contemporaine de celle-ci, avait déjà été découverte par Fr. Malrain en 1996, quelques centaines de mètres au sud, à Jaux "Le Camp du Roi", elle-même à proximité de l'enclos de la Tène C2 du "Val Adam" (ibid. : 26, 57).

La partie centrale de la ZAC est occupée par un grand établissement à enclos imbriqués de la Tène D1, probablement occupé pendant une assez courte période (Maréchal 2011 : 22-47). Quelques fossés comblés à l'époque augusto-tibérienne indiquent une poursuite d'occupation du secteur, avant l'installation d'un nouveau et vaste enclos

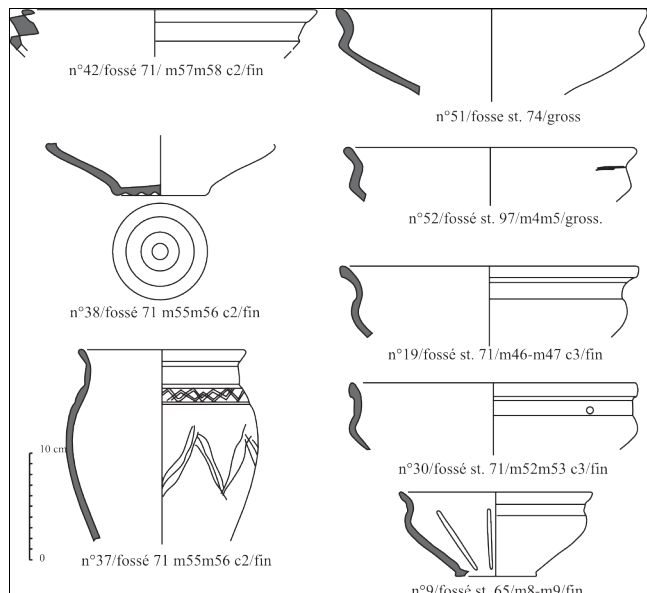


Figure 68 : sélection de la céramique domestique découverte dans la nécropole du Bois de Plaisance (d'après Pinard 2012 : 49)



Figure 69 : plan général phasé des établissements ruraux fouillés en 2004 dans la ZAC du Bois de Plaisance (d'après Maréchal 2011 : 214)

bipartite (1,5 ha), occupé entre le milieu du 1<sup>er</sup> siècle et le III<sup>e</sup>, quelques vestiges datant du début du IV<sup>e</sup> siècle (ibid. : 48-73). La fouille des terrains voisins, également en 2004, a permis d'explorer la périphérie de ce site et ainsi de se faire une idée de la structuration du terroir aux époques concernées, en particulier pour la Tène D1 (fig. 69). La carte de l'occupation antique du secteur a enfin complétée par la fouille partielle, l'année suivante, de la *pars urbana* d'une *villa* datée elle aussi des 1<sup>er</sup>-IV<sup>e</sup> siècles, seulement quelques centaines de mètres au sud-ouest. L'imprécision des datations interdit cependant de parler de contemporanéité ; seule un développement de la ZAC vers le sud et la fouille de la suite du site pourrait permettre d'en savoir plus sur ce second établissement antique majeur.

Les documents présentés ici témoignent du soin apporté par les différents responsables scientifiques à replacer les vestiges mis au jour dans ce contexte local, par la même extrêmement bien documenté. Le seul problème majeur aura été, dans cette ZAC, la finalisation tardive des rapports de fouilles, lesquels, à une exception près, auront été rendus trois à sept ans après la fin des opérations de terrain. La collaboration effective entre les responsables a toutefois permis que chacun d'entre eux dispose des informations principales sur les découvertes des autres, ainsi que des plans des opérations, ce qui aurait sans doute été plus difficile à accomplir si d'autres opérateurs étaient intervenus dans cette zones d'activités. De ce point de vue, on peut considérer que le résultat du suivi archéologique de la ZAC du Bois de Plaisance est très positif.

## 4.2. LE PARC D'ACTIVÉS DU GRIFFON ET LES JARDINS D'INTERCAMPUS, OU L'ÉVOLUTION RÉCENTE DES PRATIQUES

Les deux exemples suivants se démarquent des précédents pour deux raisons majeures : il s'agit de zones d'activités étudiées sous la responsabilité d'une unique personne (ou presque) et d'opérations lancées dans l'Aisne et la Somme après 2005, alors que l'activité dans l'Oise avait déjà ralenti. Elles s'inscrivent donc, dès l'origine, dans le contexte d'affirmation de l'archéologie préventive en Picardie.

Le parc d'activités du Griffon est un projet qui concerne 150 ha de terrains en plaine, au nord-est de Laon, sur le territoire du chef-lieu de département et des communes de Barenton-Bugny et de Chambry (fig. 71).



Figure 71 : localisation du parc d'activités du Griffon (d'après Audeber, Pinard 2013 : pl. 3)

Il est une des raisons qui ont conduit le conseil général de l'Aisne, porteur du projet à travers la SEDA<sup>25</sup>, à créer un service archéologique et à demander son agrément. La toute première demande anticipée de prescriptions archéologiques a été envoyée au préfet de région en 2005. Il paraît intéressant d'en détailler les suites, afin de donner un exemple du nombre d'actes administratifs qu'implique le suivi d'un tel dossier (fig. 70). Trois structures différentes sont intervenues dans ce dossier : l'INRAP et les services agréés du conseil général et de la ville de Laon. La participation de ce dernier s'imposait, puisqu'il s'était engagé, au moment de son agrément, à réaliser la totalité des diagnostics prescrits sur la commune de Laon. Cela explique que les diagnostics successifs aient été menés parallèlement par les deux services de collectivités, qui ont

Dossier	Date	Étape administrative	Opérateur
603731 Tranche 1A	26/09/05	demande anticipée de prescriptions	Laon
	27/09/05	prescription de diagnostic 2006-603731-A1	
	19/05/06	réception du rapport	
	10/07/06	lettre d'absence de prescription	
603747 Tranche 1A	26/09/05	demande anticipée de prescriptions	CG02
	27/09/05	prescription de diagnostic 2006-603747-A1	
	29/09/05	prescriptions complémentaires 2006-603747-A2	
	02/06/06	réception du rapport	CG02/INRAP
	12/06/06	passage en CIRA	
	10/08/06	prescription de fouille 2006-603747-A3	
603954 Echangeur	27/09/06	autorisation de fouille 2008-603747-A4 Alexandre Audebert	CG02/INRAP
	21/06/13	réception du rapport	
605849 Tranche 1B	25/10/05	demande de susceptibilité de prescriptions	CG02
	03/11/05	réponse positive	
	26/06/06	demande anticipée de prescriptions	
	28/06/06	prescription de diagnostic 2006-605849-A1	
	28/07/06	attribution diagnostic	
606660 Tranche 1B	27/09/06	prescriptions complémentaires	Laon
	31/01/07	réception du rapport	
	26/06/07	prescription de fouille 2007-606660-A2	
	26/09/06	prescription de diagnostic 2006-606660-A1	
606940 Electricité	11/05/07	réception du rapport	CG02/INRAP
	14/06/07	passage en CIRA	
	26/06/07	prescription de fouille 2007-606660-A2	
607724 Tranche 2-1	25/10/06	étude d'impact	CG02
	22/11/06	lettre d'absence de prescription	
	31/01/07	demande anticipée de prescriptions	
	05/02/07	prescription de diagnostic 2007-607724-A1	
	02/03/07	attribution diagnostic	
	28/03/08	réception du rapport	
	25/04/08	confirmation de l'aménagement	
	26/05/08	passage en CIRA	
02/06/08	prescription de fouille 2008-607724-A2		
607770 Tranche 2-1	31/01/07	demande anticipée de prescriptions	Laon
	05/02/07	prescription de diagnostic 2007-607770-A1	
	16/04/08	réception du rapport	
	25/04/08	confirmation aménagement	
	02/06/08	prescription de fouille 2008-607770-A2	
607722 Tranche 2-2	31/01/07	demande anticipée de prescriptions	CG02
	05/02/07	prescription de diagnostic 2007-607722-A1	
	02/03/07	attribution diagnostic	
	12/03/08	réception du rapport tranche 2-2A	
	17/03/08	confirmation aménagement	
	01/04/08	passage en CIRA	
	17/04/08	prescription de fouille 2008-607722-A2	
	05/05/08	autorisation de fouille 2008-607722-A3 Alexandre Audebert	
	24/02/11	réception du rapport tranche 2-2B	
10/03/11	confirmation aménagement		
611858 Parcelle 97	09/06/11	prescription de fouille 2008-607722-A4	CG02/INRAP
	29/03/12	autorisation de fouille 2008-607722-A5	
611877 Parcelle 97	07/07/08	permis de construire	CG02
	11/07/08	lettre d'absence de prescription	
613956	09/07/08	étude d'impact	CG02
	17/07/08	rappel prescription de fouille	
616134 ZX n°6	08/06/09	étude d'impact	CG02/INRAP
	23/06/09	lettre d'absence de prescription	
616134 ZX n°6	10/06/10	permis de construire	CG02/INRAP
	16/06/10	lettre d'absence de prescription	

Figure 70 : détail du traitement administratif du dossier du pôle d'activités du Griffon par le SRA

<sup>25</sup> Société d'équipement du département de l'Aisne.

évidemment collaboré entre eux, afin de modérer l'impact, en termes de moyens et de délais, de ce qui n'est finalement qu'un effet pervers du système actuel. Les fouilles, elles, ont toutes été effectuées conjointement par le service départemental et l'INRAP, associés dans le cadre d'une convention. Ce dossier montre qu'il est tout à fait possible que l'INRAP et plusieurs opérateurs s'associent dans le cadre de projets d'une certaine ampleur, alors que celui-ci est généralement le seul organisme à s'engager dans ce type de programme. Le tableau ci-dessous (fig. 72) donne la traduction de ces actes sur le plan opérationnel : huit diagnostics archéologiques et six fouilles préventives, réalisés en quinze phases de terrain disjointes, entre mars 2006 et juin 2012. 101 ha de terrains ont été diagnostiqués, avec un taux d'ouverture de 11,5%. Les prescriptions de fouilles portaient pour leur part sur environ 15 ha, pas forcément décapés en intégralité : le cahier des charges relatif à la fouille de la tranche 1A (n°2006-603747-A3), concernant une surface totale de 1,9 ha, ne demandait ainsi la fouille extensive que de 9 000 m<sup>2</sup>, le reste devant être exploré en tranchées pour repérer les principaux vestiges ; seuls 15 323 m<sup>2</sup> ont ainsi été sondés durant cette fouille. Néanmoins, la différence restant minime à une telle échelle, on peut estimer qu'environ 26 ha ont finalement été sondés dans cette ZA, soit 26% de la surface de celle-ci.

Code	Tranche	Type	Phase	Secteurs	Dates d'intervention	Superficie CG02/Inrap (m <sup>2</sup> )	Superficie SAM Laon (m <sup>2</sup> )
BBC06	tranche 1A	Diagnostic			Mars 2006	210 133	29 877
CZG06	tranche 1A	Fouille		B-2000 (funéraire) B'-5000 (agraire) C-3000 (agraire) D-4000 (agraire) E-1000 (funéraire)	Octobre et novembre 2006	15 323	
BPG06	tranche 1B	Diagnostic			Novembre 2006	14 420	205 606
LZG07	tranche 1B	Fouille	partie A	G'-7000 (agraire)	Novembre et décembre 2007	20 000	
LZG09	tranche 1B	Fouille	partie B	F-6000 (funéraire) G-7000 (habitat)	Juin à décembre 2009	35 000	
BZG07	tranche 2-1	Diagnostic			Octobre et février 2006	139 908	50 450
BLG08	tranche 2-1	Fouille		M-M''-13000 (habitat)	Septembre 2008 à janvier 2009	31 350	
BLG09				N-14000 (habitat)	Avril et mai 2009		
BPM07	tranche 2-2A	Diagnostic	partie A		Octobre à décembre 2007	227 982	
BVG08	tranche 2-2A	Fouille		H-H'-8000 (habitat) I-9000 (funéraire) J-11000 (funéraire) K-10000 (artisanat)	Mai à juillet 2008	27 700	
BVG09				L-15000 (agraire)	Juin 2009		
BPM10	tranche 2-2B	Diagnostic	partie B		Septembre 2010	134 385	
BMG12	tranche 2-2B	Fouille	partie B	O-12000 (agraire) P-16000 (funéraire) Q-17000 (funéraire)	Avril à juin 2012	18 000	
<b>TOTAL DIAGNOSTICS</b>						<b>726 828</b>	<b>285 933</b>
<b>TOTAL FOUILLES</b>						<b>147 373</b>	

Figure 72 : détail des différentes opérations réalisées dans le pôle d'activités du Griffon (Audebert, Pinard 2013 : 1/34)

Toutes ces opérations ont été placées sous la responsabilité scientifique d'A. Audebert, chef du pôle archéologique départemental, à l'exception des diagnostics sur la commune de Laon, dirigés par J.-P. Jorrand, chef du service municipal. Dans la pratique, A. Audebert a été relayé sur le terrain par des responsables de secteurs, en particulier par E. Pinard (INRAP) pour tous les secteurs funéraires. Malgré ou à cause de cela et des autres tâches des archéologues concernés, la compilation des données rassemblées a pris énormément de temps : si les rapports de diagnostics ont tous été rendus en temps et en heure, le premier rapport de fouille, concernant la tranche 1A du projet, n'a été rendu qu'en 2013, sept ans après l'achèvement de l'opération. Cela ne va pas sans poser de problème aux auteurs, contraints de faire référence à des sites encore inédits, sans pouvoir vraiment rentrer dans le détail (Audebert, Pinard 2013 : 1/130-131).

Avant le premier diagnostic, le potentiel archéologique du secteur était connu principalement grâce à la prospection aérienne et aux opérations réalisées dans le cadre de la construction de l'A26 entre 1982 et 1987, les vestiges mis au jour sur le territoire des communes concernées ou voisines

appartenant à des établissements ruraux ou des ensembles funéraires datant du Hallstatt final au Bas Empire (Audebert, Pinard 213 : 34-35). Les opérations réalisées dans le parc d'activités du Griffon sont conformes aux précédentes, puisqu'elles ont entraîné la découverte de vestiges presque exclusivement laténiens et gallo-romains, régulièrement répartis sur la totalité de l'emprise diagnostiquée, à l'exception d'une zone à peu près vide au sud-ouest de cette dernière. La seule découverte attribuée à une autre période signalée à ce jour est celle d'une fosse du Néolithique au milieu de l'ensemble funéraire E (fig. 73 ; Audebert, Pinard 2013 : 1/44, 2/125), les rapports ne mentionnant aucun aménagement postérieur à la fin de l'Antiquité, comme dans le cas du Parc Alata. Pour l'heure, ce point n'a à aucun moment été soulevé par les auteurs des rapports, mais l'absence totale de vestiges médiévaux ou plus tardifs, alors qu'un quart de l'emprise a fait l'objet de décapages, fait penser que les terres en question ont été mises en culture ou utilisées comme pâtures depuis le Haut Moyen Âge. En soi, cela constitue une information intéressante pour l'histoire du Laonnois, qui mériterait sans doute d'être confrontée aux sources écrites concernant ces périodes. Tous les sites mis au jour ont fait l'objet de fouilles, à l'exception d'un établissement rural gallo-romain (A ; fig. 52) des I<sup>er</sup>-III<sup>e</sup> siècles, avec un hiatus au II<sup>e</sup> siècle (Audebert 2006, repris et complété dans Audebert, Pinard 2013 :1/83-90), finalement non bâti car situé dans le cône de visibilité de la cathédrale de Laon.

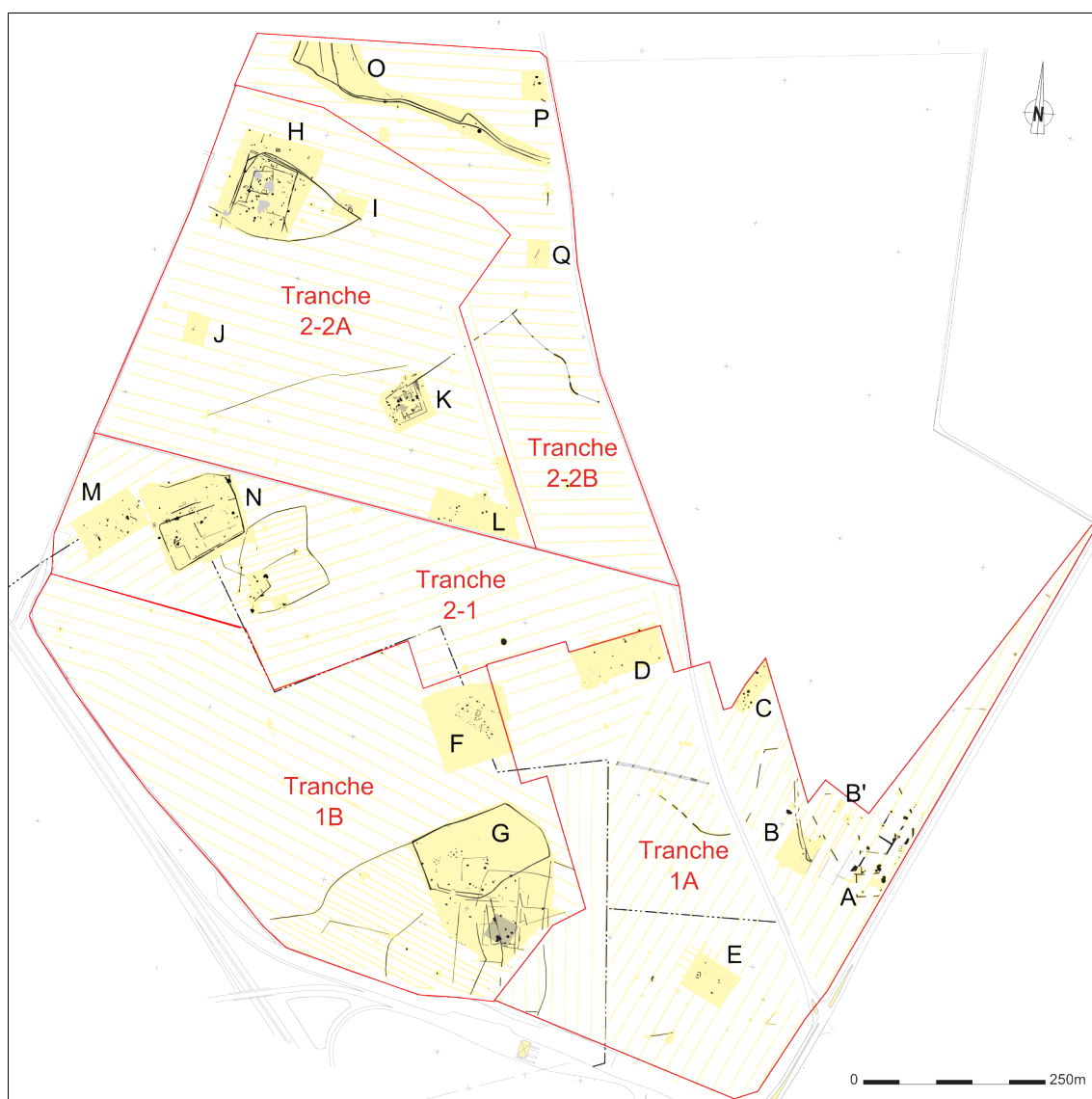


Figure 73 : plan général des opérations archéologiques menées dans le parc d'activités du Griffon (d'après Audebert, Pinard 2013 : pl. 1)

Les 18 sites découverts dans le parc d'activités, qui s'inscrivent donc tous dans une large chronologie allant de la Tène C1 au IV<sup>e</sup> siècle, se répartissent ainsi :

- Des ensembles funéraires (B, E, F, I, J, P, Q)
- Des habitats enclos (A, G, H, K, M)



– Un enclos à vocation artisanale (N)

– Des ensembles de structures peu structurés, à vocation agricole (B', C, D, L, O)

Les zones de concentration de vestiges sont dispersées de manière régulière et séparées de 100 à 300 m les unes des autres. Les trois sites les plus complexes associent une zone d'habitat à un secteur agricole (G), artisanal (M-N) ou funéraire (H-I). Les autres ensembles, même s'ils sont parfois très proches, ne semblent pas avoir de liens directs entre eux. À partir de l'orientation générale des fossés, on peut distinguer deux structures parcellaires distinctes, l'une observée dans la plus grande partie des terrains diagnostiqués et dans laquelle s'insèrent les sites G, K, M et N, l'autre au nord de la zone étudiée, à laquelle se rattachent *a priori* les sites H, I et O. La mise en évidence de ce type de structuration à l'échelle d'un terroir entier est l'un des apports majeurs que l'on devrait attendre des opérations dans les zones d'activités, puisque ce sont les seules à offrir la possibilité d'explorer de grandes surfaces dans les plaines et plateaux.

Les deux ensembles funéraires fouillés en 2006 datent de la Tène C2/D1 et présentent des caractéristiques similaires, associant pour le premier (B) trois sépultures à incinération et deux monuments sur poteaux, pour le second (E) sept incinérations, deux monuments et quelques autres structures. Ces deux petites nécropoles ont probablement servi à inhumé des individus d'un statut aisé ; pour le reste, elles ressemblent à la plupart des nécropoles de cette époque étudiées en Picardie à ce jour, relativement rares dans cette partie de la région. Plus de 80 autres incinérations ont été fouillées dans l'emprise du parc d'activités, dont l'étude pourrait sans doute permettre de mieux caractériser la population locale (Audebert, Pinard 2013 : 1/41-81). On peut noter que l'ouverture de tranchées complémentaires entre les secteurs A et B n'a révélé que quelques vestiges sans réelle organisation (fossés, fosses, bâtiment sur poteaux) dont la datation s'étale entre la période d'utilisation de la nécropole et l'implantation de l'établissement antique non fouillé (A), faisant penser que ce dernier a pu succéder à une occupation laténienne (ibid. : 1/91-94). Au nord-ouest de cette zone, toujours en limite d'emprise, a été fouillée une petite batterie de silos de la Tène D1 (site C ; ibid. : 1/95-110), alors qu'un autre ensemble de structures, également interprété, à l'issue du diagnostic, comme une possible aire d'ensilage (D), pourrait correspondre en réalité à une partie d'un habitat largement arasé de la Tène C1 (ibid. : 1/111-123). Ainsi, même si ces fouilles n'ont concerné que des ensembles relativement modestes, elles donnent une bonne idée de la prudence avec laquelle il faut manier les résultats des diagnostics sur de telles emprises, puisque, au-delà de l'identification du seul secteur D, les vestiges mis au jour appartiennent à au moins cinq phases d'occupation distinctes du secteur entre la Tène C1 et le III<sup>e</sup> siècle. Il faudra attendre la finalisation des autres études en cours pour déterminer si ce constat est valable pour l'ensemble du secteur et, dans tous les cas, pour tenter de reconstituer l'organisation du terroir selon les époques.

Le second exemple est celui d'une zone d'activités de moindre dimension, la ZAC des Jardins d'Intercampus, au sud-ouest d'Amiens, en rebord de plateau, sur la rive droite de la Selle (fig. 73). On a déjà vu que toutes les opérations y avaient été dirigées par la même personne, L. Blondiau : quatre diagnostics (2008, 2009, 2011 et 2013) et une fouille portant sur des vestiges laténiens et gallo-romains (2010). Tous les rapports d'opérations ont été rendus, ce qui est suffisamment rare pour être signalé... L'emprise totale des diagnostics est de 27 ha, dont seulement 2,5 ha ont été sondés lors des diagnostics (9,3%), le taux d'ouverture étant porté à 22% si on ajoute les 3,5 ha décapés en 2010. Les statistiques sont donc un peu trompeuses ici, puisque le taux d'ouverture lors des diagnostics est un peu insuffisant et que l'essentiel de la surface explorée concerne un unique site. La responsable scientifique possède une connaissance approfondie du secteur puisque, outre les opérations évoquées ici, elle a dirigé une autre série de chantiers sur la commune voisine de Pont-de-Metz (Blondiau 2013 : 37). Les diagnostics de 2008 et 2011<sup>26</sup> se sont avérés négatifs, tandis que celui de 2013 a principalement entraîné la découverte de vestiges liés au siège d'Amiens en 1870, précédemment décrits (fig. 62).

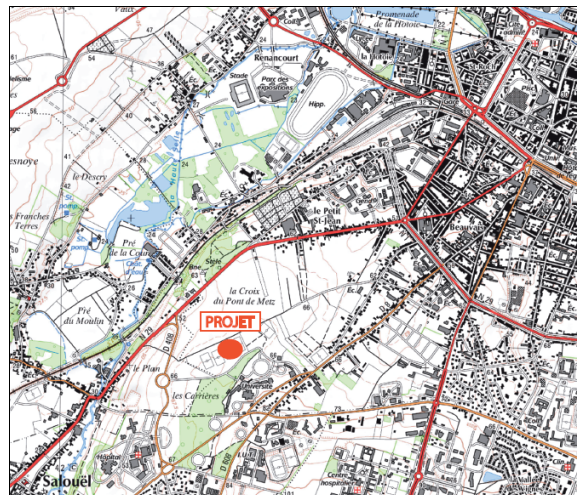


Figure 74 : localisation de la ZAC des Jardins d'Intercampus (d'après Blondiau 2013 : fig. 2)

<sup>26</sup>Non reporté sur la figure 75, ce diagnostic concernait les terrains limitrophes de ceux diagnostiqués en 2008, au nord-est.

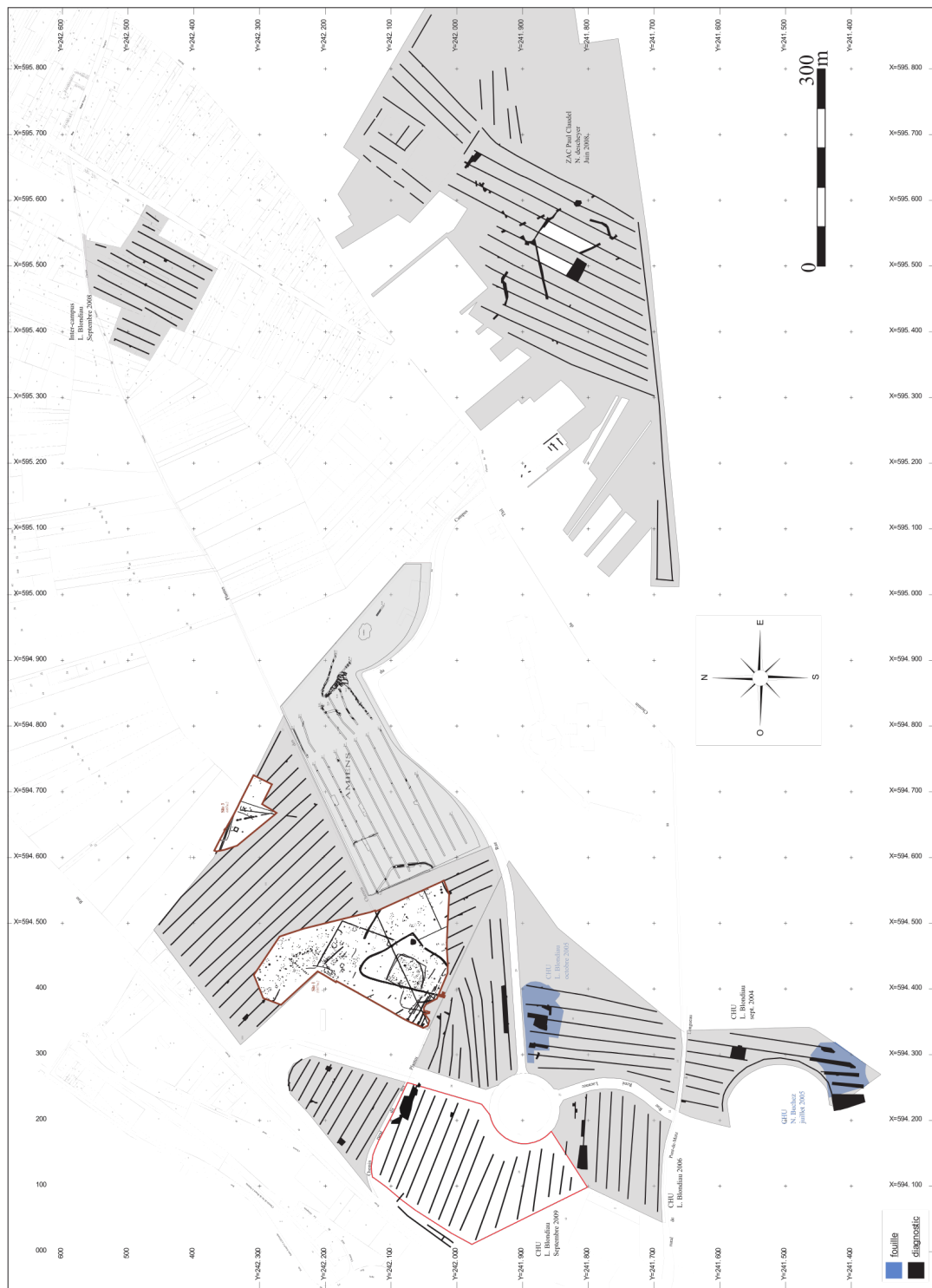


Fig. 4

Figure 75 : plan général des opérations dans la ZAC des Jardins d'Intercampus et alentours (d'après Blondiau 2013 : pl. 4)

Un certain nombre de vestiges découverts au cours du diagnostic de 2009 et de la fouille de 2010 indiquent que le centre de la ZAC est occupé à plusieurs reprises durant l'Âge du Bronze, le Hallstatt et la Tène ancienne. Au cours de cette période, l'habitat demeure mal caractérisé ; il est possible qu'il ait compris plusieurs unités distinctes, associées à un grand nombre de greniers potentiellement mis en commun. La Tène moyenne voit l'installation d'un vaste établissement enclos, dont la structure générale, malgré des changements ponctuels, reste la même jusqu'au début de l'époque romaine. Les terrains situés immédiatement au nord sont eux-mêmes enserrés dans leur propre fossé et abritent trois sépultures, alors qu'une petite nécropole (six tombes, dont une monumentale, ainsi qu'un enclos funéraire) se développe plus au nord durant la Tène B2-C1. Au début de l'époque romaine, l'enclos

est conservé, mais un l'habitat se resserre à l'intérieur, au sein d'un enclos quadrangulaire à partition interne, qui semble utilisé au moins jusqu'à la période flavienne, quelques vestiges indiquant qu'un site plus tardif pourrait se développer au nord de la nécropole (Blondiau 2012). À l'est de ce site, des fossés mis au jour au cours de la fouille, puis du diagnostic de 2013, permettent de restituer un autre enclos, qui a livré du mobilier daté de la Tène B2 à la période romaine (Blondiau 2013 : 51-52). En résumé, on peut considérer que la partie centrale de cette nouvelle ZAC a été le cœur d'un habitat de la Tène ancienne au I<sup>er</sup> siècle ap. J.-C., avec une restructuration à la Tène moyenne, une extension maximale antérieure à l'époque romaine, puis un resserrement au cours de celle-ci avant l'abandon du site. Comme dans l'exemple précédent, on constate la proximité d'un habitat et d'une nécropole, l'intérêt résidant ici dans cette contemporanéité qui n'avait pas pu être observée dans l'Aisne. Inversement, l'absence totale de structure funéraire datant des périodes précoce et tardive d'occupation de l'habitat fait penser que d'autres vestiges ont pu être détruits lors des travaux d'aménagement réalisés immédiatement à l'ouest de la ZAC. L'exemple des Jardins d'Inter-campus montre en tout cas bien l'intérêt d'une responsabilité d'opérations unique sur une ZAC de taille moyenne, les différentes problématiques évoquées ici pouvant plus facilement être repensées d'un chantier à l'autre.

#### 4.3. LES PARTICULARITÉS DES ZAC URBAINES

Le corpus étudié ici comprend deux grandes ZAC urbaines : la ZAC Cathédrale à Amiens et la ZAC Gouraud à Soissons. On sort ici du cadre général traité dans ces pages, puisque, si les conditions d'instruction et de suivi des dossiers ne changent pas, la nature même des terrains abordés est très différente.

La ZAC Cathédrale est l'un des premiers grands projets de Picardie dans lequel l'archéologie préventive a été intégrée. Il s'agit d'un vaste programme de restructuration de l'urbanisme autour de la cathédrale d'Amiens sur 7,8 ha, intégrant l'installation de bâtiments universitaires, d'une bibliothèque, d'un parking souterrain, de logements et de commerces. Les terrains sont situés entre le bas du versant et le fond de la vallée de la Somme, de part et d'autre du Bras des Tanneurs (fig. 76). Une première fouille de sauvetage est dirigée, en 1990, par N. Mahéo dans le cadre d'une collaboration entre l'AFAN et la ville d'Amiens. Entre 1993 et 1996, deux campagnes de sondages, quatre évaluations et trois fouilles permettent d'étudier les vestiges avant leur destruction. Six archéologues différents dirigent ces opérations, le rôle principal étant joué par L. Wozny et É. Binet (5 chantiers à eux deux). Les résultats des fouilles entraînent plusieurs modifications du projet initial, notamment la construction du parking sur un seul niveau au lieu de deux. Une troisième phase d'opérations a lieu

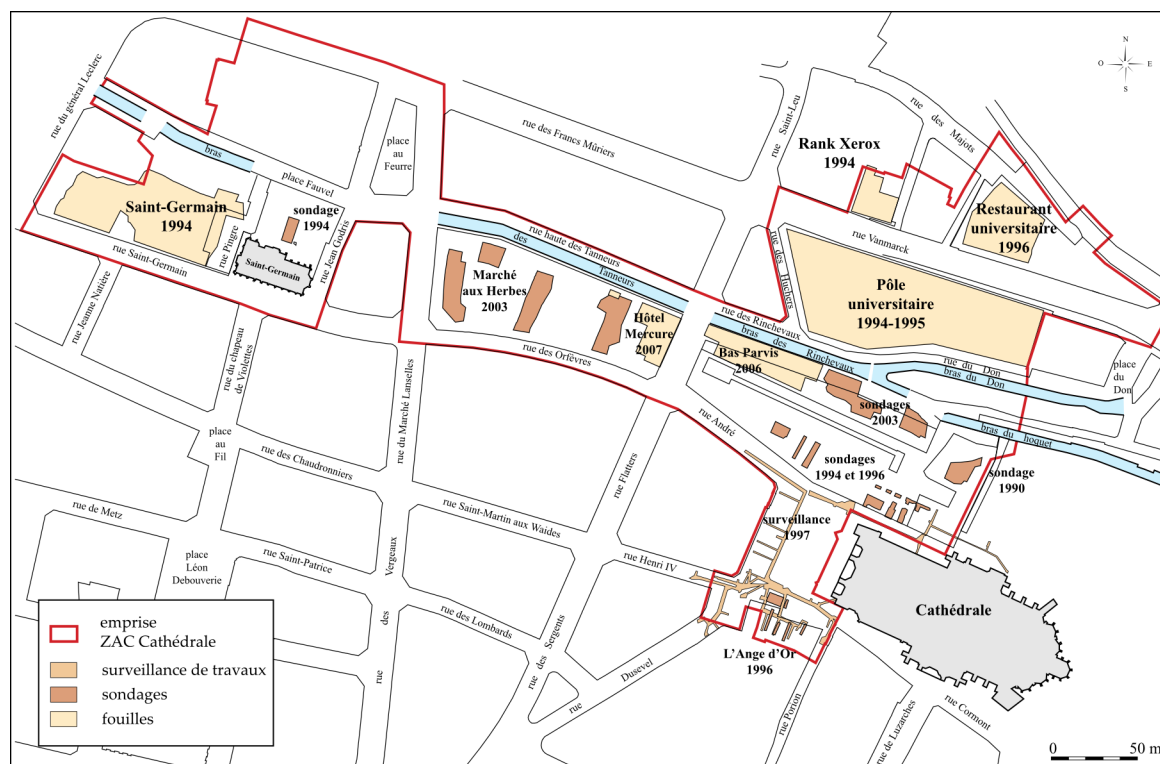


Figure 76 : emprise des opérations archéologiques dans la ZAC Cathédrale (d'après Gemehl 2010 : 2)



entre 2003 et 2007, avec un diagnostic, puis deux fouilles, sous la responsabilité de D. Gemehl, dont les rapports ne sont pas encore parvenus au SRA. Entre 1990 et 2003, la surface cumulée des sondages s'élève à 1,5 ha environ. D'autres chantiers survenus à proximité ne sont pas présentés ici, mais il est évident qu'en milieu urbain, il est indispensable d'en tenir compte dans l'analyse et la présentation des données.

Le caractère souvent vague des projets, à l'étape de la demande anticipée de prescription, devient particulièrement problématique en milieu urbain, puisque le SRA et le responsable scientifique ne peuvent pas véritablement évaluer leur impact potentiel sur la conservation des vestiges. En témoigne ce constat de D. Gemehl (2003 : 8) en préambule d'un rapport de diagnostic : "Des projets, nous ne connaissons que l'emprise globale, et la menace réelle qu'ils représentent n'est pas connue. Sur l'actuel Marché aux Herbes, il est question d'implanter un hôtel et des immeubles d'habitation, avec des sous-sols dont l'ampleur (position, superficie, profondeur...) est incertaine à ce jour. Sur le Bas Parvis, il est prévu de bâtir plusieurs immeubles. Un premier ensemble (BP 1) s'élèverait sur les talus en espace vert. Le diagnostic ne le concernait pas, puisque les sondages réalisés entre 1990 et 1996 ont apporté les éléments nécessaires pour une aide à la décision du SRA." Transparaît ici également le décalage entre le lancement des projets, la réalisation des opérations archéologiques et celle des travaux à proprement parler : en 2003, les terrains sondés 7 ans avant ne sont pas encore tous aménagés. L'apport scientifique de cette série d'opérations est important, en raison d'abord de leur localisation : en limite nord de la ville du Haut Empire, de part et d'autre de l'enceinte du Bas Empire et en plein cœur de la ville médiévale et moderne (fig. 77). Elles constituaient donc une occasion en or d'accroître les connaissances relatives à l'histoire de l'urbanisation de Samarobriva/Amiens.

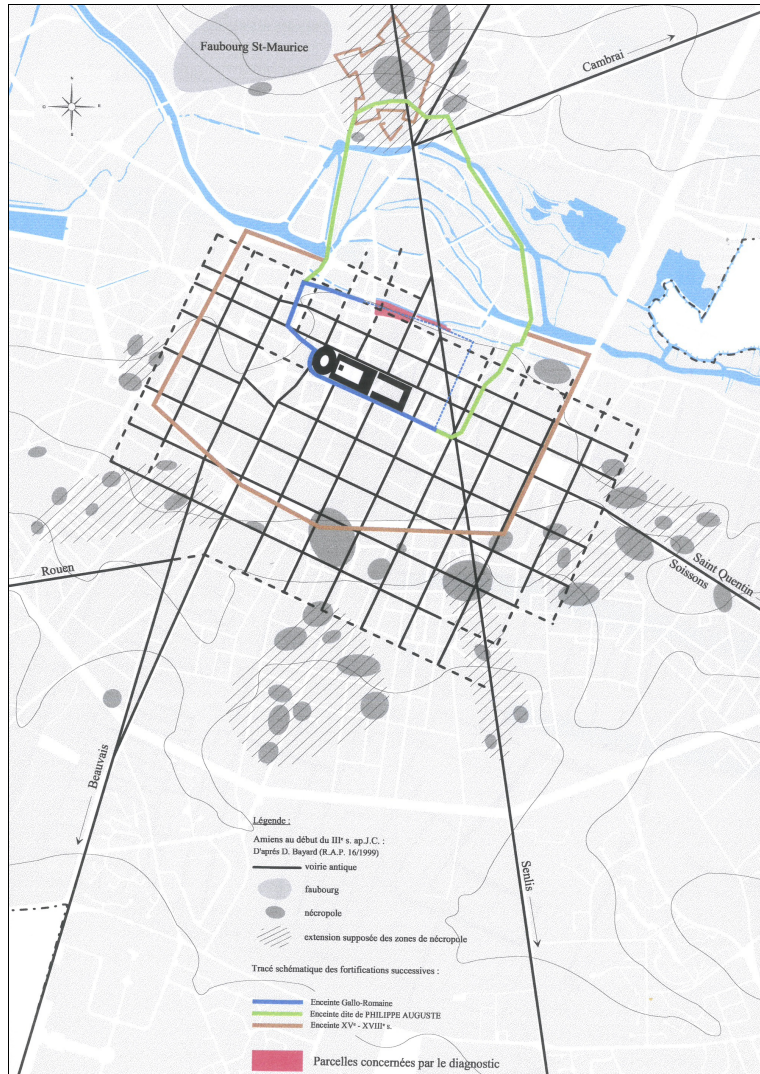


Figure 77 : localisation du diagnostic de 2003 dans la ZAC Cathédrale par rapport aux limites supposées d'Amiens antique et médiévale (d'après Gemehl 2003)

Aucune publication de synthèse de ces résultats n'a été faite pour le moment, à l'exception d'une plaquette destinée au grand public (Gemehl 2010). Il faut donc, pour les connaître, se référer aux rapports d'opérations et plus particulièrement à ceux concernant les fouilles des années 1990, particulièrement étoffés et qu'il serait hors de propos de reprendre ici dans le détail. Dans toute la zone étudiée, aucun vestige antérieur à l'époque romaine n'a été mis au jour et, dans l'ensemble, les seules constructions majeures datées du Haut Empire sont des thermes (Wozny 1996 : 1/35-50). Les fouilles ont surtout permis, dès 1993, l'étude du tronçon nord du rempart construit au IV<sup>e</sup> siècle et, plus généralement, celle de la restructuration du tissu urbain d'Amiens au cours du Bas Empire (ibid. : 50-67). L'époque mérovingienne n'a laissé que peu de traces, à l'exception de terres noires accumulées au-dessus des niveaux du Bas Empire, repérées dans de nombreuses villes d'origine antique, par exemple à Beauvais ou Noyon, dont l'homogénéité apparente est due "à une restructuration partielle de la stratification" (Borderie 2011 : 334). Entre le VIII<sup>e</sup> et le X<sup>e</sup> siècle, quelques bâtiments sont construits contre la muraille du Bas Empire, dont un atelier de bronzier (Gemehl 2010 : 6).



Cela reste peu par rapport à ce qui est observé dans d'autres villes, par exemple à Noyon, où la fouille des abords de la cathédrale a révélé de nombreux vestiges remontant au VIII<sup>e</sup> siècle (Lacroix 2004) ; à Amiens, les multiples aménagements de caves dans la seconde partie du Moyen Âge et à l'époque moderne (fig. 78) expliquent sans doute, en grande partie, la disparition des aménagements d'époque carolingienne. Le tissu urbain se met en place à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, autour du débarcadère et du grand marché, dans un plan globalement stable dès le XVII<sup>e</sup> siècle (Wozny 1996 : 3/1-24 ; Gemehl 2003 : 10-11). Le mobilier datant des périodes médiévale et moderne est particulièrement abondant et souvent riche ; il pourrait constituer un corpus de référence pour la Picardie et d'ailleurs fait l'objet d'une exposition en 2009 au musée de Picardie<sup>27</sup>. Étant donné le contexte très humide, donc favorable à la conservation des éléments organiques, certaines campagnes ont livré des pièces assez exceptionnelles, tel un pont de bois du I<sup>er</sup> siècle ; une étude est entièrement consacrée, dans le rapport commun de N. Buchez et D. Gemehl (1996 : 59-97), à la construction en bois aux époques antique et médiévale. Elle reste, encore aujourd'hui, un des très rares exemples d'étude spécialisée sur ce thème, alors qu'elle a été menée dans le cadre très contraint de l'archéologie de sauvetage.



Figure 78 : vue aérienne d'une partie des caves mises au jour dans la ZAC Cathédrale (d'après Gemehl 2010 : 7)

Le cas du Parc Gouraud, à Soissons, s'éloigne un peu de précédent, puisqu'il concerne le réaménagement d'une ancienne caserne, donc de terrains potentiellement moins urbanisés ou, à l'inverse, dont les états antérieurs auraient été largement détruits par les travaux contemporains. Le lieu en question est un promontoire de la rive gauche de l'Aisne, à l'ouest du centre médiéval de Soissons, non loin de l'abbaye Saint-Jean-des-Vignes (fig. 79). Les opérations archéologiques réalisées à ce jour ont porté sur une surface de 12 ha, dont 2 ha sondés lors des diagnostics (17%) – beaucoup plus que dans les ZA rurales – et 6 757 m<sup>2</sup> fouillés, soit un taux d'ouverture total de 22%. Le premier diagnostic et la fouille qui a suivi ont été menés par S. Desenne (INRAP) en 2003 et 2004, le pôle archéologique départemental de l'Aisne prenant ensuite le relais, d'abord par B. Gissingier (diagnostic en 2006, fouille en 2008), puis par V. Buccio (fouille en 2011). Une troisième fouille doit être réalisée en 2014, cette fois par UnivArchéo.



Figure 79 : localisation du Parc Gouraud à Soissons (d'après Buccio 2011 : fig. 1)

Le premier diagnostic et la fouille qui a suivi ont été menés par S. Desenne (INRAP) en 2003 et 2004, le pôle archéologique départemental de l'Aisne prenant ensuite le relais, d'abord par B. Gissingier (diagnostic en 2006, fouille en 2008), puis par V. Buccio (fouille en 2011). Une troisième fouille doit être réalisée en 2014, cette fois par UnivArchéo.

Les vestiges mis au jour dans le cadre de ces opérations appartiennent aux époques romaine, moderne et contemporain. Les vestiges antiques, mis au jour lors des deux diagnostics, sont constitués d'un grand fossé ayant livré du mobilier des I<sup>er</sup>-III<sup>e</sup> siècles et dans lequel avaient été creusées trois sépultures (Desenne 2003) et, surtout, d'une nécropole des I<sup>er</sup>-II<sup>e</sup> siècles, découverte en 2006 et fouillée deux ans plus tard (Gissingier 2008), dans l'extrémité occidentale de la ZAC (fig. 80). L'auteur estime, en faisant le point sur les découvertes anciennes, que l'ensemble de la colline aurait pu constituer une zone funéraire à la périphérie de la capitale des Suessiones. Si aucun vestige médiéval n'a été mis au jour, le diagnostic de 2003 a aussi permis de retrouver, dans la partie orientale de l'ancienne caserne, le bastion Mion, probablement construit au XVI<sup>e</sup> siècle. En 1842, un ouvrage militaire à cornes est construit sur la colline. Il est détruit avant la fin du siècle, mais cela n'est pas la fin de la vocation militaire du secteur, puisque des tranchées y sont creusées au cours de la première guerre mondiale.

<sup>27</sup> "2000 ans d'histoire urbaine, Amiens ZAC Cathédrale".



Figure 80 : plan phasé du diagnostic du Parc Gouraud en 2008 (d'après Gissingier 2008)

La plus grande originalité de cette ZAC est l'occasion unique qu'elle représente d'étudier des fortifications du XIX<sup>e</sup> siècle, sujet rarement abordé lors d'opérations archéologiques. Les autres sources ne manquent pas pour ce type de recherche (Buccio 2011 : 34-47), mais leur confrontation avec les vestiges en place est riche d'informations sur les modes de construction et de démolition des bâtiments militaires. La fouille de 2011 a permis de fouiller les fortifications elles-mêmes (fossé, escarpe), ainsi qu'un bâtiment excavé, qui pourrait être un magasin à poudre (fig. 81). Son auteur n'exclut pas totalement l'hypothèse d'une construction liée, dans un premier état, à l'ouvrage à cornes moderne connu par les sources écrites (ibid. : 52-58). Un autre intérêt de ce chantier est la réalisation d'études détaillées des graffitis et des blocs architecturaux avec celles du reste du mobilier, dont les comparaisons possibles ne sont pas légères (ibid. : 58-72).



Figure 81 : vue générale du bâtiment fouillé en 2011 dans le Parc Gouraud (d'après Buccio 2011 : fig. 50)

Ces deux dossiers de ZAC urbaines détonnent forcément par rapport aux autres, ne serait-ce qu'en raison de l'originalité des vestiges qui y ont été mis au jour. En outre, le premier concerne des terrains en plein centre historique d'Amiens, l'autre la périphérie immédiate de Soissons, deux contextes qu'on ne rencontre pas dans les autres zones d'activités. L'intérêt intrinsèque des résultats pour l'histoire locale est donc encore plus fort qu'ailleurs et, inversement, leur apport à la carte archéologique régionale forcément plus limité. En revanche, ce type d'opération peut permettre la constitution de référentiels importants pour l'étude du mobilier, thématique qui mériterait sans doute d'être encore approfondie.



#### 4.4. LE GROS JACQUES, UNE ZAC OUBLIÉE

Le dernier exemple qui sera brièvement présenté ici est destiné à rappeler que certains dossiers de zones d'activités peuvent largement passer entre les mailles du filet de l'archéologie préventive. C'est celui de la ZAC de Gros Jacques, à Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly, dans l'extrémité occidentale de la Somme, qui s'étend aussi sur les communes voisines d'Oust-Marest (Somme) et de Ponts-et-Marais (Seine-Maritime).

Le projet initial, lancé en 2005 par le syndicat interrégional, prévoyait le développement de cette ZAC en quatre phases sur 138 ha. La phase 1, sur la commune de Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly, a fait l'objet d'une demande de susceptibilité de prescription archéologique en octobre 2005, à laquelle le SRA a répondu positivement et qui a entraîné la prescription d'un diagnostic en février 2006 (603959-A1, 160 368 m<sup>2</sup>). Entre-temps, un permis de construire concernant une partie des parcelles n'avait pas fait l'objet de prescription. Par conséquent, un arrêté modificatif a été édicté en mars 2006 (603959-A2, 64 867 m<sup>2</sup>). Le diagnostic s'est déroulé en deux temps (juin et décembre 2007), sous la conduite de Sophie Devillers, du service municipal d'archéologie de la ville d'Eu, dans le cadre d'une convention avec l'INRAP. L'opération n'a pu être réalisée que dans une partie des parcelles concernées et a, inversement, compris l'ouverture d'une tranchée sur le tracé d'une future voirie sur la commune voisine d'Oust-Marest, qui ne faisait pas partie de la surface prescrite (fig. 82). Selon la responsable scientifique, une centaine de structures archéologiques et du mobilier néolithique et gallo-romain auraient été mis au jour, mais le rapport de diagnostic ne comprend pas toutes les informations nécessaires à la compréhension de ces vestiges. Aucune suite n'y a par conséquent été donnée et cette partie de la ZAC a donc été aménagée.

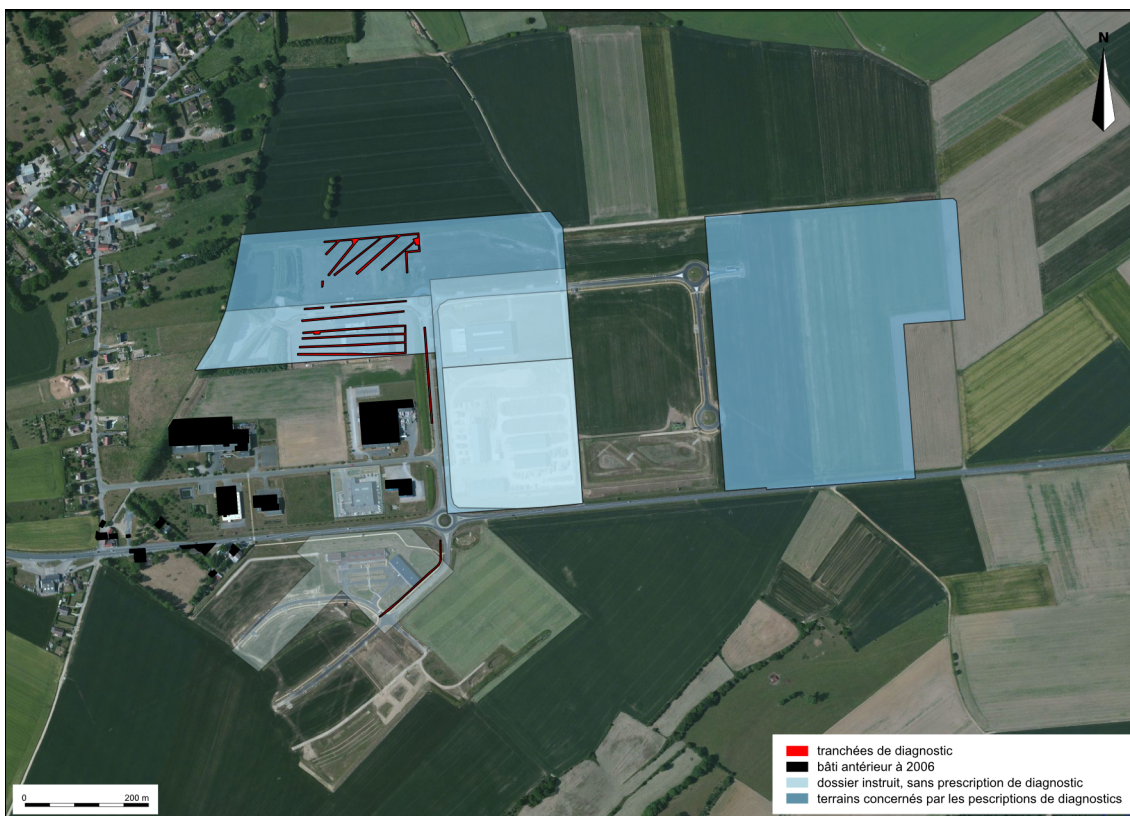


Figure 82 : emprise du diagnostic de 2007 et des terrains concernés par les dossiers parvenus au SRA de Picardie dans la ZAC de Gros Jacques (cliché Bing)

Par la suite, outre les permis de construire relatifs aux aménagements sur les terrains diagnostiqués, le SRA a instruit, entre décembre 2007 et juillet 2013, les dossiers suivants : un permis de construire à Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly (6 000 m<sup>2</sup>), un dossier d'étude d'impact (13 751 m<sup>2</sup>), une déclaration de travaux pour des réseaux et deux permis de construire à Oust-Marest (11 417 m<sup>2</sup>), concernant, entre autres, les terrains où avait été ouverte la tranchée hors emprise en 2007, qui font théoriquement partie de la phase 2 de l'aménagement de la ZAC. Aucune prescription de diagnostic n'a été édictée dans le cadre de ces dossiers. C'est en revanche le cas d'un permis de construire concernant une partie des terrains de la phase 4, arrivé au SRA en octobre 2013 (623993-A1 ; 126 715 m<sup>2</sup>). L'examen des clichés aériens de 2011 disponibles sur Bing (fig. 82) montre que des voiries nouvelles ont été créées sans qu'aucun dossier ne soit préalablement transmis au SRA dans

les terrains de la phase 2, à Oust-Marest et dans une partie de la phase 4, à Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly. Le site de la *villa* des Trente, situé en partie sur les terrains en question, semble pour l'instant avoir été préservé. De même, aucun dossier concernant cette ZAC n'a été à ce jour instruit par le SRA de Haute-Normandie, alors que la phase 3 prévoyait une extension sur 20 ha dans la commune de Ponts-et-Marais.

En résumé, seule une infime partie des terrains d'ores et déjà aménagés dans cette ZAC ont fait l'objet de sondages archéologiques préalables, alors même que la présence d'une *villa* gallo-romaine dans le secteur est attestée et que le diagnostic de 2007, même peu convaincant dans sa restitution, a révélé des traces d'occupation encore plus anciennes. La complexité du dossier, jointe à un visible manque de volonté, de la part des aménageurs, d'anticiper les questions liées à l'archéologie préventive, explique en partie cette situation insatisfaisante du point de vue des archéologues. Du côté du SRA, sans doute aurait-il fallu envisager des prescriptions de diagnostics systématiques sur chaque dossier après la première opération, de manière à essayer de compléter les informations lacunaires qu'elle avait livrées. En outre, cet exemple rappelle que certains types d'aménagements ne font pas l'objet d'une instruction automatique par le SRA, notamment les projets de voiries, dont on voit ici que l'impact peut être conséquent. D'autres grandes zones d'activités de la région n'ont fait l'objet, comme à Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly, que d'un suivi très ponctuel, voire inexistant, comme, par exemple, la ZI du Royeux, à Gauchy (Aisne). Pour les services de l'État, il est de ce fait extrêmement difficile de s'engager aujourd'hui dans un suivi systématique de ces dossiers, qui ont pu, en plus, faire l'objet de réponses négatives à des demandes de susceptibilité de prescription dans un passé récent, imposant au préfet de région de justifier toute prescription par de nouvelles informations concernant le potentiel archéologique du secteur concerné.

## 5. SYNTHÈSE

Cette étude de l'activité archéologique dans les zones d'activités de Picardie a permis d'en mettre en évidence les caractéristiques générales, ce qui était le but recherché. Un certain nombre de questions d'ordre méthodologique et scientifique ont été soulevées au fur et à mesure, sur lesquelles il paraît à présent utile de revenir.

### 5.1. ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

En premier lieu, les techniques de diagnostic auxquelles ont recours les responsables scientifiques en milieu rural donnent des résultats tout à fait satisfaisants en termes de détection des vestiges, avec un léger bémol pour la Préhistoire ancienne et surtout le Mésolithique, rarement perçu en diagnostic sans qu'on puisse en connaître véritablement la cause. En généralisant la réalisation d'études préalables plus poussées du contexte géologique des opérations, couplées à l'ouverture plus régulière de sondages profonds pour tester les niveaux susceptibles d'abriter du mobilier, il serait sans doute possible de vérifier s'il s'agit d'un défaut inhérent à la méthode de diagnostic ou d'un réel phénomène archéologique. Tout cela nécessiterait la mise en œuvre de moyens humains plus importants ou un allongement de la durée des opérations de terrain, autant d'améliorations qui ne sont pas vraiment dans l'air du temps. Pour s'en tenir aux seuls diagnostics, il suffit de constater que l'objectif de rendement fixé aux responsables d'opérations est de plus en plus important au fil du temps : oscillant il y a dix ans entre l'ouverture de 300 à 400 m linéaires de tranchées par jour et par pelle mécanique, fenêtres complémentaires incluses, ce qui est encore la norme pour les services de collectivités de la région, il est aujourd'hui fixé à 600 m minimum au sein de l'INRAP. *A priori*, cela ne se traduit pas, pour l'instant, par une véritable perte d'efficacité, puisque les diagnostics négatifs demeurent l'exception. Il ne faut pas non plus oublier le risque d'erreur systémique lié à tout sondage, qui implique la possibilité de tout simplement passer à côté des vestiges ou d'en sous-estimer la densité. La fouille de la zone 1 de la ZAC du Bois de Plaisance, à Venette, en illustre la réalité : alors que le diagnostic de Fr. Joseph (2002) avait permis de conclure à la présence d'un établissement rural antique et d'une ferme gauloise plutôt modeste, la fouille de cette dernière par D. Maréchal (2011 : 25) a révélé une densité de vestiges de la Tène finale bien plus importante que prévue, recoupant en partie des structures de la Tène ancienne, non perçues lors du diagnostic mais faisant écho à es découvertes effectuées sur les terrains voisins (Friboulet 2012).

Le suivi des projets de zones d'activités permet d'explorer sur de grandes surfaces la périphérie des grandes agglomérations actuelles, en s'éloignant d'ailleurs tellement des centres historiques, comme dans le cas des ZAC de la Croix de Fer ou du sud-ouest amiénois, qu'il faudrait sans doute commencer à raisonner à l'échelle des bassins de vie dans leur ensemble – comme c'est le cas de longue date pour les chercheurs étudiant le peuplement des vallées de l'Aisne et de l'Oise. Cela



nécessiterait déjà l'intégration systématique et réfléchie, dès l'étape du rapport de diagnostic, des données rassemblées au cours des opérations antérieures, afin de replacer les nouvelles découvertes dans leur contexte local et de fournir au SRA et à la CIRA tous les éléments nécessaires pour évaluer l'intérêt d'une poursuite des recherches ou d'une préservation des vestiges. Bien que ce travail soit demandé dans tous les arrêtés de prescription, il se résume souvent à une simple énumération des sites voisins sans mise en perspective, sauf dans le cas où cela a une influence directe sur la compréhension des vestiges, comme on a pu le voir dans les exemples du Parc Alata ou des Jardins d'Intercampus. Comme précédemment, ces améliorations souhaitables impliqueraient une augmentation des moyens humains consacrés par l'INRAP et les services de collectivités aux phases d'études.

Une fois dépassé le stade des diagnostics, il apparaît plus que jamais que les services de l'État doivent définir des stratégies d'intervention cohérentes, selon le secteur concerné par les projets de zones d'activités. La présente étude a en effet démontré que l'écrasante majorité des opérations archéologiques entreprises dans ce cadre permettait la découverte de vestiges archéologiques, ce qui confirme donc que tous ces projets entraînent une consommation importante du patrimoine archéologique. Tout ne pouvant être fouillé, il est de la responsabilité de l'État de décider de l'intérêt des mesures à prendre, qu'il s'agisse de demander la modification des projets ou la fouille des sites en question. Or, au regard des multiples exemples abordés dans ces pages, on voit clairement que la nécessaire préservation du patrimoine et les objectifs scientifiques ne s'accrochent pas forcément les uns des autres. Il suffit de penser au site antique A du parc d'activités du Griffon, dont la préservation est tout à fait justifiée, mais crée un vide archéologique dans un secteur fouillé par ailleurs. Dans ces grandes zones d'activités où sont mis au jour des sites de nature et de chronologie variées, les choix du SRA sont donc éminemment stratégiques, puisqu'ils peuvent porter aussi bien sur les sites à fouiller, que sur l'ampleur des décapages, les méthodes de fouille ou le nom du responsable scientifique. Cette dernière décision est lourde de conséquences, puisqu'on a pu voir l'importance que pouvait revêtir la compilation des données archéologiques sur une grande surface pour leur interprétation et pour l'étude du territoire. Le cas idéal d'une coordination scientifique unique pour l'ensemble d'une zone d'activités, comme dans les Jardins d'Intercampus, ne peut être reproduit partout ; ailleurs, seule une bonne collaboration entre les responsables d'opérations successifs et la production de rapports détaillés peut permettre de dépasser la simple analyse de chaque site.

## **5.2. APPORTS SCIENTIFIQUES**

Pour définir des stratégies scientifiques d'intervention, il faut s'interroger sur les problématiques majeures qui découlent de ces 26 années d'opérations dans les zones d'activités, en particulier au regard des priorités définies lors des bilans antérieurs.

Pour les périodes les plus anciennes, l'apport de l'étude des ZA est du même ordre que celui des opérations archéologiques réalisées dans d'autres cadres, c'est-à-dire qu'elles permettent principalement d'enrichir les corpus de mobilier et d'ajouter des points sur la carte archéologique de la région. En conséquence, il ne faudrait sans doute pas se poser de question et, lorsque aucune mesure de conservation n'est envisageable, procéder à la fouille systématique de tous les sites suffisamment importants du Paléolithique ou du Mésolithique. L'exemple de la ZAC de Renancourt montre également que, dans les contextes considérés comme sensibles, l'adaptation des méthodes de diagnostics peut et doit être prévue dès le départ. En ce qui concerne les sites du Néolithique au Hallstatt, les chantiers dans les ZA représentent autant d'occasions d'étudier des sites des époques les moins bien documentées, notamment les périodes de transition. Mais, plus que tout, les grands décapages offrent la possibilité d'étudier les vestiges d'habitats de la Protohistoire ancienne, dont les opérations sur des terrains moins étendus ou sur des tracés linéaires ne donnent qu'une vision tronquée. Les sites d'habitats ouverts peuvent en effet s'étendre sur plusieurs hectares, ce qui rend leur approche difficile lorsque les zones d'études sont trop restreintes. En Picardie, plusieurs ZA ont ainsi révélé l'existence d'habitats polynucléaires datant de la transition Hallstatt final/La Tène ancienne (ex : Parc des Autoroutes, Saint-Quentin), hypothèse qui n'aurait jamais pu être avancée dans le cas d'opérations de moindre envergure. C'est face à ce genre d'occupation qu'on peut d'ailleurs s'interroger sur les stratégies de fouilles à mettre en œuvre : la fouille d'une ou plusieurs unités d'habitations peut certes fournir des informations, mais il pourrait être très instructif, lorsque de telles formes d'habitats sont découvertes en diagnostic, de multiplier les tranchées intermédiaires entre les différents noyaux afin de comprendre l'utilisation des espaces qui apparaissent comme vides sur les plans topographiques. Il paraît aussi essentiel qu'en cas de prescription de fouille, celle-ci concerne la totalité des structures mises au jour et pas seulement une sélection de noyaux spécifiques, car les données des diagnostics ne sont que rarement assez précises pour garantir la pertinence scientifique de tels choix.

L'idée d'explorer un peu plus les zones entre les principales concentrations de vestiges s'impose d'elle-même pour les sites laténiens et gallo-romains. Les exemples observés dans les plus grandes zones d'activités (Parc des Autoroutes, pôle d'activités du Griffon, etc) témoignent d'une densité de sites de ces périodes assez remarquable et il serait donc plus qu'utile de consacrer un peu plus de temps à la recherche d'aménagements périphériques de nature à permettre d'établir des liens fonctionnels ou chronologiques entre les différents ensembles de vestiges. Pour ces périodes, les grands décapages offrent ainsi la possibilité de travailler en même temps à deux échelles, la première spatiale – l'organisation du terroir à une époque donnée – et la seconde temporelle, puisqu'on ne compte plus le nombre de sites ayant révélé des indices d'occupation sur la longue durée. En l'état des connaissances rassemblées dans le cadre de ces opérations sembleraient se dégager quatre grandes phases d'aménagement du territoire picard : la Tène B2-C1, puis C2-D1, les I<sup>er</sup>-II<sup>e</sup> siècles et le début du IV<sup>e</sup> siècle. Comme on a pu le voir dans plusieurs exemples, certains terroirs peuvent être occupés pendant une grande partie de ces périodes, mais avec des réaménagements ou des glissements de l'habitat, comme le montrent les résultats des diagnostics et fouilles dans la ZAC des Jardins d'Intercampus. En ce qui concerne les décennies qui précèdent et suivent la conquête romaine, aucune règle générale ne semble être de mise : on compte apparemment autant de sites abandonnés à la fin de la Tène D2 – parfois implantés depuis seulement quelques dizaines d'années au plus – que d'habitats dont l'occupation se poursuit durant l'époque augusto-tibérienne. Une analyse plus fine de la chronologie de ces habitats ruraux, en termes d'occupation et d'abandon, pourrait peut-être éclairer un peu cette question, mais dans ce domaine précis, l'étude des zones d'activités n'est qu'une composante parmi d'autres de l'archéologie régionale et ce type de problématique pourrait donc être abordé par ailleurs.

L'archéologie médiévale et moderne n'a que peu profité, jusqu'à présent, du suivi des projets de zones d'activités. Certes, quelques sites majeurs ont pu être remarquablement étudiés, comme celui de la ferme de la Férolle, mais le nombre de fouilles portant sur des vestiges postérieurs à l'Antiquité reste faible, hors des ZAC urbaines qui, inversement, offrent plus d'occasions de s'intéresser à ces périodes qu'aux précédentes. Les différentes études de cas présentées ici montrent même que dans certaines grandes ZA, comme celles du Griffon ou du Parc Alata, aucun indice datant du Moyen Âge n'a été découvert, malgré des sondages conséquents sur des dizaines d'hectares de terrains. Évidemment, cela peut venir de l'absence réelle d'occupation dans les secteurs en question au cours de cette période ou d'une destruction totale des éventuels vestiges par les travaux agricoles, mais il n'est pas interdit de penser que ces derniers ont pu tellement araser les vestiges médiévaux et modernes, dans ces zones où la couverture limoneuse est parfois peu épaisse, qu'ils ne sont pas repérés lors de l'ouverture des tranchées de diagnostics à la pelle mécanique. Pour vérifier cette hypothèse, il suffirait d'effectuer des prélèvements sur le mobilier habituellement présent dans la couche de terre arable : à défaut d'une étude à proprement parler, le fait d'indiquer dans les rapports d'opérations la présence de mobilier médiéval pourrait au moins indiquer une mise en culture des terrains au Moyen Âge ou un peu plus tard et ainsi combler en partie cette lacune archéologique. Quant aux vestiges des périodes moderne et contemporaine, même s'ils sont désormais plus fréquemment mentionnés dans les rapports que dans les années 1990, ils ne semblent pas encore considérés par les archéologues comme réellement dignes d'intérêt, sauf dans certains cas très particuliers (Camon, Dury, Soissons). Pourtant, les guerres des XVI<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ont eu un impact considérable dans l'histoire de la Picardie et les traces qu'elles ont laissées mériteraient sans doute plus d'attention – sans aller forcément jusqu'à la fouille systématique des vestiges, surtout lorsqu'ils sont aussi nombreux que ceux du premier conflit mondial. D'une manière générale, on peut considérer que l'étude des périodes postérieures à l'Antiquité est un champ encore largement sous-exploré dans les zones d'activités de Picardie et que son développement ne peut qu'être souhaité.

\*\*\*\*\*

La conclusion d'un premier et rapide bilan des opérations archéologiques dans les zones d'activités de Picardie ne peut forcément être que provisoire. En raison de l'absence de synthèse antérieure sur cette question, il a d'abord fallu recenser, analyser et présenter l'ensemble des chantiers en question afin de se faire une idée de l'évolution de cette branche de l'archéologie régionale, de ses balbutiements dans le cadre des fouilles de sauvetage de la fin des années 1980 à sa totale intégration au système actuel de l'archéologie préventive, en passant par la montée en puissance de l'AFAN dans les années 1990. Les différences d'un département à l'autre sont assez flagrantes, entre l'Oise où les chantiers se multiplient de façon plus précoce, sur des surfaces souvent limitées, et les deux autres départements, où l'archéologie des zones d'activités se développe plus tardivement et concerne fréquemment de très grandes emprises. Avec, donc, un léger décalage

chronologique, elle représente une part importante de l'archéologie régionale pendant à peu près une décennie, avant de voir son poids et donc son côté représentatif diminuer, processus entamé dès 2007, avant même l'explosion de la crise économique actuelle. Malgré cela, les recherches archéologiques portant sur les zones d'activité demeurent des opérations extrêmement importantes puisqu'elles peuvent être perçues comme de très grandes fenêtres d'observation pour analyser l'occupation du territoire picard depuis le Paléolithique, ouvertes, qui plus est, hors des zones traditionnellement étudiées par les archéologues de la région (villes, vallées). Les apports scientifiques de ces travaux sont donc à examiner en gardant en mémoire ces différentes caractéristiques. Le bilan proposé ici était voulu synthétique, l'objectif visé étant de mettre en avant, plus que les découvertes parfois spectaculaires faites dans certaines ZA, les grandes problématiques abordées lors des diagnostics et des fouilles et les résultats qui en découlaient. Bien évidemment, la découverte de centaines de sites archéologiques de toutes périodes, pour la plupart entièrement inédits avant les diagnostics, constitue l'apport le plus visible de ces opérations la connaissance de la Picardie. Il apparaît cependant et indubitablement que la contribution majeure des opérations archéologiques réalisées dans ces zones concerne l'évolution, à l'échelle d'un terroir et parfois d'un territoire plus vaste, des formes d'occupation et d'aménagement de l'espace rural, parfois depuis le Néolithique, parfois jusqu'à l'époque contemporaine, mais plus fréquemment entre le début de l'Âge du Fer et la fin de l'Antiquité. Quelques ombres viennent cependant perturber ce tableau un peu idyllique : le nombre important de rapports de fouilles en retard, parfois depuis plus d'une décennie, la quasi-absence de publication des résultats des opérations ou encore le travail souvent insuffisant de synthèse des données antérieures dans les rapports, sauf quand les mêmes personnes travaillent depuis des années sur le dossier en question. Cette diffusion insuffisante des données pourrait devenir un réel problème à moyen terme, entre la multiplication des intervenants (INRAP, collectivités territoriales, opérateurs de droit privé) et le renouvellement progressif des effectifs, certains responsables d'opérations œuvrant dans la région depuis plus de vingt ans. Il paraît ainsi indispensable que les différents acteurs impliqués dans le suivi archéologique des projets de zones d'activités mettent tout en œuvre pour combler ce manque. On ne peut qu'espérer que le bilan présenté dans ces pages aura contribué à lancer le mouvement.

## BIBLIOGRAPHIE

Les rapports d'opération concernant les zones d'activités de Picardie ne sont pas mentionnés ici ; se reporter à la liste placée en annexe.

- Aisne 1991** : *L'Aisne et le développement de l'Île-de-France*. Laon : Préfecture de l'Aisne, 1991
- Archétis 2006** : *Le diagnostic archéologique en milieu rural* : actes du séminaire, Glux-en-Glenne, 2005. Paris : Sous-direction Archétis, 2006
- Audebert, Vigreux 2012** : Audebert (A.), Vigreux (Th.) dir. – *Aménagement du territoire et archéologie préventive*. Voiron : Territorial Editions, 2012
- Audoly 2011** : Audoly (M.). – *Apports et spécificités des tracés linéaires dans la détection des sites archéologiques : l'exemple des opérations de diagnostic d'archéologie préventive sur le tracé du futur canal Seine-Nord-Europe en Picardie* : travail scientifique, formation de conservateur du patrimoine. Paris : Institut national du patrimoine, 2011.
- Barilleau 2010** : Barilleau (A.). – *Parcs et zones d'activités économiques : des défis à relever pour la métropole parisienne. 16 propositions de la CCIP pour un nouveau modèle*. Paris : Chambre de commerce et d'industrie de Paris, 2010
- Bayard, Buchez, Depaepe 2011** : Bayard (D.), Buchez (N.), Depaepe (P.) dir. – *Quinze ans d'archéologie préventive sur les grands tracés linéaires en Picardie. Première partie*. Amiens : 2011 (Revue archéologique de Picardie ; 2011/3-4)
- Bayard, Collart 1996** : Bayard (D.), Collart (J.-L.) éd. – *De la ferme indigène à la villa romaine* : actes du 11e colloque AGER, Amiens, 1993. Amiens : 1996 (n° spécial de la Revue archéologique de Picardie ; 11)
- Bayard, Collart, Daugas 2005** : Bayard (D.), Collart (J.-L.), Daugas (J.-P.) et al. *La recherche archéologique en Picardie : bilans et perspectives*. Amiens : 2005 (Revue archéologique de Picardie ; 2005/3-4)
- Bécard, Devoize, Ségault 1995** : Bécard (.), Devoize (S.), Ségault (J.-Fr.). – *La conception des parcs d'entreprises, expériences françaises et étrangères : synthèse*. Paris : Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France, 1995
- Beck 2007** : Beck (P.). – Le bâtiment agricole en France au Moyen Âge : historiographie d'un thème second. In : Madeline (Ph.), Moriceau (J.-M.) dir. – *Bâtir dans les campagnes : les enjeux de la construction de la Protohistoire au XXI<sup>e</sup> s*. Caen : Presses universitaires de Caen/MSH, 2007, p. 23-131 (Bibliothèque du pôle rural ; 1)
- Ben Redjeb, Duvette, Quérel 2005** : Ben Redjeb (T.), Duvette (L.), Quérel (P.). – Les campagnes antiques : bilans et perspectives. In : Bayard, Collart, Daugas 2005, p. 177-222
- Bihan-Poudec 2009** : Bihan-Poudec (J.-Fr.). – *Les zones d'activités économiques au cœur de l'aménagement et du développement local des territoires : étude des ZAE de la chambre de commerce et d'industrie de Montpellier* : mémoire de master 2. Montpellier : université Paul Valéry – Montpellier 3, 2009
- Billand, Talon 2000** : Billand (Gh.), Talon (M.). – *Nécropoles de l'Âge du Bronze : Rue (Somme) et Thourotte (Oise)*. Amiens : DRAC Picardie, 2000 (Archéologie en Picardie ; 11)
- Blancquaert, Sauvage 2005** : Blancquaert (G.), Sauvage (L.) et al. – Opérations archéologiques et aménagements territoriaux. Quelques exemples du nord de la France. In : Léonard 2005, p. 37-49
- Blancquaert, Sauvage, Talon 2004** : Blancquaert (G.), Sauvage (L.), Talon (M.). – Planarch : un projet européen. *Archéopages*, 2004, n°13, p. 32-33
- Blancquaert, Sauvage 2007** : Blancquaert (G.), Sauvage (L.). – La convention de Malte (La Valette), aménagement du territoire et processus de sondages en tranchées. In : Ghénne 2007, p. 34-39
- Blary, Derbois, Legros 2005** : Blary (Fr.), Derbois (M.), Legros (V.) dir. – Les campagnes médiévales en Picardie : état de la question. In : Bayard, Collart, Daugas 2005, p. 223-246
- Borderie 2011** : Borderie (Q.). – *L'espace urbain entre Antiquité et Moyen Âge. Analyse géoarchéologique des terres noires. Études de cas* : thèse de doctorat. Paris : université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2011

- Bostyn 2007** : Bostyn (Fr.). – *Conty "ZAC Henri Dunant" (Somme). Un habitat structuré du Néolithique moyen (Cerny)*. Amiens : DRAC Picardie, 2007 (Archéologie en Picardie ; 32)
- Bostyn 2011** : Bostyn (Fr.). – Les occupations néolithiques sur les grands tracés linéaires de Picardie : premier bilan. *In* : Bayard, Buchez, Depaepe 2011, p. 99-119
- Brasseur, Vallès 2007** : Brasseur (P.-C.), Vallès (J.-Fr.). – *La gestion durable des zones d'activités*. Paris : ARENE, 2007
- Brun, Buchez, Gaodefroy 2005** : Brun (P.), Buchez (N.), Gaodefroy (S.) et al. – Bilan de la Protohistoire ancienne en Picardie. *In* : Bayard, Collart, Daugas 2005, p. 99-120
- Buchez 2011a** : Buchez (N.). – La Protohistoire ancienne. Recherche et fouille de sites de l'Âge du Bronze à la Tène ancienne sur les grands tracés linéaires en Picardie occidentale. Questions méthodologiques et résultats scientifiques. *In* : Bayard, Buchez, Depaepe 2011, p. 121-199
- Buchez 2011b** : Buchez (N.). – La Protohistoire récente – État de la documentation et principaux résultats issus de la fouille des sites funéraires de la Tène moyenne à la Tène finale sur les grands tracés linéaires en Picardie occidentale. *In* : Bayard, Buchez, Depaepe 2011, p. 267-334
- Carpentier, Levau 2013** : Carpentier (V.), Levau (Ph.). – *Archéologie du territoire en France : 8000 ans d'aménagements*. Paris : La Découverte, 2013
- Catteddu 2003** : Catteddu (I.). – Le site haut-médiéval de Saleux "Les Coutures". Habitat, nécropole et église du Haut Moyen Âge. *Nouvelles de l'archéologie*, 2003, n°92, p. 20-23
- Chaillou 2003** : Chaillou (A.). – *Nature, statut et traitements informatisés des données en archéologie : les enjeux des systèmes d'informations archéologiques*. Lyon : université Lumière – Lyon 2, 2003. Thèse de doctorat.
- Codiron 1996** : Codiron (V.). – Zones d'activités et développement local au cœur d'un territoire frontalier : la Thiérache. *Hommes et terres du Nord*, 1996, n°4, p. 223-232
- Collart 2012** : Collart (J.-L.). – L'archéologie préventive en France : le cadre réglementaire et son application. *In* : Bradley (R.), Haselgrove (C.), Vander Linden (M.), Webley (L.) éd. – *Development-led archaeology in Northwest Europe*. Oxford/Oakville : Oxbow Books, 2012
- Collart, Lemaire, Ziegler 2004** : Collart (J.-L.), Lemaire (P.), Talon (M.). – *Archéologie gallo-romaine et médiévale à Bohain-en-Vermandois (Aisne)*. Amiens : DRAC Picardie, 2004 (Archéologie en Picardie ; 28)
- Collart, Talon 2011** : Collart (J.-L.), Talon (M.). – *Fouilles et découvertes en Picardie*. Rennes : Ouest France, 2011
- Coudret, Fagnard 2005** : Coudret (P.), Fagnard (J.-P.). – Le Paléolithique supérieur en Picardie. *In* : Bayard, Collart, Daugas 2005, p. 36-39
- Deforge, Delcourt, Hecquet 2004** : Deforge (É.), Delcourt (C.), Hecquet (V.) et al. – *Atlas de l'Aisne*. Amiens : INSEE Picardie, 2004 (INSEE Picardie dossiers ; 34)
- Delattre, Pinard 1999** : Delattre (V.), Pinard (E.). – *Chambly: une nécropole gauloise*. Amiens : DRAC Picardie, 1999 (Archéologie en Picardie ; 9)
- Deramaix 2005** : Deramaix (I.). – La fouille des zones d'activité économique, l'expérience hennuyère. *In* : Léonard 2005, p. 81-83
- Derbois 1999** : Derbois (M.). – *Neuilly-en-Thelle "Les fermes du Bellé"*. Amiens : DRAC Picardie, 1999 (Archéologie en Picardie ; 7)
- Desachy, Gemehl 2005** : Desachy (Br.), Gemehl (D.). – L'archéologie urbaine. Bilan de l'archéologie urbaine en Picardie. *In* : Bayard, Collart, Daugas 2005, p. 247-267
- Desachy, Guilhot 1999** : Desachy (Br.), Guilhot (O.). – *Archéologie des villes. Démarches et exemples en Picardie*. Amiens : 1999 (n° spécial de la Revue archéologique de Picardie ; 16)
- Desrayaud 2011** : Desrayaud (G.). – Ferme gauloise et établissements ruraux gallo-romains du Bois de l'Homme Mort, Saint-Pathus (Seine-et-Marne) milieu II<sup>e</sup> s. av.-début V<sup>e</sup> ap. J.-C. *Revue archéologique du Centre de la France*, 2011, t. 50, p. 315-384
- Dubouloz 2005** : Dubouloz (J.) et al. – La recherche archéologique sur le Néolithique en Picardie. *In* : Bayard, Collart, Daugas 2005, p. 63-93
- Ducrocq 2005** : Ducrocq (Th.). – Le Mésolithique. *In* : Bayard, Collart, Daugas 2005, p. 40-49

- Ducrocq 2011** : Ducrocq (Th.). – Le Paléolithique supérieur et le Mésolithique sur les tracés linéaires en Picardie. *In* : Bayard, Buchez, Depaepe 2011, p. 85-98
- Fasquel 2012** : Fasquel (Fr.) dir. – *La consommation d'espace pour l'habitat et les activités en Picardie. Mesure et analyse par les fichiers fonciers*. Lille : CETE Nord-Picardie, 2012
- Flucher 2011** : Flucher (G.). – *Tergnier (Aisne). La ferme médiévale monastique de la Férolle*. Amiens : DRAC Picardie, 2011 (Archéologie en Picardie ; 41)
- Forget 2006** : Forget (M.). – *Les zones d'activités : enjeu de développement et localisation*. Reims : IATEUR, 2006. Thèse de doctorat
- Gallois, Lécuru 1997** : Gallois (M.), Lécuru (L.). – *Guide des zones d'activités de l'Aisne*. Laon : Conseil général de l'Aisne, 1997
- Garcia 2013** : Garcia (D.) dir. – *Livre blanc de l'archéologie préventive*. Paris : commission d'évaluation scientifique, économique et sociale de l'archéologie préventive, 2013
- Gaudefroy 2003** : Gaudefroy (St.). – *Glisy (Somme) "Les Terres de Ville". Une riche ferme gauloise*. Amiens : DRAC Picardie, 2003 (Archéologie en Picardie ; 27)
- Gaudefroy 2011** : Gaudefroy (St.). – Les sites de la Tène moyenne à la Tène finale sur les tracés linéaires en Picardie : questions méthodologiques et résultats scientifiques. *In* : Bayard, Buchez, Depaepe 2011, p. 201-266
- Gaudefroy, Gransar, Malrain 2005** : Gaudefroy (St.), Gransar (Fr.), Malrain (Fr.) dir. – La Protohistoire récente : III<sup>e</sup> siècle – 1<sup>ère</sup> moitié du premier siècle avant notre ère. *In* : Bayard, Collart, Daugas 2005, p. 127-167
- Gemehl 2010** : Gemehl (D.). – *Amiens (Somme). ZAC Cathédrale, 2000 ans d'histoire urbaine*. Amiens : DRAC Picardie, 2010
- Ghenne 2007** : Ghenne (M.-J.) dir. – *Le projet Planarch 2. Archéologie et aménagement du territoire* : actes du séminaire, Moulins de Beez-Namur, 2005. Liège : Mardaga/ministère de la région Wallonne, 2007 (Les Cahiers de l'Urbanisme ; hors-série)
- Ghenne, Remy, Soumoy 2002** : Ghenne (M.-J.), Remy (H.), Soumoy (M.) dir. – *Le projet Planarch. Archéologie et aménagement du territoire* : actes du colloque, Mons-Hainaut, 2001. Liège : Mardaga/ministère de la région Wallonne, 2002 (Les Cahiers de l'Urbanisme ; hors-série)
- Gill, Lacey 2001** : Gill (H.), Lacey (M.) dir. – *Evaluation of archaeological decision-making processes and sampling strategies : Planarch project*. Oxford : Kent County Council, 2001
- Guide 1995** : *Guide des zones d'activités en France*. Paris : Association des maires de France/Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie, 1995
- Hachem 1998** : Hachem (L.). – *Bucy-le-Long "La Fosselle"*. Amiens : DRAC Picardie, 1998 (Archéologie en Picardie ; 3)
- Jacques, Prilaux 2002** : Jacques (A.), Prilaux (G.). – L'opération Actiparc en département de Pas-de-Calais, France. Méthode et premiers résultats. *In* : Ghenne, Remy, Saumoy 2002, p. 72-77
- Jallas 2003** : Jallas (M.). – *Moderniser et gérer durablement une zone d'activités économiques communale ou intercommunale. Guide méthodologique à l'usage des acteurs du développement local*. Paris : ETD, 2003
- Jourdan, Riou, Sanchez 2008** : Jourdan (G.), Riou (D.), Sanchez (M.). – *Les zones périphériques industrielles et commerciales : de nouvelles centralités pour la ville de demain ?* Paris : FNAU, 2008 (Les Cahiers de la FNAU ; 22)
- Lacroix 2004** : Lacroix (M.-Ch.). – *Noyon (Oise) : les abords de la cathédrale*. Amiens : DRAC Picardie, 2004 (Archéologie en Picardie ; 29)
- Legoux 2011** : Legoux (R.) dir. – *La nécropole mérovingienne de Bulle (Oise)*. Saint-Germain-en-Laye : Association française d'archéologie mérovingienne, 2011
- Léonard 2005** : Léonard (J.-M.) dir. – *Recherches archéologiques préalables à l'aménagement des zones d'activité économique* : actes des journées d'archéologie en Wallonie, Amay, 2004. Liège : Association Wallonne pour le Patrimoine Archéologique, 2005
- Locht 2005** : Locht (J.-L.). – La Paléolithique moyen en Picardie : état de la recherche. *In* : Bayard, Collart, Daugas 2005 : 27-35

- Marchal 2005** : Marchal (J.-Ph.). – Bilan de sept années de sondages et de fouilles dans les zones d'activité économique de la province de Liège. *In* : Léonard 2005, p. 85-110
- Martin 2011** : Martin (J.-Fr.) dir. – *Le site de Jeoffrécourt à Sissonne (Aisne). Cimetière et unités domestiques du VI<sup>e</sup> au IX<sup>e</sup> siècle après J.-C.* Amiens : 2011 (Revue archéologique de Picardie ; 2011/1-2)
- Marty 2008** : Marty (C.). – 14-18 : quelle archéologie ? *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2008, n°91 (2008/3), p. 51-60
- Nice 2008** : Nice (A.) dir. – *La nécropole mérovingienne de Goudelancourt-lès-Pierrepont.* Amiens : 2008 (n° spécial de la Revue archéologique de Picardie ; 25)
- Noël, Payraud 2011** : Noël (J.-Y.), Payraud (N.). – *Poupry (Centre – Eure-et-Loir) "Les Hernies, Les 36 Mies et La Fromagée"* : rapport de diagnostic archéologique. Chartres : Conseil général d'Eure-et-Loir, 2011
- Racinet 2008** : Racinet (Ph.) dir. – *Le site castral de Boves (Somme) du Xe au XVIIe siècle. Bilan des recherches archéologiques 2001-2006.* Amiens : 2008 (Revue archéologique de Picardie ; 2008/1-2)
- Recherche 1990** : *La recherche archéologique en France. 1985-1989.* Paris : ministère de la Culture et de la Communication, 1990
- Recherche 1997** : *La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et programmation du Conseil national de la recherche archéologique.* Paris : éd. de la MSH, 1997
- Wohlfarth 2007** : Wohlfarth (Chr.). – Archäologische Verwaltungsstrategien am Beispiel von Erkelenz, Rheinland. *In* : Ghene 2007, p. 62-73
- Zajdowicz 2007** : Zajdowicz (A.). – *Les zones d'activités économiques : maîtriser l'outil de développement local.* : thèse de doctorat. Reims : IATEUR, 2007



## TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : carte générale de la Picardie (d'après Bayard, Collart, Daugas 2005 : 12).....	4	l'État ou l'AFAN et par les collectivités territoriales (1987-2013).....	27
Figure 2 : population, superficie et densité des départements picards en 2012.....	5	Figure 26 : répartition des opérations dans les ZA par opérateur.....	28
Figure 3 : évolution du nombre total de diagnostics et de fouilles préventives en Picardie (1991-2012).....	8	Figure 27 : nombre d'opérations réalisées par les dix responsables les plus actifs dans les ZA.....	28
Figure 4 : répartition chronologique des sites fouillés dans le cadre des grands tracés linéaires entre 1982 et 2004 (d'après Bayard, Buchez, Depaepe 2011 : 58).....	9	Figure 28 : emprise des opérations archéologiques dans le Parc des Autoroutes et alentours à Saint-Quentin (d'après Bouclet 2011 : pl. 6).....	29
Figure 5 : répartition géographique des opérateurs agréés en Picardie.....	9	Figure 29 : ventilation par période et par département du nombre de diagnostics ayant révélé la présence de sites structurés .....	31
Figure 6 : nombre et superficie des ZA en Picardie en décembre 2012.....	10	Figure 30 : ventilation par période et par département du nombre de diagnostics ayant livré des indices d'occupation .....	31
Figure 7 : carte de répartition des principales zones d'activités de Picardie en décembre 2012 .....	11	Figure 31 : ventilation par période du nombre de diagnostics ayant révélé au moins des indices d'occupation.....	31
Figure 8 : répartition des opérations dans les ZA par type et par département.....	14	Figure 32 : répartition des sites structurés mis au jour lors des diagnostics dans les ZA de Picardie .....	32
Figure 9 : évolution du nombre de diagnostics et de fouilles dans les ZA (1987-2013).....	15	Figure 33 : répartition des indices de sites mis au jour dans les ZA de Picardie.....	33
Figure 10 : évolution du nombre annuel d'opérations archéologiques dans les ZA par département.....	16	Figure 34 : amas de débitage du Paléolithique supérieur en cours de fouille dans la ZAC de Renancourt (cliché Cl. Paris).....	34
Figure 11 : évolution comparée du nombre d'opérations dans les ZA et dans le cadre d'autres projets entre 1994 et 2012 (indice 100 en 1994).....	16	Figure 35 : localisation des vestiges paléolithiques découverts dans les zones d'activités de Picardie .....	34
Figure 12 : part des ZA dans les opérations d'archéologie préventive en Picardie (1991-2012) .....	17	Figure 36 : localisation des vestiges mésolithiques découverts dans les zones d'activités de Picardie .....	35
Figure 13 : évolution des surfaces minimales sondées en diagnostic et en fouille dans les ZA (1994-2013).....	18	Figure 37 : plan du site de Bucy-le-Long "La Fosselle" (d'après Hachem 1998 : 4).....	35
Figure 14 : évolution de la surface moyenne des diagnostics dans les ZA (1994-2013).....	18	Figure 38 : localisation des vestiges néolithiques découverts dans les zones d'activités de Picardie .....	36
Figure 15 : surface prescrite en diagnostic par département.....	19	Figure 39 : exemple de sépultures découvertes à Bucy-le-Long "La Fosselle" (d'après Hachem 1998 : 7).....	36
Figure 16 : surface prescrite en fouille par département.....	19	Figure 40 : reconstitution de maison du Néolithique moyen au Jardin de la Préhistoire à Auneau (Eure-et-Loir).....	36
Figure 17 : emprise des opérations dans les ZA des principales agglomérations de l'Aisne.....	19	Figure 41 : localisation des vestiges de l'Âge du Bronze découverts dans les zones d'activités de Picardie.....	37
Figure 18 : répartition des diagnostics archéologiques dans les zones d'activités de Picardie.....	20	Figure 42 : plan général de la nécropole de l'Âge du Bronze de Thourotte (d'après Billand, Talon 2000 : 7).....	37
Figure 19 : répartition des fouilles préventives dans les zones d'activités de Picardie.....	21	Figure 43 : limite approximative entre les aires culturelles atlantique et continentale de l'Âge du Bronze (d'après Billand, Talon 2000 : 6).....	38
Figure 20 : emprise cumulée des opérations dans les zones d'activités de Picardie.....	22	Figure 44 : localisation des vestiges hallstattiens découverts dans les zones d'activités de Picardie .....	38
Figure 21 : emprise des opérations dans les ZA des principaux pôles d'activités de l'Oise.....	23	Figure 45 : exemple de noyaux d'habitats hallstattiens ou laténiens découverts dans le Parc des Autoroutes (d'après Bouclet 2011 : pl. 6)....	39
Figure 22 : évolution du nombre de saisines du SRA (2002-2012).....	25		
Figure 23 : ventilation par type des prescriptions concernant les ZAC (2002-2013).....	25		
Figure 24 : évolution de la part des ZAC dans l'ensemble des prescriptions d'archéologie préventive (2002-2013).....	26		
Figure 25 : évolution comparée du nombre d'opérations dans les ZA prises en charge par			

Figure 46 : exemples de récipients en céramique découverts dans les tombes de la Tène ancienne à Chamby "La Remise Ronde" (d'après Delattre, Pinard 1999 : 7).....	39	Figure 64 : proposition de reconstitution du parcellaire laténien du Parc Alata à 1/4000 (d'après Ducongé 2010 : 37).....	51
Figure 47 : évolution de la ferme laténienne de Glisy "Les Terres de Ville" au cours du I <sup>e</sup> s. av. J.-C. (d'après Gaudefroy 2003 : 4).....	39	Figure 65 : localisation de la ZAC du Bois de Plaisance (d'après Friboulet 2012 : fig. 3).....	51
Figure 48 : localisation des vestiges laténiens découverts dans les zones d'activités de Picardie.....	40	Figure 66 : localisation de principales découvertes dans la ZAC du Bois de Plaisance (d'après Friboulet 2012 : fig. 3).....	52
Figure 49 : plan général des vestiges découverts sur le site du "Bois de Cambronne" zone 2 à Saint-Quentin (d'après Bouclet 2011 : pl. 9).....	41	Figure 67 : plan phasé du site de la Tène B2-C2 fouillé en 2003 et 2009 dans la ZAC du Bois de Plaisance (d'après Friboulet 2012 : fig. 4).....	52
Figure 50 : plan général des sites découverts dans le Parc des Autoroutes à Saint-Quentin (d'après Bouclet 2011 : pl. 6).....	42	Figure 68 : sélection de la céramique domestique découverte dans la nécropole du Bois de Plaisance (d'après Pinard 2012 : 49).....	53
Figure 51 : localisation des vestiges gallo-romains découverts dans les zones d'activités de Picardie.....	43	Figure 69 : plan général phasé des établissements ruraux fouillés en 2004 dans la ZAC du Bois de Plaisance (d'après Maréchal 2011 : 214).....	53
Figure 52 : plan phasé des vestiges de la zone A du pôle d'activités du Griffon (d'après Audebert, Pinard 2013 : pl. 24).....	44	Figure 70 : détail du traitement administratif du dossier du pôle d'activités du Griffon par le SRA.....	54
Figure 53 : plan interprété de la ferme gallo-romaine du Moulin Mayeux à Bohain-en-Vermandois (d'après Collart, Lemaire, Ziegler 2004 : 3).....	44	Figure 71 : localisation du oarc d'activités du Griffon (d'après Audeber, Pinard 2013 : pl. 3)....	54
Figure 54 : localisation des vestiges alto-médiévaux découverts dans les zones d'activités de Picardie.....	45	Figure 72 : détail des différentes opérations réalisées dans le pôle d'activités du Griffon (Audebert, Pinard 2013 : 1/34).....	55
Figure 55 : localisation des vestiges médiévaux découverts dans les zones d'activités de Picardie.....	46	Figure 73 : plan général des opérations archéologiques menées dans le parc d'activités du Griffon (d'après Audebert, Pinard 2013 : pl. 1).....	56
Figure 56 : plan général de la ferme de la Férolle (d'après Flucher 2011 : 3).....	46	Figure 74 : localisation de la ZAC des Jardins d'Intercampus (d'après Blondiau 2013 : fig. 2)....	57
Figure 57 : plan général du village médiéval de Méaulte (d'après Soupart 2007 : 10).....	47	Figure 75 : plan général des opérations dans la ZAC des Jardins d'Intercampus et alentours (d'après Blondiau 2013 : pl. 4).....	58
Figure 58 : localisation des vestiges modernes découverts dans les zones d'activités de Picardie.....	47	Figure 76 : emprise des opérations archéologiques dans la ZAC Cathédrale (d'après Gemehl 2010 : 2).....	59
Figure 59 : vue aérienne des fossés du fort de Camon après leur décapage (cliché Bing, 2010).....	48	Figure 77 : localisation du diagnostic de 2003 dans la ZAC Cathédrale par rapport aux limites supposées d'Amiens antique et médiévale (d'après Gemehl 2003).....	60
Figure 60 : localisation des vestiges contemporains découverts dans les zones d'activités de Picardie.....	48	Figure 78 : vue aérienne d'une partie des caves mises au jour dans la ZAC Cathédrale (d'après Gemehl 2010 : 7).....	61
Figure 61 : plan général des tranchées dans le secteur du Parc des Autoroutes et relevé des vestiges associés découverts lors de la fouille de la tranche 8 (d'après Lemaire 2011 : pl. 9).....	49	Figure 79 : localisation du Parc Gouraud à Soissons (d'après Buccio 2011 : fig. 1).....	61
Figure 62 : détail des vestiges de 1870 mis au jour dans la tranche 5 de la ZAC des Jardins d'Intercampus (d'après Blondiau 2013 : fig. 10). 49	49	Figure 80 : plan phasé du diagnostic du Parc Gouraud en 2008 (d'après Gissingier 2008).....	62
Figure 63 : localisation des sites découverts dans le secteur du Parc Alata et emprise de la fouille de 2011 (d'après Friboulet 2012 : fig. 2).....	50	Figure 81 : vue générale du bâtiment fouillé en 2011 dans le Parc Gouraud (d'après Buccio 2011 : fig. 50).....	62
		Figure 82 : emprise du diagnostic de 2007 et des terrains concernés par les dossiers parvenus au SRA de Picardie dans la ZAC de Gros Jacques (cliché Bing).....	63

## ANNEXE : INVENTAIRE DES OPÉRATIONS ARCHÉOLOGIQUES RÉALISÉES DANS LES ZONES D'ACTIVITÉS

Les surfaces sont exprimées en mètres carrés.

Les lignes en italique indiquent les rapports non reçus au service régional de l'archéologie.

Pour améliorer le confort de lecture, les rubriques "Prescription postérieure" et "Remarques" n'ont pas été éditées, mais les informations indispensables ont été reportées en bas de page.

Rappel des abréviations utilisées :

PAL : Paléolithique

MES : Mésolithique

PRO : Protohistoire indéterminée

BZ : Âge du Bronze

HAL : Hallstatt

LT : La Tène

GR : Époque gallo-romaine

HMA : Haut Moyen Âge

MA : Moyen Âge classique et Bas Moyen Âge

MOD : Époque moderne

CONT : Époque contemporaine

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Ambleny	ZA de Pontarcher	1A	2009	2009	diagnostic	7692	776	CG02	Vincent Le Quellec	CONT	
02	Ambleny	ZA de Pontarcher	1B	2010	2010	diagnostic	31000	3168	CG02	Vincent Le Quellec	LT-GR	
02	Ambleny	ZA de Pontarcher	1C	2011	2011	diagnostic	5220	602	CG02	Vincent Le Quellec		
02	Ambleny	ZA de Pontarcher	2	2011		<i>fouille préventive</i>	20000		CG02	Anthony Lefebvre	LT-GR	
02	Athies-sous-Laon	PAI Les Minimés		2001	2001	évaluation	250000	40000	AFAN	Pascal Le Guen	HAL-LT	CONT
02	Aulnois-sous-Laon	Devant la Sucrierie		1999	1999	sondages	21849	1600	AFAN	Dominique Favier		LT
02	Aulnois-sous-Laon	Devant la Sucrierie		2000	2000	évaluation	2000	2000	AFAN	Gilles Prilaux	LT	
02	Barenton-Bugny - Chambry - Laon	Pôle d'activités du Griffon	1A	2006	2006	diagnostic	210133	24840	CG02	Alexandre Audebert	LT-GR	
02	Barenton-Bugny - Chambry - Laon	Pôle d'activités du Griffon	1A	2006	2006	diagnostic	29877	3231	Ville de Laon	Jean-Pierre Jorrand		
02	Barenton-Bugny - Chambry - Laon	Pôle d'activités du Griffon	1A	2006	2013	<i>fouille préventive</i>	19000	15323	CG02	Alexandre Audebert	LT-GR	NEO
02	Barenton-Bugny - Chambry - Laon	Pôle d'activités du Griffon	1B	2006	2006	diagnostic	14420	1747	CG02	Alexandre Audebert	LT	
02	Barenton-Bugny - Chambry - Laon	Pôle d'activités du Griffon	1B	2007	2007	diagnostic	205606	26103	Ville de Laon	Jean-Pierre Jorrand	LT-GR	
02	Barenton-Bugny - Chambry - Laon	Pôle d'activités du Griffon	1B-A	2007		<i>fouille préventive</i>	20000		CG02	Alexandre Audebert		
02	Barenton-Bugny - Chambry - Laon	Pôle d'activités du Griffon	2-1	2007	2008	diagnostic	139908	13121	CG02	Alexandre Audebert	LT-GR	

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Barenton-Bugny - Chambry - Laon	Pôle d'activités du Griffon	2-2A	2007	2008	diagnostic	227982	26109	CG02	Alexandre Audebert	LT-GR	
02	Barenton-Bugny - Chambry - Laon	Pôle d'activités du Griffon	2-1	2008	2008	diagnostic	50450	5207	Ville de Laon	Jean-Pierre Jorrand	LT-GR	
02	<i>Barenton-Bugny - Chambry - Laon</i>	<i>Pôle d'activités du Griffon</i>	<i>1B-B</i>	<i>2009</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>35000</i>		<i>CG02</i>	<i>Alexandre Audebert</i>		
02	<i>Barenton-Bugny - Chambry - Laon</i>	<i>Pôle d'activités du Griffon</i>	<i>2-1</i>	<i>2009</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>31350</i>		<i>CG02</i>	<i>Alexandre Audebert</i>		
02	<i>Barenton-Bugny - Chambry - Laon</i>	<i>Pôle d'activités du Griffon</i>	<i>2-2A</i>	<i>2009</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>27700</i>		<i>CG02</i>	<i>Alexandre Audebert</i>		
02	Barenton-Bugny - Chambry - Laon	Pôle d'activités du Griffon	2-2B	2010	2011	diagnostic	134385	16047	CG02	Alexandre Audebert	LT-GR	
02	<i>Barenton-Bugny - Chambry - Laon</i>	<i>Pôle d'activités du Griffon</i>	<i>2-2B</i>	<i>2012</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>18000</i>		<i>CG02</i>	<i>Alexandre Audebert</i>		
02	Bohain-en-Vermandois	ZAC du Moulin Mayeux		1999	1999	sondages	24132	2400	AFAN	Patrick Lemaire	GR	
02	Bohain-en-Vermandois	ZAC du Moulin Mayeux		2000	2005	évaluation	17949	2217	AFAN	Patrick Lemaire		
02	Bohain-en-Vermandois	ZAC du Moulin Mayeux		2000	2004	fouille préventive	11850	11850	AFAN	Patrick Lemaire	GR	
02	Bohain-en-Vermandois	ZAC du Moulin Mayeux		2009	2009	diagnostic	52450	3844	CG02	Vincent Le Quellec	CONT	GR-MA
02	Bohain-en-Vermandois	ZAC du Moulin Mayeux		2010	2010	diagnostic	4815	309	CG02	Anthony Lefebvre		
02	Braine	ZI La Plaine de Waillons		1997	1997	évaluation	34180	4472	AFAN	Yves Desfossés		CONT
02	Braine	ZI La Plaine de Waillons		1997	1997	sondages	22330	3666	AFAN	Muriel Boulen		

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Braine	ZI La Plaine de Waillons		1998	1998	évaluation	7000	7000	AFAN	Guy Flucher		PRO-CONT
02	Braine	ZI La Plaine de Waillons		2003	2003	diagnostic	60499	3605	INRAP	Bruno Robert		MES-LT
02	Bucy-le-Long	ZA de la Fosselle		1996	1996	sondages			AFAN	Lydie Hachem	NEO	
02	Bucy-le-Long	ZA de la Fosselle		1997	1998	fouille préventive			AFAN	Lydie Hachem	NEO	
02	Capelle (La)	ZA de la Capelle		2009	2009	diagnostic	42267	4146	CG02	Vincent Le Quellec		
02	Capelle (La)	ZA de la Capelle		2011	2012	diagnostic	85500	8840	CG02	Vincent Le Quellec		GR
02	Chambry - Laon	PAI du Champ du Roy		2003	2003	diagnostic	268000	20625	INRAP	Pascal Le Guen		HAL
02	Charly-sur-Marne	ZA des Carrières		2000	2000	évaluation	5000	582	Ville de Château-Thierry	Christophe Patat		LT-GR
02	<i>Charly-sur-Marne</i>	<i>ZA des Carrières</i>		<i>2000</i>		<i>fouille préventive</i>			<i>Ville de Château-Thierry</i>	<i>Christophe Patat</i>		
02	Charly-sur-Marne	ZA des Carrières		2001	2001	évaluation	4231	407	AFAN	Gaëlle Bruley-Chabot		
02	Charly-sur-Marne	ZA des Carrières		2002	2002	diagnostic	32552	2500	INRAP	François Malrain		GR
02	Château-Thierry	ZIR La Moiserie		2001	2002	évaluation	2470	447	Ville de Château-Thierry	Christophe Patat		

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Château-Thierry	ZIR La Moiserie		2005	2005	diagnostic	50000	5235	Ville de Château-Thierry	François Blary		
02	Château-Thierry	ZIR La Moiserie		2007	2007	diagnostic	11357	1067	Ville de Château-Thierry	Laurent Camerini		
02	Château-Thierry	ZIR La Moiserie		2008	2009	diagnostic	99236	9789	Ville de Château-Thierry	Sébastien Ziegler	MA	HAL
02	<i>Château-Thierry</i>	<i>ZIR La Moiserie</i>		<i>2009</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>2100</i>		<i>Ville de Château-Thierry</i>	<i>Jean-Jules Tronquoy</i>		
02	Château-Thierry - Epaux-Bézu - Etrepilly	ZID de l'Omois		1995	1995	évaluation	650000		AFAN	Frédéric Pécout	GR	
02	Château-Thierry - Epaux-Bézu - Etrepilly	ZID de l'Omois		1995	1995	évaluation	14000		AFAN	Frédéric Pécout	GR	
02	Château-Thierry - Epaux-Bézu - Etrepilly	ZID de l'Omois		1995	1995	évaluation	45000		AFAN	Frédéric Pécout	GR	
02	Château-Thierry - Epaux-Bézu - Etrepilly	ZID de l'Omois		1995	1995	fouille préventive	20500	20500	AFAN	Frédéric Pécout	GR	
02	Château-Thierry - Epaux-Bézu - Etrepilly	ZID de l'Omois		1996	1996	fouille préventive	800	800	AFAN	Nathalie Soupart	GR	LT
02	Château-Thierry - Epaux-Bézu - Etrepilly	ZID de l'Omois		2003	2003	diagnostic	260000	19000	Ville de Château-Thierry	Bernard Pinot	LT-GR	
02	<i>Château-Thierry - Epaux-Bézu - Etrepilly</i>	<i>ZID de l'Omois</i>		<i>2004</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>34000</i>		<i>Ville de Château-Thierry</i>	<i>Bernard Pinot</i>		



Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Chauny	ZAC de l'Univers	1	2002	2002	diagnostic	21110	1310	INRAP	Martine Derbois		
02	Chauny	ZAC de l'Univers	2A	2012	2013	diagnostic	110203	11066	CG02	Gilles Desplanque	GR	HAL-HMA-CONT
02	Chauny	ZAC des Lunières		2002	2002	diagnostic	21257	1700	INRAP	Ghislaine Billand		
02	Chauny	ZAC des Lunières		2010	2010	diagnostic	26884	2859	INRAP	Guy Flucher		CONT
02	Chauny	ZAC Saint-Eloi		2007	2007	diagnostic	30000	3000	INRAP	David Kiefer		
02	Chauny	ZAC Saint-Eloi		2009	2010	diagnostic	49841	4144	INRAP	Guy Flucher	BZ	
02	Clastres - Saint-Simon	ZA La Clef des Champs		2002	2002	évaluation	149334	13390	AFAN	Martine Derbois	LT-GR	
02	Chaudun - Courmelles - Ploisy	ZAC du Plateau	1	2002	2002	évaluation	640830	61519	INRAP	Frédéric Gransar	PAL-HAL-LT-GR-MA-MOD	NEO-CONT
02	Chaudun - Courmelles - Ploisy	ZAC du Plateau	1	2003	2004	fouille préventive	542	542	INRAP	Franck Defaux	PAL	
02	Chaudun - Courmelles - Ploisy	ZAC du Plateau	1	2003	2004	fouille préventive	16700	16700	INRAP	Laurent Duvette	GR	
02	Chaudun - Courmelles - Ploisy	ZAC du Plateau	1	2003	2004	fouille préventive	8360	8360	INRAP	Laurent Duvette	GR	
02	Chaudun - Courmelles - Ploisy	ZAC du Plateau	1	2003	2004	fouille préventive	200	200	INRAP	Nathalie Soupart	GR	
02	Chaudun - Courmelles - Ploisy	ZAC du Plateau	1	2003	2005	fouille préventive	75820	75820	INRAP	Frédéric Gransar	HAL-LT-GR	NEO-MOD-CONT
02	Chaudun - Courmelles - Ploisy	ZAC du Plateau	2	2004	2006	diagnostic	946239	82500	INRAP	Sylvain Thouvenot	PAL-NEO-GR	MA-MOD-CONT
02	Chaudun - Courmelles - Ploisy	ZAC du Plateau	3	2005	2005	diagnostic	25000	3757	INRAP	Frédéric Gransar		CONT

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Chaudun - Courmelles - Ploisy	ZAC du Plateau	2	2005	2007	fouille préventive	500	334	INRAP	Nathalie Sellier	PAL	
02	Chaudun - Courmelles - Ploisy	ZAC du Plateau	2	2005	2008	fouille préventive	5842	5842	INRAP	Bénédicte Hénon	GR	
02	Crépy-en-Laonnois	ZAC du Beffroi		1999	1999	sondages	26891	1745	AFAN	Martine Derbois	PRO-CONT	
02	Crépy-en-Laonnois	ZAC du Beffroi		2003	2003	diagnostic	20000	1930	INRAP	Martine Derbois		HAL
02	Crépy-en-Laonnois	ZAC du Beffroi		2007	2007	diagnostic	20620	1977	INRAP	Guy Flucher	HMA	NEO
02	Crépy-en-Laonnois	ZAC du Beffroi		2009	2011	fouille préventive	690	690	INRAP	Karin Libert	NEO-HMA	
02	Crouy	ZAC Sous les Taillepieds		2001	2001	évaluation	15000	3705	AFAN	Pascal Le Guen		
02	Crouy	ZAC Sous les Taillepieds		2002	2002	diagnostic	11958	1086	INRAP	Muriel Friboulet		GR
02	Essigny-le-Grand - Urvillers	ZAC de l'Épinette		2002	2002	diagnostic	84700	7830	INRAP	Martine Derbois		LT-GR
02	Essigny-le-Grand - Urvillers	ZAC de l'Épinette		2004	2006	fouille préventive	4600	4600	INRAP	Patrick Lemaire		
02	Essigny-le-Grand - Urvillers	ZAC de l'Épinette		2008	2008	diagnostic	95457	12495	INRAP	Patrick Lemaire	LT	GR
02	Essigny-le-Grand - Urvillers	ZAC de l'Épinette		2010	2012	fouille préventive	15010	15010	INRAP	Valérie Marié	LT	BZ-HAL-GR
02	Fontaine-lès-Vervins - Vervins	ZAE de la Briqueterie		2001	2001	diagnostic	120000	5738	AFAN	Pierre Barbet		MES-NEO
02	Fontaine-lès-Vervins - Vervins	ZAE de la Briqueterie		2003	2003	diagnostic	22752	2406	INRAP	Michel Baillieu		HAL-GR
02	Fontaine-lès-Vervins - Vervins	ZAC du Blanc Caillou		2008	2008	diagnostic	106702	9500	INRAP	Christophe Hosdez		
02	Fontaine-lès-Vervins - Vervins	ZA Créapôle		2009	2010	diagnostic	92505	9350	CG02	Vincent Le Quellec		IND

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Fontaine-lès-Vervins - Vervins	ZA Créapôle		2010	2010	diagnostic	82392	9046	CG02	Vincent Le Quellec		HAL
02	Guignicourt	ZAC du Pommerond		2003	2003	diagnostic	48898	6423	INRAP	Bénédicte Hénon		CONT
02	Guignicourt	ZAC du Pommerond	3	2008	2009	diagnostic	38194	4392	CG02	Vincent Le Quellec		CONT
02	Guignicourt	ZAC de l'Homme Mort	1	2003	2003	diagnostic	7954	966	INRAP	Bruno Robert		
02	Guignicourt	ZAC de l'Homme Mort	1	2004	2004	diagnostic	34060	4161	INRAP	Muriel Friboulet	LT	
02	Guignicourt	ZAC de l'Homme Mort	2	2006	2006	diagnostic	140283	17297	INRAP	Bénédicte Hénon	BZ-LT	CONT
02	Guignicourt	ZAC de l'Homme Mort	1	2006	2007	fouille préventive	2827	2827	INRAP	Estelle Pinard	LT	CONT
02	Guignicourt	ZAC de l'Homme Mort	2	2010		fouille préventive	9600		INRAP	Bénédicte Hénon	BZ-LT	
02	Guise	ZAC La Briqueterie		1999	1999	évaluation	120000	1200	AFAN	Philippe Feray		BZ-HAL
02	Hartennes-et-Taux	ZAC Le Plan de la Croix-Rouge		1998	1998	sondages	136595	9500	AFAN	Martine Derbois		LT-CONT
02	Hartennes-et-Taux	ZAC Le Plan de la Croix-Rouge		1999	1999	sondages	2000	2000	AFAN	Martine Derbois		
02	Hirson	ZAI du Pays des Trois Rivières		2001	2001	évaluation	100000	10000	AFAN	Frédéric Joseph		
02	Hirson	ZA Batavia-Genetière		2006	2007	diagnostic	24700	3100	CG02	Nicolas Cayol		
02	Laon	ZAC des Epinettes		1997	1997	évaluation	50000	1200	Ville de Laon	Jean-Pierre Jorrand		GR

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Laon	ZAC des Epinettes		2005	2012	diagnostic	39088	1487	INRAP	Frédéric Gransar		HAL-GR
02	Marle	ZAC de la Prayelle		2001	2002	évaluation	50000	2796	AFAN	Martine Derbois		
02	Mennessis - Tergnier	ZES La Férolle	1	2006	2006	diagnostic	654900	57000	INRAP	Frédéric Joseph	GR-MA	BZ-HAL
02	Mennessis - Tergnier	ZES La Férolle	1	2008	2012	fouille préventive	20000	20000	INRAP	Guy Flucher	MA	LT-GR
02	Mennessis - Tergnier	ZES La Férolle	2	2010	2010	diagnostic	532531	53074	CG02	Vincent Le Quellec	LT-CONT	GR
02	Saint-Michel-en-Tiérache	ZA de la Gare		1998	1998	évaluation	60000	6000	AFAN	André Rebiscoul		GR
02	Saint-Michel-en-Tiérache	ZAC de l'Alouette		2001	2001	évaluation	90000	8053	AFAN	Nathalie Soupart	LT-GR	MOD
02	Saint-Quentin	ZAC du Bois de la Chocque		1998	1998	évaluation	200000		AFAN	Patrick Lemaire	LT-GR	
02	Saint-Quentin	ZAC de la Chaussée Romaine/La Vallée		1995	1995	sondages	22318	823	AFAN	Lydie Blondiau		GR
02	Saint-Quentin	ZAC de la Chaussée Romaine/La Vallée		1996	1996	sondages	20000	2400	AFAN	Laurent Duvette		CONT
02	Saint-Quentin	ZAC de la Chaussée Romaine/La Vallée		1997	1997	sondages	10318	769	AFAN	Lydie Blondiau		
02	Saint-Quentin	ZAC de la Chaussée Romaine/La Vallée		1997	1998	évaluation	50000	5882	AFAN	Patrick Lemaire		

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Saint-Quentin	ZAC de la Chaussée Romaine/La Vallée		1998	1998	sondages	5850	792	AFAN	Frédéric Lemaire	GR	
02	Saint-Quentin	ZAC de la Chaussée Romaine/La Vallée		2000	2001	évaluation			AFAN	Jean-Louis Bernard		
02	Saint-Quentin	ZAC de la Chaussée Romaine/La Vallée		2000	2000	évaluation	9000	659	AFAN	Lydie Blondiau		
02	Saint-Quentin	ZAC de la Chaussée Romaine/La Vallée		2000	2000	évaluation	5000		SRA	Jean-Luc Collart		
02	Saint-Quentin	ZAC de la Chaussée Romaine/La Vallée		2005	2005	diagnostic	10210	1170	INRAP	Patrick Lemaire		
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes		1998	1999	sondages	72000	7200	AFAN	Pascal Le Guen	LT-GR	PAL
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes		1999	2000	fouille préventive	30000	30000	AFAN	Patrick Lemaire	LT-GR	MOD-CONT
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes		2000	2001	fouille préventive	8750	8750	AFAN	Patrick Lemaire	LT-GR	
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes		2001		fouille préventive			AFAN	Patrick Lemaire	LT-GR	
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes		2002	2003	diagnostic	123000	15953	INRAP	Patrick Lemaire	PAL-LT-GR	

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	5	2004	2006	diagnostic	560828	72900	INRAP	Patrick Lemaire	HAL-LT-GR	
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	6	2004	2004	diagnostic	231636	30000	INRAP	Patrick Lemaire	LT-GR	
02	<i>Saint-Quentin</i>	<i>ZAC du Parc des Autoroutes</i>	6	<i>2004</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>50000</i>		<i>INRAP</i>	<i>Patrick Lemaire</i>		
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	7	2005	2005	diagnostic	140467	13344	INRAP	Patrick Lemaire	LT	HAL-GR
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	8	2005	2005	diagnostic	49370	7430	INRAP	Patrick Lemaire		
02	<i>Saint-Quentin</i>	<i>ZAC du Parc des Autoroutes</i>	5	<i>2005</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>154522</i>		<i>INRAP</i>	<i>Patrick Lemaire</i>		
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	9	2006	2007	diagnostic	293460	36095	INRAP	Patrick Lemaire	NEO-LT-GR	CONT
02	<i>Saint-Quentin</i>	<i>ZAC du Parc des Autoroutes</i>	7	<i>2006</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>7000</i>		<i>INRAP</i>	<i>Patrick Lemaire</i>		
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	8	2006	2011	fouille préventive	4375	4375	INRAP	Patrick Lemaire	LT-GR	
02	<i>Saint-Quentin</i>	<i>ZAC du Parc des Autoroutes</i>	5	<i>2007</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>25000</i>		<i>INRAP</i>	<i>Patrick Lemaire</i>		
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	10	2008	2009	diagnostic	173980	23105	INRAP	Patrick Lemaire	BZ-GR	
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	11a	2009	2009	diagnostic	8274	507	INRAP	Thierry Bouclet	LT-GR	
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	11b	2009	2009	diagnostic	75467	9003	INRAP	Thierry Bouclet	BZ-HAL-LT-GR	
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	4	2009	2011	fouille préventive	16255	16255	INRAP	Thierry Bouclet	LT	

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	9	2009		fouille préventive	37000		INRAP	Patrick Lemaire		
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	10	2010		fouille préventive	28000		INRAP	Patrick Lemaire		
02	Saint-Quentin	ZAC du Parc des Autoroutes	11b	2011		fouille préventive	16000		INRAP	Thierry Bouclet		
02	Soissons	ZAC des Chevreux/de l'Archer		2001	2001	évaluation	18000	1654	AFAN	Isabelle Cattedu		
02	Soissons	ZAC des Chevreux/de l'Archer		2002	2002	diagnostic	9400	940	INRAP	Guy Flucher		
02	Soissons	ZAC des Chevreux/de l'Archer		2004	2004	diagnostic	40255	2846	INRAP	Bruno Robert		CONT
02	Soissons	ZAC des Chevreux/de l'Archer		2007	2007	diagnostic	7960	965	CG02	Bastien Gissingier		MOD-CONT
02	Soissons	ZAC des Chevreux/de l'Archer		2007	2007	diagnostic	68475	7085	CG02 <sup>28</sup>	Bastien Gissingier		CONT
02	Soissons	ZAC Gouraud	1	2003	2004	diagnostic	84000	15749	INRAP	Sophie Desenne	GR-MOD-CONT	
02	Soissons	ZAC Gouraud	1	2004	2011	fouille préventive	4000	4107	INRAP	Sophie Desenne	GR	
02	Soissons	ZAC Gouraud	2	2006	2007	diagnostic	35000	4100	CG02	Bastien Gissingier	GR-MOD-CONT	
02	Soissons	ZAC Gouraud	2	2008	2011	fouille préventive	1250	1250	CG02	Bastien Gissingier	GR	MOD-CONT

<sup>28</sup> Pour le compte de l'INRAP,.



Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Soissons	ZAC Gouraud	1	2011	2012	fouille préventive	1400	1400	CG02	Vincent Buccio	CONT	
02	Vermand	ZA Le Champ des Lavois		1997	1997	sondages	5067		SRA	Jean-Luc Collart		
02	Vermand	ZA Le Champ des Lavois		1998	1998	évaluation	70000	7297	AFAN	Patrick Lemaire	LT	HAL <sup>29</sup>
02	Vermand	ZA Le Champ des Lavois		1998	1999	fouille préventive	30000	30000	AFAN	Patrick Lemaire	NEO-LT	BZ-HAL-GR
02	Villeneuve-Saint-Germain	ZAC des Etomelles		1994	1994	évaluation	170000		AFAN	Laurent Dubois	BZ-HAL-HMA	LT-GR
02	Villeneuve-Saint-Germain	ZAC des Etomelles		1994	1994	sauvetage	7200	7200	AFAN	Sylvain Thouvenot	BZ-HAL	GR
02	Villeneuve-Saint-Germain	ZAC des Etomelles		1994	1995	évaluation	2775	2775	AFAN	Sylvain Thouvenot	HMA	
02	Villeneuve-Saint-Germain	ZAC des Etomelles		1997	1997	sondages	90000	11000	AFAN	Bénédicte Hénon	BZ-FE	GR-HMA
02	Villeneuve-Saint-Germain	ZAC des Etomelles		1998	1998	fouille préventive	39959	33000	AFAN	Muriel Boulen	BZ	HAL-GR-HMA-MA-MOD-CONT
02	Villeneuve-Saint-Germain	ZAC des Etomelles		1998	1999	évaluation	180000	25000	AFAN	Anne-Flore Nohé	LT-GR	BZ-HAL-MA-CONT
02	Villeneuve-Saint-Germain	ZAC des Etomelles		1999	2001	fouille préventive	35000	35000	AFAN	Ginette Auxiette	HAL-HMA	GR
02	Villeneuve-Saint-Germain	ZAC des Etomelles		2003 <sup>30</sup>	2009	fouille préventive	25000	25000	INRAP	Bénédicte Hénon	LT-GR-CONT	
02	Villers-Cotterets	ZAC de la Queue d'Oignies		2001	2001	évaluation	27000	2800	AFAN	Nathalie Buchez	LT-GR	

<sup>29</sup> Rectification à partir des résultats de la fouille par rapport au rapport d'évaluation, qui attribuait le site principal au Hallstatt, alors qu'il date de La Tène.

<sup>30</sup> Il s'agit en réalité de trois fouilles disjointes dans le temps (2001, 2002 et 2003).

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
02	Villers-Cotterets	ZAC de la Queue d'Oignies		2001	2002	fouille préventive	5000	5000	AFAN	Pascal Le Guen		
02	Villers-Cotterets	ZAC des Verriers		2001	2001	évaluation	12000	1200	AFAN	Martine Derbois	HMA	GR
02	Villers-Cotterets	ZAC des Verriers		2010	2013	fouille préventive	23600	20743	INRAP	Karin Libert	BZ-GR-HMA	
02	Viry-Nouereuil	ZAC les Terrages		2012	2013	diagnostic	42155	3962	CG02	Vincent Le Quellec		LT-GR-CONT
60	Allonne - Beauvais	ZAC de Ther		1990	1990	sondages			AFAN	Coordination A16		
60	Allonne - Beauvais	ZAC de Ther		1991	1991	sondages			AFAN	Pascal Paris	LT	NEO-GR
60	Allonne - Beauvais	ZAC de Ther		1991	1992	évaluation	15000		AFAN	Pascal Paris	LT-HMA	NEO-BZ
60	Allonne - Beauvais	ZAC de Ther		1991	1992	sauvetage			AFAN	Pascal Paris		
60	Allonne - Beauvais	ZAC de Ther		2003	2003	diagnostic	36211	2971	INRAP	Stéphane Beaujard	LT	HAL
60	Allonne - Beauvais	ZAC de Ther		2003	2003	fouille préventive	2000	2000	INRAP	Stéphane Beaujard	LT	HAL-HMA
60	Allonne - Beauvais	ZAC de Ther		2005	2005	diagnostic	29714	2992	Ville de Beauvais	Sébastien Lefèvre		
60	Allonne - Beauvais	ZAC de Ther		2006	2006	diagnostic	11329	1103	INRAP	Stéphane Beaujard		
60	Allonne - Beauvais	ZAC de Ther		2006	2006	diagnostic	41080	3993	INRAP	Stéphane Beaujard		NEO-BZ-HAL
60	Allonne	ZAC de Merlemont		1996	1996	évaluation	74563	5965	AFAN	Jean-Marc Fémolant		HAL
60	Allonne	ZAC de Merlemont		1998	1998	évaluation	81538	7156	Ville de Beauvais	Jean-François Goret	GR	
60	Attichy	Zone industrielle		1995	1995	sondages	14200	4898	AFAN	Gilles Leroy	GR	
60	Attichy	Zone industrielle		1995	1996	fouille préventive	2243	2243	AFAN	Raphaël Clotuche	GR	
60	Avrechy	ZAE Argenlieu		2010	2010	diagnostic	57935	8526	INRAP	Emmanuel Petit	BZ-LT	

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
60	Avrechy	ZAE Argenlieu		2011	2012	fouille préventive	13548	13548	INRAP	Muriel Friboulet	BZ-LT	
60	Beauvais	PAE des Champs Dolents/du Tilloy		1994	1994	évaluation	28046	2280	Ville de Beauvais	Jean-Marc Fémolant		CONT
60	Beauvais	PAE des Champs Dolents/du Tilloy		1995	1996	évaluation	22500	2488	Ville de Beauvais	Jean-Marc Fémolant	GR-MOD	
60	Beauvais	PAE des Champs Dolents/du Tilloy		1997	1997	sondages	12709	1085	Ville de Beauvais	Jean-François Goret		CONT
60	Beauvais	PAE des Champs Dolents/du Tilloy		1997	1997	sondages	15200	1375	Ville de Beauvais	Jean-François Goret		
60	Beauvais	PAE des Champs Dolents/du Tilloy		1998	1998	évaluation	25892	1916	Ville de Beauvais	Jean-François Goret	LT	GR
60	Beauvais	PAE des Champs Dolents/du Tilloy		1998	1999	évaluation	29000	2111	Ville de Beauvais	Jean-François Goret		PRO-MOD
60	Beauvais	PAE des Champs Dolents/du Tilloy		2000	2000	évaluation	54813	5792	Ville de Beauvais	Jean-François Goret	LT-GR	

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
60	Beauvais	PAE des Champs Dolents/du Tilloy		2003	2004	diagnostic	121600	12756	Ville de Beauvais	Jean-François Goret	LT-GR	MA-MOD
60	Beauvais	PAE de la Vatine Nord		1998	1998	évaluation	8663	666	Ville de Beauvais	Jean-François Goret	PAL	
60	Beauvais	ZAC de la Marette		1999	1999	évaluation	144500	11500	Ville de Beauvais	Jean-François Goret		MA-CONT
60	Beauvais	ZAC du Haut Villé	1	1999	2000	évaluation	120640	10768	Ville de Beauvais	Jean-Marc Fémolant	LT-GR	
60	<i>Beauvais</i>	<i>ZAC du Haut Villé</i>	<i>1</i>	<i>2000</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>30000</i>	<i>30000</i>	<i>Ville de Beauvais</i>	<i>Jean-Marc Fémolant</i>	<i>LT-GR</i>	
60	Beauvais	ZAC du Haut Villé	2	2001	2003	diagnostic	200000	26132	Ville de Beauvais	Jean-Marc Fémolant	LT-GR-CONT	
60	<i>Beauvais</i>	<i>ZAC du Haut Villé</i>	<i>2</i>	<i>2004</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>48480</i>		<i>Ville de Beauvais</i>	<i>Jean-Marc Fémolant</i>	<i>LT-GR</i>	
60	<i>Beauvais</i>	<i>ZAC du Haut Villé</i>	<i>3</i>	<i>2005</i>		<i>diagnostic</i>	<i>191327</i>		<i>Ville de Beauvais</i>	<i>Jean-Marc Fémolant</i>	<i>LT-GR</i>	
60	Beauvais	ZAC du Haut Villé	4	2006	2010	diagnostic	144700	13258	Ville de Beauvais	Sébastien Lefèvre	LT-GR	MA
60	Beauvais	ZAC des Tisserands		2008	2009	diagnostic	11452	272	Ville de Beauvais	Jean-Marc Fémolant		GR
60	Beauvais	ZAC des Tisserands		2012	2012	diagnostic	4526	622	Ville de Beauvais	François Haaz	GR-CONT	MA
60	Beauvais	ZAC des Tisserands		2013	2013	diagnostic	4382	373	Ville de Beauvais	François Haaz	GR-MA	
60	Breteil	ZAC de la route d'Amiens		2000	2000	évaluation	19587	2065	AFAN	Nathalie Gressier	NEO-PRO	

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
60	Breteuil	ZAC de la route d'Amiens		2005	2006	diagnostic	47635	1904	INRAP	Stéphane Beaujard		MES-NEO-LT
60	Breteuil	ZAC de la route d'Amiens		2007	2007	diagnostic	115445	12365	INRAP	Stéphane Beaujard	LT-GR	
60	Breteuil	ZAC de la route d'Amiens		2009	2010	fouille préventive	13000	7000	INRAP	Nathalie Descheyer	LT-GR	PAL
60	Breuil-le-Sec	ZAC de l'Aubier		2001	2001	évaluation	30000	650	AFAN	Jean-Luc Loch		
60	Chambly	ZAC de la Marnière		1987		sauvetage			AFAN	Noël Boucneau		
60	Chambly	ZAC de la Marnière		1992		sondages			AFAN	Noël Boucneau		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		1992	1992	sondages		3400	AFAN	Noël Boucneau		GR-HMA
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		1998	1998	sondages	28650	2134	AFAN	Lydie Blondiau		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		1999	1999	sondages	3576	440	AFAN	Martine Derbois		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		1999	1999	sondages	15598	1055	AFAN	Martine Derbois		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		1999	1999	évaluation	19390	911	AFAN	Lydie Blondiau		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		1999	1999	évaluation	2118		AFAN	Thierry Ducrocq		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		1999	1999	évaluation	80000	8000	AFAN	Martine Derbois	LT	
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		1999	2000	sondages	3567		AFAN	Ghislaine Billand		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2000		évaluation			AFAN	Ghislaine Billand		

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2000	2000	évaluation	4000		AFAN	Jean-Louis Bernard		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2000	2000	évaluation	33000	2156	AFAN	Martine Derbois		LT
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2000	2001	sondages	125000	6221	AFAN	Pierre Barbet	NEO-GR-HMA	MA
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2001	2001	évaluation	3000	2982	AFAN	Véronique Harnay	GR-HMA	
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2001	2001	évaluation	13000		AFAN	Jean-Louis Bernard		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2001	2001	évaluation	2500		AFAN	Jean-Louis Bernard		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2002	2003	diagnostic	30234	2859	INRAP	Stéphane Beaujard	LT	
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2003	2003	diagnostic	5988	593	INRAP	Stéphane Beaujard		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2003	2003	diagnostic	53937	4785	INRAP	Stéphane Beaujard	BZ	MES-NEO
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2003	2005	fouille préventive	4720	4720	INRAP	Muriel Friboulet		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2003		fouille préventive	3300	3300	INRAP	Ghislaine Billand		
60	Chambly	ZAC des Portes de l'Oise		2004	2004	diagnostic	7428	428	INRAP	Stéphane Beaujard		
60	Chaumont-en-Vexin	ZAC du Moulin d'Angean		1999	1999	sondages	6470		AFAN	Martine Derbois	CONT	
60	Chaumont-en-Vexin	ZAC du Moulin d'Angean		2001	2001	évaluation			AFAN	Frédéric Joseph		



Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
60	Chaumont-en-Vexin	ZAC du Moulin d'Angean		2001		fouille préventive			AFAN	Frédéric Joseph		
60	Compiègne	ZAC des Capucins		1996	1996	évaluation	29440	1965	AFAN	Martine Petitjean	MA-MOD-CONT	
60	Compiègne	ZAC des Capucins		1996	1997	sauvetage	3345	3345	AFAN	Martine Petitjean	MA-MOD-CONT	HMA
60	Creil - Verneuil-en-Halatte	Le Parc Alata		1999	1999	évaluation	300000	26430	AFAN	Christophe Hosdez	LT-GR	
60	Creil - Verneuil-en-Halatte	Le Parc Alata		1999	1999	évaluation	2000	2000	AFAN	Pascal Le Guen	HAL	LT
60	Creil - Verneuil-en-Halatte	Le Parc Alata		1999	1999	évaluation	10000	870	AFAN	Nathalie Gressier	PRO	
60	Creil - Verneuil-en-Halatte	Le Parc Alata		1999	2000	fouille préventive	8000	8000	AFAN	Christophe Hosdez	LT-GR	
60	Creil - Verneuil-en-Halatte	Le Parc Alata		2000	2000	sondages	124300	16000	AFAN	Stéphane Gaudefroy	BZ-HAL	NEO
60	Creil - Verneuil-en-Halatte	Le Parc Alata		2001	2001	fouille préventive	1000	1018	AFAN	Stéphane Gaudefroy	BZ-HAL	
60	Creil - Verneuil-en-Halatte	Le Parc Alata		2003	2003	diagnostic	167340	17104	INRAP	Stéphane Gaudefroy	LT	NEO-BZ-CONT
60	Creil - Verneuil-en-Halatte	Le Parc Alata		2003	2004	fouille préventive	5846	5846	INRAP	Nathalie Gressier	LT	
60	Creil - Verneuil-en-Halatte	Le Parc Alata		2007	2007	diagnostic	61762	4637	INRAP	David Kiefer		LT
60	Creil - Verneuil-en-Halatte	Le Parc Alata		2009	2010	diagnostic	72222	7490	CG60	Sébastien Ducongé	BZ	LT
60	Creil - Verneuil-en-Halatte	Le Parc Alata		2011	2012	fouille préventive	7114	7114	INRAP	Muriel Friboulet	BZ	

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
60	Esches - Méru	ZAC La Nouvelle France		1998	1998	sondages	110000	11000	AFAN	Pascale Réthoré	LT-HMA	HAL
60	Esches - Méru	ZAC La Nouvelle France		2000	2001	fouille préventive	7500	7500	AFAN	Martine Derbois	HMA	LT-GR
60	<i>Esches - Méru</i>	<i>ZAC La Nouvelle France</i>		<i>2002</i>		<i>évaluation</i>			<i>AFAN</i>	<i>Frédéric Joseph</i>		
60	Esches - Méru	ZAC La Nouvelle France		2006	2007	diagnostic	115380	11461	INRAP	Martine Derbois		NEO-CONT
60	Esches - Méru	ZAC La Nouvelle France		2007	2007	diagnostic	91693	4467	INRAP	Stéphane Beaujard	HMA-MA	
60	Esches - Méru	ZAC La Nouvelle France	B1	2008	2008	diagnostic	155602	15982	INRAP	Martine Derbois	HMA	LT
60	Grandfresnoy	ZAC du Clos Housard		2008	2009	diagnostic	92000	8867	CG60	Aurélien Gnat	MA	LT-GR
60	Hardivillers - Ourcel-Maison	ZAC de la Belle-Assise	1	1998	1999	sondages	190000		AFAN	Pierre Barbet	BZ-HAL-LT-GR	PAL
60	Hardivillers - Ourcel-Maison	ZAC de la Belle-Assise	1	2000	2000	fouille préventive	19000	19000	AFAN	Richard Rougier	LT-GR	PAL
60	Hardivillers - Ourcel-Maison	ZAC de la Belle-Assise	2	2003	2003	diagnostic	120000	13456	INRAP	Stéphane Beaujard	BZ-LT	
60	Hardivillers - Ourcel-Maison	ZAC de la Belle-Assise	1	2003	2004	fouille préventive	20000	20000	INRAP	François Malrain		LT

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
60	Hardivillers - Ourcel-Maison	ZAC de la Belle-Assise	2	2004	2004	fouille préventive	25131	25131	INRAP	Nathalie Descheyer	LT-GR	
60	Hardivillers - Ourcel-Maison	ZAC de la Belle-Assise	2	2006	2009	fouille préventive	18000	18000	INRAP	Stéphane Beaujard	LT	
60	Lacroix-Saint-Ouen	Parc tertiaire et scientifique		1989	1990	sauvetage			AFAN	Frédéric Prodéo	NEO-LT	
60	<i>Lacroix-Saint-Ouen</i>	<i>Parc tertiaire et scientifique</i>		1992	1992	<i>évaluation</i>			<i>AFAN</i>	<i>Marc Talon</i>	<i>LT</i>	
60	Lacroix-Saint-Ouen	Parc tertiaire et scientifique		1993	1993	sauvetage	2000	2000	AFAN	Marc Talon	NEO	
60	Lacroix-Saint-Ouen	Parc tertiaire et scientifique		1994	1994	évaluation	40000		AFAN	Ghislaine Billand	NEO	
60	Lacroix-Saint-Ouen	Parc tertiaire et scientifique		1994	1994	fouille préventive			AFAN	Frédéric Prodéo	NEO	
60	Lacroix-Saint-Ouen	Parc tertiaire et scientifique		2000	2000	évaluation	28200		AFAN	Stéphane Gaudefroy	LT	
60	Lacroix-Saint-Ouen	Parc tertiaire et scientifique		2011	2011	diagnostic	5602	515	INRAP	Clément Paris		MES-NEO
60	Lacroix-Saint-Ouen	Parc tertiaire et scientifique		2012	2012	diagnostic	28533		INRAP	François Malrain		NEO
60	Lacroix-Saint-Ouen	ZAC Les Jardins	1	2008	2009	diagnostic	176000	20000	INRAP	François Malrain	LT	
60	Lacroix-Saint-Ouen	ZAC Les Jardins	2	2012	2012	diagnostic	106528	11254	INRAP	Samuel Guérin	BZ-HAL-LT-GR	
60	<i>Lacroix-Saint-Ouen</i>	<i>ZAC Les Jardins</i>		2013		<i>fouille préventive</i>	33000		<i>INRAP</i>	<i>François Malrain</i>		
60	Laigneville	ZA Les Cailloux de Sailleville		2005	2005	diagnostic	72802	5171	INRAP	Muriel Friboulet		HAL
60	Longueil-Sainte-Marie	ZA Paris-Oise		2009	2009	diagnostic	33745	1788	INRAP	François Malrain		

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
60	Lormaison - Saint-Crépin-Ibouvillers	ZAC de la Reine Blanche		1999	1999	évaluation	40000		AFAN	Thierry Ducrocq		GR
60	Lormaison - Saint-Crépin-Ibouvillers	ZAC de la Reine Blanche		2000	2000	sondages	11592	1391	AFAN	Lydie Blondiau	PAL	MOD
60	Maignelay-Montigny	ZAC Est		2000	2000	évaluation	30000	6160	AFAN	Dominique Gemehl	LT	MOD
60	Maignelay-Montigny	ZAC Est		2000	2000	fouille préventive	1941	1941	AFAN	Estelle Pinard	LT	
60	Maignelay-Montigny	ZAC Est		2001	2001	évaluation	30222	3536	AFAN	Nathalie Gressier	LT	MOD
60	Maignelay-Montigny	ZAC Est		2001	2002	évaluation	16000	7750	AFAN	Stéphane Gaudefroy	LT	
60	Margny-lès-Compiègne	Pôle de développement des Hauts de Margny	1	2011	2011	diagnostic	43433	3716	INRAP	Samuel Guérin	MOD	
60	Margny-lès-Compiègne - Venette	ZAC Margny-la-Ville		2001	2001	évaluation	6000	400	AFAN	Frédéric Joseph		
60	Margny-lès-Compiègne - Venette	ZAC du Plateau de Margny		2010	2010	diagnostic	85621	10917	INRAP	David Kiefer		BZ
60	Margny-lès-Compiègne - Venette	ZAC du Plateau de Margny		2011	2011	diagnostic	119005	25140	INRAP	Samuel Guérin	LT-MOD	GR
60	Margny-lès-Compiègne - Venette	ZAC de la Prairie		1993		évaluation			AFAN	Frédéric Prodéo		
60	Margny-lès-Compiègne - Venette	ZAC de la Prairie		1994		évaluation			AFAN	Frédéric Prodéo		
60	Margny-lès-Compiègne - Venette	ZAC de la Prairie		1996	1996	évaluation	50000		AFAN	Frédéric Prodéo	MES-NEO	LT-GR
60	Margny-lès-Compiègne - Venette	ZAC de la Prairie		1997	1998	évaluation	28571	2000	AFAN	Frédéric Prodéo	NEO	
60	Margny-lès-Compiègne - Venette	ZAC de la Prairie		2011	2011	diagnostic	43433	3716	INRAP	Samuel Guérin	MOD	PRO

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
60	Margny-lès-Compiègne - Venette	ZAC de la Prairie		2012	2012	diagnostic	74191	1039	INRAP	Clément Paris		
60	Mesnil-en-Thelle (Le)	ZAC des Quatre Rainettes		2006	2006	diagnostic	85603		INRAP	Denis Maréchal		
60	Nanteuil-le-Haudouin	ZAC du Bois Fournier		2008	2008	diagnostic	94321	8437	INRAP	Martine Derbois	NEO-LT-GR	
60	<i>Nanteuil-le-Haudouin</i>	<i>ZAC du Bois Fournier</i>		<i>2009</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>12500</i>		<i>INRAP</i>	<i>Pascale François</i>		
60	Nanteuil-le-Haudouin	ZAC du Chemin de Paris		2008	2008	diagnostic	201422	19377	INRAP	Vincent Lascour	BZ-GR	
60	<i>Nanteuil-le-Haudouin</i>	<i>ZAC du Chemin de Paris</i>		<i>2010</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>19792</i>		<i>INRAP</i>	<i>Michel Baillieu</i>	<i>BZ</i>	
60	Nanteuil-le-Haudouin	ZAC du Chemin de Paris		2010	2011	fouille préventive	2708	2708	INRAP	Samuel Guérin	GR	
60	Noyon - Passel	Parc d'activité de Noyon-Passel		1997	1998	évaluation	136000	12000	AFAN	Stéphane Gaudefroy	LT-GR	MA-CONT
60	Noyon - Passel	Parc d'activité de Noyon-Passel		2000	2000	fouille préventive	5000	800	AFAN	Stéphane Gaudefroy	GR	NEO-BZ-HAL
60	Noyon - Passel	Parc d'activité de Noyon-Passel		2006	2007	diagnostic	61602	6225	Ville de Noyon	Hélène Dulauroy-Lynch	MA	LT-CONT
60	Noyon - Passel	Parc d'activité de Noyon-Passel		2007	2007	diagnostic	154837	11751	INRAP	Frédéric Joseph	MA	HAL-LT

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
60	Noyon - Passel	Parc d'activité de Noyon-Passel		2007		fouille préventive	5100		Ville de Noyon	Hélène Dulauroy-Lynch		
60	Rémy	ZAC de la Briqueterie		2009	2009	diagnostic	28931	3516	INRAP	Muriel Friboulet		
60	Sainte-Geneviève	ZA de Novillers-les-Caillois		2007	2007	diagnostic	39965		INRAP	Laurent Michel <sup>31</sup>		
60	Saint-Sauveur	ZAC des Prés Moireaux		2010	2010	diagnostic	55539	3718	INRAP	Clément Paris		GR
60	Senlis	ZAC des Rouliers		2007	2007	diagnostic	29390	3248	INRAP	Patrice Bertin		
60	Thourotte	ZAC du Gros Grelot		1998	1998	sondages	179000	16110	AFAN	Ghislaine Billand	BZ-GR	
60	Thourotte	ZAC du Gros Grelot		1999	2000	évaluation	10600	10600	AFAN	Lydie Blondiau	BZ-GR	NEO
60	Thourotte	ZAC du Gros Grelot		1999		évaluation			AFAN	Stéphane Gaudefroy		
60	Thourotte	ZAC du Gros Grelot		2002	2003	diagnostic	80529	6298	INRAP	Muriel Friboulet	GR	NEO
60	Thourotte	ZAC du Gros Grelot		2003	2004	fouille préventive	8300	6400	INRAP	Muriel Friboulet	GR	
60	Thourotte	ZAC du Gros Grelot		2007	2007	diagnostic	99126	10904	INRAP	Muriel Friboulet	BZ	
60	Thourotte	ZAC du Gros Grelot		2008	2008	fouille préventive	5600	5600	INRAP	Muriel Friboulet	BZ	
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	1	2002	2002	diagnostic	215900		INRAP	Frédéric Joseph	LT-GR	

<sup>31</sup> Ce rapport a été rejeté par le SRA et aucune version conforme n'en a jamais été rendue.



Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	2	2003	2003	diagnostic	243369	23554	INRAP	Frédéric Joseph	LT-GR	
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	1	2003	2006	fouille préventive	14606	4954	INRAP	François Malrain	LT	GR
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	2	2004	2011	fouille préventive	26300	26300	INRAP	Denis Maréchal	LT-GR	
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	2	2004	2005	fouille préventive	12500	10600	INRAP	Muriel Friboulet	LT	
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	3	2005	2005	diagnostic	220000	15800	INRAP	Frédéric Joseph	LT-GR	
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	2	2005	2012	fouille préventive	10274	8348	INRAP	Muriel Friboulet	LT	HAL-GR
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	2	2005	2011	fouille préventive	7229	7229	INRAP	Denis Maréchal	GR	
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	2	2009	2012	fouille préventive	8348 <sup>32</sup>	8348	INRAP	Muriel Friboulet	LT-GR	
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	3	2009	2012	fouille préventive	1125	1125	INRAP	Estelle Pinard	LT	
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	4	2010	2010	diagnostic	100579	9606	INRAP	Denis Maréchal	MOD	BZ
60	Venette	ZAC du Bois de Plaisance	5	2010	2010	diagnostic	122832	15706	INRAP	Denis Maréchal	GR	NEO-MA-MOD
80	Abbeville	ZAC Est		1999		évaluation			SRA	Tahar Ben Redjeb		
80	Abbeville	ZAC des Deux Vallées		1999		évaluation			AFAN	Emmanuel Petit		
80	Ablaincourt-Pressoir - Estrées-Deniécourt	ZAC de Haute-Picardie		1996	1996	évaluation	70000	8500	SRA	Didier Bayard	LT-GR	CONT

<sup>32</sup> Il s'agit d'un démembrement de la fouille prescrite après le diagnostic de 2003 et partiellement réalisée par Fr. Malrain la même année. Les 8 348 m<sup>2</sup> étaient donc inclus dans les 14 606 m<sup>2</sup> initiaux.

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
80	Ablaincourt-Pressoir - Estrées-Deniécourt	ZAC de Haute-Picardie		1996	1997	évaluation	320000		AFAN	Véronique Harnay	LT-GR	
80	Ablaincourt-Pressoir - Estrées-Deniécourt	ZAC de Haute-Picardie		1998	2000	sauvetage			AFAN	Gilles Prilaux	LT-GR	
80	Ablaincourt-Pressoir - Estrées-Deniécourt	ZAC de Haute-Picardie		2005	2005	diagnostic	153000	19132	INRAP	Véronique Harnay	LT-GR	HMA-CONT
80	Ablaincourt-Pressoir - Estrées-Deniécourt	ZAC de Haute-Picardie		2006	2006	diagnostic	300000	26845	INRAP	Véronique Harnay	LT-GR-HMA	NEO-CONT <sup>33</sup>
80	Ablaincourt-Pressoir - Estrées-Deniécourt	ZAC de Haute-Picardie		2007	2007	diagnostic	150000	17892	INRAP	Véronique Harnay	LT	GR-CONT
80	Ablaincourt-Pressoir - Estrées-Deniécourt	ZAC de Haute-Picardie		2007		fouille préventive	30200		INRAP	Frédéric Lemaire		
80	Ablaincourt-Pressoir - Estrées-Deniécourt	ZAC de Haute-Picardie		2007		fouille préventive	5000		INRAP	Véronique Harnay		
80	Ablaincourt-Pressoir - Estrées-Deniécourt	ZAC de Haute-Picardie		2008		fouille préventive	10500		INRAP	Frédéric Lemaire		
80	Albert	Parc d'activités Potez		2010	2010	diagnostic	59640	8014	INRAP	Emmanuel Petit	BZ-HAL-GR	
80	Amiens	ZAC Cathédrale		1990	1990	sauvetage	100	100	Ville d'Amiens	Noël Maheo	GR-HMA-MOD	
80	Amiens	ZAC Cathédrale		1993	1993	évaluation	2000	1500	AFAN	Luc Wozny	GR-MA	
80	Amiens	ZAC Cathédrale		1993	1993	sondages			AFAN	Eric Binet	GR-MA-MOD	
80	Amiens	ZAC Cathédrale		1994	1994	évaluation	1500	1500	AFAN	Luc Wozny	GR-MA-MOD-CONT	
80	Amiens	ZAC Cathédrale		1994	1995	évaluation	800	50	AFAN	Jean-Louis Bernard	MA-MOD-CONT	
80	Amiens	ZAC Cathédrale		1994	2000	sauvetage	3500	3500	AFAN	Luc Wozny	GR-MA-MOD-CONT	
80	Amiens	ZAC Cathédrale		1995	1996	sauvetage	4500	4500	AFAN	Dominique Gemehl	GR	

<sup>33</sup> Les résultats ne sont que partiellement présentés dans ce rapport, ; les données indiquées ici tiennent compte des informations ajoutées dans le rapport de 2007.

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
80	Amiens	ZAC Cathédrale		1995	1996	sauvetage	2000	2000	AFAN	Nathalie Buchez	GR-MA	
80	Amiens	ZAC Cathédrale		1996	1996	évaluation			AFAN	Luc Wozny	GR-MA-MOD	
80	Amiens	ZAC Cathédrale		1996	1997	sondages	77	77	AFAN	Eric Binet	MA	
80	Amiens	ZAC Cathédrale		1996	1996	évaluation	120	65	AFAN	Annick Dubois	GR-MA	
80	Amiens	ZAC Cathédrale		2003	2003	diagnostic	10388	1911	INRAP	Dominique Gemehl	GR-MA	HMA
80	Amiens	ZAC Cathédrale		2006		fouille préventive	2000		INRAP	Dominique Gemehl		
80	Amiens	ZAC Cathédrale		2007		fouille préventive	1200		INRAP	Dominique Gemehl		
80	Amiens	ZAC Paul Claudel		2005	2005	diagnostic	6327	310	INRAP	Eric Binet		
80	Amiens	ZAC Paul Claudel		2008	2008	diagnostic	183228	12200	INRAP	Nathalie Descheyer		LT-GR-MOD
80	Amiens	ZAC de Renancourt	1	2007	2007	diagnostic	448074	36000	INRAP	Laurent Duvette	PAL-LT-GR	
80	Amiens	ZAC de Renancourt	1	2009		fouille préventive			INRAP	Nicolas Cayol		
80	Amiens	ZAC de Renancourt	2	2010	2010	diagnostic	9371	1000	INRAP	Clément Paris	PAL	
80	Amiens	ZAC de Renancourt	1	2010		fouille préventive			INRAP	Nicolas Cayol		
80	Amiens	ZAC de Renancourt	3	2011	2011	diagnostic	63493	7092	INRAP	Jean-Luc Locht	PAL	LT
80	Amiens	ZAC de Renancourt	2	2011	2013	fouille préventive	940	700	INRAP	Clément Paris	PAL	
80	Amiens	ZAC de Renancourt	1	2012		fouille préventive			INRAP	Laurent Duvette		
80	Amiens	ZAC de Renancourt	3	2012		fouille préventive	1165		INRAP	Clément Paris		

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
80	Amiens	ZAC Victorine Autier		2008	2009	diagnostic	190000		INRAP	Nathalie Sellier		PAL-MES-NEO
80	Amiens	ZAC Gare		2010	2011	fouille préventive	300	380	INRAP	Eric Binet	GR-CONT	
80	Amiens	ZAC Les Jardins d'Intercampus	1	2008	2008	diagnostic	26138	2364	INRAP	Lydie Blondiau		
80	Amiens	ZAC Les Jardins d'Intercampus	2	2009	2009	diagnostic	104436	14954	INRAP	Lydie Blondiau	LT-GR	BZ-CONT
80	Amiens	ZAC Les Jardins d'Intercampus	2	2010	2012	fouille préventive	40000	35000	INRAP	Lydie Blondiau	LT-GR-CONT	BZ-HAL
80	Amiens	ZAC Les Jardins d'Intercampus	3	2011	2012	diagnostic	58824	2490	INRAP	Lydie Blondiau		
80	Amiens	ZAC Les Jardins d'Intercampus	4	2013	2013	diagnostic	84048	5635	INRAP	Lydie Blondiau	CONT	LT
80	Amiens - Poulainville	ZI d'Amiens-Poulainville		2003	2003	diagnostic	420216	45579	INRAP	Dominique Gemehl	HAL-LT-GR	
80	Amiens - Poulainville	ZI d'Amiens-Poulainville		2003	2004	fouille préventive	3400	3300	INRAP	Nathalie Buchez	HAL-LT-GR	CONT
80	Amiens - Poulainville	ZI d'Amiens-Poulainville		2005		fouille préventive	3400		INRAP	François Malrain		
80	Argoeuvres - Saint-Sauveur	ZAC Les Bornes du Temps	1	2007	2007	diagnostic	347524	33205	INRAP	Nathalie Soupart	BZ-HAL-LT-CONT	GR

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
80	Argoeuvres - Saint-Sauveur	ZAC Les Bornes du Temps	1	2009		fouille préventive	40000		INRAP	Nathalie Buchez	BZ-HAL	
80	Argoeuvres - Saint-Sauveur	ZAC Les Bornes du Temps	2	2013		diagnostic	538395		INRAP	Jean-Luc Locht		
80	Bosquel (Le)	ZAC de la Terre des Verriers	1	2011	2011	diagnostic	210620	25274	INRAP	Laurent Duvette	GR	
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		1996	1996	sauvetage	7000	3800	AFAN	Gilles Prilaux	HAL-LT	CONT
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		1998	1998	sondages	9300	814	AFAN	Lydie Blondiau		CONT
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		1999	1999	sondages	100000	12076	AFAN	Stéphane Gaodefroy	LT	CONT
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		1999	1999	sondages	19000	2086	AFAN	Stéphane Gaodefroy	LT	CONT
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		1999	2000	fouille préventive	11000	11000	AFAN	Stéphane Gaodefroy	HAL-LT	NEO
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2001	2001	évaluation	92400	5600	AFAN	Nathalie Gressier		CONT
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2002	2002	évaluation	30000	3660	INRAP	Stéphane Gaodefroy	LT	CONT
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2002	2002	diagnostic	16630	792	INRAP	Stéphane Beaujard		
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2004	2004	diagnostic	35407	3621	INRAP	Dominique Gemehl		
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2005	2006	diagnostic	67090	5166	INRAP	Denis Maréchal		CONT

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2006	2007	diagnostic	350000	34000	INRAP	Stéphane Gaodefroy	NEO-LT-GR	HAL
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2007	2007	diagnostic	36400	3550	INRAP	Stéphane Gaodefroy	LT-GR	
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2007	2007	diagnostic	200000	18297	INRAP	Stéphane Gaodefroy	LT-GR	
80	<i>Boves - Glisy - Longueau</i>	<i>ZAC de la Croix de Fer</i>		<i>2007</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>3500</i>		<i>INRAP</i>	<i>Estelle Pinard</i>	<i>LT</i>	
80	<i>Boves - Glisy - Longueau</i>	<i>ZAC de la Croix de Fer</i>		<i>2007</i>		<i>fouille préventive</i>			<i>INRAP</i>	<i>Estelle Pinard</i>		
80	<i>Boves - Glisy - Longueau</i>	<i>ZAC de la Croix de Fer</i>		<i>2007</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>16000</i>		<i>INRAP</i>	<i>Stéphane Gaodefroy</i>	<i>LT-GR</i>	
80	<i>Boves - Glisy - Longueau</i>	<i>ZAC de la Croix de Fer</i>		<i>2007</i>		<i>fouille préventive</i>			<i>INRAP</i>	<i>Stéphane Gaodefroy</i>		
80	<i>Boves - Glisy - Longueau</i>	<i>ZAC de la Croix de Fer</i>		<i>2007</i>		<i>fouille préventive</i>			<i>INRAP</i>	<i>Stéphane Gaodefroy</i>		
80	<i>Boves - Glisy - Longueau</i>	<i>ZAC de la Croix de Fer</i>		<i>2008</i>		<i>fouille préventive</i>			<i>INRAP</i>	<i>Frédéric Joseph</i>	<i>NEO</i>	
80	<i>Boves - Glisy - Longueau</i>	<i>ZAC de la Croix de Fer</i>		<i>2008</i>		<i>fouille préventive</i>			<i>INRAP</i>	<i>Estelle Pinard</i>	<i>LT</i>	
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2009	2009	diagnostic	131190		INRAP	Vincent Lascour	LT-GR	HAL
80	<i>Boves - Glisy - Longueau</i>	<i>ZAC de la Croix de Fer</i>		<i>2009</i>		<i>fouille préventive</i>	<i>25000</i>	<i>25000</i>	<i>INRAP</i>	<i>Stéphane Gaodefroy</i>	<i>LT-GR</i>	
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2010	2010	diagnostic	173990	14744	INRAP	Amandine Dubois	LT	BZ-HAL-CONT
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2010	2010	diagnostic	130588	16062	INRAP	Amandine Gapenne	LT	CONT



Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2011		fouille préventive	13000		INRAP	Amandine Gapenne	HAL-LT	
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2012	2013	diagnostic	119700	13000	INRAP	Stéphane Gaudefroy	LT	NEO-BZ-HAL-GR-CONT
80	Boves - Glisy - Longueau	ZAC de la Croix de Fer		2013	2013	diagnostic	45326	5600	INRAP	Stéphane Gaudefroy	LT	
80	Camon	ZAC de la Blanche Tâche		2010	2010	diagnostic	197149	21419	INRAP	David Kiefer	BZ-LT-GR-MOD	NEO-CONT
80	Camon	ZAC de la Blanche Tâche		2011		fouille préventive	22000		INRAP	Nathalie Buchez		
80	Conty	ZAC Henri Dunant		1995	1995	sondages			AFAN	Thierry Ducrocq		NEO
80	Conty	ZAC Henri Dunant		2000	2000	sondages			AFAN	Thierry Ducrocq	NEO	
80	Conty	ZAC Henri Dunant		2001	2002	évaluation	10000	2543	INRAP	Françoise Bostyn	NEO	
80	Conty	ZAC Henri Dunant		2002	2012	fouille préventive	1426	1426	INRAP	Françoise Bostyn		
80	Croixrault	ZAC du Sud-Ouest amiénois		2008	2009	diagnostic	281964	30300	INRAP	Nicolas Cayol	BZ-LT-GR	
80	Croixrault	ZAC du Sud-Ouest amiénois		2009	2009	diagnostic	234269	29702	INRAP	Nicolas Cayol	LT-GR-HMA	
80	Croixrault	ZAC du Sud-Ouest amiénois		2009	2010	diagnostic	323569	40646	INRAP	Nicolas Cayol	LT-HMA	NEO
80	Etoile (L') - Mouflers	ZAC des Hauts Plateaux	1	2008	2009	diagnostic	181666	17107	INRAP	Nathalie Soupart	LT-GR	BZ
80	Etoile (L') - Mouflers	ZAC des Hauts Plateaux	2	2010	2010	diagnostic	306500	30858	INRAP	Vincent Lascour	BZ-LT-GR	

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
80	Etoile (L') - Mouflers	ZAC des Hauts Plateaux	2	2012		fouille préventive	4000		INRAP	Nathalie Descheyer		
80	Etoile (L') - Mouflers	ZAC des Hauts Plateaux	2	2013		fouille préventive	25000		INRAP	Vincent Lascour	BZ-HAL-LT	
80	Etoile (L') - Mouflers	ZAC des Hauts Plateaux	2	2013		fouille préventive	6000		INRAP	David Kiefer	BZ-HAL	MA
80	Hangest-en-Santerre	ZAC du Santerre	1	2009	2009	diagnostic	97920	8680	INRAP	Vincent Lascour	GR-HMA	NEO-CONT
80	Hangest-en-Santerre	ZAC du Santerre	2	2010	2010	diagnostic	75930	9838	INRAP	Laurent Duvette	LT	
80	Méaulte	ZAC du Pays du Coquelicot	1	2008	2008	diagnostic	323680	16642	INRAP	Frédéric Joseph	LT	HAL
80	Méaulte	ZAC du Pays du Coquelicot	1	2008	2008	diagnostic	523716	47500	INRAP	Lydie Blondiau <sup>34</sup>	HAL-LT-GR	NEO-BZ
80	Méaulte	ZAC du Pays du Coquelicot		2009		fouille préventive	18000		INRAP	Nathalie Soupart	LT-GR	
80	Méaulte	ZAC du Pays du Coquelicot		2009		fouille préventive	6000		INRAP	Nathalie Buchez	HAL	
80	Méaulte	ZAC du Pays du Coquelicot		2010		fouille préventive	7000		INRAP	Nathalie Descheyer	LT	
80	Méaulte	ZAC du Pays du Coquelicot		2010	2013	fouille préventive	2866	2866	INRAP	Nathalie Soupart	LT	
80	Nesle	ZA Route de Ham		2011	2011	diagnostic	97134	16753	INRAP	Emmanuel Petit		
80	Nesle	ZA Route de Rouy		2004	2004	diagnostic	10500	1485	INRAP	Nathalie Gressier		GR-MA
80	Nesle	ZA Route de Rouy		2004	2004	diagnostic	117500	9716	INRAP	Emmanuel Petit	BZ-GR	LT

<sup>34</sup> Rapport contenu dans le même volume que le précédent.

Dpt	Communes	Nom de la ZAC	Tranche	Année	Rapport	Type	Surface prescrite	Surface fouillée	Opérateur	RO	Sites structurés	Autres occupations
80	Nesle	ZA Route de Rouy		2005		fouille préventive	1950		INRAP	Mathieu Lançon		
80	Péronne	ZAC de Maismont		2006	2006	diagnostic	130000	12258	INRAP	Franck Defaux	LT-GR	MA
80	Péronne	ZAC de Maismont		2011		fouille préventive			INRAP	Laurent Duvette		
80	Péronne	ZI de la Chapelette		2011	2011	diagnostic	71937	9835	INRAP	Emmanuel Petit	LT	GR-CONT
80	Péronne	ZI Nord		2006	2006	diagnostic	6874	543	INRAP	Franck Defaux		LT
80	Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly	ZAC de Gros Jacques		2007	2008	diagnostic	62867		Ville d'Eu <sup>35</sup>	Sophie Devillers		NEO-GR
80	Saint-Valéry-sur-80	ZA Baie de 80		2008	2008	diagnostic	128390	11442	INRAP	Vincent Lascour		PRO-CONT
80	Salouel	ZAC du Gros Grelot		2002	2002	diagnostic	6894		INRAP	Jean-Louis Bernard		
80	Villers-Bocage	ZAC de la Montignette		2007		fouille préventive	12000		INRAP	Lydie Blondiau		
80	Villers-Bretonneux	ZAC du Val de 80		2006	2006	diagnostic	180000	15410	INRAP	Laurent Duvette		LT-CONT
80	Villers-Bretonneux	ZAC du Val de 80		2009	2009	diagnostic	420602	43316	INRAP	Laurent Duvette	LT-CONT	
80	Villers-Bretonneux	ZAC du Val de 80		2009	2010	diagnostic	74000	8000	INRAP	Nathalie Buchez	LT	
80	Villers-Bretonneux	ZAC du Val de 80		2013		fouille préventive	1600		INRAP	Lydie Blondiau		

## Droits d'auteur

© Institut national du patrimoine

<sup>35</sup> Par convention avec l'INRAP, dont il n'est pas fait mention dans le rapport, alors que l'opération se situe hors de la zone de compétence du service de collectivité.